CHRISTIEN OSTROWSKI

LETTRES SLAVES

(1864-1865)

POLOGNE — EUROPE — MOSKOVIE

« Jeszcze Polska nie zginçla. »

HYMNE NATIONAL.

« L'an 1793 a vu commettre deux grands crimes: la mort d'un roi par les représentants d'un peuple; la mort d'un peuple par les ministres des rois. *Mais les peuples peuvent renaître...* »

DE SALVANDY, 26 août 1837.

TOME III

L'INSURRECTION DE 1863

PARIS
AMYOT, LIBRAIRE-ÉDITEUR
8, RUE DE LA PAIX, 8

1865

201
61

Digitized by Google

LETTRES SLAVES

Digitized by Google

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR :

Théâtre complet, 2 volumes; chez MM. Firmin Didot, 56 rue Jacob, 1862.

Œuvres poétiques complètes de Adam Miçkiewicz, traduction française en 2 volumes, 4e édition; chez les mêmes, 1859.

Les Révolutions de Pologne, par Cl.-C. de Rulhière, édition revue sur le texte et complétée, en 3 volumes; chez les mêmes, 1861.

Les Trois démembrements de la Pologne, par C.-A.-F. Ferrand, édition revue sur le texte et complétée, en 3 volumes; chez les mêmes, 1865.

Essai sur l'Unité de la science ou la Mathèse, 1 volume; chez A Franck, 69, rue Richelieu, 1849.

Légendes et Contes populaires du Sud par un homme du Nord, 1 volume; Leipzig et Librairie centrale, 24, boulevard des Italiens, 1863.

Jamby Polskie, drames et poésies, 2 volumes; Leipzig et Librairie centrale, 1863.

Hymnes et Chants nationaux polonais (1797-1865); à l'École polonaise de Paris-Batignolles, 1865.

Lettres Slaves (Orient, Pologne, Moskovie), 3e édition, augmentée de documents inédits, 3 volumes; chez Amyot, 8, rue de la Paix, 1857-1865.

SOUS PRESSE :

Les Larmes d'Exil, recueil de poésies, 1 volume.

LAGNY. — Imprimerie de A. VARIGAULT.

CHRISTIEN OSTROWSKI

LETTRES SLAVES

(1864-1865)

POLOGNE — EUROPE — MOSKOVIE

« Jeszcze Polska nie zginçla. »

HYMNE NATIONAL.

« L'an 1793 a vu commettre deux grande crimes: la mort d'un roi par les représentants d'un peuple; la mort d'un peuple par lee ministres des rois. *Mais les peuples peuvent renaître...* »

DE SALVANDY, 26 août 1837.

TOME III

L'INSURRECTION DE 1863

PARIS
AMYOT, LIBRAIRE-ÉDITEUR
8, RUE DE LA PAIX, 8

1865

Lib. G. B. PARAVIA e Cia.
ROMA
301 VIA DEL CORSO 302

Digitized by Google

AUX MARTYRS

DE

L'INSURRECTION NATIONALE

POLONAISE

DE

1863

Digitized by Google

Digitized by Google

1865

Voici la lettre que nous recevons de notre meilleur et plus ancien ami en France, M. Émile Deschamps, au sujet du deuxième volume de cette publication :

« Comment vous remercier de votre précieux souvenir et de votre glorieux envoi ? Comment surtout ne pas vous en remercier mille fois du fond de mon cœur ?

« Vous m'avez fait passer plusieurs soirées palpitantes des plus vives émotions avec vos *Lettres slaves*, ces pages *de sang et de larmes*, comme vous les nommez dans votre excellente introduction.

« Ce livre est appelé à un grand retentissement, et par le fond des choses et par la forme que vous avez su leur donner.

« Le retentissement sera littéraire et philosophique aujourd'hui, politique plus tard.

« Le tableau que vous faites de l'Europe-Russie est effrayant ; mais j'ai bien peur qu'il devienne ressemblant... Toutefois, espérons dans la Providence et la sagesse passionnée des peuples !

« Si je n'étais toujours en proie aux caprices d'une santé depuis longtemps éprouvée, j'aurais tenté l'honneur et le bonheur d'aller vous serrer la main, cette main qui a tracé tant de vers inspirés du même sentiment que celui des

Lettres slaves. Le poëte se révèle partout et toujours, soit qu'il tienne la lyre ou le burin de l'histoire :

« Même quand l'oiseau marche, on sent qu'il a des ailes! »

« Ce charmant vers de Lemierre est l'épigraphe de tout vrai poëte ; c'est aussi la vôtre.

« ÉMILE DESCHAMPS. »

Versailles, 18 janvier.

Nous n'avons rien à ajouter à cette acclamation d'un cœur fraternel, qui, pour ce dernier volume des *Lettres slaves,* restera notre unique préface, de même que les vers dantesques d'Antoni Deschamps doivent en être la conclusion.

Paris, 24 juin 1865.

Digitized by Google

LETTRES SLAVES

INSURRECTION POLONAISE

Janvier 1864.

I

On nous écrit de Krakovie, 21 janvier :

Voilà un an déjà que les Polonais se sont soulevés pour reconquérir leur indépendance. L'Europe a jusqu'aujourd'hui assisté en témoin impassible à cette lutte sanglante, où l'héroïsme et la générosité d'un peuple sans armes, sans alliés, sans ressources, a su maintenir le combat contre les hordes du tzar moskovite, qui ne connaissent d'autre manière de faire la guerre que l'incendie, le pillage et le massacre. La Lithuanie, que le bourreau Mourawieff croyait étouffée dans des flots de sang et des monceaux de cendres, fait retentir dans ses forêts des chants de liberté et d'indépendance. La jeunesse se range sous les drapeaux de Wroblewski et de Poninski.

Dans le royaume, à peine les grands froids ont-ils cessé que nos troupes ont déjà remporté plusieurs victoires; l'une dans le palatinat de Lublin, où Lirtynski a battu les Russes près de Siélanieç, à deux lieues de Zamosç; l'autre, dans celui de Krakovie, où Rembaïlo vient de défaire, à Dales-

zycé, trois compagnies d'infanterie avec cent kosaks, sous les ordres de Dobrowolsky et Bentkoffsky, et tient en échec les garnisons russes de Miechow, Proszowicé et Dzialoszycé.

Pour charmer leurs loisirs et profiter de leur inaction, les Moskovites organisent, dans les villes qu'ils occupent, des bals publics, où ils font danser leurs prisonniers momentanément tirés de leurs cachots, et leur font signer des adresses de loyauté au tzar Alexandre. Ces lâches orgies nous font désirer le dégel et la reprise des hostilités qui seuls pourront mettre un terme aux passe-temps cruels de ces sbires, exercés sur des personnes hors d'état de se défendre.

Vous y distinguerez surtout ceux qui les premiers ont tourné les talons à Zyrzyn, Tereçpol, Kobylanka, Grochowiska, Konieçpol et mille autres combats, où les soudards du Kaukase et de Krimée ont fui devant nos jeunes volontaires. Je me contenterai de vous citer à ce sujet un rapport officiel russe du chef du district de Lomza au gouvernement civil du palatinat d'Augustowo :

« J'ai l'honneur de vous mander que le 6/18 décembre, une fête d'un genre *tout particulier* a été organisée à Tykocin, par le capitaine Dymitrieff, commandant la garnison. Il avait invité pour une soirée dansante les seigneurs des environs et les employés civils des districts. (Les invitations se font aussi d'une manière *toute particulière*, invitations auxquelles on est forcé de se rendre, sous peine de coups de fouet et autres mauvais traitements.)

La fête se passa comme je vais le décrire.

« Un officier, en état d'ivresse, tout débraillé et déboutonné, était chargé de recevoir les invités à l'entrée du salon. Il s'en acquittait en les saluant *à rebours* et en tenant des propos indécents aux dames. Quand tout le monde fut arrivé et que la danse commença, le capitaine Dymitrieff fit son entrée avec deux juifs mal famés et détestés pour leurs habitudes d'espionnage et d'escroquerie. Après les avoir menés au centre de l'assemblée, il les embrassa et ordonna aux invités d'en faire autant.

« A la fin du bal, le capitaine Dymitrieff conduisit ses hôtes dans la cour, pour leur faire admirer son feu d'artifice. Il avait fait entourer de paille la potence sur laquelle plu-

sieurs prisonniers venaient d'être exécutés, et y fit mettre le feu. Peu s'en fallut que la flamme ne se communiquât aux habitations voisines et ne causât un affreux désastre. J'ignore ce que tout cela signifiait; mais je juge que l'on aurait pu fêter le jour de naissance de Son Altesse le grand-duc, héritier du trône de Russie, d'une manière plus digne. Des dames d'un âge très-avancé ont été contraintes de danser; il y eut encore beaucoup de pareilles inconvenances, dont je ne connais pas tous les détails, attendu que le bourgmestre de Tykocin est gardé à vue par le capitaine commandant Dymitrieff, etc. »

Si tel est le rapport officiel d'un employé russe, obligé de peser chaque parole, sous peine des plus atroces châtiments, nous pouvons nous faire une idée de l'orgie qui a dû avoir lieu à Tykocin, et dont on ne trouverait des exemples que dans la société de forçats évadés ou parmi les cannibales du nouveau monde, fêtant une victoire remportée sur une tribu ennemie. Voilà le degré de turpitude et de férocité où sont descendus les anciens défenseurs de Sébastopol.

Le vol est organisé sur une grande échelle. La grande majorité des officiers et des fonctionnaires russes chargés des enquêtes et des perquisitions, trouve facilement les moyens de spolier les familles aisées de Tykocin. Un marchand israélite a été obligé de payer 15,000 roubles, pour se soustraire à la bastonnade et à la prison. A Lomza, un autre israélite a prouvé son innocence, moyennant 5,000 roubles. Le commandant militaire Baklanoff, pour rendre la liberté à un fils innocent, a exigé de sa mère un cadeau de martre zibeline, destiné à sa femme.

Un de ces jours, il s'est présenté, au Crédit foncier de Varsovie, un individu pour toucher les coupons des obligations volées, lors du pillage du palais Zamoyski. Le porteur de ces valeurs a été interrogé; il a déclaré qu'il était seulement le fondé de pouvoirs du colonel russe Labanoff.

(*La Pologne.*)

II

On nous écrit de Vilno, 22 janvier :

Les mesures sanguinaires qui ont signalé toute l'année 1863, ont inauguré également l'année 1864. Le 1er janvier, un convoi de déportés, condamnés soit aux travaux forcés, soit aux compagnies disciplinaires, soit à l'exil en Sibérie, a quitté notre ville. Le 2 janvier, les Russes ont exécuté sur la place Lukiszki, Ignace Zdanowiez, fils d'un professeur d'histoire, et Miécislas Darmanowski, accusés tous deux de faire partie de l'organisation nationale. Le père de Zdanowiez n'a reçu l'autorisation de voir son fils que lorsque ce dernier se préparait à mourir.

A l'approche du moment fatal, le chef de la police de Vilno fit annoncer aux deux condamnés qu'on leur accorderait grâce pleine et entière s'ils consentaient à dénoncer les autres membres de l'organisation nationale. Les deux jeunes gens repoussèrent avec dédain ce moyen de préserver leur vie, et marchèrent avec calme et courage à la mort des martyrs. Cette offre révoltante leur fut encore renouvelée au pied même du gibet.

Les nouvelles qui nous arrivent de la province sont terribles. Ainsi le général Kowalewskoï, ayant épuisé tous les moyens barbares et voyant l'attachement inébranlable des villageois à la cause nationale, résolut d'avoir recours au meurtre, à l'assassinat judiciaire d'innocentes victimes, pour amener la population rurale à se soumettre. Il se mit donc à la recherche de victimes, c'est-à-dire d'individus suspects ou plus ou moins compromis. On prit au hasard deux jeunes paysans du bourg d'Iodukaïnié, paroisse de Skopiszki, qui avaient pris les armes dans les commencements de l'insurrection, mais qui étaient revenus dans leurs foyers et s'oc-

cupaient tranquillement d'agriculture. Ce sont ces deux jeunes gens que Kowalewskoï arracha à leurs familles. Il fit fusiller l'un d'eux, Kozakiewicz, en présence d'une foule nombreuse, à Skoperzki, le 24, et il fit subir le même sort à l'autre, nommé Downarowicz, le même jour, à Dusiaty. L'infortuné Downarowicz a été plutôt étouffé que fusillé; car, blessé seulement par les balles des soldats, il fut précipité dans la fosse et *enterré vivant*.

A côtés de ces faits, les actes de pillage sont peu de chose, mais ils ne discontinuent pas non plus. Nous en citerons un dont la notoriété prouve que les Russes ne reculent devant aucune infamie : c'est l'incendie du château du comte Tyszkiewicz à Solohubiszki, qui fut dévasté et brûlé, parce qu'un détachement de volontaires avait passé sur ses terres. Le fermier a de plus été arrêté par ordre du général Kowalewskoï et jeté en prison avec toute sa famille.

Outre les convois de prisonniers partant tous les jours pour l'exil, des convois, non moins pénibles à voir, traversent nos campagnes désolées; ce sont ceux des objets volés, meubles, linge, glaces, voitures, pianos, livres, tableaux, etc., jetés pêle-mêle dans des wagons de chemin de fer, sous l'escorte d'officiers russes qui vont les vendre ou qui se les partagent comme butin. C'est ainsi que tout ce qu'il y avait de précieux dans les terres de Wizun, propriété du comte Czapski, a été transporté à Moskou par le colonel Sobotkin.

Les prisons sont remplies. Plusieurs personnes sont arrêtées depuis bientôt un an; jusqu'à présent elles n'ont pas encore été interrogées et ne savent pas elles-mêmes de quoi elles sont accusées.

Aux paysans qui sont condamnés à la déportation, on propose d'accepter l'orthodoxie, mais le peuple refuse avec énergie et dédain. On a défendu en général d'apprendre à lire et à écrire en polonais, et on promet au peuple de publier sous peu des livres de prières catholiques en langue russe.

Comme on le sait, plusieurs chefs d'insurgés étaient paysans, entre autres Bifis, dans le district de Szawlé; Diekwis, dans celui de Poniewiez; Lukawszunas, dans le district

de Vilkomir; Gugès, dans celui de Rossienié; ce dernier est tombé dernièrement de la mort des braves.

La Russie osera-t-elle dire encore que notre peuple des campagnes lui est favorable?

(*La Pologne.*)

III

On nous écrit de Krakovie, 23 janvier :

Le premier numéro de la seconde année des *Ordonnances et Nouvelles de la police du gouvernement national* a paru à Varsovie, le 2 de ce mois. La feuille polonaise ne parle que des adresses extorquées, par le général Berg, aux malheureux habitants du royaume de Pologne. Sa première remarque est des plus justes : « Que le gouvernement russe, le premier, avait défendu solennellement toute adresse ou toute pétition au tzar, et que, maintenant, non-seulement il y engage, mais emploie même la force pour l'exécution de son plan. » Cette dernière tentative de la Russie la met en contradiction avec elle-même et démontre clairement combien elle est impuissante vis-à-vis du mouvement polonais. « A quoi peut servir à la Russie, continue la feuille polonaise, cette adresse de fidélité, puisque ses fidèles sujets combattent contre elle? Pour nous, nous ne savons qu'une chose : Dès que l'adresse sera renvoyée à Saint-Pétersbourg, le *Dziennik* proclamera l'insurrection anéantie, et appellera bandes de voleurs les détachements polonais qui protesteront contre cette déclaration. Le magnanime empereur, touché du *repentir* de la Pologne, lui pardonnera, fera mettre à exécution les réformes promises et se réjouira un moment de la paix et de la tranquillité de la Pologne; jusqu'à ce que le tonnerre grondant de nouveau, le réveille jusque dans son

palais et, déchirant le voile de ses illusions, lui montre l'abîme sous ses pas. » Ce passage est très-curieux, car il découvre un plan assez probable de la Russie, qui craint par dessus tout, la solution de la question polonaise par l'Europe, solution qu'à toute force elle voudrait éviter.

L'*Invalide russe* donne les rapports sur les opérations des troupes russes et leurs engagements avec les insurgés en Samogitie, en Lithuanie et dans le palatinat d'Augustowo. Nous ferons remarquer qu'il y a quelques jours seulement; les organes russes proclamaient que dans ces contrées régnait la tranquillité la plus parfaite. Il paraît que le général Mourawieff lui-même n'est pas bien sûr que l'insurrection n'éclate pas avec une nouvelle force au printemps, car il vient d'ordonner aux grands propriétaires de couper leurs forêts.

(*La Pologne.*)

IV

On nous écrit de Krakovie, 25 janvier :

Le journal *Chwila*, de Krakovie, et la *Gazeta Narodowa*, de Léopol, contiennent journellement des comptes-rendus et des bulletins des procès intentés à différentes personnes, pour participation à l'insurrection. L'Autriche donne, de plus en plus, dans le piége que lui tend la Russie, en lui faisant croire à une conspiration contre l'empire autrichien, en Gallicie et en Hongrie. Elle vient de créer, en Gallicie, des commissaires de la sûreté publique dans chaque district, avec des pouvoirs très-étendus. Ils ont le droit d'arrêter qui bon leur semble, de faire des visites à domicile sans arrêt du tribunal et sans ordre judiciaire, enfin de se servir des paysans pour les visites à dimicile. Nous passons sous silence tout ce qu'il a y d'inconstitutionnel et d'arbitraire dans la mesure mentionnée, et qui a été prise dans l'intérêt de la Russie.

Les nouvelles du théâtre de la guerre ne cessent de nous énumérer les nombreux détachements qui opèrent malgré les rigueurs de la saison. Les palatinats de Krakovie, de Sandomir, de Lublin, de Kalisz, nous envoient des nouvelles plus fréquentes, à cause de la proximité de la frontière. Des autres parties de la Pologne, les nouvelles nous arrivent plus tard et d'après les relations des organes moskovites, toujours fausses; quant aux résultats, il paraît que, même en Lithuanie, l'insurrection est loin de s'éteindre. La conduite des Russes est toujours violente et cruelle; elle se manifeste par des tortures infligées aux prisonniers, tant dans la citadelle de Varsovie, que dans les prisons des villes des provinces. Elle se manifeste aussi par des transports de prisonniers en Sibérie et au fond de la Russie, puis par des bals organisés à Varsovie et dans les villes de province, où l'on traîne du cachot à la salle de bal les victimes pour les faire danser, sous la menace du knout, avec leurs bourreaux. A Kalisz entre autres, un bal a eu lieu le 3 janvier, à la suite duquel les officiers russes ont fait fustiger plusieurs dames qui avaient osé mettre des robes de couleur sombre. Il faut ajouter que les Russes profitent de ces réunions pour faire signer des adresses au tzar.

Quant aux autres bals en province, nous espérons bien que les opérations des généraux Bosak, Kruk et Rudzki, sauront les changer en fêtes d'une tout autre nature.

(*La Pologne.*)

Février 1864.

V

On nous écrit de Krakovie, 5 février :

La *Chwila* publie aujourd'hui une lettre de l'archevêque Felinski, adressée à l'un des chanoines de Varsovie, qui lui

avait demandé des conseils sur la question du deuil des églises. Nous résumons en peu de mots la pensée du digne prélat :

« ... Dans la proclamation d'un ordre ou d'un contre-ordre, il faut avoir des raisons suffisantes sur lesquelles on puisse les motiver, surtout lorsqu'il s'agit d'un ordre qui regarde une nation entière. Or, quelles raisons pourrais-je alléguer pour faire cesser en ce moment le deuil dans nos églises? Est-ce parce que le gouvernement russe vient de frapper le clergé d'une nouvelle contribution? Est-ce parce qu'il ne cesse de le molester en lui interdisant les exercices même les plus habituels de son culte? Sont-ce là des raisons suffisantes pour forcer un évêque exilé à détruire ce qui a été fait en son absence, et que jusqu'à ce jour il a approuvé? Un prêtre doit être toujours en mesure de répondre de sa conduite devant Dieu, devant les hommes et sa propre conscience. Si j'approuvais cette décision, qu'aurais-je à dire pour ma justification? »

Dans un autre passage, il dit :

« ... Si la question du deuil était une question disciplinaire, qui ne regardât que nous, si ce deuil n'était qu'un signe de tristesse en l'absence du pasteur, comme un *annus luctûs* l'est après sa mort, alors, sans aucun scrupule, je m'empresserais de demander la levée du deuil pour ne pas priver mes ouailles des grâces que Dieu accorde aux fidèles pendant les fêtes de l'Église. Mais à mon avis, la position est tout autre. Mon exil n'a pas seulement privé les fidèles de leur pasteur, mais il a été une violation des droits de la chrétienté, contre laquelle on ne pouvait protester qu'en ordonnant le deuil dans les églises. Pourrais-je vous répéter en toute conscience les paroles qui m'ont été dites par les auteurs mêmes de cette violation :

« C'est en vain que vous vous attristez, réjouissez-vous « plutôt; il faut vous accoutumer aux violences et faire « semblant de ne pas les voir. »

« Ma conscience me dit de ne pas vous engager à cet acte, que je regarde comme inconsidéré; de vous recommander, au contraire, de vous opposer constamment à de pareilles mesures... Renvoyez-moi donc tous ceux qui vous feraient

de pareilles propositions ; demandez-moi officiellement ce que vous devez faire, et je vous assure qu'il me sera plus facile et plus doux de combattre pour vous, d'exposer ma personne et ma vie, que d'accepter des conditions humiliantes au détriment des intérêts de l'Église. »

On voit, d'après cette lettre, combien est difficile et pénible en Pologne la position de ceux qui veulent sauvegarder même l'ombre de leurs droits, de leur dignité, ou même remplir les obligations les plus élémentaires attachées à leur rang; car, à la moindre concession obtenue même par des moyens barbares et cruels, la Russie s'empresse de proclamer qu'elle a gagné de nouveaux adhérents à son despotisme.

(*Patrie.*)

VI

On nous adresse le rapport officiel du combat de Radkowicé, livré le 20 janvier par le détachement de Rembaïlo, dans le palatinat de Krakovie. Ce rapport est de la teneur suivante :

Au général Bosak, commandant en chef dans les palatinats de Krakovie et de Sandomir.

Après le combat d'Ilza, où les troupes insurgées avaient eu à lutter contre des forces au moins quadruples, je marchai vers minuit par Lipié et Radkowicé, où je parvins le 18 au soir, dans l'intention de me rendre aux forêts de Sainte-Croix. Chemin faisant, j'appris que les Russes avaient envoyé de Radom 14 compagnies d'infanterie à Ilza, et de Kielcé 11 compagnies à Bodzentyn. Je dus changer de plan, et je résolus d'attendre le passage des colonnes ennemies

dans le bois de Radkowicé, à une demi-lieue du village. Le 19 je me rendis au poste désigné; et le soldat, après un jour et demi de repos, était prêt à tout événement. Le 20, à dix heures du matin, les sentinelles donnèrent l'alarme; et malgré la célérité avec laquelle je rangeai ma troupe sur la lisière du bois, nous fûmes en un instant enveloppés par des masses moskovites. J'ordonnai à mes capitaines d'agir chacun séparément avec leur compagnie, et je me mis à la tête de celle du centre pour assaillir le front de l'ennemi. Le révolver au poing, je me jetai corps à corps sur la colonne russe, lorsque mon aide de camp tomba à mes côtés frappé d'une balle à bout portant. Le capitaine Iagielski m'avertit que j'allais être coupé de mon détachement; j'ordonnai donc la retraite et je me retranchai dans un ravin, où par une fusillade bien nourrie j'arrêtai la marche de la colonne du centre.

Après une heure d'une lutte acharnée, les Russes se voyant assaillis de tous côtés, perdirent contenance, et malgré leurs compagnies d'infanterie, appuyées par 200 cavaliers, ils sonnèrent la retraite devant un ennemi qui ne comptait que 300 soldats. Nos pertes sont de huit morts, parmi lesquels mon aide de camp et le capitaine des faucheurs, et de sept blessés. Les Russes ont perdu, outre leur chef, le colonel Suchonin, mort à la suite de ses blessures, deux officiers qu'ils ont ensevelis à Bodzentyn, de plus cinq morts et douze blessés, qu'ils ont amenés au village de Radkowicé. Avant de battre en retraite, le commandant disait à ses soldats :

« Ils nous ont tué beaucoup de monde, mais nous nous vengerons. »

Le lieutenant-colonel Rembaïlo.

Le 23 janvier 1864.

Quelle sera la nature de cette vengeance des troupes moskovites, après une défaite signalée? Nous pouvons aisément nous le figurer d'après la description que voici du bal donné par le capitaine Dymitrieff, commandant de la garnison de Tykocin. Cette descrip-

tion, insérée dans la *Chwila* du 5 courant, est extraite d'un rapport adressé au gouvernement national :

Le capitaine Dymitrieff, chef du détachement russe de Tykocin, avait donné l'ordre, sous les peines les plus sévères, à tous les bourgeois et les propriétaires du district d'assister avec leurs femmes et leurs filles au bal qu'il devait donner pour fêter le jour de naissance de S. A. I. le grand-duc héritier du trône. Presque tous les invités se rendirent à l'heure désignée devant la maison où devait avoir lieu cette infernale orgie ; ils trouvèrent à deux pas du seuil une potence illuminée. A leur entrée, ils furent tous fouillés par les soldats, sans en excepter les femmes ; puis, ayant pénétré dans la salle, ils y trouvèrent trois espions reconnus exécrés dans toute la contrée, qu'il leur fut ordonné d'embrasser à tour de rôle. Un intermède joué par les kosaks, plein de propos inconvenants, fut le principal épisode de cette fête ; plusieurs femmes s'évanouirent lorsque les acteurs finirent par une décharge de pistolets en l'honneur du grand-duc.

Cependant Dymitrieff, à demi couché sur un sofa, riait aux éclats. Alors commença la danse. Il ordonna à madame K..., plus que sexagénaire, de danser avec lui une polka ; elle eut beau s'excuser, en disant que cette danse était inconnue au temps de sa jeunesse. Dymitrieff la saisit, et, sous la menace de trente coups de verges, la força de faire avec lui un tour de la salle. Le bourgmestre et le maire de Tykocin avaient été chargés de faire les frais du souper. Dymitrieff s'y attabla lui seul ; puis, ayant largement fait honneur au repas, il rentra dans le salon, ordonna aux convives d'en faire autant et de s'en aller. Il les congédia d'un geste qui n'est en usage que chez les satrapes moskovites, et dont Miasoïadoff, son compère à Lomza, nous a donné le premier exemple.

Voilà, certes, un échantillon remarquable de la civilisation nouvelle que les Moskovites veulent introduire en Pologne.

(*Patrie.*)

VII

On nous écrit de Varsovie, 8 février :

Vers la fin du mois dernier, en faisant une perquisition domiciliaire chez la famille d'un ancien artiste du théâtre des Variétés, nommé Boguslawski, la police moskovite a découvert, dans un caveau dépendant de la maison qu'il habitait, un petit portefeuille contenant quelques en-tête de lettres du secretaire du gouvernement national et du chef de la ville de Varsovie, plusieurs imprimés du gouvernement, une liste des espions russes, et une autre enfin contenant cent-trente noms qui, comme on présume, étaient ceux des personnes désignées à la surveillance de la police nationale.

Aussitôt tous les habitants de la maison, excepté le propriétaire, qui n'est autre qu'un général russe, furent arrêtés et conduits à la citadelle.

Comme des faits pareils sont quotidiens dans notre capitale, personne, si ce n'est les familles des individus arrêtés, n'y a fait grande attention.

Mais aujourd'hui, après avoir reçu les journaux étrangers, et y ayant trouvé un télégramme annonçant la découverte des archives du gouvernement national, je me suis mis à la recherche du vrai de l'affaire.

Comme le résultat des enquêtes faites par les agents de Lewszyn sont souvent insérés dans les journaux moskovites, j'en ai pris lecture, et voici ce que j'y ai trouvé :

« Les papiers saisis chez les Boguslawski, dit un correspondant des *Nouvelles de Saint-Petersbourg*, démontrent évidemment que Boguslawski père, ancien comédien, âgé de soixante ans, est le secrétaire en chef du gouvernement na-

tional, que son fils est le commandant de la ville, et qu'un certain Lauber est directeur de la police; et bien que tous trois persistent à le nier, le fait n'en est pas moins avéré. » Reste à savoir par quelle logique.

Écoutez bien : Ce gouvernement qui, depuis un an, a discipliné, régi, commandé un peuple de 23 millions d'hommes, aurait pour secrétaire d'État un sexagénaire, un ci-devant comédien. Son fils, à peine connu des habitants de Varsovie, serait préposé au poste le plus important, celui du commandement de la ville.

Et voici que, sur ce point, l'*Invalide* oppose à son collègue un démenti formel, en disant que « les papiers manuscrits du chef de la ville, trouvés dans le paquet, ayant été comparés avec l'écriture du père et du fils Boguslawski, n'ont offert *aucune ressemblance* avec celle-ci, et se rapporteraient plutôt à la première. » Enfin, quant à ce « certain Lauber, » qui serait, d'après le correspondant des *Nouvelles de Saint-Pétersbourg*, directeur de la police nationale, j'ai appris que ce jeune homme était le fils d'un pasteur allemand, n'ayant d'autres rapports avec les Boguslawski que d'habiter avec eux la même maison.

Vous comprenez que, voulant vous donner des renseignements exacts sur cette affaire, dont les Russes font tant de bruit, et qui n'a servi qu'à maintenir le commissaire Rydzewsky dans ses fonctions, je suis allé à la source même, et je puis vous assurer que ni le secrétaire du gouvernement, ni le chef de la ville, ni le directeur de la police nationale n'ont été découverts. Le portefeuille trouvé dans le caveau n'était que le carnet d'un employé subalterne de la direction, et les papiers qu'il contenait, tout à fait insignifiants, ne peuvent que donner à penser au gouvernement étranger, qui doit tout naturellement se faire cette question : « Puisque les Polonais connaissent la liste de nos espions, pourquoi payer à l'avenir tous ces coquins ? »

« Ce qui est vraiment étonnant, ajoute le correspondant des *Nouvelles de Saint-Pétersbourg*, c'est que, même après la saisie des papiers et l'arrestation de cent-trente-six personnes qui en fut la conséquence, les *Ordonnances et Nouvelles de la police nationale* n'ont pas cessé de paraître, et

voilà deux nouveaux numéros, ceux du 28 et du 30 janvier, qui viennent d'être distribués à Varsovie ! »

Nous pouvons rassurer cette feuille en certifiant que le journal polonais durera aussi longtemps au moins que les *Nouvelles de Saint-Pétersbourg*. Pas plus que la nation, dont il est le courageux organe, le journal polonais ne veut mourir.

(*Patrie.*)

VIII

On nous écrit de Varsovie, 9 février :

Nous avons dit à quoi se réduisent les grandes découvertes dont les Russes se sont vantés dans leurs télégrammes de Varsovie, après l'arrestation de la famille Boguslawski. Le correspondant de l'*Invalide* donne, à la date du 5 février, de nouveaux renseignements sur cette affaire. Il cite le texte d'un rapport du directeur de la police de Varsovie au département de la police du gouvernement national, et qui ne contient rien de plus qu'un appel de fonds nécessité par les mesures récemment adoptées par le gouvernement étranger, le budget de l'année dernière ne pouvant pas suffire aux besoins courants. Voilà le document principal ; nous voyons qu'il y a loin de là à la découverte des archives du gouvernement national.

Les autres papiers saisis par les Russes sont plusieurs avis communiqués par un agent de la police nationale à un des commissaires, et ne contiennent, d'après leur texte inséré dans la même correspondance, rien de particulier.

L'*Invalide* annonce de source officielle qu'en Lithuanie, dans le district de Poniewiez, onze insurgés ont été faits prisonniers du 19 au 22 janvier, et qu'on leur a pris sept

armes à feu. Trois insurgés ont été pris dans le district de Rossienié. Les batailles dans lesquelles les Russes ont obtenu ces avantages ne sont pas mentionnées. Mourawieff ayant proclamé qu'il n'y avait plus d'insurrection en Lithuanie, reste à savoir comment ces prisonniers ont été pris sans combat.

Le bal que la ville de Varsovie aurait donné au général Berg a été élevé à la hauteur d'une manifestation. Malheureusement l'*Abeille du Nord* du 6 février nous annonce que les honneurs du bal étaient faits par mesdames Minkwitz et Witkoffskoï, épouses de deux généraux, et qui certes n'ont pas la prétention d'être des dames polonaises. Après tout, ce bal n'avait d'autre objet pour l'état-major du général Berg que de s'amuser aux frais de la ville, qui a dû dépenser pour cette solennité la somme de 28,000 fr. Il nous semble que ces frais auraient pu être prélevés sur les sequestres, confiscations et rapines de tout genre, dont notre capitale est journellement frappée depuis l'arrivée du général Berg.

(*Patrie.*)

IX

On nous écrit de Varsovie, 13 février :

Le *Dziennik* de Varsovie, dans ses deux derniers numéros, nous annonce deux nouveaux combats, celui de Wygoda, dans le palatinat de Lublin, du 31 janvier, et celui d'Opatow, dans le palatinat de Sandomir. Ce dernier combat est raconté d'une manière très-curieuse par le journal russe. Le *Dziennik* soutient avec un aplomb tout moskovite qu'un détachement polonais de cent fantassins, retranché

dans les maisons et faisant feu par les fenêtres, a été délogé par quarante kosaks. Cette fois, ajoute-t-il, deux kosaks ont été tués et deux autres légèrement blessés.

Je vous ai donné des renseignements positifs sur l'affaire Boguslawski et sur la prétendue découverte des archives du gouvernement national. Le correspondant de l'*Invalide* vient aujourd'hui confirmer mes relations. Des cent-trente-six personnes arrêtées, cent-quinze ont été remises en liberté après un interrogatoire, et vingt et une ont été livrées à la seconde commission d'enquête. Or il faut que vous sachiez ce que c'est que cette seconde commission. Lorsqu'après avoir interrogé les accusés dans la commission dite de police, composée d'officiers de tout grade, on n'est pas parvenu à les convaincre de culpabilité, on les mène à la commission de guerre siégeant dans la citadelle, où, par toutes sortes de suppliees, le fouet, la faim, l'insomnie, on arrache des aveux à la victime. Il n'est presque pas d'exemple qu'un individu tombé aux mains de cette seconde commission soit rendu à sa famille, qui n'est même pas admise à le visiter dans sa prison ; il n'en sort généralement que pour être fusillé, pendu ou déporté.

Voilà probablement le sort qui attend les vingt et un détenus à la suite de l'affaire Boguslawski ; et quand même leur innocence aurait été clairement établie devant la première commission, on leur prouvera devant la seconde, par toutes les tortures imaginables, qu'ils font partie de l'organisation nationale. L'arrestation du député Rogawski, à Krakovie, se rattache évidemment à cette nouvelle enquête, et prouve une fois de plus la complicité de l'Autriche avec a Russie.

(*Patrie.*)

X

On nous écrit de Krakovie, 17 février :

Outre les dernières rencontres dont nous avons donné le détail, l'*Invalide russe* cite d'autres combats livrés vers la fin de janvier, comme celui de Runow, palatinat de Sandomir, du 21, avec trois cents hommes d'infanterie de Dombrowski ; celui de Przedborz, du 24, avec le même détachement ; deux autres engagements, du 21 et du 30 janvier, dans le palatinat de Lublin, et dont il s'abstient de donner le résultat ainsi que les noms des combattants.

Le même journal annonce, dans un télégramme de Varsovie du 10 février, que le général Iczioranski, inactif depuis la défaite de Langiewicz, a reparu dans le palatinat de Lublin, et que le 7 février il a inauguré son entrée en campagne par la victoire d'Annopol. Plusieurs détachements, dit-il plus loin, ont franchi la Vistule sur les glaçons dont elle est couverte, sans que les troupes russes aient pu s'opposer à leur passage. Nous voyons par ces relations que notre guerre d'indépendance va reprendre avec une vigueur nouvelle avant les premiers jours du printemps.

Le général Berg inflige à la ville de Varsovie un genre de supplice qui peut paraître étrange aux yeux de l'Occident : non content d'ordonner des bals officiels, il fait organiser des théâtres de société, qui seront la contre-partie des drames sanglants joués dans les cachots et sous les potences de la citadelle. Il ordonne en même temps à ses agents à l'étranger, particulièrement à Dresde, où plusieurs familles polonaises se sont réfugiées, d'arracher à celles-ci, par la menace de confiscation de leurs biens, des adresses de soumission. Ces adresses ont pour principal objet de déterminer le prince Souwaroff, aujourd'hui gouverneur de Saint-Péters-

bourg, à accepter la lieutenance du royaume ; le prince ayant déclaré qu'il ne voulait point participer à la lutte barbare qui se poursuit en Pologne, réprouvée par sa conscience et par son honneur militaire. Nous avons lieu de croire que les Polonais résidant à Dresde ne prêteront pas l'oreille à ces suggestions des émissaires moskovites, pas plus que leurs compatriotes de Varsovie n'ont cédé à la menace du knout et de l'exil en Sibérie.

Ceux qui agiraient autrement seraient hautement désavoués par la nation, qui aurait droit de les considérer comme transfuges, et qui n'admettra d'autre issue de la lutte actuelle que l'indépendance. Si le tzar Alexandre veut réellement pacifier la Pologne et non la détruire, qu'il en retire ses troupes, accoutumées au brigandage, démoralisées par tous les excès commis durant une année de massacres et de spoliations. Mais nous pouvons prédire à l'avance qu'il ne le fera pas, ne serait-ce que pour préserver la Russie elle-même des désordres et des violences auxquels les Berg et les Mourawieff les ont trop habituées.

(Patrie.)

XI

On nous écrit de Krakovie, 18 février :

Jadis il fallait à Varsovie au moins un coup de pistolet pour autoriser l'administration militaire à s'emparer d'une maison et à la changer en caserne ; aujourd'hui on ne se donne même plus la peine de jouer cette comédie : un ordre du général Berg coupe court à toutes les formalités. C'est ainsi qu'on vient d'exproprier, pour cause d'utilité publique, le fabricant de vinaigre Eckert, en lui prenant sa maison, sa fabrique et tout ce qu'elle contenait. Bien entendu, le pillage officiel qui précède l'accomplissement de toute occupa-

tion, et qui fait partie du Code de procédure moskovite, a été exécuté sur une large échelle.

Mais voici un crime nouveau qui voue à l'exécration de tous les cœurs honnêtes le gouvernement du général Berg, à Varsovie. Deux officiers russes, ayant entrevu mademoiselle Neumann, renommée pour sa beauté, et ne pouvant parvenir à se faire admettre auprès d'elle, résolurent de l'enlever à main armée. Une nuit, ces messieurs ayant appelé à leur aide plusieurs hommes de police, stationnant dans la rue, pénétrèrent dans la maison sous prétexte d'y chercher des insurgés, et s'emparèrent de mademoiselle Neumann, sœur du propriétaire. Depuis, personne ne sait ce qu'elle est devenue; Trepoff lui-même, le maître de police urbaine, ne peut arriver à la découvrir. Vous comprenez qu'un fait pareil produit ici une émotion indescriptible; personne n'est à l'abri des violences de ce genre, on est sans cesse exposé à voir enlever la nuit, dans son intérieur, sa femme ou sa fille, sur je ne sais quelle accusation imaginaire.

Toutefois, ce n'est là que l'effet naturel du régime introduit par le général Berg, qui outrageant tous les droits de l'humanité, a fait enlever et déporter en quelques semaines les femmes les plus respectables; des mères de famille comme mesdames Dziekonska, Naïmska, Banzemer, Waliszewska, des jeunes personnes comme mesdemoiselles Laska, les sœurs Waszkowska, et beaucoup d'autres, coupables d'être Polonaises.

Un autre fait qui caractérise ce régime de barbarie et de brutalité, c'est la pendaison du vaillant et généreux chef d'insurgés, Joseph Iankowski. Voici comment un journal russe, les *Nouvelles de Moskou*, dans sa correspondance du 4 février insérée le 11 courant, s'exprime à ce sujet; nous traduisons littéralement : « Iankowski était un des plus nobles chefs de l'insurrection; jamais il n'a fait exécuter un prisonnier; bien au contraire, les officiers russes qui tombaient entre ses mains, étaient presque immédiatement remis en liberté. Il agissait avec nous comme il convient à un ennemi plein de cœur. »

Telles sont les propres paroles du correspondant mosko-

vite; et pourtant, pas un des officiers délivrés par ce chef, après l'avoir combattu, n'a eu le courage de protester contre la sentence qui frappait Iankowski, contre le hideux genre de mort qui lui était destiné.

A l'exemple de Varsovie, des pendaisons nombreuses ont lieu dans les provinces. Dominique Pawlik, hôtelier de Borki, a été pendu à Siedlcé, le 6 février, pour avoir abrité quelques insurgés blessés. Vincent Sulzyçki, paysan de Wisztyncé, devant subir la même peine à Kalwarya, palatinat d'Augustowo, pour le même crime, s'est tué dans sa prison.

XII

On nous écrit de Krakovie, 20 février :

Malgré les proclamations de Berg et de Mourawieff, tout n'est pas fini en Pologne. Nous en avons la preuve dans les lettres de Varsovie, annonçant l'entrée de cent-cinquante mille hommes de troupes nouvelles dans le royaume. Il n'est pas douteux que les Russes auraient besoin de ce renfort pour comprimer l'insurrection; mais nous serions curieux de savoir où ils pourraient le prendre, à moins d'évacuer le Kaukase. Les dernières réserves de la Russie ont déjà été envoyées en Pologne; et malgré tout l'intérêt qu'elle doit avoir à sortir triomphante de la lutte actuelle, nous doutons qu'elle se résigne à sacrifier le Kaukase pour conserver un pays qui, en fin de compte, doit lui échapper. Cette annonce est donc, selon nous, comme bien d'autres de ce genre, un moyen pour tromper et pour effrayer l'Europe.

Nous recevons aussi des détails intéressants sur les derniers moments du vaillant Iankowski. Le général Berg était déjà sur le point de signer le décret de grâce, commuant la sentence de mort en une déportation à perpétuité aux

BIBLIOTECA NAZIONALE VITTORIO EMANUELE

mines de Sibérie, lorsqu'il apprit qu'en Podlaquie, qu'il se flattait d'avoir pacifiée, ses troupes venaient d'être battues. Pour venger cet échec, il signa l'ordre de faire pendre Iankowski ; vengeance d'un chef moskovite, qui fait expier aux prisonniers les défaites de ses soldats.

Iankowski fut conduit au lieu du supplice avec un jeune homme de dix-huit ans, nommé Schindler, soupçonné d'appartenir à la gendarmerie nationale. Quand Schindler apprit le nom de son compagnon d'infortune, il s'agenouilla, lui baisa la main et lui demanda sa bénédiction, en disant qu'il rendait grâce à Dieu de subir le martyre pour la patrie et la liberté, en compagnie d'un chef si justement honoré. La foule, à ce spectacle, éclata en sanglots et en imprécations; et les bourreaux eux-mêmes, saisis de respect pour les victimes, n'osèrent lui imposer silence. Un roulement de tambours couvrit les derniers adieux des jeunes héros, qui marchèrent à la mort en récitant une prière de délivrance pour leur patrie.

Les arrestations qui ont lieu journellement à Krakovie et en Gallicie, et le redoublement de rigueurs en général, prouvent que la sainte-alliance conclue sur le partage de la Pologne vient de se resserrer par des liens que le temps et la communauté des intérêts ont rendus plus solides. La *Chwila* est remplie du récit de ces arrestations; les passeports et les laissez-passer ne garantissent plus la population contre les tracasseries incessantes de la police autrichienne. Professeurs, négociants, avocats, fonctionnaires, tous ont fait un séjour plus ou moins prolongé dans les prisons de la ville. On se demande avec étonnement où le gouvernement paternel de l'Autriche veut en venir avec ces persécutions sans motif et sans objet. La nouvelle de l'évasion du prince Adam Sapiéha de la prison de Léopol, le soir du 18 février, a rempli de joie toute la province. Mais combien de milliers de jeunes gens, des meilleures comme des plus humbles familles, gémissent encore dans les cachots d'Olmütz, d'Ihlaw et de Kœniggratz ! Assurément l'Autriche tient à réparer tous ses torts envers la Russie, et la seconde de son mieux dans son œuvre d'extermination.

(*Patrie.*)

XIII

On nous écrit de Krakovie, 23 février :

Le *Dziennik* de Varsovie, dans son numéro du 19 courant, nous signale les combats suivants livrés dans le seul palatinat de Radom. Le 1er février, sous Maluszyn, avec le détachement de Denisowicz ; le même jour, près de Bryzgow, avec un détachement dont le chef n'est pas nommé par le journal; le 2 février, dans les environs d'Ilza, district d'Opatow, avec le détachement de Gorski ; le 9, près de Zwolen, district de Radom, sans autre désignation; enfin sous le village de Cencelowka, avec le détachement de Piwnicki, sans date.

Malgré cette énumération, le journal officiel, par une inadvertance singulière, s'efforce de démontrer qu'il n'y a plus d'insurrection en Pologne. Mais alors, peut-on se demander, pourquoi toutes ces arrestations et ces déportations en masse de Varsovie ? pourquoi tous ces nouveaux règlements, signés de Mourawieff II, et publiés dans les derniers numéros du journal de Vilno ? Le *Dziennik* serait fort embarrassé de répondre.

A ces rencontres nous en avons d'autres très-nombreuses à ajouter : d'abord celle de Koniecpol, où Oxinski et Luttich ont remporté, l'année dernière, une victoire signalée. Pour venger leur nouvelle défaite, les Russes ont, selon leur coutume, garrotté les propriétaires des environs et les ont conduits à Czenstochowa. Le 16 février, une lutte acharnée a eu lieu près de Groïec, à cinq lieues de Varsovie, avec un détachement nouvellement formé. Le 17, Rudowski a battu les Russes à Oronsk, leur a fait prisonniers six officiers et soixante soldats. Au lieu d'user envers eux de représailles, il leur a fait prêter serment de ne plus porter les armes contre la Pologne, et il les a fait mettre en liberté.

Le général Bosak, après avoir passé en revue ses troupes le 15 février à Chmielniki, détacha sa cavalerie pour inquiéter les colonnes ennemies que les Russes envoyaient pour le cerner. La colonne de Kielcé, qui comptait quatre compagnies d'infanterie, avec une escorte de dragons et de kosaks, fut attaquée cinq fois dans la nuit du 18 au 19 février par le détachement polonais d'Uragan. L'indiscipline se mit dans les rangs moskovites; les soldats, forcés de passer la nuit suivante sous les armes, malgré un froid intense, accusaient leurs chefs de connivence avec les insurgés, et ceux-ci, pour sauver leur vie, ordonnèrent la retraite vers Kielcé. Une autre colonne, harcelée par nos cavaliers entre Oxa et Wloszczowa, eut le même sort que la précédente; les Polonais se replièrent vers le camp de Bosak par Konieczno.

L'*Invalide russe* du 19 février nous apprend que les insurgés ont fait sauter le chemin de fer de Bromberg à Varsovie sous Wloçlawek, pour briser le train qui devait porter le général Wittgenstein, chef militaire du district de Kuiavie. Ce général, jadis accueilli en Pologne avec la plus cordiale hospitalité, se distingue entre tous par son inexorable cruauté; dans le seul district confié à son administration, il a fait pendre plus de vingt habitants. Le hasard l'a préservé; un train de marchandises de vingt-six wagons a été précipité hors de la voie: mais aucun voyageur n'a péri. Le même journal disait, il y a quelques jours, dans une correspondance : « *Tout va bien* à Varsovie; on arrête et on déporte chaque jour davantage. » Ce témoignage est bon à constater de la part d'un journal semi-officiel.

Certains détails sur les atrocités moskovites, rapportées dans la *Chwila* et répétés par le *Morning-Post*, ont provoqué un démenti de la part du *Dziennik*. Rétablissons les faits dans leur réalité, selon nos propres renseignements. Le propriétaire Pulaski, de Pulaza, dans le palatinat de Lublin, presque octogénaire, a été arrêté au mois d'octobre dernier et conduit dans la prison de Bielsk, chef-lieu du district de ce nom. Durant son interrogatoire, il a été fustigé de telle sorte que sa chair tombait en lambeaux, et que le chirurgien du district Zawadzki a été forcé de pratiquer une opé-

ration pour prévenir la gangrène. Il fut jeté sur le pavé du cachot, avec soixante-douze autres compagnons d'infortune; gagné par eux, le sous-officier Petrowicz lui fournit un sac rempli de paille, et sur ce grabat la malheureuse victime expira vers le milieu du mois de novembre. Avant de mourir, il implora l'assistance d'un prêtre; mais le colonel Boreysza répondit que « tel qui vit comme un chien, peut bien mourir de même; » et le prêtre lui fut refusé. Le corps de Pulaski fut jeté dans un égout et n'en fut retiré que quelques jours plus tard par un soldat russe, qui l'enterra.

Parmi ses compagnons de captivité, je citerai des noms connus et respectés dans le pays, comme ceux de Malinowski, de Malinow; Sulkowski, régisseur des terres d'Alexandrow; Pietraszko; Tyborowski de Tomielow; Krasowski, propriétaires. Plusieurs sont déjà exilés en Sibérie, Tyborowski entre autres, auquel le même colonel Boreysza a arraché l'aveu d'un crime imaginaire, en le faisant fouetter par les kosaks.

A l'un d'eux, Piankowski d'Osnowka, ce monstre a cassé les dents d'un coup de poing dans le visage; un autre, le vénérable Zaleski, propriétaire de Kaleyczycé, en a reçu des coups de pied dans le ventre; son fils, officier dans l'armée russe, a vainement cherché à en obtenir satisfaction. Il en a fait de même avec l'abbé Parys, de Siedlcé.

Voilà des faits positifs, constatés par une foule de témoignages authentiques; et nous mettons le *Dziennik* officiel de Varsovie au défi de pouvoir les démentir.

(*Patrie.*)

XIV

On nous écrit de Krakovie, 26 février :

De nouvelles troupes moskovites doivent entrer en Pologne. Les officiers russes annoncent que les corps qui s'y trouvent actuellement vont occuper la Pologne autrichienne et prussienne, dans la prévision d'une guerre menaçant ces deux contrées, et que ces corps seront remplacés par des troupes fraîches, venues du fond de l'Asie.

Ces bruits sont confirmés par les conseils de guerre qui se tiennent sans relâche chez le général Berg, avec l'assistance du général Kaufmann, envoyé tout exprès par le ministère de la guerre de Saint-Pétersbourg.

Avant-hier, trois cent-cinquante personnes ont été extraites des prisons de Varsovie et déportées en Sibérie; les cellules vides ont été comblées par des arrestations faites la nuit suivante.

La *Gazette de police* d'hier publie un ordre du général Berg, d'après lequel tous les habitants de Varsovie doivent porter jour et nuit *à leur cou* des cartes de laissez-passer, sous peine d'être arrêtés et conduits à la citadelle.

Le *Dziennik* du 22 énumère les combats livrés dans le palatinat de Podlaquie. Le 31 janvier, sous Kopina et Maydan, district de Radzyn, le capitaine Polubinskoï attaqua les détachements réunis de Sienkiewicz et Mioduszynski et engagea une lutte de plusieurs jours avec ces détachements. Les Polonais, très-nombreux, comme l'assure le journal, ont perdu dans ces combats quinze morts et cinq prisonniers; les Russes, malgré l'acharnement de la lutte, *n'ont pas perdu un seul homme.*

Le 7 février, à Lisia-Wolka, district de Siedlcé, les in-

Digitized by Google

surgés ont attaqué une colonne russe qui faisait halte dans le village. Le résultat n'est pas indiqué.

Le 9 février, une escarmouche eut lieu près de Mordy, district de Biala, entre un demi-escadron de cavalerie polonaise, conduit par Neumann, et autant de kosaks commandés par Jéremin. Celui-ci, avec un nouveau détachement de kosaks, rencontra le 11 février un autre escadron polonais près de Drupié; six cavaliers polonais, dit le *Dziennik*, ont été démontés.

A la même date, le capitaine russe Severyn attaqua le détachement de Sienkiewicz, près de Wolka-Konopianska, district de Radzyn.

Enfin, le 10 février, un combat, près de Smolanka, district de Lukow, entre un détachement d'infanterie russe, sous les ordres du lieutenant Derewinskoï, et un escadron de cavalerie polonaise, n'a coûté aux patriotes, d'après le *Dziennik*, que deux morts et un prisonnier.

Un ordre du jour du chef national de Varsovie, concernant l'impôt volontaire, a été publié le 22.

A Krakovie, les arrestations continuent. Beaucoup de personnes ont été arrêtées et relâchées jusqu'à dix fois; et, entre autres, nous citerons M. Vladislas Muszynski, docteur en droit.

L'Autriche, lasse de dissimuler, jette enfin le masque, et malgré les molles résistances de M. Schmerling, se déclare ouvertement pour la Russie. On parle d'un traité d'alliance offensive et défensive, dont la date remonterait au séjour du grand-duc Constantin à Vienne. Le *Czas*, dans un de ses derniers numéros, avant sa suspension trimestrielle, celui du 8 décembre, disait ce qui suit :

« Des personnes bien informées nous écrivent de Vienne qu'au mois d'octobre il était facile d'engager l'Autriche dans une action simultanée, effective, en faveur de la Pologne; mais il fallait pour cela, assure-t-on, lui poser un *ultimatum* précis, et lui dire : Nous agirons avec vous, ou sans vous au besoin, pour soutenir l'indépendance polonaise. Cette conviction était partagée par des membres du cabinet viennois, appartenant, comme M. Schmerling, à la minorité libérale. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'Autriche ne se laissera plus détourner de la voie qu'elle aura une fois

choisie, *celle de l'action*, pour rentrer dans l'ornière usée des hésitations et des correspondances diplomatiques. »

Nous voyons que les choses ont changé du tout au tout depuis cette époque, et nous en avons la preuve dans ce qui se passe aujourd'hui en Gallicie. Les arrestations se multiplient de jour en jour; les prisons de notre malheureuse ville sont remplies de détenus, et on vient d'en ouvrir de nouvelles à côté de l'église de Saint-Pierre. L'état de siége va être proclamé.

Les Russes viennent de mettre en campagne, contre le général Bosak, une vingtaine de compagnies d'infanterie avec des kosaks et des dragons; nous ne tarderons pas à recevoir la nouvelle de quelque rencontre, bien que le général ait résolu de temporiser et d'éviter une affaire décisive. Le colonel Krysinski a passé avec son détachement du palatinat de Lublin en Podlaquie. En Volhynie, la persécution moskovite contre le catholicisme, dirigée surtout contre les paysans ruthènes, que l'on force par le knout à embrasser le schisme, a surexcité tous les esprits; le peuple s'aperçoit qu'il a été trompé par de fausses promesses, et on peut s'attendre bientôt à un soulèvement.

Plusieurs nouveaux détachements ont paru dans le district de Lomza. Le petit corps commandé par Nowina a passé la Narew et défait, le 15 février, un parti de kosaks attiré dans une embuscade. Un autre détachement s'étant formé dans le district de Kalwarya, ne cesse d'enlever les sentinelles et les avant-postes russes. Un troisième agit dans le district de Seyny. Ces derniers jours, Topor a battu, près d'Opatow, quatre compagnies d'infanterie et une escorte de cavaliers. Le colonel Jules de la Croix, commandant le 5e détachement dans le palatinat de Ploçk, a dégagé sur ce point la frontière prussienne et puni de nombreux excès commis par les Moskovites; deux morts et trois blessés sont la seule perte éprouvée durant cette expédition.

Voilà des indices certains que la lutte reprend avec vigueur sur tout le territoire polonais, et qu'il ne faudrait que des armes en nombre suffisant pour assurer la victoire à la cause de la justice et de la civilisation.

(*Patrie.*)

XV

On nous communique une fort touchante lettre d'un correspondant chargé par le comité franco-polonais, que préside le duc d'Harcourt, de faire la collecte dans les villages de la Meurthe. Cette lettre, écrite avec toute la simplicité d'un sentiment profond et vrai, prouve quelles sont les dispositions des populations rurales françaises à l'égard de la Pologne. C'est une bonne fortune pour nous d'avoir pu les constater d'une manière aussi évidente; voici cette lettre :

Bayonville (Meurthe, canton de Thiaucourt.)

Monsieur,

Curieux de voir l'effet que produiraient les listes de souscription en faveur de nos bien-aimés frères les Polonais, j'ai pris le parti de parcourir moi-même chaque village et de déposer les listes aux mairies de chaque commune.

Hier, j'ai commencé par la vallée du Rupt de Mad, comprenant les villages de Jaulny, Rambercourt, Wandelainville, Bayonville et Arnaville.

Partout la sympathie est générale, principalement chez les femmes.

Ces villages comprennent la partie vignoble du canton de Thiaucourt; les habitants sont loin d'y être à leur aise; peu importe, leur bon cœur est pour moi d'un plus grand prix que les sacrifices d'argent qu'ils pourront faire.

Mais si elle est la plus pauvre du canton, cette partie est la plus accessible aux sentiments de reconnaissance et de fraternité.

Dans un groupe qui m'entourait, un bon paysan disait :

« Ah ! messieurs, n'oublions pas ces braves Polonais ; sans eux, en 1831, ces *pandours*-là seraient venus nous visiter encore une fois, fricasser nos bandes de lard, nos saucisses, nos jambons, nos poules, oies et canards ; et pour paiement, nous aurions reçu une régalade de coups de knout sur le dos ! »

Mais ce qui m'a le plus ému, c'est le récit d'une bonne femme âgée de près de 75 ans, la veuve Barbé, née Person, d'Arnaville, native de Thiaucourt. Le voici :

« Mon frère était attaché, en qualité de maréchal-ferrant vétérinaire, à un régiment de cavalerie polonaise ; je crois que c'était le régiment de Barcz. Après être descendu de cheval à quelques pas du prince Poniatowski, il s'est jeté à la rivière en même temps que le prince et l'a vu périr ; mais comme mon frère était bon nageur, il a pu parvenir à l'autre rive et s'en est tiré avec grand'peine, en escaladant la digue qui s'opposait à sa sortie. S'il n'avait pas trouvé une goutte d'eau-de-vie achetée pour 30 sous, il serait mort de fatigue et d'épuisement.

« Revenu au pays, mon frère pleurait journellement la mort de ce prince, qu'il chérissait ; il lui semblait toujours le voir se lancer avec son cheval dans la rivière.

« Mon mari avait acheté plusieurs images représentant les adieux du prince à sa famille, et le jour fatal de sa mort. Les cadres étaient accrochés au mur de notre chambre ; chaque fois que mon frère venait nous voir, il se passait une scène douloureuse ; il fondait en larmes devant l'image du prince, refusant de boire et de manger, répétant sans cesse : « J'étais là, j'ai tout vu ! »

« A son lit de mort, il nous a fait promettre de ne jamais oublier la Pologne et de la secourir en toute circonstance, par reconnaissance de son dévouement pour notre cause. »

Comme j'avais sur moi la liste des souscripteurs de Thiaucourt, j'y jetai un coup d'œil et fis voir à la bonne veuve que le fils de son frère, le sieur Henri Person, serrurier, le sieur Barbé, maréchal-ferrant, ancien artilleur, son neveu, et la veuve Renaudin, née Person, sa sœur, avaient tous souscrit.

« A la bonne heure, me dit-elle, sans quoi je les aurais maudits. »

Dans un autre groupe, je racontai les malheurs de la Pologne, donnant une idée des moyens qu'emploient les kosaks pour faire périr femmes, enfants et vieillards, et par là dépeupler la terre polonaise de tous ses habitants. Un vieux grognard, la pipe à la bouche, m'interrompit en me disant :

« Rayez ce mot *périr* de vos tablettes. Quand on meurt pour sa religion, pour sa patrie, on ne *périt* pas, on s'*immortalise!!* »

Devant une réflexion aussi juste, aussi magnanime, je n'ai pu que m'incliner.

La semaine prochaine, je continuerai à parcourir les autres villages du canton, et j'ai tout lieu de croire que ceux de la Moselle et de la Meuse, limitrophes aux nôtres, vont nous imiter.

Agréez, etc.

PIROLLE, anc. notaire.

27 février 1864.

(*Patrie.*)

XVI

On nous écrit de Krakovie, 28 février :

Dans l'*Abeille du Nord*, du 23 février, nous lisons la phrase suivante, que nous traduisons mot à mot : « *Chez nous*, à Varsovie, tout va au mieux; chaque jour nous arrêtons davantage, nous faisons de nouvelles découvertes; mais dans les environs de notre ville, les bandes des insurgés *se montrent chaque jour en plus grand nombre.* » Cet aveu du correspondant de l'*Abeille* contraste singulièrement avec l'ordre du général de Berg, donné à tous les journaux de publier qu'il n'y a plus d'insurgés en Pologne, excepté quel-

ques petites bandes de vagabonds dans le palatinat de Radom. En m'appuyant sur une attestation aussi formelle du journal russe, je puis vous donner quelques détails qui serviront à l'expliquer.

Les détachements polonais des palatinats de Mazovie, de Ploçk et d'Augustowo ont été à dessein disséminés par leurs chefs dans les petites villes et villages à l'approche des froids rigoureux de décembre; mais le gouvernement national ayant ordonné de recomposer ces détachements pour le 1er février, afin d'en former le 3e corps de l'armée insurrectionnelle, tous les soldats qui se trouvaient à leurs quartiers ont été appelés sous les armes; voilà la cause de l'apparition spontanée de ce grand nombre de bandes insurgées dans les environs de la capitale. Le *Dziennik* russe signale le détachement de Paul Gonsowski dans le district de Varsovie, celui de Slupski dans le district de Lenczyça, celui de Szokalski dans le district de Wloçlawek. Nous savons de bonne source que d'autres détachements paraîtront sous peu dans le même palatinat.

Le détachement de Gonsowski a débuté par un combat heureux, le 16 février, près des villages Lipié et Muszary, à huit lieues de Varsovie. Le rapport du commandant russe major Zankisoff, inséré dans l'*Invalide* du 24 février, démontre jusqu'à quel point peut arriver l'arrogance des chefs moskovites en Pologne. Il commence par dire que la bande comptait près de cent fantassins; en terminant, il en tue ou blesse grièvement cent-dix, et trouve encore moyen de faire cinq prisonniers. En revanche, le valeureux major Zankisoff évalue sa perte dans cette affaire à *un sous-officier kosak*.

D'après des nouvelles plus véridiques, le combat a été très-meurtrier; les *Enfants de Varsovie* (c'est le nom du détachement de Gonsowski, composé pour la plupart de Varsoviens) ont lutté contre des forces triples, appuyées par des troupes venues de Zwolen au secours des Moskovites; des deux côtés il y eut près de cent-vingt morts ou blessés. Après ce combat, les Polonais ont rejoint le détachement du district de Czersk, commandé par Michalski, et les Russes, se voyant devant un adversaire presque égal en nombre, se sont repliés sur Varsovie.

Les troupes insurgées du palatinat d'Augustowo ont également quitté leurs quartiers d'hiver et ont repris leurs positions. Kulwicz et Nowina commandent dans ces contrées; le premier dans le district de Kalwarya, le second dans celui de Lomza, où il vient de détruire un escadron de kosaks dans la forêt de Lonczyk.

Je vous ai fait part, il y a quelques jours, des engagements qui ont eu lieu dans les palatinats de Kalisz, de Krakovie, de Sandomir et de Lublin; ils attestent que l'insurrection est loin de se ralentir, et que le printemps nous trouvera avec des forces bien plus considérables qu'elles n'étaient vers la fin de l'année 1863. Pour ce qui se passe à Varsovie même, je ne puis me dispenser de vous rapporter le nouveau mode d'exaction imaginé par le général Berg, et dont le *Dziennik* nous donne les détails. Nous y lisons jour par jour que quarante ou soixante propriétaires et habitants de toute condition ont payé des amendes pour la non-fermeture des portes cochères, pour manque d'ordre dans la cour des maisons et autres délits semblables.

L'*Invalide* du 24 traduit textuellement le nº 31 des ordres du jour du chef national de la ville, publié il y a quelques jours, et concernant l'impôt volontaire. Les *Ordonnances de la police nationale* du 23 donnent un démenti formel aux indignes calomnies insérées dans le *Dziennik* contre l'héroïque Iankowski, que l'on aurait dû se contenter de faire pendre, sans chercher à flétrir sa mémoire. A l'instant même nous recevons le nº 2 de l'*Écho de la Lithuanie*, contenant la relation des combats livrés jusqu'au 15 février dans cette partie de la Pologne.

(*Patrie.*)

XVII

On nous écrit de Krakovie, 29 février :

Je vous ai donné, il y a quelques jours, des nouvelles précises sur la saisie des papiers trouvés chez Boguslawski, que les Russes, pour attribuer plus d'importance à leur découverte, ont fait passer pour le chef national de la ville. Après une enquête à laquelle le général Berg lui-même a présidé, ils ont dû renoncer à leur première supposition, et la plupart des personnes arrêtées ont été relâchées, à l'exception de la famille Boguslawski et de quelques autres, qui seront punis à tout hasard, pour prouver par le châtiment qu'ils étaient coupables.

Le *Dziennik* russe d'avant-hier nous annonce une seconde arrestation du chef de la ville, opérée le 21 ; mais ce journal se dément lui-même en ajoutant : que c'est peut-être *un des inspecteurs* de la police nationale. Cette fois, comme par le passé, je puis vous assurer que le chef de la ville n'a pas cessé de fonctionner ; il doit, dans un prochain ordre du jour, signaler cette nouvelle bévue ou ce nouveau mensonge des autorités moskovites. Leur grande découverte, selon l'expression du journal officiel, prouve que les Russes n'ont pas a moindre notion de l'organisation nationale ; le chef de la ville de Varsovie, comme premier fonctionnaire administratif de la capitale, n'a aucun lien immédiat avec la police nationale, formant un bureau tout spécial, et dans laquelle il n'existe point d'inspecteurs.

Le général Berg en sera donc encore une fois pour ses frais d'arrestations et de supplices. D'ailleurs, le correspondant des *Nouvelles de Saint-Pétersbourg*, qui paraît être parfaitement renseigné, écrit ce qui suit à la date du 22 février :

« Je vous mandais hier que nous avions fait une découverte de la plus haute importance; savoir, la révision opérée la nuit dernière dans l'hôpital des Enfants-Trouvés, la saisie des papiers cachés dans un tonneau vide chez le pharmacien de l'établissement, et enfin l'arrestation de ce pharmacien; il s'appelle Stanislas Stronski; et d'après la teneur des papiers confiés à sa garde, ce doit être le chef d'une des sections du quatrième arrondissement, etc. »

Voilà donc à quoi se réduisent les perquisitions poursuivies avec tant de ténacité par nos hôtes étrangers; ils s'en prennent à de pauvres comédiens sans emploi ou même à des pharmaciens pour en faire des chefs de l'organisation nationale, et ils permettent à leurs journaux de signaler aussitôt leur méprise et de détromper le public sur l'importance de leurs découvertes.

Le même numéro des *Nouvelles de Saint-Pétersbourg* nous apprend que dans le seul gouvernement de Kïow on a arrêté, depuis le commencement de l'insurrection 1,386 personnes, de tout âge et de tout sexe, dont trois seulement ont été mises en liberté. Il est inutile de dire ce que sont devenues les 1,383 autres.

Selon l'*Invalide* du 26 février, on a fait une importante capture dans le village d'Ochota, commune de Czysté, aux environs de Varsovie. Le paysan Ponda, conduit à la citadelle, a fait des aveux complets : il était percepteur de l'impôt national dans sa commune. On voit par cette nouvelle que les paysans, auxquels le gouvernement national a donné les terres cultivées par eux en toute propriété, prennent une part de plus en plus active à l'insurrection.

Mars 1864.

XVIII

On nous écrit de Krakovie, 7 mars :

Le *National Zeitung* de Berlin contient une correspondance de Saint-Pétersbourg du 2 mars, où nous lisons : « On s'attend à Varsovie au retour très-prochain du grand-duc Constantin, qui va reprendre, dit-on, ses anciens travaux au conseil d'État. Son retour apportera quelques changements dans les hautes régions administratives. »

Le même journal annonce de Varsovie que le 28 février un nouveau convoi de 300 déportés a été expédié pour la Sibérie. La nuit suivante on a fait de nombreuses arrestations. Après la prise d'Opatow, dit encore le *National Zeitung*, la division krakovienne du 2e corps d'armée polonais a combattu le 22 février sous Piaskow, près de Staszow, et le 27 devant Sandomir.

On s'attend à Varsovie à l'arrivée de nouvelles troupes venant du fond de la Russie; l'état-major des corps stationnant en Pologne a été transporté vers la frontière occidentale, à Kalisz. Dans les *Nouvelles de Moskou*, du 27 février, nous lisons ce qui suit :

« On écrit de Varsovie à l'*Invalide russe* que le chef secret de la ville ne cesse pas de fontionner; le 24, notre police a arrêté dans les rues un jeune homme porteur d'un billet signé du chef de la ville; et un ordre du jour, émanant de la même source, récemment paru, ne laisse plus aucun doute à ce sujet. » C'est ainsi que se trouve démentie la nouvelle donnée par le *Dziennik*, organe officiel du général Berg.

Il en est de même de la nouvelle donnée par l'*Invalide*

de l'arrestation d'un gendarme national, sur lequel on aurait trouvé un poignard et des papiers compromettants. C'est le correspondant des *Nouvelles de Saint-Pétersbourg* qui s'est chargé de la rectifier, en écrivant à la date du 29 février : « M. L. O... (le correspondant de l'*Invalide*), en annonçant cette nouvelle dans le n° 31 du journal, a été mal renseigné. Je vais rétablir les faits sous leur véritable jour.

« Il est vrai que sur l'individu arrêté on a saisi un couteau; mais de même que lui, *tous nos agents de police sont munis de poignards*. D'ailleurs, cet individu nous a déjà rendu de nombreux services et n'a été momentanément retenu que sur une fausse dénonciation. »

C'est ainsi que tout l'échafaudage des mensonges publiés contre le gouvernement national s'écroule sans laisser de traces. Dans ce seul fait nous avons l'explication des nombreux meurtres commis dans les rues de Varsovie, et que l'on se plaisait à mettre sur le compte des gendarmes nationaux, bien que l'institution de cette gendarmerie fût abolie depuis plusieurs mois déjà par notre gouvernement. Des condamnations à mort ont été prononcées contre des malfaiteurs reconnus; mais quoique nous ayons toujours protesté contre les assassinats commis dans les rues à l'insu de nos autorités, nous n'étions pas en mesure de prouver que la plupart de ces crimes étaient du fait de la police moskovite. Cette preuve, le journal de Saint-Pétersbourg vient de la fournir. Et pourtant, combien d'innocents ont péri sur l'échafaud, pour faire croire à l'opinion publique en Europe à l'existence d'un tribunal révolutionnaire, d'une *wehme* organisée et fonctionnant au sein du gouvernement polonais! C'est toujours la fable du *Loup et de l'Agneau*.

Voici une dernière citation du *Journal de la guerre dans le royaume de Pologne*, publié tous les quinze jours à Varsovie, et reproduit cette fois par les *Nouvelles de Moskou* du 1er mars. Nous y lisons que pendant les premiers quinze jours de février les Russes ont livré seize combats aux insurgés dans une seule portion du pays. Les *bandes rebelles* étaient commandées par Rembaïlo, Dombrowski, Wagner, Bellart, Denisiewicz, Wysoçki, Turski, Piwniçki, Gorski et autres.

Je ne vous donne pas en détail les récits russes de ces combats, se terminant tous de même, par la dispersion des bandes insurgées et par la perte d'un *kosak*. Mais par le nombre de ces rencontres et par celui des détachements polonais, vous pouvez juger de l'extension que prend l'insurrection avec l'approche du printemps.

En terminant, je vous ferai part d'une nouvelle très-affligeante venue du fond de la Russie. Vous savez que la plupart des déportés sont conduits à pied depuis Nijni-Nowgorod, où finit le chemin de fer, les bras chargés de chaînes, à travers les neiges qui couvrent ces contrées une bonne moitié de l'année. Il en résulte qu'ils tombent presque tous malades en chemin, et faute de médecins, requis pour le service de l'armée, ils meurent. C'est ainsi que viennent de périr, à Orenbourg, MM. Auguste Szadurski et le comte Michel Wielhorski, tous deux riches propriétaires en Livonie, cette province déjà éprouvée par tant de pillages et de massacres.

(*Patrie.*)

XIX

On nous écrit de Krakovie, 7 mars:

Nous recevons le rapport détaillé de l'attaque d'Opatow commandée par Topor, qui avait sous ses ordres plusieurs détachements du corps d'insurgés du général Bosak. Les Russes avaient cinq compagnies d'infanterie, un demi-escadron de dragons et une sotnia de kosaks; nous comptions 350 hommes du détachement de Rembaïlo, major Iagielski; 200 hommes du détachement de Liwocza, capitaine Bandurowski; 180 de celui de Bogdan, capitaine Walter; 160 de Rosenbach, major D***; 117 de Denisiewiez, capitaine Karweçki, et 40 cavaliers : en tout 1,037 combattants.

A quatre heures de l'après-midi, le détachement de Denisiewicz parut du côté d'Ostrowieç. Tandis que vingt fantassins occupaient le couvent des bernardins, à l'extrémité de la ville, le reste du détachement se répandait en tirailleurs dans les maisons à gauche de la route, et fusillait les Russes, courant en désordre vers l'hôpital militaire. Leurs compagnies arrivaient en toute hâte vers le point menacé, lorsque le gros de nos forces déboucha du côté d'Iwaniska, à l'opposé de la ville. Un engagement de tirailleurs s'ensuivit.

Le capitaine Lubin, à la tête d'une des compagnies en marche, refoula les tirailleurs russes dans le cimetière israélite, couvert d'un fossé. La porte ayant été enlevée par le capitaine Bandurowski, les Moskovites se retirèrent, en escaladant les murs, dans le cimetière de l'église paroissiale, où se trouvait la majeure partie de la garnison. Pour les en expulser, les nôtres mirent le feu à la cure et aux maisons attenantes, autour desquelles s'engagea une lutte corps à corps. Tous ceux qui essayaient d'en sortir tombaient sous nos balles, ou se trouvaient repoussés vers le cimetière des israélites, déjà occupé par Lubin. Cependant le capitaine Karweçki avait pris d'assaut l'hôpital; les Russes se réfugièrent dans les bâtiments et les décombres à droite de la rue Powiatowa. Chassés de cette position par le lieutenant Gorski, ils occupèrent l'autre côté de la rue et le magasin militaire qui fait le coin. Une autre compagnie, conduite par le lieutenant Lauszke, parvint à les en déloger, et les refoula vers le centre de la ville. On trouva dans le magasin 250 fusils, près de 40 mille cartouches, des habits, des fourrures et des provisions de toute sorte.

Tandis que l'attaque du côté d'Ostrowicç avait réussi, du côté opposé, à Iwaniska, le major Iaglelski enlevait d'assaut le cimetière catholique. Le capitaine Ziembowicz y pénétra la baïonnette en avant, et força les Russes de se réfugier, par les deux poternes latérales, dans les bâtiments de la chaussée de Sandomir, formant le côté gauche de la rue principale d'Opatow. Un feu nourri de part et d'autre dura pendant quelque temps; le major Iagielski voyant qu'il perdait du monde sans pouvoir atteindre l'ennemi, résolut de s'emparer des maisons. A la suite d'une nouvelle attaque à

la baïonnette, les Russes, en quittant les maisons, qui commençaient à brûler, se replièrent vers le marché, et mirent en défense toutes les rues qu'ils traversaient. Les insurgés les suivaient pied à pied, et emportaient à la baïonnette une maison après l'autre. Les Russes, reculant toujours, occupèrent la mairie, la maison du district et la caserne des gendarmes, situées au centre de la ville. Le major Iagielski et le capitaine Bandurowiez y arrivèrent en même temps que les Moskovites.

Cependant les restes de la compagnie chassée de l'hôpital s'étaient retranchés avec le demi-escadron de dragons combattant à pied, dans les maisons dominant le fossé qui conduit à la ville; là, le capitaine Karweçki, ayant perdu le lieutenant Lauszke, deux sous-officiers et cinq soldats, dut changer de route; il rejoignit la première compagnie du capitaine Gorski, et ayant tourné la position des dragons par la porte principale de la ville, il les rejeta sur le marché, où ils furent détruits par les détachements polonais.

Cette manœuvre habile fait le plus grand honneur au sang-froid et à l'intrépidité de Karweçki. Sur ces entrefaites, arriva la nouvelle que trois compagnies moskovites venaient de Sandomir au secours de la garnison; le colonel Topor, saisissant un fusil, ordonna une dernière attaque sur la maison du district et la caserne. Après une lutte acharnée, ne pouvant venir à bout de ces deux points fortifiés, et voyant les pertes éprouvées des deux parts, il donna l'ordre de la retraite, qui commença vers minuit. Les détachements furent dirigés vers Ialowenzy et vers Oziemblow; la réserve, commandée par les capitaines Walter et Rosenbach, se rendit simultanément à Lagow.

Nos pertes sont de 50 tués, 70 blessés; parmi les premiers les lieutenants Gorski, Lauszke, Batory, ce dernier signalé par une valeur au-dessus de tout éloge, et l'aumônier polonais Przybylowski; parmi les blessés, le major Iagielski, les capitaines Eminowicz, Karlsbad et Bezdzieda. On a compté dans les maisons et les rues emportées d'assaut jusqu'à 200 cadavres moskovites. Avant le combat, dans la maison du district, la caisse, contenant quelques centaines de roubles, avait été prise par les insurgés.

Digitized by Google

Le nom de famille du colonel Topor, fait prisonnier et pendu le jour suivant (le 23 février), par le général russe Czengiery, sur le marché d'Opatow, est Zwierzbowski. C'était un officier d'état-major du plus grand mérite. Sa perte sera vivement sentie par toute la Pologne.

(*Patrie.*)

XX

Nous résumons une lettre de Krakovie, 14 mars :

La conséquence inévitable de l'état de siége en Gallicie, mesure de provocation et non de prudence, commence à s'accomplir. Des troubles ont eu lieu à Bochnia et à Nowytarg, où les paysans se sont refusés à l'enrôlement. Ce ne sont encore que des indices ; mais la tranquillité de notre province dépendra surtout de la conduite des autorités militaires, aujourd'hui les seuls représentants du pouvoir. Si à la suite des ordonnances de M. Mensdorff-Pouilly et de leur exécution, le sang coule en Gallicie, le gouvernement autrichien ne pourra s'en prendre qu'à lui-même. Déjà on nous signale plusieurs abus de la force, qui ne présagent rien de bon pour l'avenir. Le 5 mars, trois internés étaient transportés par le chemin de fer sous l'escorte de soldats autrichiens. Arrivés à la salle d'attente de la station de Przemysl, après un voyage de nuit, ils voulurent déjeuner ; mais le soldat de garde s'y opposa.

« Les insurgés polonais, dit-il, n'ont qu'à mourir de faim ! » Puis il se mit à les insulter de la façon la plus grossière. Un officier survint ; s'étant enquis de la cause de la dispute, il renchérit sur les injures du soldat, et leur jeta une de ces invectives allemandes (*Hundepolen*) qui ne se laissent traduire dans aucune langue. Un des internés demanda satisfaction ;

mais l'officier, de plus en plus irrité, les fit enchaîner et les condamna à recevoir chacun soixante-quinze coups de bâton. Sur la déclaration du médecin militaire qu'aucun d'eux ne serait en état de supporter un pareil châtiment, vingt-cinq coups furent appliqués sur place aux trois insurgés.

Ce traitement barbare donne une idée de ce qui se passe dans les prisons d'Olmütz et d'Ihlaw. On permet, il est vrai, aux plus aisés de demander des passe-port pour l'étranger; mais que deviendront les plus pauvres, ceux qui, ayant quitté famille et foyer domestique dans le royaume, n'ont emporté pour toute richesse qu'un fusil pour aller combattre l'invasion? La pire destinée qui puisse leur échoir, ce serait d'être livrés aux mains des Moskovites; ce serait un supplice plus affreux que la mort. Deux cent cinquante d'entre eux nous écrivent pour nous demander d'intervenir en leur faveur auprès de l'opinion publique. Nous appelons à ce sujet l'attention sur la lettre d'un interné d'Ihlaw, insérée dans le dernier numéro de la *Pologne*, celui du 13 mars. Est-ce que les gouvernements de l'Europe ne feront rien pour ces pauvres victimes? Est-ce qu'ils les abandonneront aux mauvais traitements de leurs geôliers, qui semblent avoir pris à tâche d'en diminuer le nombre à force de tourments et de privations?

Nous sollicitons donc pour eux la même faveur que celle qui est accordée aux plus fortunés, de pouvoir passer à l'étranger, où ils trouveront au moins asile et protection.

(*Patrie.*)

XXI

LA POLITIQUE DE L'AUTRICHE EN GALLICIE

Le manifeste impérial du 24 février proclamant l'état de siége en Gallicie, et l'ordonnance rendue le 27 février à

Léopol et publiée le 1er mars par le comte Mensdorff-Pouilly, sont la révélation d'une phase nouvelle de la politique autrichienne, désormais associée à celle de la Russie dans la question polonaise. L'Autriche constitutionnelle se rend ainsi solidaire des actes de violence du tzarisme, et devient l'objet de la suspicion et de l'inimitié de l'Europe libérale. Cette reculade, dont l'effet immédiat sera d'évoquer les orages qu'elle prétend conjurer, ne se laisse justifier par aucune considération sérieuse. Pour le prouver, nous n'avons qu'à rappeler les événements accomplis depuis le mois de janvier 1863.

Dès le début de l'insurrection, la Russie, pressentant qu'elle ne pourrait seule, ni même avec l'assistance de la Prusse, écraser le soulèvement polonais, fit tout son possible pour entraîner l'Autriche à lui prêter son concours. Ne pouvant obtenir, dans les premiers mois, l'appui du cabinet de Vienne, engagé avec la France et l'Angleterre dans la campagne stérile des notes diplomatiques, la Russie envoya, dès le mois de mai, trois de ses plus habiles émissaires, Mouchanoff, Anenkoff et Richter, pour organiser en Gallicie une police secrète, dans le but de provoquer les habitants à des actes hostiles envers l'Autriche, et, par suite, contraindre celle-ci à faire cause commune avec elle. Les menées de ces agents restèrent sans résultat, grâce à la sagesse du gouvernement national, qui, dans son premier manifeste, avait condamné toute agression contre l'Autriche. Ayant échoué dans ses efforts sur la population gallicienne, la police russe se tourna du côté des employés autrichiens, et cette fois elle réussit complétement.

Dès lors commença cette campagne de persécutions et d'abus de pouvoir dont nous avons donné le récit dans notre correspondance de Krakovie, à partir du mois de juin. Chose remarquable, l'influence morale du gouvernement national était déjà si grande, son autorité si respectée, que, malgré les violences du pouvoir local, pas un seul fait de résistance n'eut lieu dans toute l'étendue de la Gallicie. Mais après les insolentes réponses du prince Gortschakoff et l'abandon de l'intervention diplomatique par l'Angleterre, le cabinet viennois, se croyant dégagé de ses obligations

envers l'Occident, et craignant de s'attirer le ressentiment de la Russie, voulut se faire pardonner par un redoublement de zèle.

Dès le mois de septembre, une entente cordiale existait entre les autorités autrichiennes et les agents russes établis en Gallicie, entre les états-majors autrichiens et les chefs des corps moskovites avoisinant la frontière. Leurs efforts combinés faisaient avorter toutes les expéditions tentées sur ce point par les Polonais. Un détachement d'insurgés se formait-il au prix des plus grands sacrifices, on n'avait garde d'empêcher sa formation, mais on fournissait les renseignements nécessaires aux chefs ennemis ; on laissait dans les troupes garnissant la frontière un vide qui se refermait aussitôt après le passage du détachement. Ces sourcières, organisées avec habileté, furent la cause des désastres continuels des détachements polonais débouchant de Gallicie, et remplirent en peu de temps les prisons d'Olmütz, d'Ihlaw et de Josephstadt. La Prusse même ne peut se vanter d'avoir rendu de pareils services à son alliée moskovite.

Le voyage du grand-duc Constantin à Vienne mit fin à toutes les hésitations, et amena une entente complète entre les deux cours. Les adhérents de la politique russe, plus nombreux et plus influents, prévalurent au sein du cabinet sur la fraction libérale, qui menaça un instant de s'en séparer. Les conseils des ministres s'occupèrent du meilleur moyen d'écraser le mouvement polonais. La mise en état de siége de la Gallicie fut décidée ; mais la voix du ministre des finances, la présence du Reichsrath, la crainte du discrédit et des interpellations, et, plus encore que tout cela, l'indignation soulevée en Europe par la conduite barbare de la Russie, firent ajourner cette mesure extrême. On résolut d'user de toutes les rigueurs exceptionnelles, d'appliquer l'état de siége de fait, sans en prononcer le nom. La Gallicie fut livrée à l'arbitraire des employés, stimulés par la double perspective d'un avancement et d'une prime largement payée par les agents moskovites. Cependant les Polonais persistaient dans la ligne de modération qu'ils s'étaient tracée, et, comme à Varsovie durant l'année 1862, ils restèrent constamment sourds à toutes les provocations.

Digitized by Google

Tandis que des milliers de victimes encombraient les prisons, les places vides dans les rangs des insurgés étaient aussitôt remplies.

Exaspéré par cet admirable esprit de sacrifice, le gouverneur général comte Mensdorff-Pouilly, enguirlandé par la Russie lors de son ambassade à Saint-Pétersbourg, et partisan déclaré du tzarisme, ne cessait d'implorer l'état de siége, comme le seul moyen d'amener une solution conforme à ses vœux.

Le 24 décembre, sa proposition fut reportée au conseil des ministres; mais l'emprunt des 40 millions n'ayant pas encore été voté, on ne pouvait congédier le Reichsrath, d'autant moins que la motion Zyblikiewicz sur les actes du gouvernement en Gallicie avait fait infliger un blâme unanime au ministère par la commission chargée de l'examiner. On sait que le Reichsrath fut inopinément prorogé le lendemain du vote de l'emprunt, de façon que la motion ne put être discutée. Délivré du contrôle importun du Reichsrath, le ministère se mit à préparer l'opinion publique à de nouvelles rigueurs en Gallicie, en dénaturant les faits dans les journaux; on y parlait sans cesse du terrorisme établi par le gouvernement national, de conspiration, de révolte imminente. L'arrivée de M. de Manteuffel mit le comble à cette panique officielle et fit déborder la coupe. L'empereur, excité par l'envoyé prussien, par le ministre de Russie Knorring et le parti réactionnaire, décréta l'état de siége le 22 février; le manifeste fut rédigé le 23 et signé le 24. On voulait qu'il tombât comme la foudre, sans donner à l'opinion publique le temps de se reconnaître; on résolut toutefois de garder le secret pendant quelques jours pour prendre toutes les dispositions nécessaires, avant que la nouvelle ne transpirât à l'étranger et dans le pays. La veille même de la proclamation, on faisait dire aux feuilles ministérielles que personne ne songeait à troubler l'ordre légal dans les provinces polonaises.

Le 1er mars, l'Autriche jetait enfin le masque; les télégrammes de Léopol annonçaient à l'Europe que l'état de siége avait été proclamé en Gallicie. Les ordonnances du gouverneur général, maître absolu de la vie et de la liberté

des citoyens, se suivent chaque jour, ne cessant d'aggraver la situation ; elles sont d'une rigueur inusitée, même sous le régime exceptionnel de l'état de siége. Il suffira de dire que la proclamation du 1er mars implique un effet rétroactif, que par un de ses paragraphes elle donne aux autorités militaires le droit d'emprisonner qui bon leur semble, pendant toute une année, sans le moindre indice de culpabilité et par une simple mesure de précaution.

Cet événement, on ne peut se le dissimuler, est pour l'insurrection polonaise le coup le plus terrible qui lui ait été porté. Il ne fera pas fléchir le courage des patriotes, mais il rendra leur tâche d'une difficulté incontestable. Ce n'est pas une mesure intérieure, mais une *mesure politique*, d'après l'aveu du *Wanderer*, qui développe cette thèse dans son article du 1er mars ; le nom seul du comte Mensdorff-Pouilly suffirait pour lui imprimer son véritable caractère, celui d'une déclaration de guerre à l'élément polonais en Gallicie.

Le gouvernement national relèvera-t-il le gant qui lui est jeté par l'Autriche, devenue complice de la Russie ? Nous l'ignorons ; toutefois, nous n'en serions pas étonné. S'il n'a pas cherché à faire la guerre à deux ennemis à la fois, il ne saurait renoncer à l'obligation de se défendre contre une agression qu'il n'a pas provoquée.

Dans tous les cas, cette mesure inconstitutionnelle ne peut manquer de créer de nouveaux embarras à l'Autriche elle-même, dont une moitié est déjà privée du bénéfice de la loi, l'autre moitié traitée en pays conquis, l'état de siége existant en Hongrie, en Vénétie, dans une partie du Tyrol, et venant d'être inauguré sous l'influence moskovite dans celle de ses provinces dont la possession lui semblait jusqu'à présent la plus invariablement assurée.

(*Patrie.*)

XXII

La comtesse Sophie Wodzięka, une des dames de Krakovie les plus honorées pour son dévouement sans bornes aux souffrances de ses compatriotes, vient d'être arrêtée le 26 mars, à neuf heures du soir, par la police autrichienne. Après une perquisition domiciliaire accomplie avec toute la brutalité possible, et restée sans aucun résultat, elle a été mise au secret, c'est-à-dire placée dans l'impossibilité de se défendre et de recevoir les visites de ses parents. Et pourtant la comtesse Wodzięka compte plus d'une illustre alliance avec la cour de Vienne ; son frère, le comte Ryszczewski, marié avec la comtesse Stadion, est attaché comme chambellan à la personne de l'archiduc François-Joseph, oncle de l'empereur, et une de ses cousines germaines est mariée au prince de Lichtenstein.

Sans égard pour son rang, sa santé affaiblie et ses relations, elle a été traitée en *rebelle*. On s'évertue en vain pour pénétrer les motifs de son arrestation, à moins que son titre de dame patronesse des hôpitaux de Krakovie, titre précédemment admis par les autorités locales, ne soit devenu, sous le régime de l'état de siége, le principal chef de sa culpabilité.

Le même jour, et à la même heure, a été incarcérée madame Ostrowska, réfugiée du royaume, et qui, depuis plus d'une année, avait trouvé un asile à Krakovie. Ses quatre enfants, tous mineurs, ont été conduits et enfermés dans la citadelle. C'est par de tels actes que le gouvernement autrichien fait face à ses embarras intérieurs, et croit pouvoir se sauver de la révolution par l'ignominie, en faisant la guerre aux femmes.

(*Patrie.*)

Digitized by Google

XXIII

Le comte Mensdorff-Pouilly, le chef déclaré du parti russe en Autriche, ne se contente pas de l'état de siége en Gallicie; il veut faire peser sur cette province le régime que Berg et Mourawieff ont inauguré en Pologne. Après mesdames François Wodzicka et Ignace Ostrowska, mises au secret pour crime de charité, est venu le tour de madame Zakaszewska et de mademoiselle Wielowieiska, incarcérées pour le même crime. La visite même de leurs parents leur est absolument interdite; et pourtant l'une d'elles, la comtesse Wodzicka, est gravement malade.

Des cours martiales siégent sans cesse dans les deux villes, et chaque jour des femmes sont condamnées à recevoir de dix à trente-cinq coups de fouet. Si l'on doutait de l'authenticité de cette ignominie, publiquement infligée à des femmes, nous renverrions aux journaux autrichiens, et surtout à la *Gazette de Vienne*, qui enregistre dans chaque numéro, avec désignation des noms, plusieurs condamnations de ce genre; nous citerons, entre autres, Julie Chrostowska et Catherine Samborska, de Léopol.

Ajoutons que pendant l'arrestation de madame Ostrowska et la visite domiciliaire qui l'a précédée, les sbires de M. Merkl, gouverneur civil de Krakovie, ont fait main basse sur toutes les valeurs en argent et en objets précieux qu'ils ont trouvées chez elle, et qui représentaient presque toute sa fortune. De plus, malgré les dénégations des télégrammes officiels, à l'heure qu'il est, dix-huit réfugiés ont déjà été livrés à la Russie par la seule douane-frontière de Michalowicé.

Voilà ce que vaut à l'Autriche constitutionnelle l'alliance moskovite, implorée par le comte Mensdorff-Pouilly depuis toute une année.

(*Patrie.*)

Avril 1864.

XXIV

On nous écrit de Krakovie, 1er avril :

Nous avons déjà dit plusieurs fois l'insistance avec laquelle les gouvernements de Russie et d'Autriche ont réclamé, à Bukharest, contre l'hospitalité donnée par le prince Couza aux émigrés polonais et hongrois. La Russie a tout d'abord protesté par l'intermédiaire de la Porte; elle a fait entendre ensuite les plaintes les plus vives; puis est arrivée l'Autriche, poussée par le cabinet de Saint-Pétersbourg. Les réclamations n'ayant produit aucun effet, on prétend que la Russie et l'Autriche songent à passer à la menace. Les concentrations de troupes, qu'on explique par la crainte d'un coup de main tenté par les émigrés hongrois, ne seraient que les préliminaires d'une mesure violente à laquelle se prêterait aussitôt la Russie, c'est-à-dire une occupation provisoire du territoire moldo-valaque. La participation de la Porte aurait été demandée et peut-être obtenue.

La présence à Bukharest d'un général russe est considérée comme la dernière sommation de la Russie. Mais les correspondances que nous recevons de Iassy et de Bukharest expriment toujours l'espoir que le prince Couza ne faiblira pas, et qu'il saura racheter jusqu'au bout le triste souvenir de la malheureuse affaire Milkowski. Il serait impossible, d'ailleurs, que la France et l'Angleterre laissassent les Principautés à la merci de la Russie et de l'Autriche, sous prétexte que le sol de la Roumanie est devenu le dernier asile des familles hongroises et polonaises, traquées par les polices moskovite, prussienne et autrichienne.

Le territoire de la Roumanie est neutre. Tant que la par-

ticipation du gouvernement du prince Couza aux projets plus ou moins belliqueux de ses hôtes ne sera pas prouvée, il ne saurait être permis aux États voisins des Principautés de violer les conventions qui protégent la Moldo-Valaquie, et de poursuivre jusqu'à Iassy et à Bukharest l'application de la politique violente que l'Europe laisse triompher en Pologne et en Gallicie.

(*Patrie.*)

XXV

Le neuvième numéro de *l'Autographe*, ce recueil si piquant de la pensée épistolaire prise sur le fait, donne le *fac-simile* d'une lettre du général Bosak, précédée de l'introduction que voici :

Le général Bosak, chef militaire polonais dans les trois palatinats de Krakovie, Sandomir et Kalisz, est entré en campagne au mois de septembre dernier. Il avait alors sous ses ordres à peu près 900 hommes; aujourd'hui, il est à la tête de 6,000 combattants.

Formé par une longue expérience de la guerre de partisans dans le Kaukase, le général Bosak est un officier du plus grand mérite. Il l'a prouvé dans une infinité de combats livrés depuis six mois. Quoique se trouvant toujours dans les positions les plus difficiles, il a su constamment, par des marches savantes, diviser les forces russes qui l'entouraient. Considéré par les Polonais comme un des plus fermes soutiens de l'insurrection, il inspire en même temps une confiance absolue aux paysans des trois palatinats, et un sentiment tout opposé aux soldats du tzarisme.

Maintenant, voici la lettre du général :

Cher et estimable M. Montaigut,

C'est avec un véritable bonheur que j'apprends que votre santé s'améliore; mais on me dit en même temps que vous tenez à nous quitter! Cher docteur, renoncez-y, je vous prie. Songez donc que jusqu'au printemps, il ne reste plus que trois mois!!! Tant que votre santé l'exige, tant que vous le désirerez, vous resterez à vous reposer, et on vous soignera autant que nous le pouvons. Vous l'avez bien mérité par votre long et périlleux séjour avec nous. Tandis que si vous partez, les autres voudront vous imiter. Cher docteur, je vous en prie, restez-nous.

C'est avec estime que je serre votre main et que je suis

Votre humble serviteur,
BOSAK.

Ce 29 décembre 1863.

Mille et mille choses à notre brave Vigier Latour.

Cette lettre, ajoute *l'Autographe*, est adressée à un de nos compatriotes, M. le docteur Montaïgut, jeune homme de 28 ans, qui s'est battu courageusement sous le drapeau polonais, et qui a reçu sept coups de sabre et un coup de lance dans une seule rencontre (nous constatons en outre une balle de revolver logée dans la cuisse); il attend impatiemment en France le retour du printemps.

A une autre page du même numéro, se trouve cette sinistre signature : *Mourawieff*, que le journal attribue à tort à Mourawieff-le-Pendeur, et qui appartient à la baladine du grand Opéra de Paris, la Mourawieff de *Giselle* et de *Diavolina*.

(*La Pologne.*)

XXVI

L'ORFÈVRE

FABLE.

(*D'après A. Goreçki.*)

Deux sortes de conseils entourent les monarques :
Ceux-ci viennent de Dieu, ceux-là, droit des enfers ;
Des plus hautes faveurs les uns portent les marques,
Les autres sont payés par l'exil ou les fers.
Homme obscur, je m'adresse aux puissants de la terre :
Je me tairai bientôt, quand mon cœur sera froid;
Voudront-ils m'écouter? Voilà tout le mystère!
Peu m'importe, après tout; je chante, c'est mon droit!

Dans certaine cité... je ne puis vous répondre
Si c'était à Paris, ou si c'était à Londre,
Mais ce sera demain, si ce n'était hier,
Vivait le bijoutier le plus fameux du monde;
Tous vantaient son talent, sa main sûre et féconde;
Tous admiraient en lui l'artiste heureux et fier.
Mais par excès d'orgueil... vous me croirez à peine!
L'orfèvre novateur avait pris l'or en haine!
Souvent il répétait : « L'or est un préjugé,
L'or est une chimère, et j'en suis corrigé;
Je suis prêt à montrer devant l'Europe entière,
Que ma pensée à moi prévaut sur la matière;
Tout est dans la façon, le reste importe peu,
Sous la main du génie, une cuvette est dieu :
Dans mon premier travail j'en donnerai la preuve,
En façonnant, sans or, une couronne neuve. »
Et bientôt il reçut d'une cour en renom,

D'une reine, je crois, dont j'ignore le nom,
La commande et le prix d'un riche diadème.
Mais au lieu de l'or pur, fidèle à son système,
De son vieil ennemi croyant mieux se venger,
Il prit du maillechort, ou du métal d'Alger,
Dont, la dorure aidant, l'apparence est la même.
Cependant, il rendit un bijou si parfait,
Finement ciselé du sommet à la base,
Son diadème avait tant de grâce et d'effet,
Que tous les courtisans tombèrent en extase.
Tout son cœur se gonfla d'un superbe dédain;
Mais voyez quel mécompte il éprouva soudain.
Lorsque les bijoutiers vinrent, à tour de rôle,
Soumettre leurs chefs-d'œuvre aux poinçons du contrôle,
Le maître-expert lui dit : « C'est vraiment un malheur,
Mais les bijoux, sans or, n'ont aucune valeur. »
O vous qui m'écoutez du fond de vos boutiques,
Suivez bien ce conseil, joailliers politiques!

Vainement vous perdez main-d'œuvre et capital,
A forger d'un impur et vulgaire métal,
Et non pas d'or massif, la royale enveloppe
Qui doit ceindre le front de notre reine Europe;
Sa Majesté demande une couronne d'or;
Sans quoi, vous aurez fait une vaine besogne.
On vous dira d'en haut : c'est à refaire encor!
Le maître-expert, c'est Dieu; l'or pur, c'est la Pologne.

RÉPONSE

LE GRAIN DE SABLE.

Une montagne de sable,
Sous le pic d'un terrassier
Pleurait d'un ton lamentable;
La maudite dent d'acier
La déchirait à toute heure!

Mais à quoi sert qu'elle pleure,
Sans trouver aucun secours?
Tandis qu'elle se désole,
Qu'elle s'amoindrit toujours,
Un grain se détache, vole,
Entre dans l'œil du manant,
L'aveugle en s'y cramponnant;
Blotti dans un coin sensible,
Il rend sa tâche impossible :
Et le fatal instrument
S'arrête, dès ce moment.

Quand le mal vient nous atteindre,
Ne perdons pas à nous plaindre
Le temps que prend le chagrin;
Imitons le petit grain :
Dans un moment difficile
Toute parole est stérile,
L'acte seul est souverain;
Lorsqu'il sait se rendre utile,
Un grain de sable en vaut mille!

CALLIER, ingénieur.

(*La Pologne.*)

Nous lisons dans la *Chwila* du 22 mars :

Les soirées que donne M. de Lamartine, rue Ville-l'Évêque, sont régulièrement fréquentées par MM. Émile Girardin, Léonce Dupont, Larochejaquelein, Paul Foucher et Laguéronnière. Ces messieurs, soit dans le sénat, soit dans les journaux, soutiennent les intérêts de la Russie. Après lui avoir conquis de grands avantages, en égarant une partie de l'opinion publique, ils appuient maintenant les candidatures pacifiques au nom de ce qu'ils appellent... « la liberté. »

Ce nom semble, en effet, avoir été inventé à l'usage du rédacteur de la *Presse*, qui s'en sert comme d'une arme banale à tous les alinéas de ses articles russophiles.

(*La Pologne.*)

XXVII

On nous écrit de Krakovie, 3 avril :

Le correspondant de Saint-Pétersbourg écrit à la *Gazette de Cologne* ce qui suit, à la date du 26 mars :

« Le comte Baranoff, envoyé à Varsovie pour procéder à la publication des oukazes sur l'émancipation des paysans, est de retour de sa mission. Pour en juger d'après ses impressions personnelles, les réformes dont il était chargé, quoique plus efficaces que celles qui ont été publiées chez nous il y a trois ans, n'auront pas le succès de ces dernières. Le paysan polonais, auquel le pouvoir n'a pas permis jusqu'à présent de prendre part à l'administration de la commune, se trouvant tout à coup doté d'un *self-government*, ne sera pas en état de comprendre les hautes destinées auxquelles il est appelé par lesdits oukazes. »

Voilà ce que pense le général Baranoff sur le résultat de ces mesures d'expropriation, trop tardives en ce qui concerne la dotation des paysans, prématurées en ce qui concerne le *self-government* des communes. C'est donc un échec constaté par ceux mêmes qui étaient chargés de l'application de ces mesures.

Les arrestations se suivent à Varsovie.

Le chef national de la ville, ayant épuisé tous les moyens pour contraindre quelques individus à remplir leurs devoirs de citoyens, en payant les impôts échus à la date du 1er avril, s'est enfin trouvé dans la nécessité de publier leurs noms

dans un ordre du jour. Nous nous abstiendrons de reproduire ces noms, d'ailleurs très-obscurs, et déjà condamnés par l'opinion publique. Aussitôt après, la police russe, sur l'ordre du général Trepoff, a saisi tous les individus désignés dans le bulletin du chef de la ville. Voilà une de ces inconséquences qu'on ne peut s'expliquer, mais dont nous sommes tous les jours témoins de la part des autorités moskovites.

La *Gazette du peuple*, de Berlin, nous donne des détails sur l'évasion de quatre prisonniers d'État, le 29 mars dernier.

C'est d'abord le comte Sigismond Dzialowski, qui, après avoir successivement présidé le comité académique, le conseil des patriotes et le bureau de police nationale, avait équipé à ses frais un corps de volontaires à la tête duquel il remporta les victoires de Nietrzeba et de Dembno. Blessé à la dernière affaire, il dut se réfugier dans le grand-duché de Posen, où il fut arrêté. Puis Vladislas Danilowski, saisi à Breslau sous le nom de Lipowski, au moment où il allait se rendre à Varsovie pour prendre part aux travaux du gouvernement national. Enfin, Jean Dudkiewicz et Gordon, anciens officiers de l'armée russe, tous deux arrêtés en même temps que le précédent. Ils devaient être livrés à la Russie; et, chose à peine croyable, leur évasion eut lieu en plein jour, tout au milieu des gardes et des soldats prussiens qui devaient les emmener.

Nous ajouterons, comme renseignement indispensable, que tous les faits consignés dans nos relations nous sont transmis par des intermédiaires étrangers à notre famille, et dont la plupart même nous sont personnellement inconnus. Nous pouvons toutefois, après vérification, garantir à nos lecteurs l'entière exactitude de ce que nous écrivons.

(*Patrie.*)

XXVIII

On nous écrit de Krakovie, 7 avril :

La Société de Saint-Vincent-de-Paul, qui était la providence des pauvres et des malades, vient d'être dissoute par le comte Mensdorff-Pouilly, gouverneur de Gallicie ; soixante prêtres ont été expulsés pour participation à cette œuvre de charité. Ce n'est pas tout : cent-cinquante dames de tout rang, les plus honorées du pays, ont été arrêtées par la police et conduites à la prison criminelle. Madame Zakaszewska, dont nous avons déjà cité le nom, incarcérée avec sa fille et son mari, était entourée de l'estime universelle ; sa sœur est morte, il y a quelques années, à la suite des mauvais traitements qu'elle a dû subir dans les cachots autrichiens. Toutes deux sont filles du respectable général Rozycki, une des gloires de l'armée nationale polonaise de 1831. Madame Ostrowska est proche parente de l'ancien ministre de l'intérieur, Alexandre Ostrowski, dont le fils a été déporté à Orenbourg pour avoir fait donner des soins à quelques insurgés blessés dans ses domaines.

Voici l'ordonnance *secrète* du comte Mensdorff-Pouilly contre les femmes de Gallicie, et qu'un heureux hasard nous permet de mettre en lumière :

A tous les chefs de cercles et de districts en Gallicie.

Un décret du gouvernement national est, dit-on, en circulation dans le pays. Ce décret est de la teneur suivante :

« Il est pour chaque citoyen un devoir sacré, le premier après celui de combattre pour la patrie, c'est de pourvoir à l'entretien des veuves, enfants et familles des victimes de la guerre d'indépendance, c'est de soutenir les parents privés de tous moyens d'existence par la captivité ou l'exil des chefs de la famille.

« Pour avoir un fonds de subvention, le gouvernement national décrète un impôt payable, par chaque citoyen, à dater du 1er janvier de l'année courante. Le montant de cet impôt sera le centième du revenu annuel, soit le douzième du revenu mensuel, payable dans le courant de chaque mois. Les fonds seront versés entre les mains des percepteurs désignés par les autorités nationales.

« L'encaissement de ces fonds restera sous le contrôle des autorités urbaines et des *comités des dames.* »

En conséquence, les employés veilleront avec la plus grande sévérité sur les *personnes* qui s'occuperaient de la perception de ces offrandes, et séviront contre les coupables d'après le premier paragraphe de notre ordonnance du 29 février 1864.

Signé : le comte MENSDORFF-POUILLY, lieutenant général.

Cependant la Gallicie se dégarnit peu à peu de troupes, qui semblent toutes se diriger vers les Principautés danubiennes et le Tyrol. La garde du pays est confiée à la gendarmerie et aux milices rurales, excitées contre les populations urbaines et les propriétaires polonais. Il en est de même du royaume, où les états-majors et les quartiers généraux sont transportés vers la frontière occidentale, aux environs de Kalisz, ce qui explique la formation et l'activité de nombreux détachements d'insurgés dans les palatinats de Krakovie et de Sandomir.

A qui s'adresse cette menace, on ne peut le préciser, quant à présent; mais il est certain qu'un vaste plan d'opérations, combiné entre les deux empires, est sur le point de se réaliser.

(*Patrie.*)

Digitized by Google

XXIX

LA POLITIQUE DE L'AUTRICHE EN GALLICIE

Comme nous l'avons précédemment indiqué, le décret proclamant l'état de siége en Gallicie ne cesse d'être appliqué de la manière la plus rigoureuse. Le comte Mensdorff-Pouilly, adversaire déclaré de l'élément polonais en Autriche, apporte encore à l'exécution de ce décret la part de ses prédilections et de ses haines personnelles. Outre les mesures de compression violente dont nous avons rendu compte, les journaux de Krakovie et de Léopol sont bâillonnés ; il leur est défendu, sous peine de confiscation, de puiser leurs nouvelles de Pologne à d'autres sources que le *Dziennik* de Varsovie ou l'*Invalide russe* de Moskou.

Les brutalités de la soldatesque, les visites domiciliaires guidées par des agents moskovites installés à demeure dans les deux villes, atteignent tout le monde sans exception ; et récemment nous avons vu trois dames patronesses des hôpitaux de Krakovie traînées ignominieusement avec leurs enfants à la citadelle. Dans les rues, sous le moindre prétexte, on est assailli, frappé, arrêté par les patrouilles ; la plus juste réclamation expose à recevoir un coup de sabre ou de baïonnette. En vertu des dispositions rétroactives du décret, les personnes incarcérées antérieurement à l'état de siége passent devant les cours martiales et sont condamnées pour des délits commis non contre l'Autriche, mais contre la Russie.

Les démentis du gouvernement au sujet de l'extradition des réfugiés polonais sont en opposition flagrante avec la notoriété des faits et des actes officiels ; l'ordre formel d'extradition existe ; il a été placardé dans les rues et publié dans les journaux ; il s'exécute depuis plusieurs jours par

toutes les douanes-frontières. Les réfugiés qui ne peuvent pas justifier de la possession de 50 florins (environ 100 fr.), sont conduits les chaînes aux mains dans le royaume, où les attend le gibet ou l'exil en Sibérie. Il est avéré que depuis le 1er mars il a été arrêté ou renvoyé de Krakovie plus de neuf mille personnes.

L'Autriche, qui a tiré l'épée dans le Schleswig-Holstein pour défendre le principe des nationalités, a une singulière manière de le pratiquer chez elle. Par un coup donné à l'improviste à l'insurrection, le gouvernement s'est frappé lui-même, car il s'est dépossédé moralement de la Gallicie. Sa politique à contre-sens, inspirée par l'effroi des rancunes moskovites, est cent fois pire que celle du cabinet prussien, qui, du moins, a le mérite de la franchise. Malgré son titre d'apostolique-romain, l'Autriche prête son concours à tous les efforts d'oppression des catholiques en Orient; elle excite le gouvernement turk contre les chrétiens des Principautés danubiennes; en Gallicie, elle soulève les paysans contre la noblesse; en Pologne, elle est du côté des bourreaux contre les victimes. Et pourtant les Polonais ne sont pas et n'ont jamais voulu être en guerre avec l'Autriche; patients et résignés, ils ne lui demandaient qu'une stricte neutralité, qui aurait suffi pour assurer le triomphe de leur indépendance, pour établir une barrière puissante entre elle et sa dangereuse voisine, la Russie. Au lieu de cela, en aidant celle-ci, en saisissant les armes, les vivres, les vêtements, et jusqu'à la charpie destinée aux Polonais, en jetant les blessés hors des hôpitaux, l'Autriche suit une politique imprévoyante et contraire à ses intérêts.

Les conséquences de cette politique ne tarderont pas à se produire; car la Gallicie, désaffectionnée, n'hésitera plus, à l'occasion, de rendre sa cause solidaire avec celle de la Hongrie, de la Vénétie et des provinces slaves qui subissent un régime à peu près identique. Dès aujourd'hui, elle est fermement résolue à ne plus envoyer de députés au conseil de l'empire, et à se renfermer dans un rôle expectant, comme le font déjà les autres pays tributaires de l'Autriche.

Le moment est proche où Polonais, Slaves, Italiens et Hongrois refuseront enfin de servir de chair à canon à l'Au-

triche. S'il leur arrivait un jour de se compter, de se concerter, ils verraient que le nombre et la force sont de leur côté dans une proportion énorme. Il leur suffirait, pour reprendre leur entière autonomie, vainement espérée et toujours promise par le ministère autrichien, de lui refuser, à un jour donné, l'impôt du sang et l'impôt d'argent qu'ils lui paient. Par leur abstention simultanée, toute cette mise en scène de constitution fédérative, qui ne sert qu'à faire voter le budget et à déguiser la ruine au dedans et au dehors, tomberait d'elle-même et sans retour.

(*Patrie.*)

XXX

Nous résumons ainsi qu'il suit nos correspondances de Moskou du 17 avril :

La question polonaise, toujours renaissante, alarme de plus en plus les esprits des habitants de Saint-Pétersbourg, et notamment les sphères officielles. On dit tout haut que si cette guerre, renfermée même dans les limites actuelles, allait durer encore quelques mois, la Russie ferait banqueroute.

L'industrie, le commerce, toutes les opérations financières sont aux abois ; par la réglementation incomplète de la question des paysans, les arriérés ou le non-paiement des impôts sont à l'ordre du jour, tant de la part des paysans que de la noblesse. Il en résulte une haine ardente contre ceux auxquels on impute, à tort ou à raison, les malheurs de la Russie, et des mesures toujours plus rigoureuses tendant à l'extermination du peuple polonais. Ceux des fonctionnaires qui se font remarquer par une implacable barbarie à l'égard des victimes sont les seuls admis aux

faveurs de la cour et sont généralement appelés *patriotes*.

Le grand-duc Constantin est considéré dans tout Saint-Pétersbourg comme traître et comme transfuge ; on lui attribue la longue durée de l'insurrection polonaise et les efforts vainement tentés pour la comprimer. Puisqu'il est frère du tzar, il avait le droit, dit-on, de faire pendre plus de personnes et de déporter plus de milliers d'habitants que Mourawieff et Berg ; il s'est contenté de quelques victimes obscures : de là tout le mal. Ceux qui s'aviseraient d'être d'un avis contraire craindraient de partager le sort de ces victimes. Seul, le général Souwaroff, commandant le gouvernement de Saint-Pétersbourg, et appelé depuis longtemps le plus honnête homme de la Russie, reste calme au milieu de cet entraînement officiel. Il dit un jour à un dîner d'apparat où se trouvaient les personnages les plus marquants de la capitale : « Si Dieu ne nous châtie pas pour l'infamie avec laquelle nous traitons les Polonais, je cesserai de croire en Dieu. » On s'est moqué de ces nobles paroles, et aujourd'hui l'homme le plus populaire de Saint-Pétersbourg passe pour un énergumène.

Des faits atroces s'accomplissent en Lithuanie. Nous ne parlons plus des confiscations et des ventes à l'encan des domaines, de la sécularisation des églises et de la conversion forcée à la foi grecque de la noblesse et des paysans. Ces faits sont suffisamment connus en Europe. Mais comment qualifier la déportation en masse de tout un peuple au fond de la Russie, ordonnée par le tzar et servilement exécutée par Mourawieff ? Dans le seul gouvernement de Kowno, plus de trente mille personnes ont été transportées de cette manière en Sibérie. Mais cela ne suffisait plus, il fallait décimer toute la population polonaise et catholique ; et comme il restait encore six à sept cent mille habitants, on a partagé en carrés égaux la carte du palatinat pour simplifier la besogne. Tous les habitants compris dans chacun de ces carrés doivent être remplacés par autant de *raskolniks*. On alloue à ces derniers des frais de route prélevés sur les confiscations et les amendes, et ou les exonère pour plusieurs années de tout impôt et de toute charge publique. Cette

œuvre de destruction, entreprise en Samogitie, doit être appliquée aux autres provinces de la Lithuanie.

Chaque samedi on fait enlever de Kïow deux cents personnes, coupables ou non, peu importe, pourvu que le chiffre désigné par le troisième bureau de la chancellerie impériale soit au complet. Dès la veille, les listes sont arrêtées et transmises au gouverneur militaire.

Le ministre des finances, Reutern, a déclaré qu'il ne sait plus où chercher des fonds pour faire face à des dépenses non prévues par le budget. Il a été menacé de destitution ; mais vu l'état des finances de la Russie, radicalement ruinées, on n'a pas trouvé de candidat pour le remplacer. Il en est de même du ministre de l'instruction publique, Golowin, que l'on accuse d'être une créature du grand-duc Constantin, et qui, de plus, n'a pas voulu souscrire pour le tableau d'honneur offert à Mourawieff; mais il est soutenu par tout ce qu'il y a d'intelligent dans l'administration et dans l'enseignement.

Ceux qui gouvernent la Russie et qui connaissent le mieux son impuissance actuelle s'expriment de cette manière : « Si la guerre éclate, nous préférons encore nous débarrasser du grand-duché de Varsovie (*Kongresowka*) que de perdre tout ou beaucoup ; car nous serions dans l'impossibilité la plus absolue de nous défendre avec une armée qui, pendant une année entière, a été tenue en échec par les insurgés, et avec des ressources que nous sommes forcés de puiser chez nos ennemis. »

Le seul espoir de salut des hommes d'État moskovites est dans la rivalité des puissances de l'Occident et dans l'intimidation produite par les essais de résurrection de la sainte-alliance.

XXXI

On nous écrit de Krakovie, 18 avril.

Nous avons espéré que la voix de l'opinion publique ferait cesser les faits d'extradition qui s'accomplissent en Gallicie. Il n'en est rien cependant. Les réfugiés de Lithuanie surtout sont livrés par les autorités autrichiennes aux implacables vengeances de la Russie. Vladislas Pobog, Vladislas Grzmot et Antoine Gilewski, après s'être présentés spontanément au chef du district de Borszczow, ne demandant d'autre faveur que de pouvoir résider dans une province autrichienne ou passer à l'étranger, ont été immédiatement reconduits à la douane-frontière de Husiatyn et remis aux mains des kosaks. Le sort qui les attend est celui de tous les réfugiés lithuaniens, fusillés sur place et sans jugement. Tel est le régime de l'état de siége inauguré par le comte Mensdorff-Pouilly.

Un employé de la bibliothèque de Léopol, Bernard Kaliçki, pour avoir transmis la relation de ce fait aux journaux de Prague, a été arraché à sa famille, dont il était l'unique soutien, et jeté dans un cachot.

Le système de terreur, qui s'était un moment ralenti en Lithuanie, a repris depuis quelque temps avec une nouvelle intensité; les derniers numéros du *Courrier de Vilno*, journal officiel russe, sont remplis de la liste des exécutions ordonnées par Mourawieff. Le clergé surtout est en butte aux persécutions moskovites; quatorze ecclésiastiques viennent d'être déportés dans le seul gouvernement de Minsk. Un d'entre eux, incarcéré depuis plusieurs mois, Rodowicz, a été soumis aux plus cruelles tortures, qui ont amené sa mort dans son cachot. Dépouillé de ses habits sacerdotaux, revêtu de la capote des criminels, il a été enseveli, la nuit, sans aucun secours religieux, dans l'ancien cimetière des cholériques. On voit que rien n'a manqué à son martyre.

La plupart des églises n'ont plus de desservants. Pour forcer les paysans à faire baptiser leurs enfants dans la loi orthodoxe (schismatique), le gouverneur de Minsk leur ordonne de présenter les actes de mariage et les extraits de baptême; or, l'exhibition de ces actes officiels, exigeant des frais onéreux, leur est généralement impossible. La seule maladie de l'enfant contraint ces malheureux à le remettre entre les mains du pope de l'endroit. L'évêque schismatique de Kamienieç, en Podolie, pour avoir refusé de récompenser un de ces hommes, signalé par de nombreuses dénonciations, a été banni de son diocèse.

La *Gazette de Saint-Pétersbourg* constate que dans le seul gouvernement de Grodno, district de Pruzany, cent-deux familles de tout rang ont embrassé l'orthodoxie. Cette liste figure dans une rubrique à part, ce qui a tout l'air d'indiquer que la feuille russe a l'intention de la continuer périodiquement.

(*Patrie.*)

XXXII

On nous écrit de Krakovie, 27 avril :

Le comte Mensdorff-Pouilly persévère dans ses mesures arbitraires. La comtesse Mionczynska, octogénaire, une des dames les plus honorées du pays, venait hier lui proposer une caution pour M. Aurélien Balinski, malade et blessé, dont elle lui demandait l'élargissement jusqu'au jour de sa convalescence. Sans égard pour l'âge de la suppliante, pour sa position sociale, le gouverneur général s'emporta en paroles pleines d'injure et de menace, et lui répondit en frappant du poing sur la table, que sa demande était insensée. Madame Mionczynska, étonnée plus encore qu'effrayée

de cette réception, dit en se retirant : « Je croyais avoir l'honneur de parler au feld-maréchal, comte Mensdorff-Pouilly; je m'aperçois que je me suis trompée. »

La femme du vaillant général Bosak, chef militaire dans les palatinats de Krakovie et de Sandomir, la comtesse Hauke, parente de l'impératrice de Russie, vient de recevoir l'ordre de quitter Léopol et la Gallicie dans les vingt-quatre heures. Faute de temps, elle a dû vendre à vil prix tout son avoir, et le même jour, elle est partie pour la Suisse.

La comtesse Mniszech, une des dames de la cour de Vienne, a été arrêtée hier à la gare du chemin de fer de Léopol; aussitôt après, elle a été fouillée de la manière la plus inconvenante. M. Engelstrôm, Suédois, prisonnier à Léopol depuis le mois d'août 1863, et M. Bentkowski, ancien officier russe, résidant en Gallicie avec un passe-port en règle, ont été chassés du pays.

Enfin notre illustre écrivain P..., justement vénéré par tous ses concitoyens, a été saisi par les sbires autrichiens au milieu de sa famille, et malgré sa santé altérée par le travail, jeté dans un cachot où sont déjà enfermées madame W..., mère d'une nombreuse famille, mademoiselle Z... et ses deux sœurs, mesdames K..., N... et beaucoup d'autres.

Plus de 900 citoyens gémissent dans les prisons de Léopol, bien qu'on fasse des envois journaliers dans les forteresses, dans les régiments galliciens, et malgré l'extradition incessante des réfugiés du royaume. Tout accès auprès des prisonniers est interdit.

(*Patrie.*)

Mai 1864

XXXIII

On nous écrit de Krakovie, 1er mai :

L'arrivée subite du comte Mensdorff-Pouilly dans notre ville a eu pour effet d'activer le zèle des autorités locales dans leur campagne contre l'élément polonais en Gallicie. Après la protestation du duc de Gramont contre l'extradition des réfugiés, il fallait trouver un moyen détourné pour arriver au même résultat. On ne les remet plus, comme précédemment, entre les mains des kosaks, mais on les conduit de force à la frontière, et on avertit les Russes de leur présence. Les cours martiales fonctionnent dans toutes les villes; plus de deux cents dames de tout rang sont incarcérées dans les maisons de correction, pêle-mêle avec les voleurs et les femmes de mauvaise vie. Les dernières dames arrêtées sont la comtesse Marie Tarnowska et la comtesse Zaluska, petite-nièce de Thadée Kosciuszko, le plus illustre patriote de l'ancienne Pologne. Le gouverneur général proclame tout haut qu'il usera des derniers moyens pour leur faire avouer leur complicité avec le gouvernement national.

Les hommes ne sont pas mieux traités; M. Bentkowski, l'éminent député du parlement de Berlin, détenu depuis dix mois dans un cachot malsain, sans avoir été seulement interrogé, se meurt d'une maladie de poitrine. Le respectable général Kruszewski, anciennement au service belge, établi en Gallicie depuis plusieurs années, également malade, est privé de l'assistance de sa famille. Enfin, le général comte Joseph Zaluski, vétéran du premier empire, vient d'être arraché aux travaux d'art et d'histoire auxquels il consacrait le reste de ses jours. Compagnon de Napoléon Ier, il analy-

sait et décrivait avec talent les guerres et les combats dont il a été témoin. Sa vie calme et retirée n'a pu le garantir contre cette persécution dont le vaste réseau s'étend sur toute la Pologne, et qui ne s'attaque plus aujourd'hui aux *crimes* commis contre la Russie, mais à la *qualité* même de Polonais. Son interrogatoire a commencé le 27 avril dans la prison criminelle de Przemysl.

Voici le chiffre officiel des extraditions publié dans le journal allemand de Krakovie : 275 habitants du royaume livrés aux autorités russes (le journal a soin d'ajouter que 46 d'entre eux ont été livrés par contrainte); 359 autres expulsés à l'étranger, probablement en France; enfin 80 individus de toutes nationalités, renvoyés dans leurs pays respectifs. C'est là le chiffre officiel, avons-nous dit, mais il est bien loin d'atteindre le chiffre réel, que nous donnerons à l'occasion.

Malgré l'ardeur du gouverneur civil de Krakovie, M. Merkl, à exécuter de tels ordres, et malgré ses relations intimes avec le marquis Paulucci, un des chefs de la police russe à Varsovie, le comte Mensdorff-Pouilly a amené avec lui trois agents subalternes qui avaient été le bras droit du général Haynau dans ses exécutions militaires en Hongrie, plus tard congédiés à cause de leurs excès de tout genre.

(*Patrie.*)

XXXIV

On nous écrit des frontières de Pologne, à la date du 3 mai :

L'oppression, les exécutions sanglantes, la confiscation déguisée sous le nom d'impôts, de mesures fiscales et d'amendes, et par dessus tout la conversion forcée à l'orthodoxie atteignent leur apogée. En dépit de cette persécution, la résistance morale du peuple polonais ne faiblit pas et la résistance matérielle reste debout.

Digitized by Google

Voici, d'après l'*Abeille du Nord*, de Saint-Pétersbourg, la liste de quelques-uns des combats livrés dans le courant du mois dernier : dans la nuit du 26 au 27 avril, à Raszyn, à proximité de Varsovie; un autre, à la même date, dans le village de Karszyn, près de Radzyn; le 29, entre les villages de Brzutowo et Mysiakowka, dans le district d'Opoczno. Le chef de la bande, Gwiazda (l'Étoile), a été fait prisonnier avec trente insurgés. D'après le même journal, l'apparition de plusieurs bandes isolées (liscz détachements) a été signalée, à la même époque, à Kolo, Sieradz, Mlawa, Opatow, Kielcé, Gostynin.

Malgré les dénégations des journaux viennois, l'*Abeille du Nord* du 30 avril, dans laquelle nous puisons ces renseignements, constate l'extradition par l'Autriche, à la date du 24 mars (7 avril), de dix insurgés, qui ont été exécutés à Sandomir, et la pendaison dans le village de Zabiela, district de Lomza, d'un gendarme national nommé Klam, à la date du 11 avril.

D'après nos propres correspondances, quatre détachements polonais opèrent dans le palatinat d'Augustowo : 1° ceux d'Obuchowicz et d'Uiazdowski, réunis en un seul; 2° celui du capitaine C. Nowina, fraîchement réorganisé; 3° celui du capitaine Miecz (le Glaive); 4° celui du capitaine B..., bien armé et bien approvisionné.

Dans le palatinat de Ploçk, une rencontre a eu lieu, le 3 avril, près de Prasnysz, entre quatre-vingts insurgés et la compagnie du capitaine russe Axentieieff. Dans les palatinats de Krakovie, de Lublin et de Podlaquie, des combats journaliers ont été livrés avec des chances diverses, mais attestant la vitalité de l'insurrection.

L'infatigable général Bosak (comte Hauke) a battu, le 22 avril, près de Daniszow, palatinat de Sandomir, le commandant russe Asieieff. Celui-ci a été traduit devant un conseil de guerre. Le même jour, une rencontre heureuse pour nos armes a eu lieu dans les bois d'Ilza, et le 16, près de Zawichost.

Les dix détachements qui opèrent dans ces contrées, sous la direction de Bosak sont les suivants : Markowski, Iunosza, Dolinski, Koroncewicz, Nowiçki, Kubiçki, Gros-

man, Niewiarowski, Walter et Krzywda. Quatre d'entre eux sont composés de cavaliers.

Enfin, dans le palatinat de Mazovie, le détachement du lieutenant-colonel Apollinaire Mlochowski, après avoir livré les brillants combats de Kurdwanow, le 23, d'Ilow, le 24 et de Sobota le 27 février, occupe les environs de Sochaczew et de Rawa.

En Samogitie, cette contrée si cruellement ravagée par les *raskolniks* de Mourawieff, l'insurrection se maintient dans toute sa force. Des détachements nouveaux ne cessent d'y surgir, pour la plupart composés de paysans, mais n'ayant d'autres armes que leurs faux, leurs fourches et leurs cognées. Si mal pourvus qu'ils soient, ces héros, dignes des temps homériques, viennent de remporter, au nombre de quatre cents, près de Kowno, une victoire brillante, qui coûta la vie à soixante Moskovites. Que serait-ce donc si les armes qu'ils attendent toujours en vain de l'Occident, et pour lesquelles les propriétaires samogitiens ont versé leur dernière obole, leur permettaient de se mesurer à forces égales avec les Russes ?

Le *Dziennik* de Varsovie, le journal imprimé sous les yeux du général Berg, annonce la formation de plusieurs détachements dans les districts de Wloçlawek et de Stanislawow. Il s'empresse d'y ajouter la nouvelle de la pendaison à Wierzbnik, le 18 avril, du vaillant chef d'insurgés Denisiewicz, le 14 du même mois, à Dunaborg, de l'ancien lieutenant du génie Przemyslas Kolb, et le 11, à Minsk (Lithuanie), du sous-lieutenant d'artillerie Antoine Olendzki.

Dans l'ordre civil, la Pologne est livrée à l'anarchie administrative la plus complète. Des proconsuls ignorant la langue du pays, altérés de vengeance, étrangers aux notions les plus élémentaires d'ordre et de légalité, se sont abattus sur le royaume. Ils sont chargés d'appliquer les oukazes du 2 mars, qui ne sont que la consécration de l'état de choses décrété par le gouvernement national, mais faussé par l'addition d'éléments subversifs et dissolvants de toute société régulière.

Tel est le système du régime asiatique imposé à la Pologne.

(*Patrie.*)

XXXV

Nous résumons ainsi qu'il suit nos correspondances des États-Unis du 20 avril :

Par une de ces contradictions bizarres, plus fréquentes dans notre époque de transition que dans toute autre, une entente complète s'est établie entre les États-Unis d'Amérique et la Russie, c'est-à-dire entre la démocratie et l'absolutisme.

Quel est le lien mystérieux existant, non pas entre ces deux principes irréconciliables, mais entre les deux gouvernements qui les représentent? Un avenir prochain pourra nous l'expliquer. Voici pourtant quelques faits qui serviront à donner la clef de ce singulier rapprochement.

Tout le parti portant M. Lincoln à la future présidence est dévoué corps et âme à la Russie. Il est composé des abolitionistes zélés, amis intéressés ou non des nègres, ennemis de tout ce qui est européen, surtout de race latine et de croyance catholique; nommés *black republican* par les opposants, et s'intitulant eux-mêmes *union republican*. Ce sont les débris des anciens partis des *knownothings*, des *natifs* et des *whigs*, associés dans une seule phalange, dont la devise est : « *might is right*, » la force c'est le droit.

Ce sentiment peu honorable de jalousie contre tous les étrangers, contre la prospérité de toutes les autres nations du globe, qu'ils doivent probablement à leur origine anglo-saxonne, s'exerce surtout à l'égard de la France, qu'ils accusent de sympathiser avec la cause du Midi.

L'avénement du parti opposé ferait cesser la guerre civile qui déchire les États-Unis, si la candidature de son chef, M. Fremont, devenait plus certaine; mais il a contre lui les riches propriétaires, les entrepreneurs, les armateurs, les

grands négociants, ayant depuis longtemps des relations de commerce établies avec l'Allemagne et la Russie.

On conçoit alors l'ostentation avec laquelle les avances de cette dernière ont été reçues par le parti dominant, désormais acquis aux intérêts de la sainte-alliance. Il s'est pourtant effrayé de l'impression que cet accueil a produite sur la masse de la population américaine d'une autre origine que la sienne, admise aux mêmes droits électoraux; et depuis, il se montre plus sobre de démonstrations russophiles.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement de Washington en sait plus sur les intentions secrètes de l'absolutisme que ce qu'on nomme la diplomatie occidentale. Deux mois avant la proclamation de l'état de siége en Gallicie, il était instruit de cette mesure; il sait ajourd'hui que certains actes énergiques et rapides équivaudront à un défi jeté par la Prusse à l'Occident. Après l'arrivée de chaque courrier d'Europe, MM. Seward, Gerolt, Shekel et le remplaçant de l'envoyé autrichien tiennent de longues conférences, dont l'objet n'est autre qu'une action collective contre l'alliance occidentale, dans le cas de quelque grave complication.

D'un autre côté, M. Bayard Taylor, publiciste renommé, ex-secrétaire de l'ambassade américaine à Saint-Pétersbourg, ne cesse de parcourir les villes centrales de l'Union et de faire de la propagande pour le compte de la Russie. Le tzar Alexandre est, selon lui, le sauveur et le libérateur de l'humanité; le peuple moskovite est plein d'intelligence, du sentiment de sa dignité et d'un patriotisme raisonné. L'alliance de l'Amérique avec la Russie est, toujours d'après M. Taylor, une nécessité capitale, comme le seul moyen d'expulser les Français ou du moins l'influence française du Mexique. L'insurrection polonaise n'est, conséquemment, qu'une tentative de la noblesse pour ressaisir ses anciens priviléges, une intrigue des jésuites, une conspiration féodale dont le centre et le foyer d'action serait à Paris. En un mot, il y en a pour tous les goûts et tous les désirs, mais toujours selon la même tendance. Malgré la certitude acquise que, grâce à l'intervention de M. Menier, la France ne songe même pas à reconnaître le Midi, on insinue que cette reconnaissance est déjà décidée en principe et qu'on ne cher-

che plus qu'à vaincre les résistances du cabinet de Saint-James.

Un ancien ami et partisan de Hertzen, M. Davidoff, aujourd'hui attaché de l'ambassade russe, fait écho à la propagande de M. Taylor. Il cherche à lier des relations avec les réfugiés polonais de ce pays, et leur fait la paraphrase de l'Adresse des patriotes moskovites publiée au printemps de l'année dernière. « Pourquoi, leur dit-il, ne prenez-vous pas entre le tzar et vous des intermédiaires plus désintéressés et plus fidèles que la France et ses adhérents? Sur le terrain de la conciliation, tout peut encore être réparé. » Il voudrait ranger les Polonais sous le drapeau du *slavisme*, derrière lequel se cache le projet de conquête de l'Orient par la Russie. Il est inutile d'ajouter que ses suggestions restent sans effet.

A Dieu ne plaise que tous les Américains suivent la voie indiquée par les meneurs que je viens de nommer; et comme en Europe, la cause polonaise trouve dans la presse honnête et loyale de vaillants défenseurs. Il faut citer en première ligne madame Martha Walker-Kook, sœur de l'ancien secrétaire du Trésor, J. Walker, publiant une revue très-estimée et très-répandue, sous le titre de *Continental-Monthly*. Nous y avons remarqué, outre des traductions des meilleurs auteurs polonais, un excellent article intitulé : *Our friends the Kosaks* (nos amis les Kosaks). « Tant que je dirigerai le *Continental*, dit-elle, personne ne jettera autour de moi la pierre à ce Christ des nations. » La revue de madame Walker-Kook compte de sept à huit mille souscripteurs. Hâtons-nous de rendre un hommage public à cette digne compatriote de Franklin et de Washington.

Ce qui donne la meilleure explication de cette alliance hybryde d'une république avec le tzarisme, c'est la présence auprès du président Lincoln d'un renégat borgne, du comte Adam Gurowski, un des plus dangereux émissaires de la Russie.

(*Globe*)

XXXVI

Nous recevons de notre correspondant de Vienne les renseignements suivants, à la date du 5 mai :

Le député au Reichsrath Schuselka est assurément la personne la plus populaire à Vienne; mais aussi, il le mérite à tous égards. C'est un véritable ami du peuple dont il est sorti; et, bien qu'il se soit élevé très-haut dans l'estime publique par son savoir et sa probité, il n'a pas renié son origine. Récemment, il a déclaré devant ses électeurs qu'il était fils d'un simple caporal. Démocrate sincère, il défend la cause de toutes les nationalités; plus d'une fois, dans son excellent journal *la Réforme*, il a soutenu avec énergie les droits de la Pologne à une existence indépendante.

Naturellement, il éprouve de la part du gouvernement toutes sortes de persécutions : c'est ainsi que, pour un délit de presse, il a été condamné à la prison et à la perte de son mandat de député. Les électeurs l'ont nommé une seconde fois; mais le gouvernement n'a pas validé son élection. Pour terminer cette affaire, l'empereur, usant de son droit de grâce, a fait casser la sentence des juges, et Schuselka vient d'être accueilli avec le plus grand enthousiasme dans le sein du Reichsrath.

Dès son début, il a prouvé qu'il n'avait pas abdiqué ses croyances libérales; il s'agissait de la question de l'entretien des pauvres par les communes, dont le gouvernement cherche à restreindre, autant que possible, les attributions locales.

« Il est vrai, dit-il dans ce discours qui a produit à Vienne la plus vive sensation, il est vrai que chaque commune a mission de soutenir et d'alimenter ses pauvres, mais elle a

droit aussi d'exiger du pouvoir de ne pas en augmenter le nombre par les errements de sa politique. La politique actuelle a fait établir dans presque toutes les provinces de l'empire un régime exceptionnel; le printemps nous amène de nouveaux dangers ajoutés à ceux de l'année dernière, tandis que l'état de nos finances nous menace d'un désastre général. L'isolement des provinces orientales (galliciennes), en vertu de l'état de siége, en entravant notre commerce, a grossi outre mesure le nombre des indigents; et le gouvernement, loin de chercher à conjurer une catastrophe imminente, loin de songer à l'éducation du peuple, à laquelle il ne cesse de créer de nouveaux obstacles, semble se plaire à jeter en proie à la plus affreuse misère des cohortes de mendiants et de vagabonds.

« Que le ministère, dit-il en terminant, adopte enfin une politique plus loyale; qu'il se préoccupe avant tout du chiffre de jour en jour plus élevé du prolétariat : car, c'est là notre mal organique, consumant dans leur germe toutes les forces vitales de la nation, et qui finira, si l'on n'y prend garde, par amener une crise mortelle. »

Si salutaire que soit ce conseil, nous doutons fort qu'il soit suivi par les hommes d'État autrichiens, qui subissent aujourd'hui, comme en 1849, la fascination du vasselage moskovite. Toutes les mesures, de plus en plus rigoureuses, adoptées en Gallicie, le prouvent avec évidence. Voici le chiffre *officiel* des extraditions, des expulsions et des emprisonnements opérés dans le courant du mois de mars, dans le seul district de Krakovie :

Deux cent-soixante-quinze réfugiés du royaume, dont quarante-huit insurgés, livrés aux troupes russes. Ces derniers, ainsi que tous ceux qui ne peuvent pas justifier d'un passe-port en règle, sont immédiatement pendus;

Trois cent-cinquante-neuf expulsés, soit en Bavière, soit en Suisse;

Deux cent-dix-sept internés à Kœniggratz;

Un grand nombre d'autres, internés dans différentes places fortes de la monarchie autrichienne.

Ces derniers jours, tous les photographes de Krakovie ont été appelés dans les prisons de la ville pour faire les portraits

de plusieurs *criminels* dont la Russie avait exigé l'extradition. Aucun d'entre eux ne voulut se charger de cette indigne besogne.

Il se trouva un ancien canonnier au service de l'Autriche, depuis adonné à la photographie, qui, moins scrupuleux que ses confrères, fit un certaine quantité d'épreuves d'après nature. Celles-ci furent sur-le-champ envoyées aux chefs moskovites.

Nous vous donnerons prochainement le nom, et s'il se peut la photograhpie de cet officieux artiste, pourvoyeur des gibets et des échafauds.

(*Globe.*)

XXXVII

On nous écrit des frontières de Pologne, 9 mai :

L'allocution du saint-père a produit une impression grande et générale. Après le silence qui s'était fait dans les conseils des diplomates sur la cause polonaise, on s'attendait peu à ces paroles solennelles et hardies adressées par le chef auguste de la chrétienté au chef politique et religieux de l'orthodoxie russe. Nous avons tout lieu de penser que cette impression se propagera jusqu'à Moskou et Saint-Pétersbourg, mais qu'elle y sera de tout autre nature que dans le reste de l'Europe. « Jadis les paroles de Rome, dit le *Czas* du 8 mai, auraient provoqué une levée de boucliers générale contre l'oppresseur de la Pologne; aujourd'hui elles n'excitent plus que les colères des journaux russes. »

Les feuilles semi-officielles de Vienne, prenant exemple du regrettable silence du *Moniteur* français, se taisent sur cette allocution qui met les hommes d'État autrichiens dans un grand embarras. Comment concilier, en effet, le

titre d'*apostolique* que se donne l'Autriche, avec les rigueurs étranges, inqualifiables exercées par elle contre les catholiques de Pologne? Nous ne serions pas étonnés de voir un jour Pie IX lui-même vertement admonesté par les organes du gouvernement, pour les encouragements qu'il donne à la résistance des Polonais, pour la flétrissure morale qu'il imprime au front de leurs bourreaux. D'un autre côté, à moins que l'autorité ne s'y oppose, une Adresse de remerciment sera signée dans toute l'étendue du pays, bien plus sincère et plus unanime que les Adresses de soumission extorquées par le knout et la confiscation aux victimes de Berg et de Mourawieff. Quelle leçon donnée aux soi-disant princes chrétiens, qui les regardent faire sans broncher, et dont les deux plus voisins se sont faits les auxiliaires de leurs sanglantes exécutions!

On est pénétré d'admiration et de respect pour ce vieillard-pontife qui a osé prononcer la parole vraie sur cette question de Pologne qui implique toutes les autres, et qui a appelé les choses par leur nom. C'est la papauté rentrée dans sa voie véritable, celle dont elle n'aurait jamais dû s'écarter, dans ses grandes traditions de défense des faibles et des opprimés. Assurément, ce sera la plus belle page de la vie de Pie IX; on sent qu'il a cédé au mouvement d'un cœur humilié d'avoir trop longtemps gardé le silence sur l'extermination d'un peuple catholique, en pleine Europe et en pleine civilisation. S'il eût parlé plus tôt, il eût sauvé la Pologne!

(*Globe.*)

XXXVIII

Nous avons donné, il y a quelques jours, un extrait du *Czas*, d'après lequel des papiers saisis à Paris sur

quelques réfugiés polonais, en 1862, auraient été communiqués au gouvernement russe et livrés par ce dernier au gouvernement prussien. Les derniers numéros du journal *Oyczyzna* (la *Patrie*), de Leipzig, donnent de nouveaux détails à ce sujet. Voici ce qu'il écrit à la date du 11 mai :

« La citadelle de Posen et les maisons d'arrêt des districts sont remplies de détenus politiques, au nombre de plusieurs centaines; la plupart arrêtés sans aucune preuve, sans même un motif quelconque, soit dans leurs maisons, soit en voyage, arrachés à leurs ateliers ou à leurs travaux champêtres. Il n'est pas question de les interroger dès à présent; on pense qu'ils ne seront jugés que dans le courant de l'hiver.

» Quant à ceux des captifs qui ont été emmenés à Berlin, leur procès est enfin instruit après une incarcération d'une année. L'acte d'accusation, déjà terminé, les range dans la catégorie des criminels d'État. Les gouvernements d'Autriche et de Russie ont coopéré à cet acte d'accusation, en transmettant tout ce qui pouvait se rattacher aux Polonais du grand-duché de Posen, et ce qu'on avait eu l'occasion de saisir sur les prisonniers civils et militaires, ou même sur le corps des insurgés massacrés.

« Faut-il ajouter que le gouvernement français se range aussi, dans cet acte, du côté de l'accusation, puisqu'il a livré à l'ambassade russe à Paris, en décembre 1862, c'est-à-dire quelques semaines avant l'insurrection, les papiers trouvés pendant l'arrestation de Godlewski et Çwierciakiewicz. »

Le journal ajoute en note :

« Ces papiers ont été rendus à Godlewski et à Çwierciakiewicz, et leurs copies seulement communiquées à l'ambassade russe. Celle-ci les a transmises dans leur intégrité, *selon les propres expressions du procureur général*, au gouvernement prussien. » (*Oyczyzna*, n° 8, page, 3, 1re col.)

Digitized by Google

Le numéro du 14 mai revient sur le même objet dans les termes suivants :

« Beaucoup d'autres papiers, soit trouvés durant les perquisitions chez les membres de l'organisation nationale, soit transmis par les gouvernements russe, autrichien, et *même français* (*!*) sont cités dans l'acte d'accusation, etc. »

Voilà donc les deux principaux organes de l'opinion publique en Pologne parfaitement d'accord pour porter contre le gouvernement français une accusation de la plus haute gravité. Nous avons déjà fait nos réserves sur l'exactitude des faits énoncés, en engageant le gouvernement à s'expliquer d'une manière catégorique. Nous ne pouvons que renouveler aujourd'hui nos instances.

(*Opinion nationale.*)

XXXIX

On nous écrit des frontières de Pologne, le 16 mai :

Le journal polonais *Oyczyzna* (la *Patrie*), paraissant à Leipzig, énumère les combats qui ont été livrés dans le courant du mois dernier. Un détachement polonais, après avoir franchi la frontière prussienne, le 16 avril, a livré le lendemain un combat près de Ciéciora, dans le district de Lomza. Après une perte de neuf insurgés, il a pénétré dans l'intérieur du pays. Le 22, le commandant Chaïmka a battu les hussards et les dragons russes près de Tarnogor ; et le 24, le détachement de Prenzyna a soutenu une lutte de plusieurs heures près de Zaklikowka. Les Russes se sont reti-

rés en perdant une cinquantaine des leurs; les pertes des Polonais sont à peu près équivalentes.

Le colonel Krysinski, dont le nom s'est déjà trouvé si souvent sous notre plume, a reparu dans le palatinat de Lublin. Le 17 avril, après avoir attiré les Russes dans une embuscade près d'Ulez, district de Lukow, il leur a fait subir une rude défaite. Attaqué par des forces considérables le 21, il a retraversé le Wieprz et a pris position dans les forêts de Lonczany. Son aide de camp Borkowski a été tué dans une de ces rencontres.

D'après le *Dziennik*, journal officiel de Varsovie, une bande, sous le commandement de Rokitnicki, déjà dispersée à plusieurs reprises, s'est reformée près de Zamosç, et opère dans le même palatinat. Cette bande, ajoute-t-il, est de nouveau détruite et son commandant fait prisonnier. Nous savons, au contraire, qu'elle s'y maintient avec vigueur, ainsi que celle de Narbutt, le frère du héros lithuanien.

L'*Invalide* constate l'apparition de nouveaux détachements dans le district de Biala. Son correspondant de Suwalki tâche de démontrer que l'insurrection est ravitaillée depuis très-longtemps par les habitants de la Prusse orientale, qui sont des Polonais.

Sur les instances de la Russie, des précautions très-rigoureuses ont été prises par le gouvernement prussien pour intercepter le passage de la frontière. C'est la Poznanie, dit le journal russe, qui est maintenant le centre de l'organisation militaire. Le ministre de l'intérieur s'est rendu à Posen, pour examiner l'urgence de la proclamation de l'état de siége, exigée par la Russie.

Nous saurons bientôt quel a été le résultat de sa mission.

Les persécutions de Mourawieff et Baklanoff ont fait surgir dans le palatinat d'Augustowo de nouveaux corps de partisans. Celui qui l'occupe actuellement est le cinquième, et porte pour désignation la lettre R. La Livonie est encore le théâtre des mêmes scènes de barbarie que l'année dernière. Une bande de 800 *raskolniks* porte la mort et le ravage dans cette malheureuse province. Après avoir détruit et pillé les belles fabriques d'étoffes de M. Ianowski à Wiélona, elle s'est jetée sur le village de Warchlany et sur le

château de M. Charles Borch, décédé depuis plusieurs années. Son cercueil et celui de son fils ont été retirés du caveau de famille, et leurs corps mis en lambeaux.

Des faits analogues se passent dans le royaume. Le correspondant de la *Gazette de Breslau* dit entre autres : « Le général Manioukin, commandant à Siedlcé, avait été prévenu que les cadavres de deux hommes tués par les insurgés venaient d'être trouvés dans les environs. Manioukin fit peser les cadavres et fit payer aux habitants une amende de 26 roubles par kilogramme. »

Dans plusieurs localités, la publication des oukazes russes a provoqué une lutte entre les soldats et les paysans, comme à Seyny et à Kalwarya. A Ludwinow, un paysan a exprimé hautement au commandant russe le mécontentement de sa commune au sujet des nouvelles lois, qui anéantissent en fait les priviléges accordés par le gouvernement national. Le chef moskovite fit arrêter le paysan rebelle; mais ses compagnons le délivrèrent aussitôt et forcèrent la troupe à se retirer.

Les agents moskovites proclament que le général Berg s'est adouci, qu'il est mieux disposé pour les Polonais, en donnant pour preuve que personne n'a été pendu depuis six jours. Et cependant, un convoi de déportés, enlevant plus de 200 victimes à la population de Varsovie, vient encore de partir pour le fond de la Russie. En Lithuanie, on fait une vente publique de *deux mille* propriétés confisquées, et partout on continue à prélever des contributions de guerre dix fois plus exorbitantes et plus ruineuses que celles que les commandants prussiens font peser sur le Jutland.

(*Patrie.*)

XL

On nous écrit des frontières de Pologne, à la date du 25 mai :

Il nous arrive de Pologne, outre le bruit du combat, un

immense cri de douleur et de désespoir soulevé par les ordres de plus en plus barbares des exécuteurs moskovites. Aux horreurs de la lutte et du massacre se mêle la déportation en masse de la race polonaise, nobles, bourgeois, prêtres et paysans, dans ces déserts profonds et glacés de l'Asie, d'où l'on ne revient jamais. Chaque convoi de déportés emmène de Varsovie de 5 à 600 condamnés, parmi lesquels des femmes, des enfants, se vouant volontairement à un dur et éternel exil pour accompagner leurs maris, leurs frères et leurs parents.

Au départ d'un de ces convois, composé de neuf wagons remplis de prisonniers, ceux-ci entonnèrent en chœur l'hymne national *Boze cos Polske;* ce chant répété par tous les assistants, malgré la présence des Moskovites, fut cette fois leur adieu suprême à la patrie. Ils sont généralement enchaînés deux par deux, souvent avec des criminels, la tête à demi rasée, les vêtements mi-partie fauve et noir. Dans ce nombre figurent des étrangers, français, anglais et même allemands, volontaires, aujourd'hui martyrs de l'insurrection.

Les Moskovites, eux-mêmes ont payé leur tribut à cette vaste hécatombe de tout un peuple. Le 27 avril le soldat russe Szymkofl a été fusillé à Suwalki pour avoir pris part à l'insurrection. Au moment de tomber sous les balles, il déclarait hautement qu'il était fier de mourir pour l'indépendance de la Pologne. Quatre autres de ses camarades avaient déjà subi le même sort dans le palatinat d'Augustowo.

L'*Invalide russe* cite en outre un arrêt de mort contre le capitaine de grenadiers Melchior Czyzyk, qui, après avoir passé à l'insurrection, s'était mis à la tête d'un détachement, et contre le Lithuanien Bronislas Lugaïlo (Czarnoskalski), lieutenant au régiment de Poloçk, démissionné en 1862. Ce dernier a été pendu par l'ordre de Mourawieff. En revanche les *raskolniks* de Livonie qui se sont distingués dans les massacres de l'an passé, ont été décorés d'une médaille avec l'étrange inscription : « *Pour patriotisme et bravoure.* »

Le même journal et la *Gazette de Moskou* ne cessent, depuis quelque temps, d'attaquer le gouvernement de Napo

léon III. Aujourd'hui le *Dziennik* de Varsovie, malgré sa réserve habituelle à l'égard de l'Occident, donne des extraits de leurs articles et appelle sans façon le souverain français « *la révolution couronnée.* » Le passage relatif aux principautés danubiennes ne manque pas non plus d'une certaine importance : « Napoléon, dit-il, érige dans les principautés une batterie menaçant à la fois la Russie, l'Autriche et la Turquie. Il va sans dire que ces puissances ne le regarderont pas faire les bras croisés. »

Depuis le départ de Mourawieff, rappelé et malade à Saint-Pétersbourg, notre plus cruel persécuteur est actuellement le général Bellegarde, commandant à Radom. A son entrée à Opatow, pour intimider les habitants, il a fait saisir et pendre à la même potence les six premières personnes qu'il a rencontrées. Ne pouvant nier ce fait, le *Dziennik* cherche à le colorer en affirmant que les six victimes étaient des gendarmes nationaux de la bande de Grosman. Or, Grosman, capitaine de cavalerie sous les ordres du colonel Syrewicz, puis du général Bosak, n'a jamais commandé des gendarmes, et se maintient jusqu'aujourd'hui avec succès dans le palatinat de Mazovie. Chaqu epas de Bellegarde dans le royaume est marqué par un meurtre. Lors de la réunion des membres de la société de Crédit, il a fait dresser de nombreux gibets dans la ville, pour les contraindre à signer une adresse de fidélité à l'empereur ; c'est sous cette menace que l'adresse a été rédigée et envoyée par une députation à Saint-Pétersbourg. Parmi les plus récentes victimes de ce proconsul, pendues sans jugement, on compte le major Zawadzki et le chef de détachement Denisiewicz.

Les extraditions des insurgés livrés par l'Autriche à la Russie n'ont pas cessé. La *Presse* de Vienne cite sept insurgés livrés à là date du 9 mai, et l'*Esprit du Temps* (polonais) quatre autres, par la douane de Radzivillow. Oksza, Padlewski et Szerszen ont été livrés de Krakovie même par la douane de Michalowicé. La statistique municipale de Pskow constate le passage par cette seule ville de quatre-vingt-sept mille déportés. On peut se faire une idée du chiffre énorme atteint par la déportation dans toutes les autres villes de l'empire.

Que dire de ces faits inouïs, accomplis en plein dix-neuvième siècle, en face de l'Europe qui s'intitule libérale? Rien, sinon qu'en les laissant commettre, la civilisation se déjuge et se renie elle-même.

(*Patrie.*)

XLI

On nous écrit des frontières de Pologne, à la date du 29 mai :

M. Pawlistcheff, rédacteur en chef du *Dziennik* (journal officiel russe de Varsovie), en parlant de la généalogie du général Bosak (comte Hauke), avait jugé à propos de le faire descendre d'une tribu de *tziganes*. Le propriétaire du moulin de Mariemont, chez qui le roi Stanislas-Auguste, enlevé par les confédérés de Bar, a été transporté, serait, d'après cette généalogie, le bisaïeul du brave général. Le colonel Hauke, directeur des théâtres de Varsovie, s'est porté garant de l'honneur de sa famille, et a provoqué M. Pawlistcheff en duel. Le général Berg, instruit de cette affaire, en a référé à Saint-Pétersbourg, et on ignore encore quel en sera le résultat.

Quoi qu'il en soit, le rédacteur en chef du *Dziennik* aurait dû se rappeler que les Hauke sont proches parents de la famille impériale, le grand-duc de Darmstadt, frère de l'impératrice, ayant épousé une Hauke. Mais les titres glorieux que le général Bosak vient d'acquérir sur le champ de bataille ont éclipsé à tout jamais ceux qu'il pouvait devoir au hasard de la naissance.

A côté de cet incident, un acte authentique vient donner un démenti formel à ceux qui voulaient séparer la cause de la noblesse polonaise de celle de la nation.

Voici la rectification adressée au *Bund* (allemand) par

Digitized by Google

l'agent politique du gouvernement national en Suisse, le comte Vladislas Plater :

« Monsieur le rédacteur, je crois remplir un devoir impérieux exigé par mes fonctions, en rectifiant une grave erreur de votre journal, publiée dans le *Bund* à la date du 21 mai. Selon les organes russes auxquels vous ajoutez foi, la noblesse polonaise chercherait à pactiser avec la Russie, en envoyant à l'empereur Alexandre II des adresses ayant pour but d'empêcher l'exécution sérieuse de la loi relative à l'émancipation des paysans.

« La Pologne est séparée de la Russie par un infranchissable abîme de sang et de larmes; parler de réconciliation entre la victime et le bourreau, c'est ajouter une nouvelle blessure à celles d'une nation martyre pour la cause de la liberté. Qui ne connaît les moyens atroces adoptés par le gouvernement moskovite pour se procurer des adresses d'adhésion et de soumission ? Ceux qui ne signent pas s'exposent à être dépossédés de leur fortune et déportés en Sibérie; et pourtant ces adresses ne sont que très-difficilement obtenues. La comédie de la députation des paysans polonais envoyés à Saint-Pétersbourg est déjà suffisamment connue, pour donner une idée de ce système de terrorisme et de mensonge.

« La noblesse polonaise a pris les devants dans l'œuvre de l'émancipation et de la dotation des paysans : elle leur assure des avantages plus grands et plus réels que ceux que leur promet aujourd'hui le gouvernement moskovite. Ce n'est donc pas elle qui pourrait jamais réagir contre cette mesure libératrice proclamée par le gouvernement national.

« L'insurrection du droit contre l'oppression et la barbarie ne cessera en Pologne qu'avec la vie du dernier combattant ; de nouvelles luttes constatent et constateront son énergie.

« Permettez-moi donc de faire appel à votre impartialité et à vos sentiments bien acquis à la cause polonaise, en vous priant d'insérer cette rectification dans votre estimable journal.

« Recevez, etc.

« Zurich, 23 mai 1864. »

Cette lettre nous dispense de revenir sur l'accord qui règne entre toutes les classes de notre nation, si souvent et toujours si injustement contesté. Tous tant que nous sommes, nobles, bourgeois et paysans, nous n'avons qu'une seule alternative : vivre indépendants ou mourir. Si l'un de ces deux termes est encore refusé à quelques-uns d'entre nous, c'est que la somnolence de l'Europe ne nous a pas encore fourni l'occasion attendue par tous avec une égale impatience.

Le *Journal de Moskou* du 12 mai (n° 104) donne l'énumération des exécutions et des pendaisons effectuées dans le courant d'avril et de mai dernier :

Le 15 avril, dit-il, les Prussiens nous ont livré plusieurs insurgés; entre autres Antoine Marcewicz, faisant partie du détachement Kolbe, et Julien Barczewski, propriétaire et commandant révolutionnaire du district de Ploçk, déjà blessé à plusieurs reprises en combattant nos troupes;

Le 21 avril, le paysan Sniadeçki a été pendu à Nieszawa, près Wloçlawek, pour avoir pris part à l'insurrection;

Le 26, ont été pendus, dans la ville de Szczuczyn, plusieurs insurgés, et entre autres Édouard Horodeçki, Balthazar Rutkowski et Théophile Mikonski ;

Le 27, à Lowicz, André Soppe;

Le 29, à Wiélun, Wislowski, ouvrier, pour avoir travaillé à l'équipement des insurgés;

Le 3 mai, à Stobniça, Iastrzembinski; dans le district de Lomza, Chrzanowski et Kraiewski; et à Opatow, six autres patriotes, pris les armes à la main;

Le 6 mai, à Lenczyça, Wodzinski ;

Le 8 mai, à Dluzewo, district de Stanislawow, Tobald (Ratynski), sur lequel on a trouvé un décret du gouvernement national, sous la date du 21 avril, n° 574;

Le 11 mai, Michel Oskierko, docteur en médecine, fusillé à Mohilew (Lithuanie);

Enfin à Pruchno, district de Sieradz, le corps du chef de détachement Liniewski, pendu la veille, a été enlevé la nuit par des personnes inconnues et inhumé au cimetière.

Ajoutons à cette liste lugubre que le sénat de Saint-Pétersbourg a confirmé l'arrêt prononcé contre Nicolas Tcherni-

cheffsky, un des meilleurs publicistes de la Russie, et qui le condamne à sept ans de travaux forcés dans les mines et à la déportation à perpétuité en Sibérie, pour avoir sympathisé avec la cause polonaise.

(*Patrie.*)

XLII

LA RUSSIE JUGÉE PAR UN RUSSE

« Amicus Plato, sed magis amica veritas. »

Nous recevons de Moskou, c'est-à-dire du cœur même de la Russie, un écrit de la plus haute importance. C'est le cri d'une âme honnête, indignée contre les horreurs qui se commettent actuellement en Pologne, avec l'approbation ou, pour mieux dire, par l'ordre du tzar Alexandre II. Cet écrit impartial, convaincu, donne une idée plus exacte de ce pays barbare que les éloges intéressés de quelques hommes d'État ou de lettres, gagnés par les avances de la diplomatie moskovite.

I

Depuis trois années le monde assiste en témoin impassible à la grande lutte qui se poursuit en Orient, entre un noble peuple s'efforçant de briser le joug qui l'oppresse, et les sicaires du tzarisme asiatique. La vieille Europe contemple cette lutte presque avec indifférence, comme les

spectateurs d'un cirque romain assistaient au combat d'un gladiateur contre un tigre ou un léopard ; parfois elle prononce un mot de compassion ou de regret, parfois même, ce qui est bien plus honteux, elle applaudit à la mort de l'esclave chrétien, déchiré par les ongles de la bête fauve. Cette même Europe qui, autrefois, protégeait les nègres et volait au secours des chrétiens d'Asie, n'a aujourd'hui que des paroles de commisération, presque d'ironie, pour le peuple le plus généreux, le plus civilisé de l'Orient, que le tzarisme s'efforce d'anéantir, comme la dernière entrave à ses projets de domination universelle. Abandonnée de tous, même de ceux sur l'appui desquels elle avait droit de compter, la pauvre victime succombera sans doute ; mais cet abandon laissera sur notre mercantile et judaïque époque une trace ineffaçable.

Qui suis-je, pourrez-vous me demander, pour oser élever la voix en faveur d'une nation torturée depuis un siècle par trois voisins devenus puissants par son partage, et reniée du reste de l'Europe ?

Voici ma réponse : Je suis Russe et j'aime sincèrement ma malheureuse patrie, menée de force, par un gouvernement barbare, à l'opprobre et à l'infamie ; je suis Russe, et j'use de mes droits d'homme et de citoyen pour vouer à l'exécration de mes compatriotes les bourreaux de la Pologne. Sur les sombres pages de notre histoire, souillées aujourd'hui par la main sanglante du tzar Alexandre II, je veux graver au moins une protestation énergique et vivante, au nom de l'avenir de mon pays, contre ceux qui cherchent à déshonorer son présent. Le sang et les larmes des martyrs russes qui gémissent dans les casemates de Saint-Pétersbourg seront à l'appui de mes paroles et porteront témoignage de leur vérité !

C'est pourquoi je prends la plume afin de donner à l'Europe une image vraie du peuple russe, ce peuple qu'elle connait si peu, bien qu'elle en ait ressenti plus d'une fois le bras rude et puissant. Comme toute notre civilisation nous vient de l'Occident, nous le connaissons plus en détail que notre propre pays ; nous n'y trouvons de réciprocité que dans les histoires étranges que lui font certains journaux et

Digitized by Google

certains hommes d'État, convaincus d'ignorance et de partialité. Nous y lisons parfois, à côté de la nouvelle de la découverte des sources du Nil, des anecdotes pareilles à celles-ci : « A la prise d'un navire turk, pendant la bataille de Sinope, un officier russe coupa les oreilles à un soldat turk, et les mangea avidement. »

Je ne saurais vous peindre mon étonnement lorsque je lus les discours tenus dans le sénat français, à propos de la discussion de l'adresse. J'ai surtout été stupéfait de la hardiesse de quelques orateurs, débitant devant cette grave assemblée des contes des *Mille et une Nuits*, sans que personne osât les interrompre. S'ils avaient mieux connu la Russie, ils auraient gardé le silence plutôt que de la défendre au nom de la démocratie et de la liberté. Dans le moment actuel, c'est là un contre-sens absurde et dérisoire. Si elle avait mieux connu la Russie, la France n'aurait pas éprouvé le désastre de 1812; si elle avait mieux connu la Russie, sa victoire en Krimée, obtenue avec le secours de quatre grandes puissances, n'aurait pas abouti à une coûteuse déception.

« La Russie barbare, nous dit-on, ne peut être redoutable à l'Europe. » Quant à moi, je pense tout le contraire. La Russie civilisée cessera d'être conquérante; barbare, elle gardera tous ses instincts d'agrandissement aux dépens de ses voisins. Ses voisins aujourd'hui sont, par la Pologne subjuguée, l'Autriche et la Turquie; par l'Allemagne asservie, la France et l'Angleterre. Civilisez la Russie, et ce géant formidable que vous êtes forcée de surveiller, au prix de toute votre richesse nationale, deviendra un allié sincère, un membre inoffensif de la famille européenne.

Je le dis avec toute la force de mes convictions : le seul moyen de civiliser la Russie, c'est de délivrer la Pologne. La maintenir sous le joug, c'est river à tout jamais la Russie à sa tâche maudite d'extermination et de massacre. On ne peut les sauver toutes deux qu'en les séparant. Aujourd'hui même, quelques efforts suffiraient, en mettant à profit la lutte engagée en Pologne; demain peut-être il sera trop tard, et ce débat qui pourrait s'arranger à présent sans trop de difficultés, suivra fatalement la route sanglante et péni-

ble de la révolution. Lorsque j'envisage notre position relativement à l'Europe, je songe involontairement à ces sociétés de bienfaisance qui font des quêtes pour les sauvages d'Otaïti, et ferment les yeux aux malheurs qui les environnent. Porter la civilisation dans la Chine et le Japon, rétablir l'ordre dans le Mexique, c'est fort bien ; mais nous sommes soixante millions d'hommes en Europe, et nous méritons peut-être aussi qu'on s'occupe un peu de nous. Nous ne demandons pas mieux que de vivre de la vie européenne, pourvu que nous soyons d'abord initiés à ce qui fait l'essence même de cette vie, l'ordre et la liberté.

II

Savez-vous ce que c'est que la Russie ? Jusqu'au moment présent, la Russie c'est le tzar. Figurez-vous une énorme caserne pour des millions d'hommes, vêtus d'uniformes allemands, tous muets, tous aveuglément soumis à la volonté de leur chef, obéissant à son moindre signe, prêts à donner ou à recevoir la mort à son commandement, et vous aurez une idée encore bien incomplète de notre société. Examinons de plus près les divers éléments qui la composent.

Le peuple d'abord, masse inerte et douée d'un seul instinct de soumission sans bornes ; ne vivant que du présent, tout son passé n'étant qu'une tradition d'un rude et perpétuel esclavage ; sans patriotisme, car aucun souvenir de gloire ou de prospérité ne le rattache au sol qui l'a vu naître ; sans religion, car sa croyance orthodoxe, qui seule pourrait lui servir de culture, semble être une invention du despotisme pour le maintenir dans un état d'ignorance irréparable. Toute idée morale est anéantie dans son germe par le grossier matérialisme de cette religion voisine de l'idolâtrie, qui n'a pour objet que les pratiques extérieures et ne peut élever l'âme au dessus des besoins de la vie quotidienne.

Touchez seulement aux légendes religieuses du peuple.

vous n'y trouverez qu'un fétichisme abject et complétement dépourvu de la notion du bien. Le culte que le peuple rend aux images de Dieu et des saints est celui des sauvages d'Amérique pour leurs manitous; il adore les images mêmes, mais non pas l'idée qu'elles représentent. Ceci vous explique pourquoi vous voyez en même temps une superstition sans exemple dans le peuple, et une incrédulité poussée jusqu'à l'athéisme dans les autres classes. A côté de cette religion, et même fondue avec elle, vous voyez la bizarre adoration du tzar, plus craint et plus vénéré que Dieu même. « *Dieu est bien loin, le tzar est bien près!* » dit le proverbe. Le tzar, c'est l'incarnation de la toute-puissance; l'esclave naît avec cette idée; cette sombre idole en uniforme préside à tous les actes de sa vie; dès son enfance, son oreille s'habitue à entendre le nom de l'empereur invoqué dans toutes les prières de l'Église, et sa jeune imagination se fait un type redoutable de cet homme-dieu qui n'a d'autre loi que sa volonté, pour qui l'impossible n'existe pas. Tel est le degré de culture intellectuelle et religieuse de notre peuple.

La classe commerçante n'est pas plus éclairée, mais, en revanche, elle est plus corrompue. Notre marchand, ne voyant d'autre moyen de s'affranchir que la richesse, n'est pas difficile dans le choix des expédients. Quand il a commis un vol, il court à l'église mettre un gros cierge devant un saint de prédilection, et s'en retourne, le cœur net, à la maison, méditer de nouvelles tricheries. Il ne se fait aucun scrupule de tromper Dieu et même le tzar. Il vend à faux poids et partage ses profits avec les fonctionnaires de tout grade. Ses idées politiques ne sont pas moins extravagantes que celles du peuple; un négociant millionnaire vous affirmera sans broncher que la France est une province dépendante de la Russie, et que le refus des Anglais de payer leur tribut à l'empereur a motivé la dernière guerre de Krimée. En 1862, durant l'émeute des étudiants de l'université de Moskou, la police fit courir le bruit que c'était un soulèvement excité par les Polonais. La bourgeoisie courut aux armes et fit avec les soldats main basse sur ces jeunes gens, qui ne s'étaient assemblés que pour parler à l'empe-

reur. Tout homme voulant être libre est nécessairement un Polonais.

Le clergé orthodoxe forme une caste à part, dont les traits caractéristiques sont l'ignorance et l'avidité. Comme le gouvernement s'en trouve fort bien, il ne songe nullement à l'éclairer. Les prêtres sont presque tous des ivrognes, des fourbes et des athées, prêts à faire pour de l'argent toutes les bassesses imaginables; pour les fanatiques, il ne s'en trouve pas un seul dans toute l'étendue de la Russie. Le haut clergé et le saint-synode dépendent complétement du tzar; sa volonté est la base de la religion et décide toutes les questions canoniques. Cet état de choses n'a pu mettre le clergé que très-bas dans la considération générale; le paysan et le marchand ne passent jamais à côté d'un prêtre sans détourner la tête et sans cracher à terre, parce que, dans leur opinion, « la rencontre d'un pope ou celle d'un lièvre qui vous traverse le chemin ne peut manquer de vous porter malheur. »

La classe nobiliaire, sur qui repose tout l'espoir de la Russie, n'est pas beaucoup plus cultivée que les précédentes. Je ne parle pas, bien entendu, de cette culture artificielle qu'on acquiert en lisant les mauvais livres et en faisant de ruineux voyages, qui ne pénètre jamais au delà de l'épiderme et qui pourtant fait beaucoup de dupes à l'étranger. Dans celle-ci, nous excellons entre tous les peuples de l'Europe; et, il faut le dire, elle ne sert pas médiocrement les intérêts de notre diplomatie. Nous n'avons pas d'aristocratie de race; il n'existe chez nous que l'aristocratie de fortune et de rang. Depuis que le tzar Féodor Alexiéwitch, par la destruction des livres et des diplômes généalogiques, a mis à néant les droits féodaux des boyards, notre ancienne noblesse n'existe plus que de souvenir. Remarquons, en passant, à quel point cette classe puissante était assujettie au caprice du tzar, puisque, d'un seul coup et sans murmurer, elle laissa détruire tous ses priviléges. Aujourd'hui, après deux siècles de relations continuelles avec l'Europe, nous supportons avec la même soumission que nos ancêtres les ordonnances et les exécutions les plus arbitraires. Quelques récalcitrants, s'ils ne veulent pas s'exposer à être déportés

en Sibérie, doivent, pour la vie entière, s'exiler du pays, en abandonnant leur famille et leurs biens à la merci de l'autocrate.

Pour preuve nous n'avons qu'à examiner le règne de Nicolas Ier, et surtout le règne actuel. A son avénement au trône, en 1825, Nicolas ordonna l'exécution des plus nobles enfants de la Russie, coupables d'avoir rêvé pour elle la liberté dont elle serait appelée à jouir dans une grande fédération slavonne. Nous les regardâmes mourir avec une stupide résignation, ces premiers apôtres de notre affranchissement; et le peuple, en revenant de cette sanglante exécution qui détruisait l'espoir et la gloire future de la Russie, répétait tout bas : « Ils ont mérité leur sort, ce n'étaient que des Polonais rebelles (*buntowtchiki*). » Mais la conscience troublée du tzar ne put être tranquillisée par notre soumission. Les hommes d'intelligence, en si petit nombre qu'ils fussent alors en Russie, lui semblaient le germe permanent d'une révolution à venir. Dès ce moment il engagea une lutte à mort avec la civilisation qui nous venait de l'Occident, avec l'esprit de progrès et d'émancipation du siècle actuel, et il faut avouer qu'il mourut vainqueur.

Pendant les trente années de son règne, ôtant à la jeunesse les moyens de s'instruire, nommant aux emplois savants de vieux soldats comme Nazimoff, qu'il fit recteur de l'université de Moskou, le tzar Nicolas réussit à léguer à son fils la Russie ignorante, mais soumise. La Pologne seule lui résistait; elle ne voulait pas abdiquer le rang qu'elle avait tenu pendant huit siècles parmi les peuples les plus intelligents de l'Europe : voilà pourquoi elle ressentit tout le poids de sa main de fer. Il fallait la tuer ou l'assimiler à la Russie barbare. Cependant la Providence poussait l'humanité dans des voies nouvelles; Nicolas mourut, et le jeune empereur n'était pas capable de poursuivre l'œuvre commencée. Le tzar Alexandre II, d'un caractère naturellement craintif, longtemps courbé sous l'inflexible despotisme de son père, ne se plaisait nullement à l'administration violente dont il avait hérité.

La Russie ne tarda pas à le sentir et crut un instant renaître; les universités se remplissaient d'élèves, de nou-

velles écoles surgissaient de tous côtés : il semblait que l'aube d'une meilleure existence commençât à poindre pour elle. Mais l'illusion fut de courte durée; ce qui paraissait à tous une régénération nationale n'était qu'une fantaisie momentanée du despote. « Je ne veux pas, disait Alexandre, qu'un autre que moi seul puisse avoir des serfs dans mon empire. » Un semblant de liberté fut donné aux paysans, qui ne comprirent pas cette offrande et qui hésitèrent à l'accepter; on leur enseigna la reconnaissance à coups de bâton.

Quant aux propriétaires, dépouillés de la presque totalité de leurs revenus, un petit nombre d'entre eux approuva l'oukaze impérial, le reste se soumit en maudissant le donateur.

On espérait que le tzar irait plus loin, et qu'il élargirait les priviléges de l'autre partie de la nation. Ce fut en vain; et les nobles, désabusés, s'irritèrent de rester serfs de l'empereur, tandis que les paysans recevaient la liberté. Une sourde agitation se fit remarquer dans tout le pays; les plus hardis manifestèrent tout haut leur mécontentement. La noblesse de Twer, la plus voisine de la Pologne, donna la première le signal de l'opposition, et protesta dans un acte officiel. Le tzar en fut effrayé; et bientôt les opposants payèrent chèrement leur témérité.

Un oukaze limitant les attributions des universités trouva de la résistance dans toute la jeunesse avide de s'instruire; on dispersa à main armée les étudiants de Saint-Pétersbourg et de Moskou. Une quantité d'écrits révolutionnaires parurent en même temps dans les deux capitales; on commença à se rassembler, à se concerter sur la nécessité d'un changement d'administration, on conçut même l'idée d'une adresse à l'empereur pour lui demander une constitution. Les événements de Varsovie, les meurtres commis sur une population sans défense, ajoutaient à l'excitation générale. La position de l'empereur devenait fâcheuse; il ne lui restait d'autre alternative qu'à suivre franchement la route du progrès, ou bien à comprimer dans leur germe ses premières manifestations. Il n'hésita pas à choisir le dernier parti. Avec tout l'emportement d'une âme vulgaire, il se

mit à défaire son œuvre et s'efforça d'arrêter le cours dangereux des idées nouvelles.

Emprisonnements, déportations, suppression de journaux, tout fut employé pour éclaircir les rangs des patriotes et pour faire rentrer la masse du peuple dans l'obéissance habituelle. Le général Annenkoff donna, comme il le disait lui-même, la chasse aux citoyens de Twer, par ordre de l'empereur, et les envoya captifs à Saint-Pétersbourg. Les propriétaires furent partout menacés d'une révolte des paysans.

III

Dans ce moment la Pologne, réduite au désespoir par la barbarie des satrapes du tzar, engagea une lutte inégale, mais acharnée, contre ses bourreaux. La première nouvelle de l'insurrection polonaise ne produisit en Russie que de l'étonnement. On était convaincu, d'après le dire des journaux, que l'insurrection ne durerait pas au delà de quelques semaines; mais tout au contraire, elle ne faisait que s'accroître et commençait à préoccuper sérieusement les cabinets de l'Europe. Dans cet état de choses, le tzar, craignant une intervention de l'Occident, qui lui semblait la conséquence naturelle de ses sympathies, résolut de l'intimider par un déploiement de forces insolite et par des mesures de rigueur qui frapperaient d'épouvante les amis de la cause polonaise. Une agitation dans ce sens fut organisée à l'intérieur même de l'empire. On ordonna des adresses de loyauté dans toutes les villes, on calomnia l'insurrection en mettant sur le compte des insurgés toutes les atrocités commises par nos troupes, et cette même noblesse, qui naguère rongeait son frein avec impatience, se montra prête à soutenir les prétendus droits du tzarisme.

Sous ce rapport, l'insurrection provoquée, comme à dessein, par les manœuvres du marquis Wielopolski, vint fort à propos résoudre les plus graves embarras intérieurs de la Russie. Était-ce, de la part du cabinet russe, un plan

prémédité d'avance, dont l'exécution aurait été confiée à l'orgueilleux marquis? Nous ne pourrions encore nous prononcer sur ce point avec une entière certitude. Mais si vous jetez un regard sur la Russie, vous la verrez tout entière animée d'un sentiment de haine ardente contre les Polonais, et du désir de leur destruction totale.

Et pourtant, d'où vient cette animosité? Quel mal nous ont fait les Polonais? Tant d'années de souffrance n'ont-elles pu même réveiller en nous le sentiment tout humain de la compassion?

Dans les plus mauvais jours du règne de Nicolas, nous leur devons la première idée de l'émancipation de nos paysans, formulée en premier lieu par la noblesse des trois palatinats de Vilno, Kowno et Grodno. Quand les Italiens entreprirent de secouer le joug jésuitique de l'Autriche, toute notre nation applaudit à leurs efforts; et quelques années plus tard, nous maudissons et nous calomnions les hommes se soulevant pour le même principe, celui des nationalités

Pour comprendre ce changement subit, il faut avoir une idée exacte de notre esprit public. Ce n'est pas le patriotisme qui nous exalte, nous ne sommes guidés que par l'instinct du troupeau obéissant à son guide. Notre peuple n'est pas encore en état de se faire son propre jugement sur les affaires du pays; il l'accepte tout fait des mains du plus fort et du plus habile. Un instant les libéraux eurent le dessus, nous fûmes libéraux avec eux; aujourd'hui le despotisme nous domine, nous devenons plus despotes que le tzar.

Qu'il lui prenne fantaisie de nous faire aimer les Polonais, nous les chérirons comme nos meilleurs amis. L'esprit d'imitation forme l'essence de notre caractère.

Ne trouvant rien qui puisse nous satisfaire chez nous, nous empruntons à l'Occident les modes, les coutumes, les idées admises, sans nous soucier si elles sont applicables en Russie. Une des singeries du jour est l'idée de nationalité, au nom de laquelle nous commettons tant d'actions odieuses. On nous voit fréquemment à l'étranger. Pourvu que nous en ayons les moyens, nous désertons volontiers notre pays,

triste et servile, pour la vie joyeuse de Paris ou le beau ciel de Naples. Mais ces voyageurs si expansifs, si libéraux durant leurs pérégrinations, vous ne les reconnaitriez pas à leur retour en Russie. Gagnés par le spleen, soupirant après les plaisirs qu'ils viennent de quitter, ils passent leur vie à arranger des dîners en l'honneur de Mourawieff, ou des meetings anti-polonais, toujours en manière de passe-temps et pour avoir l'air d'être utiles à la société. Demain, ils sont capables de souscrire la séparation de la Pologne. Telle est l'organisation de notre société, régie par un gouvernement qui la traite avec dédain et qui ne se gêne pas dans le choix des moyens qu'il emploie pour affermir son pouvoir.

IV

Le tzar, c'est la Russie, avons-nous dit plus haut; mais le gouvernement, ce n'est pas toujours le tzar. Cet homme, symbole de la toute-puissance, est parfois gouverné par ses favoris. Souvent faible et docile envers eux, il est toujours implacable et dur envers son peuple; et il n'y a rien là qui doive étonner. Tout enfant encore, on lui disait que ce n'est pas pour nous qu'il était né, mais que nous étions nés pour lui; que les soixante millions d'esclaves qu'il gouverne selon son bon plaisir lui ont été donnés par le Créateur pour lui rendre la vie plus agréable. Aussi tout notre sort dépend du caractère individuel de l'empereur. Un caractère opiniâtre, un naturel ombrageux, un cœur de bronze nous donneront pour souverain le feu tzar Nicolas Ier; un caractère chancelant, une nature indolente, un cœur efféminé nous procureront le doux règne d'Alexandre II. Sous le premier, l'oppression sera systématique, menée par une seule volonté; sous le second, elle sera désordonnée, dirigée par tous ceux qui sauront capter sa bienveillance.

Les ordres du gouvernement sont exécutés par toute une armée de fonctionnaires, divisés en quatorze classes, appuyés par un demi-million de baïonnettes. Qu'est-ce que

notre employé? C'est un valet qui ne sert son maître que pour s'enrichir à ses dépens. « *Que j'aie assez d'argent, et je gagnerai le tzar lui-même,* » dit le proverbe. « *Une main lave l'autre,* » répond l'employé interrogé sur un vol qu'il vient de commettre. Vous croirez peut-être que la cause de tout cela tient à notre dépravation native. Il n'en est point ainsi. C'est le gouvernement qui s'efforce de nous démoraliser, car il y trouve son intérêt. Pour preuve, je ne citerai que le fait suivant. Le tzar venait de nommer gouverneur de Saint-Pétersbourg le prince Souwaroff, quoique la probité de cet homme de bien gênât les courtisans. Peu de temps après, une plainte fut portée devant le gouverneur par une foule de négociants, créanciers du comte Adlerberg, qui ne voulait pas payer leurs avances. Conformément à la loi, Souwaroff fit mettre le séquestre snr le palais du comte. Le fait fut rapporté à l'empereur, qui, lié d'amitié avec Adlerberg, lui promit de payer le demi-million de ses dettes. Quelques jours après, un nouveau billet de créance ayant été présenté par une dame à l'empereur en personne, celui-ci en versa le montant entre les mains du comte. Mais quelle ne fut pas sa surprise au jour d'audience suivant, en apprenant de la dame en question que sa créance était toujours impayée, le comte Adlerberg ayant emporté le billet et l'argent. Nous pourrions citer une foule de faits du même genre à la charge du même personnage, comme le vol d'un portrait enrichi de diamants au musée impérial, celui d'une fourniture de drap écarlate pour l'armée, d'une valeur d'à peu près cent mille roubles, etc., etc. Et pourtant le comte Adlerberg ne cesse de jouir de la faveur du tzar, il est comblé d'honneurs, et de plus il dirige sa politique extérieure. Voilà ceux qui nous gouvernent et qui, certes, n'ont pas le loisir de songer à la moralisation des masses.

V

Dans la sphère de l'enseignement, nous trouvons les mêmes tendances et les mêmes exemples. Délivrés de la

pesante tutelle du tzar Nicolas, nous nous sommes jetés avec ardeur vers l'étude. Un grand nombre d'écoles gratuites furent fondées; notre jeunesse y instruisait le peuple pour le préparer à l'émancipation promise. Le gouvernement inventa toutes sortes d'obstacles à cette soudaine expansion de lumières. Pour détourner la jeunesse de la tâche généreuse qu'elle avait entreprise, on résolut de la jeter dans les bras de la prostitution. Des secours pécuniaires furent accordés à tous ceux qui établiraient des bals publics; en peu de temps, Saint-Pétersbourg put se vanter de posséder trente-six de ces bouges infâmes, où les jeunes gens venaient apprendre le cancan, étude plus conforme aux vues du gouvernement que le travail des écoles.

Les bals masqués des théâtres impériaux devinrent des orgies de sauvages. La littérature, un instant régénérée et foudroyant avec vigueur les vices de notre société, fut réduite au silence. Tous les journaux indépendants, même ceux qui ne s'occupaient que d'art et de science, furent supprimés et leurs rédacteurs mis au cachot. Tchernichewsky, rédacteur du *Contemporain*, frappé le premier et mis aux fers sans jugement, gémit aujourd'hui encore dans les souterrains de la Néwa (1). Ceux qui étaient accessibles à la corruption furent achetés. Katkoff, rédacteur de la *Gazette de Moskou*, autrefois faux démocrate, aujourd'hui plus impérialiste que le tzar, reçoit une pension viagère de soixante mille roubles. Dans chaque numéro de son odieux journal il pousse à l'extermination des Polonais, et prétend diriger à lui seul l'opinion publique en Russie. Nous pourrions citer beaucoup d'autres coquins de ce genre, qui signent leurs quittances de subvention avec une plume trempée dans le sang.

Feuilletez leurs publications d'aujourd'hui, vous serez étonnés du mépris avec lequel nous y sommes traités nous-mêmes. Est-il possible que nous ajoutions foi à des relations qui nous représentent sans cesse *un kosak* blessé sur

(1) Le jugement qui le condamne à sept ans de travaux forcés dans les mines et à l'exil à perpétuité en Sibérie, vient d'être confirmé par le sénat de Saint-Pétersbourg (V. p. 86).

cent insurgés tués ou faits prisonniers? Vous y trouverez parfois des récits pareils à celui-ci : « A la prise d'un château fort, défendu par trois cents hommes bien armés, deux des nôtres ont été tués, tandis que tous les assiégés ont péri par le fer ou le feu. » Et pourtant nos soldats massacrent sans pitié des gens qui, nous dit-on, ne savent pas se défendre! Que signifie alors cette dénomination de brigands et de bandits qu'on leur applique dans tous les journaux du tzarisme?

Messieurs les rédacteurs officiels, donneriez-vous tout votre sang et tout votre avoir pour la défense d'une idée, comme le font ces bandits? Sont-ce des femmes de brigands que ces nobles compagnes polonaises qui renoncent à la fortune, à la patrie, qui suivent à pied leurs maris ou leurs frères condamnés aux travaux forcés en Sibérie, comme l'ont fait mesdames Murzyçka, Lagowska, comme le fait en ce moment la célèbre Deotyma (Luszczewska), la Corinne polonaise, et des milliers d'autres dont nous savons à peine les noms? Qui êtes-vous donc pour oser flétrir ainsi des actes d'héroïsme et de dévouement qui font honneur à l'humanité? Ah! mon cœur plein d'amertume, ne peut même trouver d'expression propre à vous qualifier! Pourquoi votre indignation ne retombe-t-elle pas sur les bourreaux qui massacraient toute la population de Siemiatyczé et de neuf autres villes dans le même palatinat? sur ces monstres qui tuent, après le combat, les blessés abandonnés sur le champ de bataille? sur ce Mourawieff, enfin, qui déshonore la Russie en lui faisant une sanglante auréole de ses crimes? C'est que, voulant vous faire passer pour les représentants de l'opinion publique, vous n'êtes que les vils instruments du tzarisme! Vous citez un catéchisme polonais trouvé, dites-vous, sur le corps d'un insurgé; et vous ne dites rien de ces brochures infâmes, répandues par milliers dans les provinces méridionales, dans le but d'exciter les paysans à massacrer leurs seigneurs! Eh bien! c'est moi qui parlerai pour vous.

Un de ces livres, imprimé l'année passée à Moskou, sous le titre : *De la justice russe et de l'iniquité polonaise*, commence de la manière suivante :

Digitized by Google

« Il est connu de tout le monde que les Polonais viennent de commettre le plus grand des forfaits. Ils ont trahi le grand et glorieux tzar Alexandre II Nicolaïewitch, en lui payant de la plus noire ingratitude tous les bienfaits qu'ils en ont reçus. Sur nos églises russes les Polonais veulent planter leur croix latine; ils veulent convertir à leur foi catholique tout le peuple orthodoxe, et lui faire reconnaître pour chef suprême de l'Église le pape, et non Jésus-Christ. Ils disent que notre foi, c'est la foi des paysans. Ils désirent rétablir chez eux l'esclavage et la corvée. Ils pendent et martyrisent les prêtres orthodoxes, massacrent leurs familles, pillent et incendient leurs maisons et leurs temples. Ce sont les prêtres catholiques qui exécutent eux-mêmes les condamnés. Nos soldats ont saisi l'un d'eux, qui avait déjà pendu dix-huit hommes et qui confessait le dix-neuvième en tenant une corde à la main... »

Plus loin, on y trouve l'histoire de Pologne racontée sur le même ton. Vous apprendrez, dans ce curieux récit, que les nobles polonais se sont mis en rébellion sur le refus de l'empereur de maintenir le servage. On y raconte aussi comment les prisonniers russes tombés dans leurs mains sont écorchés vifs; que chaque bande est escortée de prêtres qui la poussent au carnage; enfin, vous trouverez un résumé politique où vous lirez que « l'empereur russe Alexandre Ier exila l'empereur français Napoléon Ier sur une île déserte. »

Les quelques passages que je viens de citer suffisent pour indiquer les moyens que le gouvernement emploie pour pousser au crime le peuple ignorant, pour étouffer en lui tous les généreux instincts. C'est par ses mains qu'il veut exterminer la race polonaise; et tout germe de civilisation une fois anéanti, il pourra régner à son aise sur des ruines fumantes...

Je sais bien que cette lettre soulèvera des cris d'indignation dans mon pays. Les plus modérés m'en voudront de mettre ainsi à découvert le mal incurable qui le ronge; mais j'aime mieux encourir les reproches des égoïstes qui tiennent surtout à conserver leur position, que de participer, ne fût-ce que par mon silence, aux horreurs que le tzarisme commet et fait commettre en Pologne. Je suis Russe, mais

je n'hésite pas à déclarer tout haut mes sympathies pour la cause de cette noble martyre que nous torturons aujourd'hui comme les Juifs crucifiaient le Sauveur. Toutefois ces paroles du Christ : « Pardonnez-leur, mon père, parce qu'ils ne savent pas ce qu'ils font, » ne peuvent s'appliquer à la Russie. C'est que, tout en aidant le gouvernement dans son œuvre de destruction, nous ne cessons de répéter tout bas que les efforts de ce peuple pour reconquérir sa liberté ne peuvent manquer de réagir sur nous, et de nous amener en fin de compte une constitution libérale.

En agissant ainsi, nous agissons contre notre conviction et notre conscience. Quel prix peut avoir pour nous une constitution achetée par le sang d'autrui, baignée des larmes des mères polonaises, qui voient périr leurs enfants pour donner la liberté à leurs oppresseurs barbares? Souvenons-nous qu'il faudra des siècles pour laver cette tache de Caïn, qu'une guerre fratricide imprime au front de la Russie; que le bienfait reçu des mains de la victime ne lui portera pas bonheur. En voulant tuer la Pologne, la Russie se tuera elle-même. Ce n'est qu'en lui rendant justice, en lui restituant ses droits et sa nationalité, que nous pouvons espérer de reconquérir la nôtre.

UN RUSSE.

Moskou, 1864.

(*Globe.*)

XLIII

LE PROCÈS DES 127 PATRIOTES DE POSEN.

Que de sang ! que de larmes ! que de ruines après un dévouement surhumain ! C'est de la Pologne que nous parlons, de la mère de douleur qui voit ses fils les plus nobles, ses filles les plus généreuses, transportés par vingtaines de

milliers au fond de la Sibérie, dans les gorges de l'Oural et dans les steppes d'Orenbourg.

La Pologne, accablée sous le joug, méditait et préparait au commencement de l'année dernière un suprême effort. Une vaste insurrection s'organisait ; elle devait éclater au mois de juin, après avoir réuni les ressources , les munitions et, en un mot, tous les moyens propres à assurer le succès de cette revendication du droit et de la liberté.

Plusieurs centaines d'hommes étaient instruits de tout ce qui se passait, et chacun d'eux y travaillait avec ardeur, dans le pays et a l'étranger ; mais les Polonais savent garder un secret; l'histoire merveilleuse du gouvernement national est là pour le prouver ; il n'y eut donc pas une indiscrétion de commise; et pourtant, on sut tout à Saint-Pétersbourg, et les Russes, pour amoindrir le danger, brusquèrent les choses et firent éclater l'insurrection en plein hiver, lorsque aucun préparatif n'avait pu encore être fait.

Qui avait révélé au prince Gortchakoff le secret de la Pologne? C'est la France, répond d'une voix unanime toute l'Allemagne, depuis la Baltique jusqu'aux Alpes. Les journaux allemands reproduisent tous, en effet, les comptes-rendus du grand procès qui se poursuit en ce moment en Prusse contre 127 patriotes du grand-duché de Posen, accusés de haute trahison, et il résulte de ces comptes-rendus, que des papiers, saisis à Paris en décembre 1862, chez deux émigrés polonais. MM. Çwierciakiewicz et Godlewski, avaient été communiqués en copie au gouvernement russe, qui aurait ainsi connu du même coup et le plan de l'insurrection et les noms de ceux qui s'y trouvaient engagés.

Nous avions déjà demandé au gouvernement, en invoquant l'honneur même de la France, des explications sur ces faits sans cesse répétés à l'étranger, et nos lecteurs ont appris par la note que nous avons reçue du ministère de l'intérieur le 21 mai, que « le *gouvernement français* n'a jamais fait aucune communication de ce genre. »

Le démenti était formel ; nous l'avons accueilli avec joie, et nous sommes heureux aujourd'hui de constater que la presse étrangère a cessé elle-même de faire peser des accusations si graves sur le gouvernement français. Mais elle

persiste à soutenir que la copie des papiers saisis n'en a pas moins été livrée aux agents de la Russie, et continue à rendre la France responsable d'un acte qui a coûté tant de sang à la Pologne, et a fait échouer l'effort gigantesque qu'elle voulait tenter pour recouvrer son indépendance.

Il importe de signaler au gouvernement cette phase nouvelle d'un débat si triste et si douloureux, et de mettre sous ses yeux et sous ceux du public les passages les plus saillants des journaux polonais.

Voici d'abord un extrait d'un long article inséré dans le *Czas* de Krakovie :

« Nous savons de la manière la plus positive que l'acte « d'accusation formulé par le procureur général prussien « auprès des tribunaux pour délits politiques *(Staatsgerichtshof)*, contre les cent-vingt-sept patriotes du grand-« duché de Posen, dit avoir puisé les matériaux du procès « dans les papiers de deux réfugiés, saisis en décembre 1862 « par la police française et transmis en extrait *(im Auszuge)* « au parquet de Berlin par l'ambassade russe à Paris. Ces « papiers lui ont-ils été livrés par l'indiscrétion d'un em-« ployé ?

« C'est ce que nous ne pouvons savoir; nous laissons « toutes les recherches et les vérifications de ce dernier point « aux autorités françaises, dont nous sommes loin de vouloir « suspecter les bonnes intentions et la véracité. Toute dis-« cussion même à ce sujet nous semblerait déplacée. Mais il « est évident pour tous qu'un acte d'une nature aussi grave, « un acte juridique duquel dépend la vie et la liberté de « plusieurs centaines de citoyens, ne peut être basé sur un « mensonge.

« Pour s'en assurer, il suffirait que l'ambassade française « à Berlin envoyât une personne sachant l'allemand à l'au-« dience du 7 juillet prochain au tribunal pour délits poli-« tiques ; cette personne entendrait *in extenso*, l'acte d'accu-« sation de nos prisonniers, constatant la communication de « papiers saisis à Paris, chez les réfugiés polonais. »

Les assertions du *Czas* sont confirmées par la *Patrie* (*Oyczyzna*) de Leipzig, du 1er juin, qui reproduit le texte

allemand de l'acte d'accusation. Voici la traduction littérale du passage relatif aux papiers saisis à Paris :

« Chez un des membres les plus actifs de l'émigration démocratique à Paris, et dont le nom a plusieurs fois figuré dans les entreprises révolutionnaires des Polonais, Cwierciakiewiez, les autorités françaises ont mis en réquisition certains écrits qui, plus tard, *nous ont été communiqués en extraits* par l'entremise des autorités russes, et nous ont donné les notions les plus récentes *sur cette phase des préparatifs de l'insurrection* (1). »

« Cet extrait de l'acte d'accusation est significatif, dit l'*Oyczyzna*; et nous comptons sur les journaux français, jaloux avant tout de sauvegarder l'honneur national et la vérité, pour demander à qui de droit l'élucidation complète de cette ténébreuse affaire. »

Nous méconnaîtrions le premier de nos devoirs si, trompant la légitime confiance de la presse polonaise, nous ne demandions pas au gouvernement une enquête sévère sur un acte qui a été si fatal à la cause sacrée de la Pologne, et qui, en ce moment encore, livre à la justice prussienne les plus nobles têtes de la Poznanie.

(*Opinion nationale.*)

Juin 1864.

XLIV

On nous écrit des frontières de Pologne, à la date du 7 juin :

Selon l'*Invalide russe*, la fondation de la première colonie

(1) Voici le texte allemand de ce passage :

« ... Bei einem der thætigsten Mitglieder der demokratischen Emigration in Paris, dessen Name vielfach in die revolutionær-pol-

moskovite en Lithuanie a été célébrée le 21 mai (3 juin), sur l'emplacement même où se trouvait autrefois le village d'Ibiany, à vingt werstes de Kowno, habité par des laboureurs d'extraction nobilaire, et qui fournissaient les plus vaillants soldats aux détachements de Petrowiez et de Dungaïlo. Ce village incendié a été détruit à ras de terre, par ordre de Mourawieff ; les familles polonaises déportées, et la terre distribuée aux *starowiercy* (vieuxcroyants), ces sectaires mis hors la loi, même en Russie, et dont on a trouvé cet ingénieux moyen de se débarrasser. « La fête, ajoute le journal russe, a été splendide. »

Les *Nouvelles de Moskou* du 2 juin parlent de plusieurs combats livrés le mois dernier, et donnent une longue liste de pendaisons. Parmi les combats les plus importants, elles citent celui de Dombrowa, dans le district de Wielun, du 11 mai, et celui de Dobrzatowo, dans le district de Lomza, où le chef de détachement Obuchowicz, propriétaire des environs de Minsk, a été fait prisonnier à la date du 15. Parmi les exécutés nous voyons encore figurer les noms de plusieurs officiers russes démissionnaires ayant pris part à l'insurrection, comme François Patek, Berkiszkint et Georges Iwanoff; de plusieurs paysans, Paul Ryben, Jean Petral, Jean Paul, Pierre Kominiarz, Vincent Lakomieç et l'israélite Naum Perszin, pendus le 11 mai à Radom.

Les bandes de brigands, dit l'*Abeille du Nord*, de Saint-Pétersbourg, commandées dans le district de Ianow par Flis, Prenzyna, Lukasik et Zielinski ne cessent de tenir nos troupes en échec. Ces bandes sont aujourd'hui concentrées près de Modliborzycé. Le gouvernement, ajoute-t-on, a donné les ordres les plus sévères pour leur prompte dispersion. Le correspondant de Dresde annonce à cette feuille que le gouvernement saxon a ordonné l'expulsion de soixante-

nischen Unternehmungen dieser Periode hinein spielt, Joseph Cwierciakiewicz, *sind seitens der französischen Behærde* Schriftstücke mit Beschlag belegt, *die spæter im Auszuge durch Vermittelung der russischen Behærden hierher mitgetheilt*, weiteren Aufschluss über dieses Stadium der Vorbereitungen zum Aufstande gaben. »

neuf réfugiés. Ces faits sont confirmés par nos propres informations. Nous apprenons en effet que la Saxe, se rendant aux exigences de la Russie et de ses alliés, a commencé la persécution en grand contre les Polonais résidant à Dresde. Tous les jours on fait des arrestations et des perquisitions dans leurs domiciles; on saisit leurs papiers pour les remettre à l'ambassade russe. Mais ce qui devrait surtout attirer l'attention de l'Occident, c'est que plusieurs des personnes arrêtées sont envoyées à la frontière autrichienne et prussienne et livrées à la police de ces deux gouvernements.

Le droit d'asile n'existe donc plus pour nous dans toute l'étendue de l'Allemagne. C'est ainsi que MM. Nowalik, sujet prussien, Émile Prentkowski, ancien officier autrichien, ont été remis le même jour entre les mains des Moskovites. M. Szczecinski, gravement compromis dans l'insurrection et réclamé à plusieurs reprises par la Russie, arrêté et mis au secret, n'a dû son salut qu'à un hasard.

De pareils faits se passent probablement contre l'intention de S. M. le roi de Saxe, et il faut espérer qu'une fois dénoncés à l'opinion publique, ils cesseront de se produire dans un pays longtemps notre allié et celui de la France. La Saxe ne saurait, sans abdiquer son honneur national et son indépendance, se rendre complice des deux grandes puissances allemandes, dans l'œuvre de destruction qu'elles ont entreprise au profit de la Russie.

De nombreuses arrestations ont été accomplies le 22 et le 23 mai dans le palatinat de Krakovie. On cite les noms de plus de vingt propriétaires fonciers. L'un d'eux, M. Golemberski, s'étant réfugié à l'étranger, sa femme et sa sœur ont été enlevées et mises au secret. On dit même que ces deux dames seront déportées au fond de la Russie.

(*Patrie.*)

XLV

On nous écrit des frontières de Pologne, à la date du 13 juin :

Nous recevons aujourd'hui seulement communication de l'écrit adressé par le gouvernement national au comité des dames de Gallicie. En voici la teneur :

« Mères et sœurs polonaises ! A cette grande et sublime lutte de la nation, se frayant à travers le massacre et l'incendie le chemin de son indépendance, lutte terrible où tous les jours vous voyez périr vos fils et vos frères, vous avez apporté quelque chose de plus que les larmes et la prière ; fortes de votre amour, fidèles à vos espérances, vous veillez au seuil des prisons, vous vous penchez sur les lits des hôpitaux, vous donnez votre dernière obole pour l'achat de ces armes précieuses consacrées par vous à la délivrance de la Pologne.

« Mères et sœurs polonaises, le gouvernement national vous remercie. Vous avez prouvé au monde qu'il n'est point de loi salique pour le dévouement, et vous avez acquis des droits égaux à la gloire virile de tous ceux qui ont bien mérité de la patrie. Héroïnes du foyer, pour qui la foi, la charité, tiennent lieu de glaive et d'armure, courez à chaque gémissement, tendez les bras à chaque martyre. En remettant à vos frères les drapeaux qui doivent les guider au combat, inspirez-les de toutes les splendeurs de vos âmes angéliques, et que votre poitrine leur fasse entendre pour adieu cette immortelle devise de nos pères : « Tant que nous vivrons, la Pologne ne mourra pas ! »

Les dames de Gallicie ont répondu à cet appel du pouvoir national en redoublant, s'il se peut, de zèle et de courage. A peu d'exceptions près, elles ont mis leur fortune, leur vie, leur liberté même, à la disposition de la cause na-

tionale, et beaucoup d'entre elles expient en ce moment, dans les prisons de Krakovie et de Léopol, ces sacrifices surhumains dont notre histoire, depuis un siècle, peut se glorifier entre toutes.

A bout de forces, épuisées d'offrandes, elles ont adressé au comité de secours des dames de Londres la lettre que voici :

« Mesdames et sœurs ! Bien que notre foi dans la justice divine ne soit nullement diminuée et que nous soyons loin de douter du triomphe final de notre sainte cause, toutes nos ressources sont complètement taries. Nous sommes brisées par le nombre toujours croissant de nos ennemis et par le besoin de nouveaux sacrifices, qui augmente de jour en jour, d'heure en heure.

« Vous avez noblement répondu à notre message de l'année dernière; permettez-nous donc de recourir encore à votre générosité, comme épouses et sœurs de nos guerriers, combattant pour la civilisation et la liberté de tous. Les hommes qui combattent pour elles sur toute la surface du globe sont aussi vos époux et vos frères.

« Krakovie ,Léopol, la Gallicie entière soumises à l'état de siége, ont rendu notre situation analogue à celle des provinces gémissant sous les jougs moskovite et prussien. Les prisons sont remplies de victimes des deux sexes, privées de toute assistance, même du secours des médecins.

« Beaucoup d'entre elles sont incarcérées pour avoir seulement osé donner des soins à leurs frères blessés. Les noms les plus distingués du pays se trouvent sur la liste des cachots. Il est affreux de penser qu'on puisse nous imputer à crime des œuvres de simple charité, et qu'en les découvrant, la police autrichienne ait l'ordre de nous livrer aux mains des Moskovites, c'est-à-dire à la mort sans jugement. Ayant déjà donné tout ce que nous possédions, jusqu'à nos anneaux de mariage, nous sommes forcées de vous faire cet appel, et par votre intermédiaire, à toutes les dames anglaises. Nous espérons que vous voudrez bien y répondre, pour nous aider à secourir les infortunés que nous voulons rendre à la famille et à la patrie.

(*Patrie.*) Krakovie, 1er mai 1864.

XLVI

On nous écrit de Dresde, 19 juin :

La situation des réfugiés polonais sur les diverses parties du territoire allemand empire de jour en jour; en Saxe, elle n'est presque plus tenable. L'Europe, n'ayant pas voulu comprendre ses devoirs envers une nation malheureuse, voudrait aussi ne plus avoir devant les yeux le triste spectacle des victimes de son indifférence.

Partout on traque, on expulse, on emprisonne ces débris d'un grand naufrage, comme on le ferait d'une bande de criminels.

Le roi de Saxe est, dit-on, un homme de cœur et un sage; mais la pression de l'Autriche et de la Prusse, servant les intérêts et les vengeances de la Russie, force le gouvernement saxon à des actes désavoués par sa conscience.

A chaque instant, des ordres non motivés de départ frappent des Polonais depuis longtemps établis dans le pays. Les visites domiciliaires, les perquisitions, les extraditions même sont très-fréquentes. Parmi les expulsés, on compte les colonels Syrewicz et Bogdan, le major Miaskowski et le lieutenant Antosiewicz; Horalik vient d'être exécuté sur la frontière moskovite, de même que les officiers Kostkowski, Lepkowicz et l'ouvrier Jeske, livrés en même temps par l'Autriche. Karwowski, ancien officier russe, grâce aux recherches de l'inspecteur de police Roze, aurait subi le même sort s'il n'était parvenu à s'échapper.

Et pourtant la Saxe, traditionnellement alliée à la Pologne, est un pays constitutionnel... Aucun organe allemand n'a osé relever ces actes illégaux, cette violation flagrante du droit d'asile inscrit dans le droit public européen. C'est que la Russie a inscrit à sa place une loi nouvelle, extraite

des codes barbares d'Yvan le Cruel et de Catherine II, la loi d'extermination, qui forme aujourd'hui toute sa jurisprudence, sa raison d'État et sa politique.

(*Globe*).

XLVII

On nous écrit des frontières de Pologne, à la date du 18 juin :

En Gallicie, toujours la même situation d'oppression arbitraire et violente. Les emprisonnements et les extraditions vont leur train, et les journaux n'en parlent plus, étant rigoureusement bâillonnés. Des deux cents dames incarcérées pour crime de bienfaisance et de charité, une seule a été réintégrée dans son hôtel et consignée sur parole : c'est la comtesse Sophie Wodzicka, dont la santé est gravement altérée par le régime des prisons autrichiennes. Toutes les autres attendront longtemps encore leur jugement, et se trouvent entassées pêle-mêle avec les voleurs et les femmes de mauvaise vie.

Dans le royaume, la situation est encore plus intolérable. Persécutions, pendaisons, déportations, flagellation de prisonniers des deux sexes, tous ces traitements indignes infligés à un peuple sans défense sont à l'ordre du jour. L'anarchie administrative est au comble; la propagande communiste se fait au grand jour, avec l'approbation des chefs, par les soldats et les innombrables agents moskovites qui se sont abattus sur la Pologne comme une nuée de vautours. La conduite sanguinaire de Mourawieff le Pendeur a été une fois de plus approuvée, applaudie et couronnée par Alexandre le Magnanime.

Bien mieux, les plans spoliateurs de Milioutin, pour la

subversion de la propriété foncière, ont prévalu dans les conseils du tzar sur les réserves formulées par le général Berg lui-même, personnellement intéressé dans la question. On sait que, depuis 1831, des biens considérables lui ont été donnés en Pologne par feu le tzar Nicolas. Milioutin fait le vide dans l'ordre économique, par la confiscation déguisée sous l'apparence de réformes, comme Mourawieff opère dans l'ordre social par le massacre et la déportation en masse. Ces deux hommes étaient bien faits pour se comprendre et se soutenir mutuellement : Mourawieff tue, Milioutin, lui, dépouille ses victimes.

Les nominations des membres au conseil d'État sont faites dans le même ordre de défi à la conscience humaine. Les nouveaux conseillers sont choisis parmi les individualités notoirement hostiles au pays, comme le général Zaboloçkoi, célèbre pour avoir le premier donné l'ordre à la troupe, en 1861, de faire feu sur une foule agenouillée et désarmée, et comme le général Braunschweig, signalé par des actes de violence et de brutalité sans nom dans son gouvernement de Podolie.

Un grand sujet d'étonnement et de scandale se trouve dans ce qui se passe aujourd'hui en Allemagne. Se peut-il que le tzar Alexandre le Magnanime, après avoir itérativement fait l'apothéose du meurtre dans la sinistre personnalité de Mourawieff, les mains teintes du sang de cent mille Polonais catholiques et de presque autant de Circassiens, ose en plein pays catholique, en Bavière, affronter la réprobation de la conscience européenne; et que l'empereur apostolique-romain François-Joseph, avec une foule de princes allemands de même religion, tienne à grand honneur de lui faire cortége, de toucher en la baisant cette main ensanglantée par tant de crimes !

Voilà ce qui confond la pensée, ce qui mesure le degré de honteux abaissement où l'Europe moderne est tombée par l'oubli de tous les devoirs, de toutes les traditions d'honneur et de patriotisme ! Le moyen âge n'a pas connu de pareilles ignominies, et ses princes chrétiens n'ont pas glorifié, que nous sachions, les exterminations des Néron et des Attila.

(*Patrie.*)

XLVIII

On nous écrit des frontières de Pologne, à la date du 23 juin :

Le gouvernement prussien fait tous ses efforts pour détruire l'élément polonais dans le grand-duché de Posen. Il se sert à cet effet des moyens les plus illégaux et les plus barbares, et semble avoir pris à tâche de rivaliser avec la Russie et l'Autriche dans l'œuvre de notre anéantissement. Il ne se contente plus d'introduire la langue allemande dans les écoles primaires du grand-duché; le gouverneur a déclaré qu'il était indispensable de fermer successivement toutes les écoles polonaises. On a commencé par celle de Trzemeszno, très-fréquentée et jouissant d'une excellente réputation : plusieurs centaines de jeunes gens ont été jetés sur le pavé et mis dans l'impossibilité de continuer leurs études.

A Varsovie, comme à Vilno, on ne recule devant aucun moyen pour en finir avec l'insurrection, qui, cependant, ne cesse de dominer le pays. Le maître de police Kolyschkin s'acharne particulièrement contre les femmes, qu'il voudrait contraindre à quitter le deuil, à paraître en toilette aux bals officiels, aux théâtres, aux promenades publiques. Quelle humiliation pour ces pauvres veuves, dont les fils gémissent dans les cachots ou suivent à pied les chemins glacés de la Sibérie, de se présenter, le sourire aux lèvres, devant les sbires en épaulettes de Berg et de Milioutin ! Mais il le faut, car une invitation est un ordre, et le refus entraîne immédiatement la prison ! L'imagination moskovite a pu seule inventer ce châtiment nouveau, le *supplice du bal officiel...*

L'insurrection, quoique plus faible que l'année dernière, par les pertes qu'elle a subies et par l'établissement de

l'état de siége en Gallicie, se maintient toujours. Le brave général Bosak vient de publier deux proclamations aux paysans, parfaitement accueillies dans les campagnes. La *Oyczyzna* du 25 courant annonce la formation de plusieurs petits détachements près de Kalisz et dans le district de Konin.

Une rencontre eut lieu près de Piaseczno, district de Rawa; des deux côtés, il y eut 15 à 20 blessés : ceux des Russes ont été transportés à Varsovie. D'autres groupes, désignés par les rapports moskovites du nom de gendarmes, parcourent en tous sens le pays.

L'*Abeille du Nord*, de Saint-Pétersbourg, signale, à la date du 22 juin, une bande d'insurgés bien armés dans les environs de Pultusk. Entrés dans la ville de Wyszkow, chef-lieu de la direction des forêts, ils se sont emparés de 170 roubles que contenait la caisse du gouvernement et se sont retirés dans une direction inconnue. Les bandes de Zielinski et Wisniewski, dit ce journal, existent encore dans le district de Ianow : les chefs évitent le combat et sont soutenus principalement par les paysans. Il en est de même des parties montagneuses et boisées du palatinat de Radom, les plus appropriées à une guerre de partisans.

La *Gazette de Moskou*, rédigée par le trop célèbre Katkoff, continue, dans ses numéros du 12 au 19 juin, sa propagande d'extermination contre les Polonais.

« Il ne s'agit plus seulement, dit-elle, d'introduire la langue moskovite dans les écoles et les tribunaux; mais il faut encore empêcher les Polonais, par tous les moyens possibles, de s'instruire dans leur langue.

« Nous n'avons pu jusqu'à présent influer moralement par *notre civilisation* sur la jeunesse polonaise, précisément à cause de la supériorité de l'élément polonais dans les provinces occidentales (la Livonie, la Samogitie, la Lithuanie et l'Ukraine). C'est donc leur conquête morale qu'il nous faut faire, et qui ne peut être obtenue qu'à l'aide de toute l'intelligence russe.

« Les forces morales de la société russe, ajoute M. Katkoff, sont, il faut l'avouer, très-minimes comparativement à celles de nos ennemis; mais elles nous suffiraient, je pense,

si le gouvernement voulait user des *moyens* que nous lui proposons, s'il voulait adopter nos *idées*. »

Les moyens et les idées de M. Katkoff (une par jour), tout le monde les connaît aujourd'hui. C'est le massacre, le gibet la déportation, avec tout leur cortége d'horreurs et d'infamies. Le réformateur Milioutin, qui les as mises en œuvre dans le royaume, n'a guère à s'applaudir des conseils de l'ancien faux démocrate.

Depuis le 15 juin, tous les maires de communes ont été forcés de suspendre leur fonctions; partout les paysans se sont mis en révolte et ne veulent plus reconnaître l'autorité de ses agents. Il n'est pas impossible qu'il s'ensuive un soulèvement général, et que cette arme terrible de la spoliation, dirigée contre les propriétaires polonais, se retourne au premier jour contre la Russie.

(*Globe*).

XLIX

Plusieurs journaux ont annoncé la formation, à Madrid, d'une *junte centrale* pour venir en aide aux Polonais. Nous recevons aujourd'hui le premier manifeste de ce comité, publié à la date du 4 juin, et digne à tous égards des généreux sentiments qui distinguent la nation espagnole. Voici cette pièce remarquable :

La junte de Madrid pour la cause polonaise, aux Espagnols.

Parmi les nations accablées sous le joug le plus odieux et supportant l'oppression avec la plus noble énergie, nous voyons figurer en première ligne l'héroïque et malheureuse Pologne. Grande dans les temps de sa prospérité, lorsqu'elle

délivrait l'Europe chrétienne de la conquête musulmane, plus grande dans sa chute, lorsque trois cours chrétiennes se sont réunies pour lui ravir son indépendance, elle tomba sous le nombre de ses ennemis; et toutes les fois qu'elle n'eut pas assez de force pour combattre, elle eut assez de courage pour souffrir. Grande encore dans l'esclavage, elle porta jusqu'aux dernières limites sa patiente résignation; grande enfin aujourd'hui, lorsqu'en brisant ses chaînes, sans espérance de vaincre, mais aussi sans désespérer de sa cause, elle s'apprête à succomber une fois de plus, pour se retremper dans le malheur et ressaisir la victoire.

Une telle dignité dans la force, une telle grandeur dans l'infortune ont ému l'Europe étonnée.

Le Saint-Père a donné l'exemple, adressant des prières à Dieu pour cette héroïque nation. A son appel, tous les nobles cœurs ont pris parti pour les faibles contre les forts, pour les opprimés contre les oppresseurs; et partout où la politique n'a pas étouffé la voix de l'humanité, ils se sont réunis pour venir en aide aux Polonais, pour participer à leurs souffrances et à leur gloire.

Le peuple espagnol, qui, avec les mêmes efforts et le même courage, a lutté pendant sept siècles pour sa foi, son indépendance et sa nationalité, et qui, même dans le siècle présent, s'est vu sous le joug étranger, mais, plus heureux que la Pologne, s'en est affranchi dans la mémorable guerre de 1808 à 1814, ce peuple ne saurait rester indifférent aux dangers d'un peuple frère, auquel l'unissent son caractère, ses sentiments, sa religion, et défendant ce que l'Espagne a toujours défendu. L'Espagne et la Turquie furent les seuls États qui, en 1773, protestèrent contre le partage de la Pologne; c'est pourquoi l'Espagne ne saurait être aujourd'hui la dernière à tendre les bras vers la Pologne catholique, lorsque, la croix d'une main et le glaive de l'autre, elle s'efforce de reconquérir sa liberté, envoie périr dans de sanglants combats sa jeune génération déjà née dans l'esclavage, et ne cesse momentanément la lutte que pour enfanter de nouvelles victimes pour de nouveaux supplices, espérant toujours trouver la récompense finale de sa foi dans l'avenir et de son inébranlable fermeté.

Nous n'avons pas le droit d'alimenter l'effusion du sang d'autrui, nous n'avons pas à prononcer la limite où devra s'arrêter un si grand sacrifice; nous pouvons pourtant témoigner l'indignation que produit en nous la tyrannie, manifester les sympathies que nous inspirent les victimes, et, détournant les yeux de cette lutte terrible, les reporter vers les blessés, les veuves et les orphelins, vers ceux qui, agonisants ou vaincus, sont contraints de quitter les rangs de leurs frères, ceux qui, par la sainteté de leur vocation ou par le manque de force, ne peuvent porter les armes, vers ceux enfin qui gémissent sans secours en exil ou dans les fers. A l'égard de tous ceux-là, doit s'exercer la charité chrétienne du peuple espagnol, charité puisée dans le sentiment de la sainteté de leur cause, de la justice et de la vérité.

Par ces motifs, les signataires ont cru devoir former un comité central pour les blessés, les veuves et les orphelins polonais, composé d'hommes de toutes les opinions politiques, unis par le même lien de compassion pour leurs frères opprimés.

Le comité a fait les premières démarches relatives à cet objet; il en entreprendra d'autres dont il donnera bientôt avis au public. En attendant, il s'adresse par la voie des journaux aux nobles sentiments du peuple espagnol, afin que celui-ci prenne en considération les efforts et les souffrances des Polonais, qui, environnés de toutes parts d'oppresseurs et d'ennemis, ne comptant plus que sur la justice divine, combattent pour une cause qui, étant celle de l'humanité, est par cela même la cause du peuple espagnol.

Avant de publier de nouvelles dispositions, le comité ouvre une liste de souscription en faveur des victimes de l'insurrection polonaise; dans les bureaux du *Peninsulares*, 20, calle Mayor, et, en province, chez les agents de cette compagnie.

Tous les journaux sont autorisés à ouvrir de pareilles listes et à recevoir les offrandes.

Madrid, 4 juin 1864.

Signé : le duc de Villahermosa, président; Pascual Mador, trésorier; Candido Nocedal; Antonio Aparasi y Gui-

jarro; Francisco Navarro Villoslada; le prince Fernan Nunez; Praxedes Sagasta; le marquis Monistrol; le comte de Sastago; Severo Catalina; Daniel Carballo; Nermesio Fernandez Cuesta, secrétaire délégué du comité de Paris.

Suit l'annonce de l'émission d'obligations de l'emprunt national polonais, payables à la fin de chaque année, et dont les titres seront délivrés à l'adresse ci-dessus du *Peninsulares.*

(*Patrie.*)

L

Deux proclamations publiées au nom du gouvernement national par le brave général Bosak, commandant les palatinats de Krakovie et de Sandomir, viennent d'appeler aux armes le peuple polonais. Voici la première :

« Peuple, frères d'armes, citoyens ! Les promesses que je vous ai renouvelées, il y a trois mois, au nom du gouvernement national, du pays et de vos anciens propriétaires, aujourd'hui dépossédés par la Russie, vont recevoir leur exécution.

« Par notre patriotisme, notre persévérance et le courage des divers détachements armés pour la défense de nos droits, la Russie a été contrainte de remplir le vœu du gouvernement national, en vous faisant donation des terres, des redevances et des fermages que celui-ci vous avait précédemment accordés. Mais, toujours avide et parjure, la Russie a restreint ce bienfait par une rançon équivalente aux susdites redevances, dont vous aviez été gratuitement déchargés

par le gouvernement polonais; je viens donc, en son nom et par son ordre, protester contre cette injuste restriction.

« Si les envahisseurs qui souillent encore notre patrie, et qui voudraient, avant de la quitter, s'enrichir de nos dépouilles, osent maintenir leurs prétentions, le gouvernement vous appellera aux armes; agissant au nom du peuple, il aura recours à la force collective du peuple. C'est par mon organe qu'il vous donnera le signal d'une levée en masse sur toute l'étendue du pays.

« Alors, vous vous lèverez tous comme un seul homme, pour en finir une fois avec un ennemi haineux et barbare, pour arrêter l'effusion d'un sang précieux, pour assurer la victoire à notre immortelle insurrection.

« Mais, afin de nous trouver forts et menaçants devant l'ennemi au jour désigné, je recommande à chacun de vous de se munir d'une faux, et à tous, d'être prêts à recevoir dans vos rangs vos anciens propriétaires, soit comme chefs, soit comme simples combattants. Je vous recommande en outre de ne pas agir en masse avant le signal, mais d'envoyer des volontaires aux détachements déjà formés.

« Peuple! le gouvernement national vous appellera au moment le plus propice; soyez donc tous préparés à la lutte, car ce moment, déjà proche, sera celui du salut de la patrie et de sa délivrance entière de l'odieuse domination moskovite.

« Le commandant du 2e corps,

« Signé : Le citoyen général Bosak. »

Voici la teneur de la seconde proclamation publiée sous la forme d'un ordre du jour par le chef d'état-major du général :

« Officiers, soldats, volontaires! J'ai reçu l'ordre de vous rappeler sous les drapeaux de l'insurrection. Je le fais avec une joie indicible, car la patrie se trouve aujourd'hui dans les camps du peuple insurgé, car elle veut maintenir ses droits nationaux avec l'épée et le fusil, non avec de vaines paroles. Aux armes donc, pour la défense de ses lois et de sa liberté!

« Vos chefs vous indiqueront les points du pays où vous devrez vous rassembler : combattant à votre tête, ils vous guideront à l'affranchissement de notre patrie.

« Suivez-les avec pleine confiance, et Dieu nous donnera la victoire!

« Vive la Pologne! honneur et gloire à ceux qui mourront pour elle!

« Le chef d'état-major du 2e corps.

« 1er juin 1864. »

(*Patrie.*)

LI

Nous recevons d'un habitant de la Lithuanie une lettre qui confirme les renseignements que nous avons déjà publiés sur les dispositions des paysans de cette contrée à l'égard de la France, d'après la lettre d'une dame lithuanienne. Nous nous faisons un plaisir d'en citer les principaux passages. Il y a là, suivant nous, une grande leçon pour la France :

« Réfugié à Paris, écrit notre correspondant, je me hâtai de retourner en Lithuanie à la première nouvellle de l'insurrection nationale, et j'arrivai à l'improviste chez mes parents, mon oncle, mes cousins, mes neveux appartenant presque tous à la classe agricole. Comme je revenais de cette France pour laquelle notre peuple garde toujours les sentiments de la plus vive amitié, je fus reçu avec tous les honneurs possibles. On ne se lassait pas de m'interroger sur Paris, la grande ville, sur la politique de l'empereur Napoléon, sur son armée, sur nos frères réfugiés depuis 1832. Il y a évidemment dans ce peuple une croyance instinctive à la mission de la nation française, appelée, selon lui, à l'affranchissement des peuples opprimés. Les Français ont

donné la liberté aux paysans du grand-duché de Varsovie; ceux de Lithuanie ne sont redevenus esclaves qu'après 1813. La suppression du servage en Russie n'eut lieu, toujours d'après le même ordre d'idées, qu'à l'intervention officieuse de la France.

« De plus, il se trouve chez nous des vieillards ayant servi Napoléon Ier. Le monde connait l'enthousiasme de nos vétérans pour le grand capitaine qui les conduisait à la victoire. Ces hommes d'un autre siècle, vivant aujourd'hui d'aumônes, pour la plupart, vont porter de cabane en cabane les récits merveilleux de l'épopée impériale. Un de ces conteurs ambulants était le frère de mon aïeul. Il avait combattu à Saragosse; sous les murs de Paris, il avait vu de ses propres yeux le *petit caporal*, il avait eu l'honneur de lui parler après une bataille, et parfois tirant de son sein une vieille image de l'Empereur, apportée de je ne sais où, il nous la montrait à la ronde et nous invitait à bien retenir ses traits dans notre mémoire.

« On conçoit quelle impression doivent produire ces scènes sans cesse renouvelées, car on trouve encore quelqu'un de ces conteurs, ou si l'on veut, de ces rapsodes, dans presque toutes les communes de la Lithuanie. Ils perpétuent dans les populations l'amour de la France, et traduisent en paroles ardentes cette admiration passionnée que nous éprouvions pour elle. Demandez à une jeune fille de village qui elle voudrait épouser, d'un Français ou d'un Allemand; à peine daignera-t-elle vous répondre, tant la question lui paraîtra étrange et malsonnante, — pour ne pas dire blessante.

« Il est donc tout naturel que ces braves gens m'aient accueilli de leur mieux, se figurant que je leur apportais une bonne parole de la nation libératrice. Aussi leur première question fut :

« — Les Français vont-ils venir?

« Mon embarras était extrême.

« — La France, répondis-je à ces hommes à la foi vive et au dévouement sans bornes, la France a pour la Pologne les plus vives sympathies; mais les peuples ne sont pas toujours les maîtres de leurs destinées.

« Je me tus sur le reste.

« Après un instant de réflexion, j'ajoutai, toutefois, que, tant que nous serons inactifs, personne ne viendra chez nous. Commençons par chasser les Russes, et, si nous sommes les plus faibles, les autres nations se mêleront à la lutte. Après tout, le plus sage est encore de ne compter que sur nous-mêmes.

« — C'est ce que disait aussi ton père, s'écria ma vieille tante, lorsqu'il allait combattre la Russie, en 1831. Va rejoindre les tiens dans la forêt; tu vengeras sa mort! » En me disant cela, elle me bénit et me baisa au front.

« Personne ne viendra-t-il avec moi? » demandai-je aux jeunes gens. Tous se rangèrent à mes côtés; mais bien peu devaient hélas! revenir dans le pays...

« Le cabinet des Tuileries avait, de concert avec l'Angleterre, adressé une note au tzar moskovite. Le peuple lithuanien en eut connaissance : « Voilà, s'écriaient-ils, les Français qui écrivent déjà à nos ennemis; plaignons les uns et méfions-nous des autres! » En vain m'efforçais-je de leur faire comprendre que cette note était écrite en faveur de la Pologne et pourrait arracher au tzar d'importantes concessions.

« Fable que tout cela! répondaient les paysans; le *Moskal* (Moskovite) n'écoute aucune écriture, c'est un impie! »

« La Lithuanie tout entière n'en a pas moins la conviction de son affranchissement par la France. Cette croyance vient-elle de Dieu, ou n'est-elle qu'un préjugé populaire? L'avenir nous l'apprendra; mais, il est dans le ciel et sur la terre, comme dit Shakspeare, des choses que n'ont jamais rêvées les philosophes.

« UN LITHUANIEN. »

(*Opinion nationale.*)

Juillet 1864.

LII

Une nouvelle extradition vient d'avoir lieu à Krakovie. La conduite de la cour de Vienne à l'égard des Polonais réfugiés sur son territoire est toujours celle d'une fidèle alliée de la Russie. En voici un exemple concluant, et qui vient d'émouvoir profondément la population de cette malheureuse cité des Piasts et des Jaghellons.

M. Célestin Zakaszewski, originaire de Podolie, mais depuis longtemps propriétaire et l'un des habitants les plus considérés de Krakovie, vient, après plusieurs mois de détention, d'être livré aux mains des Moskovites. Sa famille se composait de madame Zakaszewska, issue d'un sang héroïque et sœur de cette mademoiselle Anna Rozyçka qui, à la suite des plus mauvais traitements endurés pendant plusieurs années, est morte en 1858 dans la forteresse de Theresienstadt; de deux filles, dont l'une en bas âge, et de mademoiselle Wielowieiska, sa cousine.

Voici dans quelles circonstances eut lieu cette extradition :

M. Zakaszewski avait été arrêté dans les premiers jours du mois de mars, en vertu de la loi martiale, malgré son passeport délivré par les autorités russes, n'expirant qu'au mois d'août prochain, et son permis de séjour, signé du directeur de la police de Krakovie, M. English. Quelques jours après, eut lieu l'arrestation de sa femme, d'une santé très-débile, et de mademoiselle Wielowieiska. Le tribunal militaire de Gallicie a rendu, à la date du 15 juin, un arrêt relevant M. Zakaszewski de toute culpabilité, et autorisant la prolongation de son séjour dans le pays.

Cependant M. English, malgré la promesse solennelle donnée aux notabilités de la ville de la délivrance immédiate du prisonnier, l'a fait transférer le même jour à la prison de police dite du *Télégraphe*, et puis, sur un ordre du gouverneur civil, M. Merkl, déporter à la frontière de Michalowicé, où l'attendait l'officier russe chargé de le recevoir. C'est en vain que sa fille aînée, ayant obtenu du général commandant Bittermann de pouvoir lui dire un dernier adieu, a cherché à le rejoindre; les sbires moskovites avaient déjà emmené leur proie dans la ville d'Olkusz, tandis que sa femme et mademoiselle Wielowieiska sont toujours sous le coup d'un interrogatoire dans la maison d'arrêt de Krakovie.

C'est ainsi que toute une famille respectable a été brisée, spoliée, anéantie, par le simple bon vouloir d'un fonctionnaire autrichien dévoué à la Russie, et malgré une sentence d'acquittement des cours martiales. On connaît les rapports journaliers de M. Merkl avec le maître de police russe, marquis Paulucci, et son *alter ego*, le chancelier Tengoborsky. On nous apprend simultanément que le comte Stanislas Tarnowski, une des plus nobles intelligences du pays, coupable d'avoir fait partie du comité de secours de cette ville, a été condamné à douze ans de prison, et que, selon la teneur de l'arrêt, il doit y rester enchaîné.

(*Patrie.*)

LIII

On nous écrit des frontières de Pologne, a la date du 8 juillet :

Un écrivain russe, M. Katkoff, a publié le 19 juin (1er juillet), dans son journal les *Nouvelles de Moskou*, un article

qui contient un singulier rapprochement avec les notes secrètes divulguées par le *Morning Post*. Il mérite d'autant plus l'attention des hommes politiques que le journal de M. Katkoff occupe à l'égard du prince Gortschakoff la même situation que le journal anglais à l'égard de lord Palmerston. « Rien n'est plus gênant, dit-il, pour les gouvernements, que les traités internationaux qui se rapportent à leurs affaires intérieures. Le droit de protection dévolu aux gouvernements étrangers sur leurs propres sujets est en même temps désagréable et dangereux. Si les traités qui se rédigeaient à Vienne n'avaient rien dit concernant la Pologne, il est évident que l'orage diplomatique de l'année dernière n'aurait pas eu lieu, et que l'insurrection polonaise aurait perdu sa raison d'être. Jamais cette vérité n'est apparue aux yeux de tout le monde avec autant de précision et de clarté. » Nous pourrions ajouter que jamais un sophisme n'a été formulé avec autant d'audace.

Plus loin, M. Katkoff prétend que les oukazes pour l'émancipation des paysans ont été faits en vue de punir les propriétaires polonais d'avoir pris part à l'insurrection. Cette question est traitée par la feuille moskovite comme prématurée, et son application n'est qu'une mesure politique, ajoutée à toutes les autres mesures de prudence et de sécurité.

La conduite des autorités russes est en harmonie avec les sentiments exprimés par leur organe semi-officiel. Le terrorisme et l'arbitraire sont au comble à Varsovie et dans les provinces. On parle d'un impôt pour subvenir aux frais de déportation et d'exécution des prisonniers. Depuis que le gouvernement national a publié un décret pour défendre aux habitants tout achat des biens confisqués, les journaux russes ne cessent de pousser à la vente des domaines de l'État, en démontrant l'immense avantage qu'il y aurait pour le pays si ces domaines, aujourd'hui très-mal administrés par les employés, passaient entre les mains des particuliers.

Un haut fonctionnaire a été envoyé à Berlin pour traiter de cette vente avec des acheteurs allemands. Cette spoliation, prouvant une fois de plus que les Russes ne se sentent

plus chez eux en Pologne, échouera contre l'énergie et l'activité du gouvernement national, et le *Dziennik powszechny* du 30 juin a reçu un *communiqué* dans ce sens.

Les exécutions se multiplient sur toute l'étendue du pays. Parmi les plus atroces, je citerai celle du paysan Blaise Komorowski, du village de Kielbowo, le 20 juin, par le général Bellegarde, et celle d'Enoch Stolzmann, israélite converti, à Kiernozié, district de Gostyn. Au moment où le condamné était hissé à la potence, les cordes se rompirent et le malheureux fut supplicié une seconde fois. Le prêtre qui avait confessé Enoch fut frappé d'une amende de 50 roubles pour avoir laissé une petite croix au cou du moribond, ainsi que le maire de l'endroit pour avoir fourni des cordes trop faibles. Enoch avait combattu héroïquement sous les ordres du colonel Apollinaire Mlochowski, auquel il fut assez heureux pour sauver la vie à l'affaire de Nowawies.

Comme le ridicule se mêle à l'odieux dans tous les actes de l'administration russe, on vient d'instituer à Varsovie une commission pour les enseignes publiques. De hauts dignitaires de l'armée en font partie; tout industriel qui aspire à la faveur de pouvoir placer une enseigne, est tenu de présenter un projet de rédaction à ladite commission, qui, après mûr examen, décide s'il y a lieu d'accorder la faveur sollicitée.

Une autre commission s'occupe des cochers; leur livrée doit être conforme au dessin du commissaire *ad hoc*, sous peine d'être envoyés en Sibérie, sans même pouvoir faire ce long voyage dans leur voiture.

Nous apprenons que le comte Sigismond Dombski vient de mourir à la suite des mauvais traitements éprouvés dans la prison d'Olsztyn, en Poznanie.

(*Patrie.*)

LIV

APPEL DES PRÊTRES POLONAIS AU CLERGÉ CATHOLIQUE UNIVERSEL

Le clergé polonais, qui, loin de se séparer de la nation, dans les moments de crise, fait toujours cause commune avec elle, et par son dévouement s'est acquis un renom bien mérité de patriotisme, vient de publier un *Appel au clergé catholique universel*, intéressé comme lui dans la lutte sanglante qui se poursuit en Pologne. Nous faisons des vœux pour que cet appel, ayant pour objet de secourir d'héroïques souffrances, endurées pour le maintien de la foi catholique en Pologne, soit entendu par tous ses desservants en Europe, qui ne feront, en s'y associant, que suivre l'exemple donné par le chef de l'Église. Dans d'autres temps, ce cri suprême de la Pologne martyre aurait été celui de Pierre l'Ermite « *Dieu le veut!* » appelant la chrétienté à une croisade contre l'islam; dans le nôtre, exclusivement mercantile, qu'il serve au moins à organiser une souscription en faveur des blessés et des proscrits.

12 juillet 1864.

« Au milieu des calamités, des malheurs et des persécutions inouïes sous lesquelles succomberait toute autre nation que la Pologne, nous, prêtres polonais, fils de la sainte Église catholique-apostolique romaine, nous élevons notre voix vers vous, vénérables frères, ministres de Dieu, afin de vous exposer nos douleurs et nos souffrances.

« Depuis près de cent ans déjà, nos ennemis allemands et moskovites, usant de trahisons inouïes, ont morcelé notre pays. Depuis près de cent ans, nous gémissons en présence des outrages faits à Dieu, à la religion, à notre Église, et à

tout ce que nous considérons comme saint et sacré. Chaque année, oubliant que toute démonstration publique est punie par la prison, l'exil ou la mort, des milliers d'enfants de la Pologne, de tout rang et de tout état, élèvent la voix pour protester contre les violences faites à leur culte et à leur nationalité.

« Nos ennemis, au lieu de revenir à de meilleurs sentiments, cherchant à combler la mesure de leurs forfaits, ont résolu de détruire, de dépeupler, de ruiner de fond en comble tout ce qui constitue la richesse morale et matérielle du pays; les victimes qui survivent encore à tant de désastres sont forcées par eux de renoncer à leur croyance, à leur langue et à toutes leurs traditions nationales.

« La religion catholique étant un obstacle à leurs desseins, ils ont décidé d'employer tous les moyens de compression dont dispose la tyrannie, pour la déraciner, la fouler aux pieds et l'étouffer dans le sang.

« Nous avons été témoins de toutes ces persécutions dont les siècles de barbarie ne nous ont pas offert de précédents. Quel triste tableau présentent aujourd'hui nos campagnes, nos cités, nos églises! Des milliers de jeunes gens égorgés, d'autres luttant depuis trois ans avec l'énergie du désespoir contre un ennemi de beaucoup supérieur en nombre, des milliers de pères, de mères et d'enfants journellement arrachés du sol natal, chargés de fers, déportés au fond de l'Asie, tandis que les vieillards, les veuves et les orphelins expirent dans l'abandon et la misère. D'autres milliers, de tout âge et de tout sexe, miraculeusement échappés à ces massacres, errent dans les différentes contrées de l'univers, privés de tous moyens d'existence et ne pouvant porter aucun secours à leur patrie.

« Cette persécution contre les habitants de la Pologne catholique s'accomplit aussi sur leurs pasteurs. Nos évêques, nos prêtres, ont été emprisonnés, déportés. On ne les a pas seulement dépouillés du respect qui est dû à leur caractère, mais encore on les a traités avec le dernier mépris. Beaucoup d'entre eux, arrachés du milieu des fidèles, jetés dans les cachots, gémissent dans les mines glacées de la Sibérie; d'autres, plus heureux, tombés sur les champs de bataille,

ont reçu la couronne du martyre, en scellant de leur sang leur amour de la patrie et de la foi.

« Si vous pouviez douter de l'immensité de nos souffrances, il suffirait, pour vous en convaincre, de consulter les faits qui viennent de s'accomplir sous les yeux de l'Europe civilisée.

« Sous les règnes de Catherine II, de Nicolas Ier et d'Alexandre II, la Russie convertit de force au schisme grec 10,000,000 de catholiques romains et grecs-unis; elle emprisonne les prêtres, bannit les moines, exerce une horible persécution, en 1842, contre les religieux et les religieuses de Saint-Basile, et toute l'Europe a frémi au récit de ces persécutions, dont on ne peut mettre en doute la véracité.

« Les mêmes traitements nous sont réservés aujourd'hui. Nos églises profanées ou transformées en temples schismatiques; quelques-unes changées en prisons; nos couvents convertis en casernes où s'abrite et se démène une ignoble soldatesque. L'accomplissement des devoirs religieux passe pour un crime, de même qu'au temps des Néron et des Dioclétien. Citerons-nous pour preuve la mort des prêtres portant le viatique aux agonisants et massacrés sur le chemin? Dans beaucoup de diocèses toute communication entre les pasteurs et leurs évêques est interdite. L'audace des popes moskovites n'ayant plus de frein, ils enlèvent les enfants nouveau-nés et les baptisent selon le rite schismatique. Des émissaires parcourent le pays, attaquent les bases du culte catholique, excitent par leurs paroles et par leurs écrits le peuple contre les prêtres, en portant ainsi les premiers coups au pouvoir spirituel, aux droits canoniques et à la personne sacrée du Saint-Père. Toute cette trame odieuse nous apparait comme le déchaînement des puissances infernales contre notre nationalité, antique et vénérable rempart de l'Église, à l'orient de l'Europe.

« En présence de ce mépris de toutes les lois divines et humaines, le monde chrétien verrait-il sans s'émouvoir couler le sang innocent? N'aurait-il pour nous que des paroles de compassion? Jadis la nation polonaise, à l'appel de l'Église et de la chrétienté, refoula les hordes tatares qui envahissaient la civilisation et préserva l'Europe des mal-

heurs qui la menaçaient; et aujourd'hui cette même nation doit-elle être abandonnée par l'Europe, et la civilisation laissée en proie à la férocité des proconsuls moskovites, plus cruels que les chefs des hordes asiatiques?

« Au milieu de cette cruelle persécution de notre race, la voix seule du Saint-Père a retenti pour prendre la défense des opprimés. Dès l'origine de notre mouvement national, lui seul a compris le droit et la sainteté de notre cause. Ni les efforts des Moskovites, ni les calomnies que répandaient sur nous les organes salariés du tzarisme, publiant que notre insurrection tendait à la destruction de la religion et de l'ordre social, n'ont empêché le vicaire de Notre-Seigneur Jésus-Christ de flétrir énergiquement la tyrannie barbare de nos oppresseurs. En 1861, il avait déjà publiquement approuvé et béni la noble conduite de l'archevêque de Varsovie, d'immortelle mémoire, Antoine Fialkowski. Grande fut la douleur du père de la chrétienté à la nouvelle de l'audacieuse arrestation de l'administrateur de l'archevêché, Antoine Bialobrzeski, désigné par lui du nom de *virum constantem*. Depuis, à plusieurs reprises, le Saint-Père a exprimé ses sentiments et sa douleur dans les allocutions papales, en nous recommandant aux prières publiques des catholiques de Rome. Enfin, s'appuyant sur les faits et les documents authentiques dans sa mémorable allocution du 24 avril 1864, il nous a rendu pleine justice; et du haut de son autorité sans égale, il a lancé l'anathème contre ce potentat du Nord, ce persécuteur de femmes et d'enfants, qui déporte et destitue nos évêques, pend ou fusille nos prêtres, et qui veut substituer à la sainte foi catholique le schisme sacrilége dont il est le promoteur et le pontife.

« Après que cette voix auguste s'est fait entendre en faveur de la Pologne, il est temps que nos ennemis réels, ou bien induits en erreur par la fraude, se taisent; qu'ils cessent d'outrager le peuple martyr en envisageant notre lutte comme un danger pour la sainte Église et pour l'ordre en Europe. Non, notre patrie, délivrée du joug de ses oppresseurs, ne sera pas le théâtre de sinistres bouleversements sociaux et religieux, car chez nous le prêtre est intimement lié au peuple, car, de même que lui, il a tout sacrifié pour

la patrie commune, car il souffre et meurt la croix à la main pour le bonheur de ses frères! Sa voix sera toujours respectée; la religion du Christ, cette religion d'amour et de vérité, ne sera pas profanée. La Pologne indépendante, aujourd'hui de même qu'au temps de sa grandeur, loin de persécuter les autres cultes, gardera pieusement le précieux héritage qui lui fut transmis par ses pères, la sainte foi catholique!

« Le clergé polonais, connaissant de longue date les nobles aspirations du peuple et de ceux qui tenaient les rênes du gouvernement, unit ses efforts et ses labeurs à ceux de la nation; il n'aurait pu agir autrement sans attirer sur sa tête la honte et le mépris. C'est que tout Polonais, et à plus forte raison tout prêtre polonais, savait d'avance que le tzarisme corrupteur et immoral est un ennemi mortel de la foi catholique autant que de la nation polonaise et de ses plus chères traditions. Donc, en notre qualité de prêtres et de Polonais, nous avons marché d'un commun accord avec la nation.

« D'après cet exposé sommaire, le vénérable clergé catholique universel peut entrevoir jusqu'à quel point la Pologne est malheureuse et combien sa chaîne est pesante. En vérité, Dieu ne saurait être bravé, l'humanité foulée aux pieds avec plus d'audace et d'ignominie!

« Vénérables pères de la foi, évêques de cette sainte Église pour la défense de laquelle nous souffrons tout ce qu'une nation peut souffrir, et vous, prêtres, nos frères par le sacerdoce, à l'exemple du lévite de l'Évangile, vous ne passerez pas devant un peuple infortuné sans lui venir en aide!

« Trois choses nous sont nécessaires : le secours de vos offrandes, l'appui de vos prières, et les manifestations éclatantes de vos sympathies. En faisant appel à vos nobles cœurs, à vos sentiments de religion et d'humanité, nous vous conjurons d'écouter le cri suprême d'un peuple crucifié.

« A l'exemple de notre Saint-Père, vous élèverez la voix en notre défense; vous direz au monde combien notre cause est juste et sacrée, quelle est l'étendue de nos souffrances,

à quel point il importe au salut de l'Église que la Pologne martyre soit rétablie dans ses droits, son indépendance et son intégrité, vous souvenant de ces paroles de Clément XIII adressées aux confédérés de Bar, nos aïeux : « *Dolemus maxime in tantum adduci periculum Poloniæ regni statum et formam, cum quâ ipsius catholicæ religionis conjuncta est securitas.* »

Paris le 29 juin 1864, jour de saint Pierre et saint Paul.

« Charles Mikoszewski, chanoine honoraire, curé de Zelazna, dans l'archidiocèse de Varsovie; Victor Lisiçki, directeur et professeur du séminaire, à Pultusk, dans le diocèse de Ploçk; Vincent Szumowski, premier vicaire de la cathédrale de Ploçk; Kasimir Zulinski, vicaire de l'église de Saint-Alexandre, à Varsovie; Alexandre Balczewski, administrateur d'une paroisse, en Lithuanie. »

Aù nom du gouvernement national polonais, nous, commissaire plénipotentiaire dudit gouvernement, accrédité en France et en Angleterre, certifions par la présente que les soussignés prêtres polonais agissent en vertu d'un mandat qui leur est conféré par le clergé de Pologne.

Paris, 1er juillet, 1864. — N° 852.

Adam, prince Sapiéha.

(*Gazette de France*).

LV

Voici une curieuse page de l'*Histoire des trois démembrements de la Pologne*, par Ferrand, et qui se rapporte si exactement à l'époque actuelle, qu'il n'y a que les noms à changer pour qu'elle devienne l'histoire du présent. Ces noms, nous laisserons à nos lecteurs eux-

mêmes le soin de les désigner; en faisant toutefois cette réserve que les hommes d'État du dernier siècle avaient au moins pour eux l'illustration d'un grand mérite personnel.

Voici le passage en question :

« On sera surtout affligé de voir comment les erreurs d'un ministre qui, pendant quarante ans, passa pour le plus grand politique de l'époque, ont conduit à ce honteux brigandage (le démembrement de 1772); comment on y a été amené par les tâtonnements de Kaunitz, par ses fausses combinaisons, notamment par ce désir perfide, source de toutes ses erreurs, *de rendre la France nulle* dans la politique de l'Europe... Trois souverains, au moment de faire une guerre sanglante, ont tout à coup tourné leurs forces contre un peuple généreux et pacifique, qui ne s'était armé que pour défendre sa liberté, pour régénérer son gouvernement, pour se soustraire à un joug étranger. Tous trois occupaient déjà une grande place dans l'histoire : Frédéric, par la force de son caractère, par l'étendue de son génie, par toutes ses qualités héroïques; Catherine, par l'éclat de son règne, par la grandeur de ses entreprises, par son amour même pour la célébrité; Marie-Thérèse, par ses vertus, par sa piété éclairée, par son courage inaltérable dans les revers, par l'attachement que ses peuples lui avaient voué. Kaunitz, en tenant une conduite ferme et franche, pouvait maintenir la balance entre ces trois souverains, et s'immortaliser en conservant à l'Europe le bienfait de l'indépendance de la Pologne. Il perdit tout dans les négociations, parce qu'il voulut s'y rendre maître de tout; il finit par rendre le faible encore plus faible et le fort encore plus fort; et, perdu lui même au milieu de toutes ses intrigues, il ne put en sortir que par une perfidie qui déshonora la fin du règne de Marie-Thérèse, et dont elle ne parla dans la suite que les larmes aux yeux et avec des remords qu'elle ne cherchait pas à dissimuler. »

L'enlèvement des nonces patriotes à la diète de 1766 y est traité de la manière suivante :

« L'enlèvement des nonces, exécuté par les Russes au

nom d'un ministre russe, leur transport et leur séjour en Sibérie, furent des événements inouïs dans les fastes des nations civilisées. L'Europe politique aura toujours à se reprocher de n'avoir pas été assez scandalisée d'une pareille violation du droit des gens. Il est des principes d'une raison universelle, d'un intérêt général, dont l'infraction, surtout quand elle est hautement avouée ou soutenue, ébranle les fondements de l'ordre social : il repose sur eux, mais il est chargé de les maintenir. La garde de ces bases sacrées appartient à la société tout entière ; et quand elle approuve, ou même quand elle tolère qu'on les attaque, elle manque au premier de ses devoirs : elle agit contre le plus grand de ses intérêts. Repnin avoua sans détour sa monstrueuse iniquité, et mit en avant qu'il en avait *le droit*, puisqu'il en avait *le pouvoir*. Si tous les cabinets eussent sur-le-champ témoigné leur juste indignation ; s'ils eussent, au nom de la société outragée, demandé la retraite des troupes russes et la liberté des nonces arrêtés, ils auraient probablement pu l'obtenir. »

Enfin, nous trouvons dans le Ier livre la conclusion ci-dessous, à laquelle nous nous associons de toute notre âme :

« Tous ceux qui cherchent dans l'histoire de grandes leçons, qui voudraient surtout les trouver sur le trône, parce que ces leçons seraient alors de grands exemples, ne verront pas, sans un sentiment douloureux, les trois cours de Prusse, de Russie et d'Autriche, démentir leurs traités, leurs déclarations, leurs garanties, et s'accorder pour démembrer tout ce qui était à leur convenance ; tandis que les autres puissances européennes, étonnées de cette perfidie, osent à peine risquer *quelques plaintes inutiles*, et, malgré l'indignation de toutes les âmes sensibles et honnêtes, ne font pas un effort pour épargner cette honte au *dix-huitième* siècle. »

Ce dernier trait achève le rapprochement que nous avons signalé. Le livre de Ferrand, ministre d'État sous la Restauration, n'existe plus que dans quelques bibliothèques de choix ; et bien qu'il soit écrit sous un autre point de vue que le nôtre, celui du *droit divin*, nous nous proposons de le faire revivre, comme nous l'avons fait pour l'*Histoire de*

Rulhière, afin de rendre à nos contemporains les grands enseignements dont il est rempli. Selon lui, la révolution française serait l'expiation du partage de la Pologne; malgré les sinistres événements actuels, nous ne désespérons pas qu'elle n'en devienne un jour aussi la réparation.

(*Globe*).

LVI

On nous écrit des frontières de Pologne, à la date du 19 juillet :

Le séjour du tzar à Kissingen a été signalé par de nombreux oukazes qui témoignent de sa ferme volonté de dénationaliser complétement la Pologne. Le conseil supérieur d'administration du pays a été choisi parmi les hommes qui ont donné les gages les plus nombreux de leur barbarie. C'est ainsi que Koszeleff, Solowieff, les généraux Braunschweig et Zaboloçkoï ont été désignés à ces fonctions. Ce sont eux qui appliqueront en grand ces mesures de pacification qui consistent à persécuter les habitants du royaume, coupables ou non de participation au soulèvement national. Bellegarde et Manioukin ont déjà pris les devants, l'un dans les palatinats de Krakovie et de Sandomir, l'autre dans celui de Podlaquie.

A Osiek, près de Wielun, un maréchal-ferrant a été pendu sur une fausse dénonciation; à Kraski, près de Sieradz, un vieillard sexagénaire, Urbanowski, a été de même exécuté par les troupes impériales, sur le refus des paysans de se charger de cette besogne. La direction de l'instruction et des cultes vient d'être supprimée et réunie à la commission de l'intérieur, ayant pour chef le prince schismatique Feherkaskoï. Enfin, d'un jour à l'autre, on attend l'oukaze qui supprime

tous les couvents d'hommes et de femmes dans le royaume de Pologne. Cette dernière mesure est due aux instances du socialiste réformateur Milioutin, dont les plans et les idées ont prévalu dans les conseils du tzar de Russie.

A côté de ces sages dispositions, le gouverneur moskovite n'oublie pas les fêtes et les spectacles, dont Varsovie a été trop longtemps privée; il ordonne que les représentations théâtrales recommencent, que les cafés chantants et les bals publics soient ouverts et subventionnés au frais de la ville, que les vêtements de deuil soient déposés pour les les toilettes d'apparat. Aussi notre capitale présente-t-elle le plus triste et le plus étrange aspect.

La province n'est pas plus heureuse. Le gouverneur de Podlaquie fait aujourd'hui ressaisir tous ceux qui étaient sortis de prison sous caution, ainsi que ceux qui avaient déposé les armes avant le 27 juin, sur la foi des ordonnances du général Berg.

Grâce à ces violences, l'insurrection, un instant assoupie, s'est rallumée sur quelques points. Plusieurs bandes à cheval ne cessent de parcourir le pays, toujours poursuivies par les garnisons russes, et combattent jusqu'au dernier sang plutôt que de se laisser traîner en Sibérie. L'une d'elles, sous la conduite du prêtre Brzosko, s'est approchée jusqu'à un demi-mille de Siedlcé, la résidence de Manioukin.

Les habitants de la Kuiavie paient pour la troisième fois une énorme contribution de guerre; la première ordonnée au mois de janvier sans cause déterminée, la seconde imposée pour leur refus de signer une Adresse au tzar; la troisième, enfin, actuellement prélevée, vu que l'Adresse signée par quelques-uns contient des réclamations pouvant déplaire au gouvernement moskovite.

Il en est de même du palatinat d'Augustowo, où les persécutions et les spoliations sont dirigées par un juif renégat, nommé Tugendhold, qui s'acharne de préférence contre ses anciens coreligionnaires.

Pour compléter ce tableau, voici un décret que nous trouvons dans le journal officiel de Vilno, du 6 juillet :

« Le gouverneur-général du pays, ayant appris que plu-
« sieurs propriétaires et employés ont fondé certaines biblio-

« thèques, formées en grande partie de livres polonais, et « considérant l'existence de ces établissements comme dan- « gereuse pour la tranquillité du pays, ordonne leur ferme- « ture immédiate et la confiscation des livres qui les com- « posent.

« Signé : SKWARTZOFF. »

Ce n'est là qu'un commentaire de la récente ordonnance de Mourawieff, qui proscrit l'usage du polonais en Lithuanie en le déclarant audacieusement « une langue étrangère. »

(*Patrie.*)

LVII

Le sang polonais coule non-seulement sur les bords de la Vistule et du Niémen, mais sur toute l'étendue de cette terre maudite qui s'appelle la Russie. Il ne s'y trouve point de prison qui ne soit encombrée de proscrits polonais, pas d'échafaud qui ne soit sanctifié par leur martyre. Le journal de M. Katkoff, *Nouvelles de Moskou*, donne avec une joie qu'il ne cherche pas à déguiser, les noms des quatre Polonais fusillés le 6 (18) juin à Kazan, sur la place d'armes, nommée Podluzné : Iwanięki, capitaine d'état-major ; Mroczek, lieutenant ; Stankiewicz, sous-lieutenant ; et Jérôme Kiniewicz, propriétaire à Minsk, en Lithuanie.

Quel était leur crime ?

Ils étaient accusés, dit le journal moskovite, d'avoir voulu organiser sur le Volga un complot conçu avec une grande audace, qui se rattachait à l'insurrection polonaise de 1863, dont la réussite aurait ébranlé la base même du tzarisme. Son confrère, l'*Invalide russe*, entre à ce sujet dans quelques détails qu'il nous paraît intéressant de publier.

Ce complot devait débuter par la prise des manufactures d'armes et des magasins d'Izewsk et par l'occupation de

Kazan; les chefs du mouvement avaient répandu sur les bords du Wolga et de l'Oka un manifeste insurrectionnel, dans lequel ils promettaient à toutes les classes de la population une liberté pleine et entière; aux paysans, la propriété sans redevances des terres qu'ils cultivaient, l'exemption du recrutement, de l'impôt capital nommé *poduszne;* aux communes, le choix des chefs de districts, et aux chefs de districts la nomination des gouverneurs des provinces. Ce manifeste, publié au nom du tzar et revêtu du sceau de l'État, simulait parfaitement les actes officiels émanant de la chancellerie impériale.

Vers la fin d'avril 1863, quatre conjurés, Ferdinand Nowiçki, Eustache Gosciewiez, Alexandre Maïewski et Auguste Olechowiez, tous Lithuaniens des environs de Vilno, avaient quitté Moskou porteurs de cet appel à l'insurrection, et commençaient à le répandre, à partir d'Arzamas, au-delà de Nijni-Nowgorod. L'itinéraire des deux premiers était par Sarensk, Gorodyszez, Symbirsk et Wolzsk; les deux autres s'avançaient par Temnikow, Spask, Szaçk, Sapozok, Riazsk, Skopin, Epifan, Bogorodiçk, Tula. Maïewski et Olechowiez furent découverts et arrêtés à Spask, le 8 mai suivant; Gosciewiez le 11 mai, à Symbirsk, et Nowiçki, le 12, à Samara.

La police s'empara des écrits qu'ils avaient semés sur leur route; mais dans le gouvernement de Penza, les paysans résistèrent aux autorités, et pour les soumettre, on dut recourir à la force armée.

L'insurrection de Kazan avait pour objet d'opérer une diversion en faveur de celle de la Pologne. Le lieutenant Czerniak, de Vilno, se chargea d'initier au complot la jeunesse de Kazan qui, plus tard, le désavoua durant l'interrogatoire, en se rejetant sur le faux manifeste publié au nom du tzar Alexandre. Iwaniçki, Mroczek et Stankiewiez, se rendirent eux-mêmes à Kazan, et dressèrent le plan de l'insurrection projetée. Elle devait éclater au moment même du passage par cette ville d'un transport de déportés de Varsovie; les plus hardis des habitants devaient, avec l'aide d'une centaine d'hommes armés, expédiés de Moskou par Kiniewiez, délivrer les proscrits et les prisonniers retenus à Kazan, s'emparer de l'arsenal, du magasin à poudre et de trois

bouches à feu qui le protégeaient, et alors, sous la conduite des chefs désignés, attaquer les troupes dans les casernes. Après l'arrestation des trois officiers supérieurs et des employés civils, on voulait s'assurer des moyens de communication avec les autres provinces par les bateaux à vapeur du Wolga et de l'Oka.

Ces dispositions prises, on devait proclamer la levée en masse (*narodne opolczenie*), à Kazan, Perm et Wiatka, et fournir aux volontaires les armes saisies dans les fabriques d'Izewsk; pour l'exécution de ce plan, évidemment concerté par des hommes d'action et des officiers de mérite, Iwaniçki, Mroczek, et Stankiewicz, s'étaient mis comme Czerniak, en relation avec la jeunesse de Kazan, prête à secouer le joug du tzarisme, et n'attendaient que le signal des chefs insurrectionnels du royaume, tandis que Kiniewicz, considéré comme le principal promoteur du complot, envoyait de Moskou des émissaires dans toutes les directions.

Les paysans de Bezdna, dans le district de Spask, préparés par Iwaniçki, ne demandaient que des armes pour prendre part au soulèvement.

Ce généreux projet, qui aurait pu élever à la condition d'hommes libres 60 millions de serfs qui ne sont encore émancipés que de nom, échoua par l'arrestation dont nous avons parlé de ses premiers agents, chargés de la propagation du manifeste. Selon l'*Invalide*, à qui nous avons emprunté la plupart de ces renseignements, les coupables ont été partagés en trois catégories : dans la première se trouvent les quatre conjurés fusillés à Kazan, avec Nowiçki, Gosciewicz, Maïewski, Olechowicz et Yvan Orloff, fils d'un pope de Kudary, district de Zabaïkal, en Sibérie, étudiant de l'université de Vrazan ; la condamnation à mort de ces cinq derniers a été commuée par le gouverneur-général de la province en travaux forcés à perpétuité;

Dans la seconde catégorie se trouvent vingt et un accusés, parmi lesquels le Lithuanien Hazewicz, et qui ont été déférés aux tribunaux civils;

Dans la troisième, enfin, tous ceux qui, faute de preuves, n'ont encouru que des peines correctionnelles.

Il résulte de tous ces renseignements que l'influence du

mouvement insurrectionnel de 1863, s'étendit jusqu'au cœur de la Russie, qu'il aurait pu régénérer tout entière s'il avait été secondé par l'Europe. La liberté pouvait régner enfin dans l'empire moskovite; mais aujourd'hui le tzarisme triomphe et les puissances occidentales pourraient payer cher leur indifférence pour la Pologne, s'il ne restait encore au peuple vaillant de Sobieski assez de sang dans les veines et de patriotisme dans l'âme pour servir encore, au moment opportun, d'avant-garde à l'Europe et faire retenir jusqu'au fond de la Russie la parole émancipatrice, inscrite sur les drapeaux polonais de 1831 : « POUR NOTRE LIBERTÉ ET LA VÔTRE. »

(*Opinion nationale.*)

LVIII

UNE SÉANCE DE LA HAUTE COUR DE BERLIN.

Nous avons aujourd'hui des renseignements certains sur l'affaire des papiers saisis en 1862 chez les émigrés Cwierciakiewicz et Godlewski, et transmis aux autorités prussiennes par l'intermédiaire de l'ambassade russe à Paris. Ce fait, relevé par plusieurs journaux étrangers, confirmé par les comptes-rendus officiels de la haute-cour de Berlin, ne saurait plus être contesté ni passé sous silence; aussi, nous allons lui donner l'explication la plus complète possible.

Après la publication dans l'*Opinion nationale* et dans le *Temps* du passage textuel de l'acte d'accusation prussien relatif à cette transmission, le gouvernement français a obtenu, par son ambassade à Berlin, que le susdit passage fût supprimé; se fondant sur cette suppression promise, il a adressé au journal le *Temps* le *communiqué* du 11 juillet (Le *Czas*, 21 juillet).

Cependant, par un de ces hasards qui dérangent parfois

les combinaisons les plus certaines, le malencontreux passage, écarté de l'acte d'accusation en allemand, a été maintenu, par inadvertance sans doute, dans la traduction polonaise, lue à ceux des accusés qui ne connaissent point d'autre langue que la leur. Or, c'est précisément cet oubli involontaire qui a provoqué une interpellation publique à la séance de la haute cour de Berlin du 14 juillet. Nous trouvons dans le compte-rendu sténographique de cette séance et nous citons textuellement ce qui suit :

« A la reprise des débats, vers midi et demi, l'accusé comte Chotomski demande la parole et déclare : « Que « dans l'acte d'accusation en polonais il est fait mention « des papiers saisis à Paris par la police française, tandis « qu'il n'en est point question dans l'original allemand « dont on vient de terminer la lecture. A l'appui de sa ré- « clamation il lit un extrait de la *Gazette de Cologne*, dans « lequel ce passage se trouve reproduit dans toute son « étendue. »

Cette dissemblance entre les deux pièces lues à la haute cour, fait disparaître tous les doutes; reste à savoir de quelle manière et par qui les papiers polonais saisis à Paris ont été transmis aux autorités prussiennes.

Voici maintenant, d'après le *Botschafter*, un extrait de l'acte d'accusation, appuyé sur ces documents :

« Il semble que le parti polonais a fait, vers le milieu de 1862, les premières démarches pour obtenir l'intervention de la France en faveur de la cause polonaise. Le *Comité blanc*, ou nobiliaire, agissait en ce sens en commun avec le *Comité rouge*, ou démocratique. A partir de ce moment, le gouvernement central de Varsovie organise l'insurrection et la propage dans les provinces prusso-polonaises. Parmi les lettres du député Guttry, accusé contumace, on a saisi un message important d'un nommé Sigismond Padlewski, du 20 octobre 1862, dans lequel celui-ci l'invite à former un comité local, ayant pour objet de seconder les efforts du comité varsovien pour les transports, les magasins, les communications postales et les envois de volontaires, sans lesquels l'insurrection du royaume, au moment de son explosion, ne pourrait tirer aucune ressource de la province limitrophe

de Posen. Il l'engage en même temps à se mettre en rapport avec certaines personnes de Varsovie, qui doivent lui être aussitôt adressées. »

Suit le paragraphe relatif à Çwiercialkiewicz et à Godlewski, l'historique des premiers jours de l'insurrection, les essais de réunion du comité conservateur de Gallicie, personnifié dans la dictature de Langiewicz, avec le comité du mouvement du grand-duché, présidé par Guttry.

« Le député Guttry, poursuit l'acte d'accusation, tenait entre ses mains le fil conducteur qui, en passant par Posen, reliait l'émigration parisienne avec les *révolutionnaires* de Varsovie. Le 28 janvier 1863, il obtient de ces derniers la somme de 200,000 francs, destinée à l'achat des armes, et qui devait être répartie entre les agents Mikowicz et Lukaszewski. Il reçoit le 2 février suivant une lettre de l'émigré russe Bakunin, qui lui parle de son projet d'évoquer en Finlande et en Suède un mouvement en faveur de celui de Varsovie, de sa tentative avortée de rallier les officiers russes à la cause de l'insurrection, et qui finalement lui donne le conseil de compter sur les forces nationales plutôt que sur les secours de l'étranger.

« Le rapport trouvé chez l'agent Çwiercialkiewicz s'étend sur le mode de procéder à l'achat des armes, sur les relations déjà formées avec les fabricants de divers pays, avec Kossuth, avec le parti révolutionnaire en Hongrie, sur la possibilité de contracter un emprunt national, sur les rapports du parti Czartoryski avec les cours étrangères, sur l'agitation produite en Angleterre, enfin sur la direction que prendront les transports d'armes et sur les agents qui seront chargés de les expédier.

« A la suite d'une perquisition dans la maison du comte Dzialynski à Posen, du 28 avril 1863, on a trouvé dans son carnet de notes manuscrites les noms que voici :

« H. Guttry et Kosinski, pour le département de la guerre; Niegolewski, pour la police; Wolniewicz, pour la presse; Dzialynski, pour les finances; le même et R. Raczynski, pour l'intérieur; le secrétaire, Raczynsky. C'est plus qu'il n'en fallait pour arriver à la découverte de toute l'organisation du gouvernement provincial de Posen.

« On saisit également une circulaire donnant une idée précise de tous les actes de ce gouvernement, et les sceaux envoyés par le comité central de Varsovie, qui selon l'usage admis par celui-ci, devaient servir à remplacer la signature au bas de ces actes.

« Le premier rôle dans les relations que le comité s'efforçait de former à l'étranger, dit plus loin l'acte d'accusation, était destiné aux officiers français appelés à commander les détachements. A la tête de ceux-ci se trouvait le colonel vicomte de Noë, frère du grand artiste connu sous le pseudonyme de Cham, et qui dès le 22 mars, était arrivé dans le pays avec son ancien officier d'ordonnance. L'insurrection lui doit le plan de la formation des colonnes mobiles, transmis par le comte Dzialynski le 3 avril au commissaire général de la guerre à Varsovie. »

Ici vient un épisode curieux sur la part que les prêtres du grand-duché auraient prise au recrutement des volontaires; ils se servaient, dit l'accusation, du secret de la confession pour y engager les jeunes gens du pays, en leur refusant l'absolution en cas de résistance. On a soin pourtant d'ajouter que ce fait n'est constaté par aucune preuve positive, et qu'il ne se trouve à ce sujet que de fortes suppositions. Il en est de même pour le serment prêté par les insurgés de délivrer la Pologne en même temps de la domination moskovite et prussienne.

« Les Polonais, est-il dit vers la fin, voulaient rétablir la Pologne dans ses frontières d'avant 1772, c'est-à-dire, y compris les provinces actuellement en possession de la Prusse; et la dénomination spéciale de l'*oppresseur tatare* trouvée dans les actes du comité de Posen, semble se rapporter non-seulement à la Russie, mais à toutes les puissances qui ont pris part au démembrement. Par ces motifs, les procureurs-généraux Adelung et Mittelstædter concluent à prouver que l'appui prêté par les accusés à l'insurrection contre la Russie, est en même temps un crime de haute trahison contre la Prusse. »

Voilà, en substance, la teneur de cet acte volumineux, dont la lecture a occupé quatre séances et demie (en tout 22 heures), et dont les principaux chefs d'accusation tom-

bent d'eux-mêmes, depuis que les papiers sur lesquels ils s'appuient ont perdu, par la dénégation du ministère français, tout caractère de légalité.

LIX

Le dernier journal polonais qui jouissait encore de quelque indépendance, la *Oyczyzna* (la *Patrie*), publié à Leipzig, est menacé dans son existence par les intrigues de la Russie. Les Polonais résidant dans cette ville sont depuis quelques jours persécutés par la police. C'est surtout contre les propriétaires et rédacteurs du patriotique journal que s'exerce cette persécution. Voici les faits : Le 19, à neuf heures et demie du matin, une perquisition minutieuse eut lieu chez toutes les personnes appartenant au journal ; les maisons de MM. Wienbrack, libraire, et Engelhardt, imprimeur, furent entourées par les hommes de police, et personne n'en pouvait sortir sous peine d'être arrêté. On cherchait les adresses et les noms des correspondants polonais de Varsovie. La population de Leipzig s'étonnait de voir qu'on s'en prit à des faits qui n'intéressent d'aucune manière le gouvernement saxon ; mais bientôt tout s'expliqua lorsqu'on apprit que, la veille, le prince Gortschakoff était arrivé à Dresde.

Le but de son mystérieux voyage à travers les petits États de l'Allemagne est connu depuis les révélations publiées par un journal de Gotha. La diplomatie russe s'est donné la tâche de réconcilier les cours allemandes, un peu divisées entre elles par les péripéties de la question danoise, et de persuader aux petits États qu'ils ont tout intérêt à seconder la Prusse et l'Autriche dans leurs projets de conquête. Ayant réussi sur ce point, il a, dit-on, conclu avec plusieurs de ces États un traité d'alliance. Une des premières conditions de ce traité, qui a été signé à Dresde le jour même de

son arrivée, serait l'expulsion de tous les Polonais du territoire saxon, et la suppression du journal *Oyczyzna*, dont les principaux rédacteurs devaient être arrêtés et livrés à la police prussienne, qui s'empresserait, à son tour, de les remettre aux mains des Moskovites. La Russie s'engage à payer les frais occasionnés par ce déplacement, et déjà le ministre d'Alexandre II vient d'ouvrir une souscription pour venir en aide à ceux des Polonais qui voudraient rentrer volontairement en Pologne.

Nous nous demandons quel sera, dans un avenir prochain, le sort de l'Allemagne, si le plus libéral de ses États se condamne à un tel vasselage.

(*Patrie.*)

LX

On nous écrit des frontières de Pologne, à ate du 25 juillet :

La conduite des fonctionnaires prussiens envers les prisonniers polonais atteint le dernier degré de barbarie. C'est surtout à Koscian (Kosten), prison criminelle à onze lieues de Posen, que s'exerce la cruauté de ces hommes qui veulent se créer des titres auprès du pouvoir, en enchérissant sur les instructions déjà très-rigides qu'ils en ont reçues. Il y a là deux agents qui seraient dignes de figurer parmi les exécuteurs de Berg et de Mourawieff, pour l'acharnement avec lequel ils torturent les malheureux soumis à leur garde, le landrath Madaï, et le directeur de la prison *von* Zaluskosky.

Les captifs sont condamnés à carder la laine ou à confectionner cinquante cigares par jour ; faute d'avoir pu achever le nombre désigné, ils reçoivent des coups de bâton à

la discrétion du geôlier. Un jeune homme de bonne famille, Julien Bolinski, plus maltraité que les autres, résolut à tout prix de s'évader, au risque d'être tué par la sentinelle. Il avait déjà franchi le mur d'enceinte, lorsqu'il fut saisi par le directeur, qui se jeta sur lui, le souffleta, le foula aux pieds, puis le força, la corde au cou, à lui montrer le chemin par lequel il avait tenté d'opérer son évasion. Après une forte bastonnade, le jeune homme a été mis aux fers et jeté sur les *lattes*, supplice intolérable qui consiste à rester étendu sur un grillage en bois aiguisé. Depuis ce jour, l'infortuné Bolinski ne travaille que les fers aux mains, et sous la surveillance de deux gardiens armés.

Un autre prisonnier, déjà gravement malade, Rzeszotowski, est mort à la suite d'un pareil traitement. Wolynski, blessé plus de dix fois durant l'insurrection, a été transporté à l'infirmerie, atteint d'aliénation mentale.

Dans la forteresse de Posen, où il y a plus de 200 détenus, les choses se passent de la même manière. Joseph Nawroçki, jeté en bas des escaliers par un sous-officier furieux, venait de mourir à l'hôpital militaire. La famille du défunt demanda aux autorités la permission de le transporter au cimetière sur un char funèbre, afin d'épargner à son corps l'insulte d'y être porté par des forçats. Cette permission a été refusée, « pour éviter, disait-on, le *mauvais exemple.* » Cependant le cercueil, en s'avançant vers le champ du repos, fut suivi par une foule immense, composée de personnes de tout rang et de toute condition. A l'entrée de l'enceinte, les jeunes gens s'emparèrent du pieux fardeau, qui descendit dans la fosse tout couvert de fleurs, au milieu d'un chant national à la patronne et reine de Pologne.

Dans notre ville, encore polonaise en 1815, souvent le père est arrêté à cause de l'absence ou de l'évasion du fils, ce qui eut lieu avec M. Stasinski, de Konarzewo, près de Posen, sur l'ordre de M. Kruger, conseiller du Kammergericht. Le juge d'instruction, Mechow, chargé de l'affaire, lui déclara qu'il ne sortirait pas de prison tant que son fils ne se présenterait pas. Aussi le vieillard, retenu pendant plusieurs semaines dans une casemate humide, est tombé malade et a dû être renvoyé à l'hôpital. Nous apprenons

toutefois que, grâce à une haute intervention, il a été élargi sous caution, sauf à être repris si, dans un temps déterminé, son fils ne se reconstituait pas prisonnier.

Il est donc très-concevable, je dirai même très-excusable, que quelques-uns de ces martyrs demandent comme une grâce d'être livrés à la Russie, et qu'ils préfèrent encore le gibet ou la Sibérie aux supplices qu'ils endurent dans les cachots allemands. L'un d'eux, fustigé et traîné sur les lattes, cherchait à s'étouffer avec les lambeaux de ses vêtements ; il n'a été rendu à la vie que par un voisin de captivité, qui, forçant un grillage, est arrivé à temps pour l'empêcher d'accomplir son suicide. Cette scène terrible qui s'est passée également à Koscian, est constatée par la *Oyczyzna* du 23 courant.

(*Patrie.*)

LXI

On nous écrit des frontières de Pologne, à la date du 29 juillet :

La Pologne, sous les étreintes de la Russie, est devenue un vaste champ de supplices, sur le seuil duquel semble écrite la devise fatidique de l'enfer de Dante : *Lasciate ogni speranza.* » Nous recevons une lettre de l'Ukraine, qui donne une idée de cette extermination en grand de l'élément polonais, décorée du nom de nécessité politique ; nous en traduisons littéralement quelques passages :

« En Ukraine, en Pologne, en Volhynie, les prisons sont tellement pleines, qu'il a fallu en construire de nouvelles dans chaque district, et entasser par centaines les prisonniers politiques avec les malfaiteurs et les bandits. Des districts on les transporte, en kibitka ou à pied, par Zytomir

et Kamienieç à Kïow, d'où ils ne sortent que pour l'échafaud ou la Sibérie. Il y a peu de temps, après de mauvais traitements endurés dans la citadelle, le prince Guillaume Radzivill est devenu fou ; son compagnon de captivité, Max Stafnagel, riche négociant de Berdyczew, est dangereusement malade. Le typhus, la dyssenterie, le scorbut, enlèvent la plupart des prisonniers, qui succombent sans l'assistance du prêtre et sans les secours du médecin. « Un Polonais, « disent nos geôliers, doit être traité et doit mourir comme « un chien. »

« Beaucoup de détenus considèrent comme une grande faveur d'être condamnés aux mines de Sibérie et de faire deux mille lieues à pied, enchaînés à une barre de fer, plutôt que de gémir dans l'odieux cachot de Kïow. Il est permis à ceux qui peuvent disposer de 700 roubles (2,800 fr.), s'ils ont rang de nobles, de faire le trajet en kibitka. A Kïow, il se trouve actuellement près de 1,000 prisonniers, en Volhynie 400, en Podolie 500. Tous sont destinés aux travaux forcés dans les exploitations malsaines de mercure et de plomb où l'on meurt au bout de quelques mois. Chaque jours les prisons sont évacuées, chaque jour elles sont remplies par de nouveaux arrivants.

« Les biens des déportés sont séquestrés, puis mis en vente à bas prix, au profit des Moskovites ou des Allemands, à l'exclusion des habitants du pays. Les employés polonais de tout rang, du plus infime au plus élevé, sont écartés du service et remplacés par des bureaucrates russes. Des milliers de familles périssent dans les champs abandonnés, faute de pain, de refuge, de vêtements.

« On est déporté à Kazan, à Orenbourg, à Nertchinsk, sans aucune preuve, sans enquête, et même souvent sans une délation qui pourrait fournir un indice quelconque de culpabilité. Il arrive même qu'un prisonnier, chemin faisant, avant d'avoir atteint le lieu de sa destination, apprend qu'il a été déporté *par erreur*, qu'on l'avait pris pour un autre. Mais il est à mille lieues de son pays natal, et il est trop tard pour retourner; il achèvera sa peine, comme s'il avait été le vrai coupable. Il arrive aussi qu'on fusille un individu *par erreur*, comme, par exemple, M. Thadée Rakowski, soup-

çonné d'avoir fait pendre un maître de poste au combat de Bulhaïé, et qui, le lendemain de son exécution, fut reconnu innocent.

« La délation est organisée d'une manière effrayante. A côté de la police ordinaire, le général gouverneur Anienkoff vient d'établir une police dite de guerre, avec pouvoir discrétionnaire sur la fortune et la vie des habitants, ayant surtout pour but de découvrir les membres et les affidés du gouvernement national. En outre, les juges arbitres pour le règlement de la question des paysans ont reçu, à la date du 8 octobre 1863, une instruction, d'après laquelle « leur « mission n'est autre que de *réaliser la grande idée poli-* « *tique de l'extermination des Polonais.* »

Cette instruction est contresignée des membres de la commission provisoire de Kïow.

(*Patrie.*)

LXII

Depuis plusieurs jours, on parle de condamnations à mort prononcées contre des prisonniers renfermés dans la citadelle de Varsovie. Nous avons cru d'abord que ces rumeurs, émanées de la police russe, n'avaient pour objet que de terrifier les habitants ; mais nous apprenons que les dernières instructions données par le tzar au général Berg, lui recommandent « d'en finir au plus tôt avec les sentences de mort prononcées contre les insurgés, afin de pouvoir, après une pause de quelques semaines, vers le 15 septembre, envoyer une députation de la noblesse à Saint-Pétersbourg. » Ainsi, tout doit se faire en temps utile ; les députés polonais n'auront plus à traverser une mare de sang, parce qu'il s'écoulera *quelques semaines* entre le spectacle des gi-

Digitized by Google

bets dressés à Varsovie et le départ de la députation pour Saint-Pétersbourg.

Milioutin vient d'adresser au tzar Alexandre un rapport dans lequel il avoue qu'il ne parviendra pas à russifier la Pologne aussi rapidement qu'il se l'était proposé. Cependant en Podlaquie, il ne cesse de semer la discorde entre les paysans et les propriétaires ; mais cela n'aboutit à rien moins qu'à une entente plus cordiale de ces deux classes également dévouées à leur patrie. C'est le général Manioukin, digne émule de Mourawieff, qui gouverne ce pays, et sous ses ordres les arrestations, les pendaisons, les contributions de guerre y sont en permanence.

Dernièrement, il a fait arrêter un vieillard octogénaire, M. Korzybski, propriétaire de Wilczysk, qui, par son âge même, devait être à l'abri de tout soupçon de participation au soulèvement ; mais M. Korzybski était riche, et le général avait d'anciennes dettes à payer à ses créanciers.

Une fois en prison, il lui intima l'ordre de lui verser la somme de 20,000 florins, sous peine d'être déporté en Sibérie.

Le vieillard trouva le moyen de porter plainte au général Berg, qui, par considération pour ses anciens services militaires, réduisit la contribution à 13,000 florins.

Le journal officiel de Vilno nous apprend qu'on vient de fusiller quatre insurgés saisis dans le gouvernement de Kowno, près de la frontière prussienne, parmi lesquels un chef de détachement nommé Wolski.

Même les États-Unis d'Amérique semblent s'être associés depuis quelque temps à cette persécution générale de l'élément polonais, entreprise par les trois cours de Russie, de Prusse et d'Autriche. A l'arrivée de la flotte russe à New-York, un certain nombre de captifs polonais, forcément enchaînés au service russe, ont quitté les vaisseaux pour s'engager comme volontaires sous les drapeaux qu'avaient jadis illustrés Kasimir Pulaski et Thadée Kosciusko.

Sur les réclamations des chefs moskovites, ces malheureux, découverts par les agents de la Russie qui pullulent aujourd'hui dans les États du Nord, ont été, contre toutes les lois du pays, livrés par leurs officiers et réintégrés sur

les vaisseaux de la marine russe, pour y subir la peine des déserteurs.

Le comité polonais central de New-Kork, présidé par le docteur Maçkiewicz, a adressé, dans son journal l'*Écho de la Pologne*, une plainte au sénat de Washington contre cette violation flagrante du droit des gens et du droit d'asile, la première et, Dieu le veuille, la dernière sur le sol encore libre des États-Unis. Le sénateur Reverdy Johnson lui a répondu par une lettre à la date du 22 juin 1864, de la teneur suivante :

« Je viens de recevoir votre lettre et la demande de vos compatriotes, datées du 20 courant, et je me suis empressé de les présenter au Sénat.

« Aucun Américain ne peut être indifférent à un déni de justice subi par le dernier de vos concitoyens sur le territoire de l'Amérique.

« Le peuple des États-Unis n'oubliera jamais et ne cessera jamais de proclamer avec le plus vif sentiment de reconnaissance la dette qu'il a contractée envers la Pologne.

« Les éminents services rendus par Kosiuszko, Pulaski et beaucoup d'autres Polonais à notre guerre d'indépendance, ont laissé dans nos cœurs une impression que le temps n'a fait que fortifier.

« Nous serions donc profondément contristé si notre gouvernement a ordonné ou autorisé une injustice quelconque envers un seul Polonais ; nous espérons toutefois que cette injustice n'a pas été commise... »

Malheureusement, elle l'a été de fait ; et si la décision tardive du sénat américain n'a pu sauver le brave Milewski et beaucoup de ses compatriotes du plus affreux supplice, elle empêchera au moins l'extradition de ceux de nos frères qui combattent encore sous le drapeau des États-Unis. Plusieurs d'entre eux nous sont personnellement connus, et sont appelés à rendre un jour de grands services à la cause de leur pays.

(*Globe*)

Digitized by Google

Août 1864.

LXIII

On nous écrit des frontières de la Pologne, à la date du 2 août :

La *Gazette de Moskou* publie un long article de M. Katkoff sur la question d'Orient, qui, selon l'opinion du fougueux publiciste, demande à être tranchée sans aucun délai. Contrairement aux plans de l'*Invalide russe*, qui témoigne des dispositions moins belliqueuses, elle ne veut pas que la Russie s'occupe uniquement de l'organisation intérieure du pays ; elle pense que la question étrangère est la seule qui mérite son attention. « Au moment, dit-elle, où le prince Couza se met en opposition ouverte avec la Russie, pour se lier intimement avec ses ennemis de l'Occident ; lorsqu'il commence à protéger l'Émigration polonaise, dans un but facile à pénétrer ; qu'il songe même à l'introduction dans ses États de la religion grecque-unie ; lorsqu'il déclare enfin à Constantinople que, dans le cas d'une guerre contre la Russie, il sera du côté de l'alliance occidentale, la Russie ne saurait, sans se manquer à elle-même, détourner les yeux de ce qui se prépare en Orient. L'alliance anglo-française, dit M. Katkoff, tend à se raffermir ; la politique européenne, loin de suivre une voie normale, pourrait amener d'un jour à l'autre des complications qui pèseraient énormément sur toute l'histoire de la Russie. *Ses destinées sont intimement liées avec celles de l'Orient*, tant au point de vue de la politique nationale que de son influence commerciale ; il lui faut donc, avant tout, s'attacher à empêcher que cette ques-

tion ne puisse être résolue dans un sens défavorable à ses intérêts. »

C'est le cas de redire ce que nous avons tant de fois avancé, que la Russie, ruinée par le désordre de son administration, se trouve dans l'impossibilité la plus absolue de faire subsister son armée, sans lui donner une nouvelle proie à dévorer.

Après la Pologne, les provinces danubiennes; après celles-ci, ce sera naturellement le tour de la Turquie, si, nous l'espérons encore, le génie de la civilisation n'y met bon ordre une fois pour toutes.

Malgré les affirmations du gouvernement moskovite, proclamant par tous ses organes que l'insurrection est entièrement comprimée, le *Journal de Saint-Pétersbourg*, à la date du 11/23 juillet, relate le fait suivant :

« Il y a quelques jours, plusieurs insurgés se sont présentés chez un M. Rudnięki, des environs de Siedlcé, pour réclamer des chevaux appartenant à divers détachements polonais, et qui se trouvaient provisoirement chez lui. Ils venaient, disaient-ils, au nom du commandant abbé Brzosko, chef du détachement qui stationnait dans la contrée. Le sieur Rudnięki non-seulement refusa de leur livrer les montures, mais appela à son aide les paysans pour faire arrêter les émissaires. Les paysans, leur *soltys* à leur tête, au lieu d'obéir à Rudnięki, délivrèrent les insurgés, qui, à l'approche des Moskovites, sa hâtèrent de rejoindre leur détachement. »

En Samogitie, il se trouve encore un millier d'insurgés répartis en petits groupes de 60, de 100 et de 300 combattants. La plupart sont des paysans qui préfèrent verser leur sang sur le sol natal que de renier la foi de leurs pères, et qui n'ont pas, comme ceux des classes plus élevées, la perspective de se réfugier à l'étranger. D'après la conviction du peuple lithuanien, il n'est point de malheur plus grand que d'être enseveli sous une terre étrangère; aussi on les voit partout, la croix à la main, marcher à une mort certaine, qui pour eux vaut mieux que l'exil.

Un détachement d'une trentaine de ces braves résolut de livrer bataille près de Zyzmory et de périr jusqu'au dernier.

A leur grande surprise, l'ennemi prit la fuite devant cette attaque héroïque; mais bientôt les Russes, revenus en nombre, cernèrent cette poignée d'hommes, dont la moitié resta sur le terrain, le reste fut fait prisonnier.

(*Patrie.*)

LXIV

La conduite des autorités prussiennes envers les prisonniers polonais atteint le dernier degré de barbarie et prend tout le caractère d'une haine de race.

A part le grand procès politique qui se déroule devant la haute cour de Berlin contre 149 accusés de haute trahison, chaque jour des faits de violence inouïs, et dont nous ne connaissons qu'une faible partie, se passent dans les cachots et les casemates, où presque toute la jeunesse et l'élite du grand-duché de Posen se trouvent accumulées. Le rôle de la Prusse devient d'autant plus odieux que l'insurrection de 1863 n'était nullement dirigée contre elle; que, bien au contraire, le gouvernement national de Varsovie l'avait formellement limitée dans le territoire envahi par la Russie, ce qui ressort avec évidence de toutes les pièces officielles du procès de Berlin, et que la Prusse apparaît ici, non pas comme défendant ses propres intérêts, mais comme satellite et vassale du tzarisme.

Citons en première ligne M. Bärensprung, l'ancien maître de police à Posen, dont les provocations à la prise d'armes contre la Prusse, tramées en compagnie de Niederstretter, son conseiller, et de Post, son interprète, dévoilées par les interpellations du député Niegolewski, ont été publiquement flétries à la Chambre de Berlin. Dès lors, il déclara, dans une lettre au même Niederstretter, *qu'il aurait sa revanche;* et, ce qu'il y a de plus anormal, M. Bärensprung

se trouve aujourd'hui, non pas sur le banc des accusés, mais parmi les témoins de l'accusation. Certes, la moralité de son témoignage n'a plus besoin d'être démontrée.

Après cet homme, M. Madaï, l'ancien *landrath* de Koscian, a repris son poste de directeur de police à Posen, et en a reçu le mot d'ordre. Depuis son avénement, les arrestations, les perquisitions, les interrogatoires ne cessent plus dans cette malheureuse province. MM. Kasimir Niegolewski, parent du député, et Stanislas Chlapowski, du district de Szrem, ont été frappés les premiers; MM. Potoçki, de Bendlew, et le graveur Below, de Posen, ont dû subir plusieurs perquisitions, à la suite desquelles ce dernier a été transporté au fort de Winiary, dans cette tour mal famée de Kehlthurm, où nos frères sont exposés aux plus infâmes traitements de la part du geôlier, le lieutenant Weiss.

Digne successeur du lieutenant von Beutefink, il soufflette, frappe à coups de sabre, injurie comme on ne peut injurier qu'en allemand, tous les prisonniers polonais du fort de Winiary. Ne point le saluer au passage est un crime puni aussitôt d'un coup de poing sur la tête, accompagné de plusieurs jours de cachot, ou tout au moins d'une invective grossière. Tel a été le sort entre autres des détenus Szumski, Benisch et Léon Styczynski. Le dernier avait cependant déclaré qu'il le saluerait autant de fois que cela lui ferait plaisir. Telle est aussi la conduite du major Schack à Gnesen, du major *von* Zaluskoski (remarquez bien la particule), surnommé le Tyran de Koscian, et de beaucoup de leurs pareils.

En province, ceux qui se distinguent le plus dans cette tâche abjecte d'extermination et de vengeance sont l'officier des gendarmes Lompa à Zerkow, et le baron Massenbach, landrath à Szamotuly. Ces deux hommes emprisonnent tous ceux qui possèdent quelque fortune ou quelques sillons de terre, les font mettre aux fers, les menacent de les envoyer dans les maisons de correction, uniquement pour leur arracher des aveux qui puissent les compromette, eux ou leurs voisins, et toujours certains à l'avance d'être approuvés par le gouverneur civil de la province, M. Horn.

A Berlin, le procès des patriotes en est arrivé à sa ving-

tième séance. Le gouvernement s'est efforcé de démontrer que les événements actuels de la Pologne sont intimement liés avec le complot organisé en 1860 par la police de Posen ; mais, grâce aux nobles plaidoyers du professeur Gneist, de MM. Elven, Brachvogel et autres avocats, ce point de l'accusation a complétement échoué. Dans un dernier discours, M. Gneist est arrivé à démontrer que les imprimés, les p cards, les proclamations anonymes déposés au parquet comme preuves de culpabilité des accusés, ne méritaient même pas d'être lus devant la haute cour.

« Dans tous les procès historiques et politiques, a-t-il dit, la plupart des sentences injustes ont été rendues sur de fausses pièces d'accusation. Tels sont les écrits que l'on vient de citer. Même les tribunaux du moyen âge, ceux de l'inquisition, n'ont jamais osé fonder leurs jugements sur des écrits anonymes, n'ayant que des cachets pour toute signature. »

Malgré cette admirable plaidoirie, il n'a pu convaincre le tribunal, qui voudrait faire retomber sur tous les accusés polonais la responsabilité des écrits et des proclamations émanant du gouvernement national, et dont l'arrêt définitif était dicté bien avant l'ouverture des débats.

Que faut-il conclure de tout ceci, sinon que la Prusse abdique de son plein gré le rang qu'elle était appelée à tenir parmi les peuples libéraux de l'Allemagne, et qu'elle se résigne volontairement à n'être que l'avant-garde du tzarisme contre l'Europe et la civilisation?

(*Globe.*)

LXV

On nous écrit des frontières de Pologne, à la date du 5 août :

Le testament de Pierre Ier, ce programme de la politique

russe tracé par le fondateur du tzarisme pour tous ses descendants, et qui se termine par ces paroles significatives : « Ainsi *peut* et *doit* être subjuguée l'Europe, » sera longtemps encore la feuille de route de la Russie dans sa marche séculaire vers l'Orient et Constantinople. Ralentie par les victoires du premier empire français, par la prise de Sébastopol, et surtout par les deux soulèvements polonais de 1830 et de 1863, elle a repris un nouvel essor depuis la soumismission du Kaukase. M. Wolkoff rend compte en ces termes, dans son journal le *Den* (le *Jour*), de cette nouvelle phase de l'expansion périodique de la Russie :

« Avec la chute du Kaukase, la dernière barrière de l'empire ottoman vient de s'écrouler. Ce n'est pas sur le Danube, en Bulgarie, au delà du Balkan, pas même dans les murs byzantins de Stamboul que le sort de la Turquie devait être décidé ; car le sultan y aurait toujours trouvé des alliés prêts à le défendre. Mais c'est là, sur la rive orientale de la mer Noire, sur les plateaux de l'Arménie chrétienne, situés à une grande distance des communications maritimes, où nous n'avons à craindre personne, où les armées françaises et anglaises ne sauraient pénétrer faute de routes praticables, où se présente pour nous seuls l'alliance du shah de Perse ; c'est là, entre Kars, Hassan-Kalé et Trapezunt, que doit s'ouvrir un vaste champ pour nos premières opérations. Tandis que les Roumains, les Slaves et les Grecs saperont l'empire turk en Europe, nous l'attaquerons du côté de l'Asie ; et la question d'Orient se trouvera finalement résolue par le réveil spontané des quatre États roumain, serbe, bulgare et grec, tels qu'ils étaient avant leur conquête par la Turquie. La force de nos armes fera le reste.

» La soumission du Kaukase, ajoute le publiciste russe, nous a donné une excellente position stratégique, plus importante pour nous que la navigation de la mer Noire, la flotte de Sébastopol, la possession du Danube et le libre accès du Balkan. Toute l'attention de la Russie doit être tournée vers Kars, Batum et Trapezunt ! »

Ainsi, c'est bien évident : la Cirkassie et la Pologne ne sont que deux étapes ; le but définitif, c'est la Turquie. Nous savons gré à M. Wolkoff de sa sincérité ; elle donne parfaite-

Google

ment la réplique à son confrère des *Nouvelles de Moskou*, et vient à point pour nous édifier sur les vues libératrices et pacifiques de la Russie. L'Europe doit se tenir pour avertie, et Dieu veuille qu'elle ne le soit pas trop tard!

(*Patrie.*)

LXVI

On nous écrit de la frontière polonaise, le 12 août :

Les Moskovites ont une singulière manière de célébrer leurs anniversaires. Le 4 août, c'était la fête de l'impératrice de toutes les Russies, jour de jubilation, de festins et de parades militaires; le lendemain, 5 août, c'était jour d'exécutions, de deuil et de larmes.

Après tout le sang versé en Pologne, il s'en trouve encore pour couler à une pareille solennité. Cinq des membres principaux de l'organisation nationale ont été pendus à dix heures du matin sur les glacis de la citadelle; beaucoup d'autres, parmi lesquels plusieurs femmes, ont été déportés aux mines de Sibérie. Les noms de ces martyrs sont : Romuald Traugut, Raphaël Kraïewski, Joseph Toczyscki, Romain Zulinski et Jean Iezioranski. Le *Dziennik* de Varsovie publie, à la date même du 4, l'arrêt qui condamne les uns à la potence, les autres à la déportation; certes, un pareil hommage de la part des autorités de cette ville ne peut manquer son effet.

Ce singulier rapprochement s'explique par l'ordre donné au général Berg, au retour du tzar de Kissingen, d'en finir au plus tôt avec les exécutions capitales. Aussi le général se hâte dans sa besogne de *pacification*, et coupe court à toutes les formalités de procédure pour pendre, fusiller, déporter les coupables, avec ceux qui pourraient l'être un jour.

Voici une liste partielle des condamnations du mois dernier :

Le 5 juillet, Bielicki, fusillé à Ostrow; le 18, Posnicki, officier de santé à Wloclawek, pour avoir donné des soins aux insurgés blessés; le 19, cinq insurgés pendus dans le village de Slubica, un sixième à Swieneiny; le même jour, Michelson, fusillé à Radzyn, palatinat de Lublin : le 25, Wlas, Korenczuk et Karczuk, paysans, fusillés à Radom pour avoir pris part à l'insurrection ; le 27, un officier russe, d'extraction polonaise, fusillé à Varsovie pour connivence avec les insurgés; et le 28, les deux bourgeois Jean Zarzycki et Thomas Malinowski pendus dans le village de Czysté, banlieue de Varsovie, pour le même délit.

Tous ces noms sont donnés par les *Nouvelles de Moskou*, le journal de M. Katkoff, qui signalait récemment dans un article humoristique le double spectacle offert par la ville de Varsovie, dans les termes que voici :

« Varsovie jouit maintenant d'une vie complète; elle a son théâtre français, sa promenade suisse, sa musique saxonne; elle a des feux d'artifice dans le parc de Lazienki, des acrobates amenés à grands frais de l'étranger, des jeux gymnastiques militaires sur la place d'Uiazdow. Il y a foule partout; mais la plus compacte se porte à la station du chemin de fer de Saint-Pétersbourg, toutes les fois qu'un convoi de prisonniers se met en route pour la Sibérie. Là, il y a aussi une musique, mais une musique toute spéciale : ce sont des gémissements, des larmes et des cris de douleur. Que ce soit une partie de plaisir, un genre de distraction ou tout ce que vous voudrez, c'est toujours *une promenade à la mode.* »

On frémit d'horreur en lisant ce cynique compte rendu du feuilletoniste tatare.

Mourawieff vient d'être *honoré* par le tzar, à son voyage à Saint-Pétersbourg, de la nomination de chef du 101e régiment dit de Perm. Il est vrai que peu de jours auparavant il avait versé au Trésor, contre son habitude, la somme de 15 millions, dont nous n'avons pas besoin d'indiquer l'origine.

Où donc s'arrêtera cette affreuse orgie mongole où la Russie

semble se complaire depuis près de deux ans, comme pour braver, en face de l'Europe, la civilisation et l'humanité ?

(*Globe.*)

LXVII

On nous communique les notes suivantes sur la situation déplorable où se trouvent Posen et la Gallicie, qui, dès aujourd'hui, sont soumis aux Russes bien plus qu'aux Allemands :

15 août 1864

Une tentative a été faite auprès des propriétaires de Gallicie, pour les déterminer à signer une adresse d'actions de grâces à l'empereur François-Joseph, en lui demandant la suppression de l'état exceptionnel qui pèse sur cette province.

Il est presque inutile de dire que cette tentative a complétement échoué, aucun des propriétaires polonais ni même étrangers n'ayant voulu faire amende honorable pour des torts imaginaires, et pour une injustice qui a été commise à leur égard.

La rédaction qui leur était proposée par M. Merkl, gouverneur civil de Krakovie, est en effet très-singulière : « Les représentants de la noblesse des royaumes de Gallicie et de Vlodomérie (*sic*), en demandant grâce à S. M. l'empereur pour les troubles *dont ils ont été cause*, le supplient de faire lever l'état de siége... etc. »

Nous soupçonnons dans cette ingénieuse rédaction un piége très-subtil tendu aux notabilités galliciennes, pour les impliquer dans un procès pareil à celui qui se déroule en ce moment devant la haute-cour de Berlin.

Heureusement pour le pays, et même pour le gouverne-

ment autrichien, personne n'a voulu se charger d'une pareille responsabilité, et l'idée de l'adresse a dû être abandonnée faute de signatures.

Cette défaite, M. Merkl la fera payer cher aux habitants, et déjà les arrestations ont doublé durant ces derniers jours. Parmi les personnes écrouées à la citadelle de Krakovie (l'ancien château des rois de Pologne), on cite les noms de MM. Patelski et Chwalibogowski, propriétaires urbains, et du riche négociant Kosz. Les deux premiers ont été malades pendant tout le cours de l'insurrection, et l'on ne sait sur quels motifs a pu se fonder leur arrestation, ainsi que celle de M. Kosz; à moins, toutefois, que leur fortune, honnêtement acquise, ne soit un délit aux yeux de l'administration autrichienne.

Le général Kruszewski, démissionné et retraité de l'armée belge, naturalisé en Gallicie, a été condamné à trois ans de prison et à l'expulsion du pays. C'est par de tels actes que le gouvernement de Sa Majesté Apostolique prétend récompenser la sagesse et la modération gardées par ses sujets polonais, en face de l'insurrection nationale de 1863.

Une pluie de décorations russes vient de s'abattre sur les fonctionnaires civils et militaires de tout rang dans la province de Posen. Il est facile de deviner à l'avance les noms des décorés; ce sont les plus actifs et les plus zélés parmi les pourvoyeurs des cachots et des échafauds moskovites.

Nous citerons toutefois les principaux : MM. Horn, gouverneur civil de la province, nommé chevalier de l'ordre de Sainte-Anne de première classe; le comte de Eulenberg, président du district de Marienwerder, chevalier de Saint-Stanislas de première classe; von Barensprung, directeur de la police de Posen, chevalier de Sainte-Anne de deuxième classe; les landraths, Rospot, Tiszi, Schreter, Steinmann, von Heine, von Gronow, Nottau, Gregorowius, Stalberg, comte Monk, von Studin, chevaliers de Sainte-Anne de troisième classe; von Madai, landrath de Koscian, et Rudolf, conseiller, chevaliers de Saint-Stanislas de deuxième classe, sans couronne; et beaucoup d'autres, parmi lesquels nous remarquons surtout des directeurs de police et des chefs de douane.

Il nous semble toutefois qu'on aurait dû attendre, pour décorer tout ce monde, l'issue encore très-indécise du procès de Berlin.

(*Opinion nationale.*)

LXVIII

LA RUSSIE EN FEU.

La Russie brûle; les incendies ont recommencé le 27 avril (vieux style) à Wiazniki; le 29, 54 maisons brûlaient dans la province de Kalouga. Le 4 mai, 60 sur 204, étaient détruites à Okhansk; le lendemain, Sarapol était la proie des flammes. Le 13 mai, il n'y avait plus traces, à Serdobsk, de 561 habitations. Dans la nuit du 22 au 23 mai, la moitié de la ville de Mozyr, province de Minsk, a été incendiée. Le 4 juin, c'était le tour de 1,514 boutiques et de 148 bâtiments divers à Nijni-Nowgorod. Du 4 au 23 juin, 6 sinistres ont eu lieu dans un seul district de la province de Saratow. Le 16, la poudrière d'Okhta sautait en l'air et le feu était mis à celle de Kazan. Le 30 juin et la nuit suivante, il se déclara à Riga en plusieurs endroits à la fois. Le 1er juillet, Orenbourg était en cendres. Le 4 et le 5, c'est la province de Kostroma qui est désolée. Le 11, à Arkhangel, le 13 et le 14 à Tumen et à Kourgan, jusqu'en Sibérie, des milliers d'habitations sont dévorées. Le 18 août, Serpoukhow est sur pied, puis Iaroslaw a failli disparaître; et Simbirsk, une des plus importantes villes de l'empire, n'existe littéralement plus.

Une forêt de 29,300 desiatines et 130,008 desiatines de bois à Ekaterinenbourg ont été brûlés.

Les raskolniks, après avoir incendié les châteaux de la noblesse podolienne et lithuanienne, continuent leur œuvre en Russie. Le tzarisme ne peut plus retenir ceux qu'il a dé-

chaînés. Et il semble que les incendiaires rencontrent dans la population tout entière une complicité inexplicable.

L'*Invalide russe* avoue que ces sinistres doivent être attribués « au défaut d'action spontanée de la part des populations. » La Moskovie prélude par l'incendie à la révolution sociale.

Quand un gouvernement sème le crime, il récolte le châtiment.

(*Opinion nationale*).

Septembre 1864.

LXIX

LE GOUVERNEMENT NATIONAL DE POLOGNE A LA NATION.

Après dix-neuf mois d'une lutte acharnée contre toutes les forces de la Russie, soutenue par les complices du meurtre de la Pologne et enhardie par l'indifférence de l'Occident, notre insurrection a faibli et nos rangs se sont éclaircis.

Sur les tombes de cinquante mille héros morts dans les combats, sur les chemins sillonnés par les roues des kibitka qui ont emmené cent mille de nos martyrs dans les neiges de la Sibérie, sur les décombres des milliers de villes et de villages incendiés, l'envahisseur entonne un hymne de triomphe et redouble ses barbares fureurs, hymne perfide et mensonger, dont le refrain est acclamé par les complices de la Russie, conjurés pour notre perte, qui tous répètent à l'envi : « La lutte est finie; il n'y a plus de Pologne ! »

En cet instant terrible et suprême, nous, gouvernement national, fort de notre foi dans la puissance, les droits et l'avenir de la nation, plein de confiance dans son dévouement, nous sentons le devoir d'élever la voix vers toi, peuple polonais, pour démentir et confondre ceux qui, une fois encore, veulent te faire descendre dans la tombe, pour te dévoiler sans faiblesse tes plaies les plus douloureuses, pour te faire envisager face à face les fautes accomplies, pour te montrer les héros encore intacts de ta puissance, pour te frayer la voie à travers laquelle le gouvernement national, mandataire fidèle de tes droits imprescriptibles, a résolu de te guider, et au bout de laquelle est l'indépendance, la liberté, l'égalité, la fraternité.

En prenant les armes le 21 janvier 1863, la Pologne ne comptait ni sur une assistance étrangère, ni sur des démarches diplomatiques qui ne devaient être appuyées par aucune force effective.

La nation savait que son droit et son devoir est de vivre et d'être indépendante. Elle sentait qu'il n'y a pas de puissance au monde capable de river vingt millions de bras à des chaînes éternelles. La nation a cru à ses propres forces et elle s'est levée.

Le premier acte de l'autorité nationale fut de restituer au peuple ce qui est sa propriété ; et, par cet acte, le gouvernement montra tout d'abord la source à laquelle l'insurrection devait avant tout puiser ses forces et ses ressources.

Mais, avant que l'insurrection, dépourvue d'armes, fût parvenue à se développer, avant qu'elle eût pu mener au combat les masses qui brûlaient d'entrer en lice, déjà ceux qui les premiers avait donné le signal de la lutte n'étaient plus là pour la diriger.

A l'esprit de dévouement de ces héros et de ces martyrs, à leur foi ardente, leurs successeurs substituèrent de misérables expédients pour tenir tête à l'ennemi et conduire l'insurrection. Ils doutèrent de la puissance d'un peuple de vingt millions d'hommes, ils doutèrent du patriotisme du peuple polonais!

On changea l'insurrection en une démonstration armée,

on demanda à la nation de prodiguer son avoir et de verser son sang, dans le seul but d'amener et d'obtenir, à force de pitié, une intervention étrangère.

Alors commença cette direction étrange à laquelle il serait difficile de trouver une autre explication.

On fonda toutes les espérances et tous les projets sur l'intervention de l'Occident, sur l'alliance fantastique du plus perfide de nos voisins, qui devait négocier avec le tzar, en invoquant les six-points, non plus la liberté de la patrie, mais une autonomie partielle et monstrueuse, dans laquelle il eût été également impossible à la nation de vivre et de mourir.

Au dedans, une lutte dépourvue de plan et de but, prolongée au jour le jour, abandonnée aux efforts individuels, sans intention ni désir de la transformer en une grande et puissante guerre nationale, comme si on eût voulu convaincre la nation d'impuissance, parce qu'on ne croyait pas à ses forces réelles.

Bientôt l'acte du 21 janvier ne fut plus qu'une espérance vague et illusoire, soit qu'on ne sût pas, soit qu'on ne voulût pas appeler aux armes, suivant la tradition de nos aïeux, tout le peuple polonais; et aujourd'hui les Moskovites le déportent par milliers en Sibérie.

On ne sut pas, ou on n'osa pas demander à la nation les sacrifices voulus pour une grande guerre nationale, qui doit décider de sa vie ou de sa mort; et aujourd'hui la Moskovie la ruine et lui arrache des millions.

On ne crut pas au peuple, on se défia du peuple. La faute a été terrible! Et cependant le peuple a repoussé les faveurs traitresses du tzar, et il n'attend qu'une direction et un commandement.

Des hommes à la voix sinistre voudraient persuader à la nation qu'elle est écrasée et anéantie! Qu'ils regardent les gibets auxquels se balancent chaque jour les cadavres des nouveaux martyrs de la liberté, qu'ils regardent ces tombes chaque jour plus nombreuses, qui témoignent de la domination soi-disant assurée de l'oppresseur, et qu'ils vous disent que la lutte est terminée!

Peuple polonais! la lutte ne peut cesser; demander le par-

don du tzar, ce serait une bassesse et une infamie dont tu n'es pas capable.

Il faut que la lutte continue, parce que le tzar a juré d'exterminer notre nationalité, notre religion et notre langue. Plus nos armes s'abaissent, plus la Moskovie redouble de rage! Il n'y a pas de guerre qui puisse nous coûter autant de victimes que l'interruption de la lutte; ce n'est pas la guerre que fait le tzar : c'est l'anéantissement de notre indomptable nation qu'il poursuit dans sa fureur insensée.

La mort sur le champ de bataille et la liberté, ne fût-ce que pour nos enfants, ou bien la mort sur le gibet, une lente agonie dans les neiges de la Sibérie et la misère dans l'exil, voilà le choix qui nous reste.

Nous avons essuyé de grandes pertes, subi de grandes douleurs; mais l'œuvre de la rédemption ne peut s'accomplir que par de grands sacrifices! En revanche, nous avons grandi de cœur et d'âme; nous avons acquis l'expérience, nous savons désormais où est l'impuissance, où sont nos forces. Les gémissements de nos sœurs et de nos mères fouettées par nos bourreaux, les pleurs de nos frères entraînés pêle-mêle vers un éternel exil le craquement des gibets qui plient sous le poids des cadavres des plus nobles fils de la Pologne, résonnent aux oreilles et dans le cœur de la nation, comme le clairon qui l'appelle à la lutte, lutte acharnée, lutte à la vie et à la mort.

Infâme ou traître celui qui veut le repos et qui reste sourd à l'appel! Mais toi, peuple polonais, tu l'entends et tu seras debout; tu dois rester debout pour le combat suprême, et là où tu te lèveras, peuple polonais, la victoire est certaine!

Dans cette situation si difficile, le gouvernement national ne voit qu'un moment de transition; c'est la seconde période de la guerre qui commence, la guerre populaire. Pour remplir sa mission, il déploiera toutes les ressources, il ne reculera devant rien, il ne négligera rien, parce que telle est la volonté de la nation, et tel est par conséquent le devoir de son gouvernement. Dans cette voie, il n'hésitera pas, il ne faiblira pas; et malheur à ceux qui oseraient se mettre à la traverse!

En appliquant tous ses efforts à l'accomplissement de sa tâche, le gouvernement ne compte que sur les forçes de la nation, mais il acceptera l'appui fraternel et les sympathies des peuples.

La sainte-alliance des despostes et la civilisation, l'ancien régime de la force brutale et le droit éternel de l'humanité, se trouvent aujourd'hui en présence. Peuple polonais! toi, qui jadis étais le premier sur la brèche pour la défense de la chrétienté, tu es aujourd'hui le premier debout pour venger les droits de l'humanité et de la liberté, outrageusement violés en ta personne. Ta mission vient de Dieu, ton salut est entre tes mains. Peuple polonais! peuple grand par l'amour fraternel qui t'anime, tu dois aujourd'hui, non pas châtier les fautes du passé, mais fonder et assurer l'avenir.

Dieu ne t'abandonnera pas, parce que tu es appelé à être le rempart de la liberté contre la barbarie du Nord. C'est à travers tes ruines et tes décombres que la Russie veut marcher à la conquête de l'Europe. Mais tu ne périras pas; courage donc et persévérance!

(*Sceau du gouvernement national.*)

Varsovie, le 8 septembre.

(*Opinion nationale*)

LXX

ORDRE DU JOUR DU CHEF DE LA VILLE DE VARSOVIE.

Citoyens,

Depuis près de cent ans, il n'y a pas eu un seul jour qui n'ait éclairé les martyres de nos frères, pas une seule nuit qui n'ait voilé les crimes de nos oppresseurs; et cependant

notre persévérance ne s'est pas ébranlée un seul instant, et des milliers de martyrs l'attestent à chaque heure.

Nous n'avons pas oublié les devoirs sacrés que nos pères nous ont légués, de génération en génération, du haut des gibets et du fond des mines de la Sibérie.

Nous avons su vivre au milieu de la mort, parce que notre nation n'est pas morte, en dépit des efforts des meurtriers qui veulent la refouler au tombeau, et la lutte que nous soutenons pour la délivrance de notre sol natal, pour les cendres de nos pères, pour l'honneur de nos sœurs et de nos mères, pour le pain de nos enfants affamés, pour la liberté et les droits de l'humanité, ne cessera que lorsque nous aurons reconquis l'indépendance et que, sur le vaste champ de bataille de la Pologne, nous aurons planté la palme due au passé, et l'étendard de la fraternité et de la liberté pour l'avenir.

Aujourd'hui, notre œuvre est plus rude et plus grande que jamais; aussi la situation actuelle du pays a exigé des changements dans l'organisation et dans la composition de ses membres. Ces changemements ont été mis à exécution à à partir du 16 de ce mois, ce dont je donne avis aux citoyens, en déclarant ce qui suit :

1° Chaque membre de l'organisation qui s'adressera en mon nom aux habitants de la ville, devra montrer une autorisation revêtue du sceau connu de tous et apposé au présent ordre du jour; cette autorisation sera délivrée par le chef de la ville, pour un temps qui ne dépassera pas quinze jours.

2° A partir du commencement de ce mois, la perception de l'impôt de l'offrande nationale (au moyen des quittances bleues) a cessé d'avoir lieu. L'emprunt national devra, comme par le passé, être versé par les contribuables entre les mains des collecteurs, autorisés à cet effet;

3° Considérant les pertes douloureuses que nous avons subies et les arrestations dont beaucoup de citoyens, étrangers à l'organisation, ont été victimes, uniquement par suite de propos inconsidérés colportés dans la ville, j'ordonne, sous la peine de la plus rigoureuse responsabilité, à tous ceux dont l'indiscrétion a exposé leurs pauvres frères aux sanglantes

vengeances de la police moskovite, d'éviter désormais le rôle hideux de délateurs et de s'abstenir, soit de prononcer des noms, soit de parler des fonctions qu'ils supposent remplies par telle ou telle personne. J'invite, en outre, le chef de la police nationale à exercer une sévère surveillance sur quiconque enfreindrait le présent ordre, et à livrer immédiatement les coupables à la justice, pour être soumis à un châtiment exemplaire.

Observation. — Les ordres du jour du chef de la ville paraîtront à intervalles périodiques et seront divisés en deux parties : la première contiendra les avis et les arrêtés officiels ; la seconde, les nouvelles courantes et des communications sur les actes de la Russie.

Varsovie, le 27 septembre 1664.

(Scrau du chef de la ville de Varsovie.)

(*Opinion nationale*).

LXXI

LE RÈGNE DE MOURAWIEFF II.

Le règne de Mourawieff *le Pendeur*, qui dure depuis le mois de mai de l'année dernière, aurait déjà changé la Lithuanie en une lande déserte de l'empire moskovite, sans l'inextinguible vitalité de l'élément polonais. Personne mieux que lui ne pouvait mettre en œuvre le principe adopté par le conseil des ministres de Saint-Pétersbourg au printemps dernier, savoir :

1° La destruction à tout prix de la nationalité polonaise dans les provinces occidentales ;

2° L'extirpation de la foi romaine au profit du schisme ;

3° La spoliation des propriétaires polonais de leur der-

nière obole et de leur dernier lambeau de terre lithuanienne. Cette triple décision était exigée par Mourawieff, rappelé tout exprès à la cour pour remplir l'office de bourreau, et l'accompagnait dans sa mission au gouvernement de Vilno. On conçoit qu'il n'eut pas de peine à l'arracher; et dès lors, le tzar et la Russie ont abdiqué entre ses mains leur pouvoir, leur volonté et leur conscience.

Les chefs militaires qui lui sont adjoints exécutent avec une implacable barbarie les instructions qu'ils en reçoivent, et souvent les outrepassent, bien entendu pour s'enrichir aux dépens de leurs victimes. A son dernier voyage en Allemagne, le tzar Alexandre avait défendu à ses aides de camp de lui parler politique et d'intercéder en faveur de qui que ce soit, car il voulait, disait-il, se reposer des terribles émotions que l'insurrection polonaise lui avait fait éprouver. Cependant une famille lithuanienne, horriblement mutilée par Mourawieff, était parvenue à se frayer accès auprès de l'empereur, et à lui faire entendre ses plaintes par l'intermédiaire d'une des personnes de sa suite. Les faits étaient prouvés par des documents authentiques. « C'est affreux! s'écria le tzar, après avoir écouté le récit; je ne l'aurais jamais supposé! » Le plaignant profita de cette disposition pour lui faire observer qu'un seul mot de Sa Majesté pourrait tout réparer et laver son règne d'une injustice aussi criante. « Vous vous trompez, répondit le tzar; j'ai promis à Mourawieff de ne pas me mêler dans les affaires de son gouvernement. *Je n'y puis rien!* »

Voilà donc l'impunité acquise à l'avance à tous les crimes et à toutes les violences. En voici maintenant les résultats sur le terrain national, religieux et social. La contribution de 5 pour 100 des revenus arbitrairement désignés, et même absolument fictifs, est exécutée sans trêve ni merci. Cette contribution est employée à augmenter le salaire des popes et à la construction d'innombrables chapelles orthodoxes; et cela à la veille d'une famine imminente, car les récoltes pourrissent sur pied faute de bras pour les moissonner. L'évêque de Samogitie a été condamné à payer 5,000 roubles; l'évêque Beresniewicz, recteur de l'académie religieuse de Saint-Pétersbourg, à 1,000 roubles. Où les prendront-ils?

peu importe, pourvu qu'ils paient. Beaucoup de desservants, dans les villes et les campagnes, n'ayant que 400 roubles d'émoluments pour l'entretien de leurs églises, ont à payer jusqu'à 3,000 roubles. Les couvents de Vilno, de Kowno, etc., sont supprimés; même les sœurs de charité n'ont pu échapper à cette proscription en masse du clergé et des ordres catholiques. « Je détruirai le *polonisme* et le *dominus vobiscum*, » disait souvent le tzar Nicolas, en laissant à son fils l'accomplissement de cette double sentence.

A part la défense de restaurer les temples et les monuments historiques, frappés des mêmes oukazes que la population lithuanienne, une infinité de petites croix grecques sont envoyées aux communes au nom de l'impératrice. Elles sont naturellement fabriquées aux frais de l'autre culte. Les paysans, qui les reçoivent par intimidation ou par contrainte, sont aussitôt inscrits sur les livres du clergé russe, et considérés dès lors comme schismatiques. Les écrivains ruraux sont toujours des fils de pope. Il en est de même des paysans protestants de la Livonie polonaise, convertis de force par la propagande du tzar Nicolas, et qui veulent absolument revenir à leur ancienne religion. Ils se rassemblent et se concertent pour résister aux autorités, et la situation y est déjà très-tendue.

En passant sur le domaine social, nous trouvons dans tout le pays des commissions dites de *vérification*, et qui, mentant à leur titre, ne sont que la suite des confiscations légales de l'année dernière, mais sur une plus vaste échelle. Celles-ci enlevaient aux propriétaires les revenus, celles-là s'emparent des capitaux. Elles évaluent au plus bas les terres, pour en offrir l'achat à des spéculateurs allemands ou moskovites. Elles en détachent arbitrairement les bois et les pâturages, qu'elles distribuent *gratis* aux paysans russes, en se faisant payer par eux des honoraires. Il suffit à un paysan d'avoir fait paître une seule fois ses chevaux ou son bétail sur le bien domanial, pour que ce bien lui soit adjugé à sa première demande. C'est la loi byzantine du moyen âge, qui admettait un paysan à la jouissance d'un jardin, dès qu'il en avait soustrait une pomme, rétablie dans toute sa vigueur. On conçoit l'immense démoralisation qui en est

la conséquence, la perversion de toutes les idées de propriété, de droit, de justice; c'est le mot de M. Proudhon à rebours, car ici « *le vol c'est la propriété.* » Tout propriétaire, foncier surtout, est une espèce de paria contre lequel tout est permis, tout est autorisé, par l'initiative et l'exemple du gouvernement. Il est hors la loi.

Et quels sont les agents chargés d'appliquer ces mesures? Il faut avoir vu à l'œuvre ces présidents, ces juges arbitres, ces membres des commissions de vérification en Lithuanie, tous élevés à l'école *sociale* de Milioutin, pour savoir ce que c'est que la vénalité, la mauvaise foi, le vol public et privé. Tout service administratif se marchande ouvertement, et doit être payé à l'avance. Les employés ont rejeté toute honte et toute pudeur; ils pressentent sans doute qu'un tel état de choses ne saurait durer longtemps, et ils ont hâte de s'enrichir. Toutefois, il est certain qu'ils laisseront table rase dans le pays, qu'ils auront donné l'éveil à toutes les mauvaises passions et qu'ils emporteront avec eux toute notion du bien et du mal. Tout gouvernement fait germer dans les masses les instincts dont il est doué lui-même; mais la probité innée au caractère polonais saura-t-elle jamais réparer ou même atténuer cette effrayante corruption évoquée par le règne de Mourawieff sur la terre de Lithuanie?

« Encore deux ans, nous dit-on, deux ans de ce règne, et vos souffrances vont finir. » Mais pendant ces deux années, que de ruines morales vont être accumulées sur la ruine matérielle déjà complète! Ce lit de Procuste sur lequel on étend la Lithuanie pour la tailler au niveau moskovite, pourrait bien devenir sa tombe; et ces deux ans de Mourawieff à subir encore ne veulent-ils pas dire qu'après ce terme sa hache n'aura plus rien à niveler?

Les déportations et les enlèvements, même de femmes et de mères de famille, ne discontinuent pas. A Dabbel, deux dames prenant les bains de mer ont disparu. Elles avaient sans doute quelques bijoux ou quelque argent à dérober. Tout travail, toute étude sérieuse est impossible; car il suffit d'un seul mot suspect, même sans aucune portée actuelle, même relatif au règne de Néron ou de Domitien,

pour motiver aussitôt une dénonciation. Ce sont là des choses nouvelles dans notre époque, inouïes depuis les Césars de Rome ou les tzars de Moskou, mais vraies dans tous leurs détails, dans toute leur étendue.

(*Globe*).

LXXII

LA BANQUEROUTE MOSKOVITE

I

Malgré les confiscations, les amendes et les désordres de tout genre exercés en Pologne dans les années 1863 et 1864, la Russie, ruinée d'argent et de crédit, insolvable envers l'Europe comme envers elle-même, poursuit à grandes guides son chemin vers la banqueroute. Il ne peut pas en être autrement dans un pays où le vol public est érigé depuis un siècle en maxime fondamentale de l'état. M. Louis Wolowski, dans son remarquable travail sur les *Finances de la Russie*, est loin d'avoir exagéré la situation désespérée du trésor moskovite; bien au contraire, n'ayant opéré que sur les chiffres officiels publiés par les chancelleries, chiffres toujours menteurs, selon l'habitude invétérée du cabinet de Saint-Pétersbourg, il a dû l'atténuer dans certaines parties, et il est plutôt resté en deçà de la vérité. Renseigné par des rapports puisés à la source même, par des actes irréfutables computés avec un soin minutieux, nous sommes en mesure de prouver avec la dernière évidence que la guerre de Pologne, évoquée par la Russie pour détourner les yeux de l'Europe de sa propre décomposition, a porté le dernier coup à son système financier, et doit amener dans un terme

très-rapproché, un désastre général qu'elle se trouve impuissante à conjurer.

La détresse du trésor russe date en réalité de la campagne de Hongrie en 1849. Depuis cette époque, le tzar Nicolas, indifférent en apparence à un mal déjà irrémédiable, consacrait tout son temps à exercer ses troupes dans le palais d'hiver, à grossir chaque jour leur nombre pour intimider l'Europe par un vaste déploiement militaire. L'armée et la diplomatie absorbaient la totalité des revenus de l'empire; tandis que son état intérieur, son administration, son instruction, ses finances étaient livrés à des hommes sans intelligence, et presque toujours sans moralité.

Aux réclamations du ministre du trésor contre les dépenses exorbitantes exigées par ses deux collègues de la guerre et de l'extérieur, le tzar se contentait de répondre : « Les forts ont tout ce qu'ils veulent, même de l'argent; je le veux et j'en aurai ! » Cependant, il est bien difficile d'être fort, même avec un demi-million de baïonnettes, sur une étendue de territoire de 20,647,000 werstes (kilomètres) carrées, où la force d'inertie de cette masse de terre improductive annihile toute autre puissance que la sienne. Ici la terre est plus forte que l'homme.

Élevé dans les principes paternels, le tzar Alexandre a dit au jour de son avénement : « Mon règne sera la continuation du règne de mon père. » Et il s'est mis comme lui à faire de la diplomatie et des manœuvres.

Lorsqu'un de ses anciens précepteurs lui faisait observer l'immense infériorité financière de la Russie relativement à tous ses voisins, il s'écria : « Pour conquérir le monde, je n'ai pas besoin de finances; mes dix millions de kosaks seront mes receveurs et mes banquiers ! » Puis il fit appeler son ministre du trésor, et lui ordonna une effrayante émission de papier-monnaie. « Vous voyez bien, ajouta-t-il, que je fais de l'argent avec du papier; et les chiffons ne coûtent pas cher en Russie ! »

Avec une pareille maxime, des notions si profondes et si justes sur l'organisation de la richesse nationale, on peut aller très-loin, plus loin même qu'on ne voudrait. Le résul-

tat ne s'est pas fait attendre : c'est l'entière démonétisation de la Russie ; et, par suite, la crise actuelle. Parcourez tout ce vaste hémisphère de long en large, vous y rencontrerez toujours des billets de banque dépréciés, mais de l'or ou de l'argent, jamais ! Pas un demi-impérial, pas un rouble monnayé, pas même de la monnaie de billon qui, dans certaines provinces, a tellement disparu, que pour changer votre coupon vous êtes forcé de recourir aux petits bons des marchands ou même aux timbres-poste. Tous les marchés, les échanges, les fournitures se font par les juifs, seuls dépositaires, mais dépositaires à perpétuité, de l'argent, qui, en passant dans leurs mains, ne rentre plus jamais dans la circulation. Les valeurs réelles sont à l'étranger, ou sont si profondément enfouies que le flair même d'un kosak ne saurait les déterrer.

Cependant, dira-t-on, la Banque russe change son papier en espèces à ceux qui en font la demande. En effet ; mais elle s'y prend de manière à rendre ce change très-difficile, sinon tout à fait impossible. Un paragraphe de l'oukaze impérial relatif aux billets de banque porte ce qui suit :

« La Banque ne change que 100 roubles au plus à une seule personne. »

Ce curieux paragraphe est imprimé en toutes lettres sur chaque billet, à l'exception de ceux du royaume de Pologne. On peut donc se figurer le nombre de jours qu'il faudrait pour changer, par exemple, une somme de 100,000 roubles ou de 310,000 fr. selon le taux actuel. Trois ans et demi, en décomptant les jours fériés, pendant lesquels la Banque reste fermée, suffiraient à peine à cette tâche ingrate, abstraction faite des refroidissements et de l'ennui éprouvés en faisant la file avec la foule des demandeurs. Si incroyable que la chose paraisse, elle est vraie ; et M. Katkoff lui-même, le directeur des *Nouvelles de Moskou*, et le plus hardi propagateur des mensonges officiels, ne saurait le contester.

Le papier donc, et rien que le papier, soutenu non par le crédit, non par la confiance dans le gouvernement, mais par le fouet kosaque, les fers et la Sibérie, sans aucune autre garantie que sur les épaulettes d'or de ses proconsuls, forme toute la richesse monétaire de la Russie.

Jetons maintenant un coup d'œil sur le royaume de Pologne, et sur ce que les Russes appellent leurs provinces occidentales, c'est-à-dire la Lithuanie. Là, nous trouvons encore le même système de pillage et de dilapidation. Ce pays, jadis le grenier de l'Europe, mais ayant le malheur d'être le voisin immédiat de la Russie, n'est plus qu'un désert, et ne présente partout qu'une affreuse image de barbarie et de destruction.

Les massacres de 1863 ont, il est vrai, établi une certaine différence entre ces deux moitiés de l'ancienne Pologne; mais cette différence même fait mieux sentir l'action dissolvante de la Russie, et son impuissance absolue à s'organiser en société régulière. Tous ses essais de réforme ont échoué, parce qu'ils étaient une mesure politique dirigée contre les propriétaires polonais, et non une mesure sociale; parce qu'ils étaient fondés sur la spoliation, et non sur le droit. Toutes les sources de revenus publics, dans cette contrée si fertile, aujourd'hui noyée dans le sang, sont pour longtemps oblitérées. « Pour dompter les Polonais, disaient les conseillers du tzarisme, il faut les appauvrir ! » Le gouvernement leur délia les mains et les mit à l'œuvre; et voilà qu'aujourd'hui, leur tâche de destruction accomplie, la Russie n'en est pas plus avancée.

Bien au contraire, elle a rétrogradé d'un siècle vers l'état sauvage, et s'est couverte d'une honte indélébile. Comme un malade portant déjà la mort dans son sein, le tzarisme périra, selon toute vraisemblance, de ce mal qui le tue, le désordre, plutôt que d'un accident extérieur. Ce moribond failli donne encore des bals, des festins, en engageant les derniers vestiges de son ancienne splendeur, qui appartiennent déjà à ses créanciers; il prend des airs juvéniles, il fait de somptueux voyages à l'étranger pour faire croire à sa vigueur et à sa prospérité. Mais l'heure fatale est là, elle va sonner son glas d'agonie; mais l'ancien prodigue n'a plus de quoi payer ses soldats, ses uniques appuis : quant à ses généraux, ceux-là savent se payer eux-mêmes. Ils lui resteront fidèles, tant qu'ils auront une seule parcelle de notre patrimoine à dévorer. Aussitôt après, ces fidèles adorateurs du tzarisme se hâteront de s'en retourner chez eux,

chargés de butin; c'est-à-dire, pour la plupart d'entre eux, en Allemagne.

II

Une des principales causes de la détresse du trésor russe est la falsification en grand des billets de banque. Les chevaliers d'industrie ont puissamment aidé au discrédit de ces non-valeurs, en établissant pour leur compte des fabriques de papier-monnaie. Cette falsification s'est manifestée, il y a une cinquantaine d'années, vers la fin du premier empire; depuis elle a pris un si vaste développement, que l'on compte aujourd'hui jusqu'à *trente-cinq* espèces de fausses banknotes; quoiqu'à dire vrai, elles ne soient pas beaucoup plus fausses que celles émises par la banque moskovite. Il est pourtant digne de remarque que le gouvernement de Nicolas, si peu scrupuleux dans ses opérations financières, les rachetait au fur et à mesure de leur apparition, bien entendu en livrant du papier contre du papier. Ces rachats produisaient des pertes énormes; mais il était impossible d'agir autrement pour un gouvernement dont toutes les ressources étaient fondées sur des valeurs fictives.

Cependant la ruine des finances allait toujours en augmentant. Pressé par la guerre de Krimée, le tzar Nicolas avait beau épuiser toutes les réserves, spolier les couvents, déposséder l'Académie de Saint-Pétersbourg et de Moskou des donations particulières, affermer à des juifs allemands le débit de l'eau-de-vie, une des sources principales de ses revenus, mais aussi de l'abrutissement du peuple moskovite, tout cela ne comblait pas l'abîme béant de son déficit, arrivé aujourd'hui à son apogée. On peut dire qu'il est mort insolvable encore plus que vaincu.

C'est dans cet état que le tzar actuel, dépourvu de toute notion de gestion administrative, indispensable dans un empire déjà trop vaste de moitié, a hérité du trésor, ou plutôt des dettes de son père. Il a cru pouvoir se tirer d'affaire par des réformes sociales. Mais en affranchissant le paysan sur

des bases peu rationnelles, en lui promettant plus qu'il n'a pu lui donner, il s'est mis en quelque sorte dans sa dépendance, et il a dû renoncer à créer de nouveaux impôts. De cette manière, armée, marine, administration, déjà si mal payées, tout se trouve littéralement à la demi-solde, hors la diplomatie et la police. L'insurrection polonaise, évoquée comme dernier moyen de salut, est encore venue multiplier les dépenses.

Pour y satisfaire, le tzar eut recours aux contributions de guerre, aux confiscations et à la vente à l'encan des propriétés, aux amendes et aux exactions de tout genre. Il comptait retarder de quelques instants au moins le désastre final; mais il comptait sans ses proconsuls, aujourd'hui ses receveurs généraux et ses trésoriers, Mourawieff, Berg, Anienkoff, avec toute leur meute d'aides de camp et d'employés, qui ne songent qu'à s'enrichir aux dépens du premier venu, sans s'inquiéter nullement de leurs maîtres. *Chacun pour soi*, c'est là la maxime générale et sans aucune exception de ces hommes de sang et de rapine.

En effet, dans cette Pologne hier encore industrieuse et riche, les villes saccagées, les châteaux démolis à coups de canon, les cabanes incendiées, les gravois et la cendre, tels sont les tristes monuments de leur invasion et de leur implacable barbarie. Mais l'argent n'est pas arrivé jusqu'aux caisses du gouvernement; il s'est arrêté en chemin. On peut être certain que les poches de tel ou tel gouverneur militaire sont plus remplies que la caisse de toute sa province. La perception des fonds publics se fait sans écritures, sans quittances, de la main à la main, partant sans aucun moyen de contrôle. L'honneur et le désintéressement des percepteurs constituent leur seule garantie; on peut donc juger ce qui doit en revenir au pouvoir central. Nous ne parlons pas ici des incendies qui s'allument sur cent points différents de l'empire moskovite, et que l'ingénieux M. Katkoff attribue si généreusement aux déportés polonais, là même où pas un seul d'entre eux n'a eu le malheur de passer. Ces brasiers qui jettent un jour sinistre sur l'état intérieur de la Russie, sont probablement le premier indice d'une vaste révolution sociale, où le tzarisme périra corps et biens.

Si nous avions pourtant un conseil à lui donner pour ce qui concerne la Pologne et la Lithuanie, *ses provinces occidentales*, c'est que pour simplifier sa manipulation administrative et assurer ses revenus, il ferait mieux de les affermer une fois pour toutes à ses proconsuls. Nous lui certifions qu'il obtiendrait par ce procédé une somme plus ronde et plus exactement payée. Les enchérisseurs ne lui feront pas défaut; et nous pouvons lui répondre, sans crainte de nous tromper, de Berg pour le royaume et de Mourawieff pour la Lithuanie, déjà assez riches pour pouvoir lui payer d'avance le prix du fermage.

C'est ainsi que les exécuteurs du tzarisme se sont retournés contre le pouvoir qui les emploie, en le frappant dans son côté le plus douloureux, ses finances; et Alexandre II, en voulant tuer un peuple, tentative insensée, n'aura réussi qu'à se tuer lui-même.

(*Globe.*)

LXXIII

LE BUDGET DE L'INSURRECTION ET LA *Presse*.

Une parole de protestation, que nous avons cru devoir publier ici contre l'étrange procédé de la *Presse* dénonçant au gouvernement de Vienne les projets supposés de quelques Vénitiens et Hongrois, a fait naître une polémique des plus déplorables; fidèle à son système de défendre la Russie contre les aspirations nationales des Polonais, M. de Girardin n'a pas hésité à accuser de *vol* ces patriotes qui ont scellé de leur sang la cause sacrée de la Pologne. Il a plu au rédacteur de la *Presse* d'inventer un budget de recettes fabuleux, de supprimer les neuf dixièmes des dépenses et d'établir ainsi que les martyrs réduits aujourd'hui au silence

par les gibets de Varsovie et de Vilno s'étaient approprié tantôt 90, tantôt 40 millions. Il est aisé de voir que la *bonne foi* de M. de Girardin a été surprise par ses correspondants russes et autrichiens, et que son budget de dépenses et de recettes est trop absurde pour pouvoir tromper qui que ce soit.

Il serait difficile, pour ne pas dire impossible, d'évaluer au juste la quotité des sommes qui se trouvaient entre les mains du gouvernement national, la presque totalité de ses membres ayant péri, de manière ou d'autre, victime de leur dévouement à la patrie ; ce seul fait suffirait donc pour détruire les audacieuses allégations de la *Presse*. Cependant nous pouvons affirmer que ces sommes, obtenues avec tant de difficultés, au milieu d'une armée ennemie et sous la surveillance d'une police implacable, ne dépassaient pas 34 millions de florins polonais (soit 20,400,000 francs). A qui M. de Girardin fera-t-il accroire que la Pologne ait pu fournir pour les besoins de l'insurrection, malgré ce qu'il y aurait d'honorable pour elle dans ce sacrifice, la somme énorme de 131,250,000 florins (soit 78,750,000 fr.)? « Par les contributions forcées, dit-il, et par les gendarmes nationaux. » C'est puéril et dérisoire. Quand on se mêle de secouer des chiffres pour en frapper l'honneur d'une nation vaincue, il faudrait au moins se piquer d'exactitude. Ce n'est pas là le souci de M. de Girardin, qui établit ses recettes dans une monnaie et ses dépenses dans l'autre, et qui compte des mois pour des années. Or, les contributions prélevées dans les provinces restaient généralement dans ces provinces, et servaient soit à l'organisation locale des détachements, soit à l'achat des armes, sans passer par la caisse du gouvernement national.

La Gallicie et la Poznanie, qui équipaient elles-mêmes leurs volontaires, ne lui adressaient que le surplus de leurs offrandes; plusieurs autres provinces ont même employé pour ce seul objet tout le montant de leurs cotisations.

D'après la *Oyczyzna*, dont les rédacteurs actuels faisaient partie de l'organisation nationale, toute la somme recueillie avant l'insurrection n'atteignait pas au chiffre de 500,000 florins; et le comité central, au moment d'engager la lutte, disposait au total de 80,000 florins, déduction faite de ses

premières dépenses. C'est avec de si faibles ressources qu'il n'hésita pas à jeter son défi à la Russie, et qu'il publia son premier appel aux armes.

Pendant le cours de l'insurrection, l'héroïque Lithuanie, à laquelle Mourawieff sut extorquer 14 millions de roubles argent pour les verser au trésor moskovite en échange de sa croix de Saint-André et de son régiment des gardes, trouva encore le moyen de fournir 150,000 roubles aux insurgés.

La Volhynie, la Podolie et l'Ukraine, pressurées, décimées par Anienkoff et Dlotoffskoï, se sont cotisées pour une somme de 300,000 roubles environ, versés avant le mois de juillet 1863. A part les offrandes recueillies à Krakovie, la Gallicie a fourni de son côté 500,000 *guldens* (florins autrichiens, à 2 fr.). La capitale du royaume, Varsovie, toujours prodigue de son sang et de son avoir pour la cause nationale, a donné à elle seule l'équivalent à peu près de ce qu'on a recueilli dans toute l'étendue du pays.

Nous voyons par cet exposé, fait d'après des données authentiques et certaines, que nous sommes encore très-loin du chiffre fabuleux des recettes présenté avec tant d'aplomb par M. de Girardin. En les évaluant au *maximum*, nous arrivons à peine à 20,400,000 fr., comme ci-dessus.

Où se trouverait alors pour le gouvernement national la possibilité de dilapider les fonds publics, pendant une lutte de dix-huit mois, soutenue jour par jour, heure par heure, contre une armée russe de 150,000 hommes? C'est donc là une atroce et détestable calomnie, arme tout aussi familière, on le sait, aux écrivains de la Russie, que la corde et les instruments de torture sont familiers aux mains de ses proconsuls. De Mourawieff à Katkoff et *consorts*, il n'y a que la distance de la plume qui signe les arrêts de mort à la plume qui les exalte.

Le chapitre des dépenses présenté par la *Presse* est tout aussi véridique que le précédent. A l'intérieur de la lutte, les commissaires, les employés civils, les chefs des détachements et les soldats ne recevaient aucune sorte d'émolument ni de solde journalière; presque tous y dépensaient, au contraire, l'argent qu'ils avaient emporté de chez eux, et les plus riches partageaient fraternellement avec ceux qui

n'avaient que leur fusil et leurs cartouches. A l'étranger, les commissaires d'armes et les délégués du gouvernement ne recevaient que le strict nécessaire; et même, le plus souvent, ils vivaient de leurs propres deniers.

Ici, nous avons donc une notable réduction à faire dans le chiffre des dépenses, et les sommes affectées à ce service sont à peine le quart de celles indiquées par la *Presse*. Mais, en revanche, les frais de route pour les insurgés refoulés sur le territoire autrichien et prussien, et cherchant un refuge à Londres, à Paris ou en Suisse, sont de beaucoup plus considérables que dans le relevé de M. de Girardin.

Voilà à quoi se réduisent les données que l'on peut établir sur les recettes et les dépenses de l'insurrection de 1863, avant que le comité de la dette nationale, déjà saisi de ce travail, n'ait publié son rapport. Les chiffres approximatifs que nous avons inscrits dans ce résumé suffiront pour le moment. Personne aujourd'hui, pas même ceux des membres du gouvernement national qui vivent encore, n'est en état de faire isolément un bilan plus exact; et encore moins M. de Girardin, qui cependant se présente avec un tableau détaillé, pièces en mains, comme s'il avait été lui-même ministre des finances de l'insurrection. Car qui donc a pu lui dire combien d'armes de toute sorte ont été confisquées au passage de la frontière, vendues, puis encore confisquées, et revendues jusqu'à cinq fois aux insurgés ? A quel prix ces armes ont été achetées dans les manufactures belges ou silésiennes ? Combien de ces armes sont restées sur le lieu de leur fabrication, faute de moyens de les faire parvenir à destination ?

Ces déloyales opérations ont certainement enrichi beaucoup de commerçants et de douaniers cosmopolites, mais non pas, comme M. de Girardin le prétend, les membres du gouvernement national. Ceux-ci ont presque tous payé de leur vie cette grande entreprise manquée à la suite de l'abandon de l'Europe; et il aurait mieux valu, pour l'honneur de la presse en général et pour M. de Girardin en particulier, de respecter leurs tombes.

(*Globe.*)

Digitized by Google

Décembre 1864.

LXXIV

LE RÈGNE DE MOURAWIEFF II.

Nous sommes condamné, depuis un an et demi que dure le martyre de la Lithuanie, à être l'historien des hauts faits de Mourawieff; cependant, malgré l'invincible dégoût, mêlé d'horreur, que nous éprouvons à les retracer, nous accomplirons notre tâche jusqu'au bout, certain que le surnom de *Wieszatel* (le Pendeur) restera comme un des traits caractéristiques du règne d'Alexandre II, que l'on se plait quelquefois à nommer le *Magnanime*. Une des plus belles intelligences du pays, le docteur Julien Micewiez, vient encore de tomber victime de l'implacable barbarie du *Wieszatel*. Son seul crime était d'avoir donné ses soins à nos frères blessés durant la lutte; et son châtiment a été, comme pour la plupart des prisonniers de Mourawieff, la potence. L'arrêt a été exécuté à Kowno, cette ville déjà presque dépeuplée par la déportation en masse de ses habitants, le 17 du mois dernier, presque au moment où le tzar, en quittant la France, s'en revenait dans sa capitale.

Bientôt après, des mesures d'une atrocité inouïe, et trois nouveaux oukazes sans précédents dans l'histoire des peuples civilisés, sont venus nous avertir que le règne de Mourawieff allait être étendu sur tout l'orbite de l'ancienne Pologne.

Et d'abord, l'ordre impératif a été donné au général Berg d'extorquer des habitants du royaume, par tous les moyens possibles, des adresses d'incorporation pure et simple à l'empire moskovite; ce qui doit amener immédiate-

ment une recrudescence de sévices de tout genre. Les proconsuls de troisième ordre, dans les provinces, sont chargés d'arracher les signatures aux propriétaires fonciers, en les menaçant de contributions énormes, ou d'exil perpétuel en Sibérie.

Placés entre le supplice et la signature de l'adresse, les caractères sans virilité succombent ; mais, disons-le en l'honneur de notre nation, la très-grande majorité préfère subir un exil pire que la mort dans ce climat sauvage, au milieu d'hommes plus sauvages que le climat, plutôt que de trahir, d'un seul trait de plume, la sainte cause de la Pologne, et, par celle-ci, de toute l'Europe occidentale.

Il suffit de signaler ces manœuvres, parodiant avec une rare audace les formes libérales de la civilisation, pour enlever tout caractère sérieux à des adresses arrachées par la terreur, et le genou appuyé sur la gorge des faibles. Quant aux trois nouveaux oukazes du tzar Alexandre, les voici :

1° Abolition des couvents catholiques, avec effraction et guet-apens nocturne, confiscation et vol des fonds non-seulement d'institution privée, mais, chose inouïe, des ressources individuelles de nos martyrs déportés. Le tzar a la magnanimité d'allouer à chacune de ces victimes 40 roubles par an, soit 120 francs au cours actuel. En ne comptant que pour 900,000 florins polonais la valeur des biens enlevés à chaque communauté, cela fait au total, pour les 114 couvents spoliés, une somme de 102,600,000 florins, soit 61,560,000 francs.

2° Recrutement militaire portant exclusivement sur la classe nobiliaire, les capacités et les populations urbaines, combinaison infernale ayant pour but de tuer toute l'intelligence de la nation. Le royaume compte 4,500,000 habitants, sur lesquels 3,004,329 paysans, 520,784 juifs et 250,698 colons allemands; restent donc 724,189 habitants sur lesquels le recrutement de 30,000 hommes doit être prélevé : soit un homme sur 24, ou, plus exactement, sur 8, en déduisant les femmes, les vieillards et les enfants. Ajoutons-y l'astuce mongole et les vengeances personnelles de chaque agent recruteur, qui désignera sans doute les meilleurs et les plus utiles au pays.

3° Un oukaze plus monstrueux, plus barbare encore que les deux autres, ordonne ceci : Transporter, sans distinction d'âge ni de sexe, comme colons, sur les bords du fleuve Amour, aux frontières de la Chine, tous les rentiers polonais ne possédant pas d'immeubles dans les provinces incorporées, dites occidentales, de la Volhynie, de la Podolie et de l'Ukraine.

Par le même arrêté, tous les nobles, même titulaires de propriétés foncières, mais dont les titres nobiliaires n'ont pas été confirmés par le comité héraldique de Saint-Pétersbourg, seront inscrits sur les états des paysans de la couronne, et partant soumis à la peine du bâton, au gré des employés du gouvernement.

On cite deux personnes, appartenant aux premières familles du pays, propriétaires de biens considérables, tombées sous l'application de cet inqualifiable oukaze : ce sont les comtes Leduchowski et Ryszczewski, qui, faute d'avoir leurs diplômes parafés et légalisés par les chancelleries russes, seront désormais livrés à toutes les chicanes des *tchinowniks*, et ne pourront plus faire un pas, même dans leurs terres, sans bourse délier. Une foule d'autres, dans ces malheureuses provinces, se trouveront probablement soumis au même régime.

Évidemment, ces mesures atroces ont été conseillées par l'ingénieux M. Katkoff, l'inspirateur du tzarisme, qui disait en 1860, aux approches de l'insurrection : « Nous n'avons qu'un seul moyen d'*en finir* avec les Polonais; il nous faut *trois mois de massacres*, et nous aurons *trente années de paix!* »

Aujourd'hui, ses prétentions ont grandi avec le succès de sa théorie; ce n'est plus trente ans qu'il lui faut, c'est la paix perpétuelle qu'il veut fonder, non pas comme l'abbé de Saint-Pierre, par l'application en politique des préceptes de l'Évangile, mais par l'effusion du sang et l'extirpation de la race polonaise. Chaque article des *Nouvelles de Moskou* est un appel à la destruction de la Pologne, dépouillé de tout artifice de langage.

Non content de prêcher ouvertement sa croisade d'extermination, il calomnie les déportés polonais ; en leur attri-

buant les incendies qui dévorent les villes, il excite la populace à les massacrer. La propagande homicide de ce Marat du despotisme a porté fruit dans beaucoup d'endroits; et le sang des infortunés, qui souvent même combattaient ces incendies avec le reste de leurs forces, a coulé par torrents. A aucune époque de l'histoire des faits pareils ne se sont produits, ou n'ont revêtu le même caractère de démence et de férocité; le mot sinistre de Mourawieff au tzar Alexandre : « *Sire, je mettrai une tache de sang sur votre règne,* » se réalise dans toute son horreur.

Personne n'était mieux en mesure de mettre en pratique *les idées* du publiciste moskovite que le *pacificateur* de Vilno; et depuis son arrivée en Lithuanie, une entente cordiale ne cesse de régner entre l'instigateur et le bourreau. Chaque parole du proconsul est un arrêt de mort, chaque geste un coup de hache. La religion nationale proscrite, ses ministres dépouillés, emprisonnés, traqués comme des bêtes fauves, les églises fermées ou transformées au profit du culte schismatique, l'esprit national russifié, c'est-à-dire frappé de mort; voilà l'œuvre sanglante que poursuit Mourawieff, avec l'assentiment, ou pour mieux dire par la volonté du tzar. Dans beaucoup de contrées, comme aux premiers siècles de l'Église, les prêtres catholiques sont réduits à célébrer l'office dans les caves ou bien au fond des forêts. D'autres, comme l'abbé Brzozka, suivis d'une troupe de paysans, se retranchent dans ces forêts profondes, les plus belles du continent, et livrent chaque jour des luttes désespérées. L'héroïque Maçkiéwiez, le martyr de l'année dernière, a trouvé en lui son digne successeur.

Le moyen-âge même n'a pas offert d'exemple d'un pareil abus de la force, d'un tel débordement de crimes accomplis au nom d'un souverain. Le bilan du tzarisme depuis trois ans se liquide déjà d'une manière effrayante : en Asie, 50,000 Circassiens, vaincus par trahison, moitié passés au fil du glaive, moitié forcés de s'expatrier avec leurs familles; en Europe, 48,000 Polonais égorgés, durant et surtout après les combats, 556 prisonniers pendus, et au delà de 100,000 déportés au fond de la Russie, traînant leurs chaînes entre la vie et la mort; et pour dernier trait du ta-

bleau, le triumvirat Mourawieff-Katkoff-Milioutin gouvernant l'empire russe, c'est-à-dire le septième du globe habité.

Un des étonnements de l'histoire sera la conduite aveugle du gouvernement apostolique-romain de l'Autriche, qui, au mépris du droit et de la justice, et contre les intérêts patents de son avenir menacé, donne son concours à l'égorgement des catholiques polonais et se fait sans pudeur le satellite de la Russie. Le nouveau chef de son cabinet, le comte Mensdorff-Pouilly, l'implacable geôlier des émigrés polonais, dont il a fait des prisonniers de guerre sans combat, le fouetteur des femmes de Léopol, personnifie complétement la politique insensée et sans entrailles de ce gouvernement; et nous ne serions pas surpris de le voir devenir un jour le Polignac de la dynastie apostolique-romaine des Habsbourg.

(*Globe.*)

Janvier 1865.

LXXV

LA BANQUEROUTE MOSKOVITE.

III

« Couper l'arbre pour avoir le fruit, voilà le despotisme, » a dit Montesquieu. La définition est on ne peut plus exacte, surtout lorsqu'il s'agit du despotisme moskovite. Tel est, en effet, l'ingénieux moyen dont s'est servi le tzar de toutes les Russies pour réparer, aux dépens de la Pologne, le désordre

irrémédiable de ses finances et combler l'abîme béant de son déficit. Mais le résultat n'a pas répondu à son attente ; et l'emprunt actuel, décrété *in extremis* à l'intérieur de l'empire, en est une preuve concluante. Les impôts de guerre et le pillage ne suffisent pas dans un État aussi vaste que la Russie, dépourvu de toute industrie, et n'ayant que des produits bruts à échanger contre les objets de luxe dont il a besoin ; les hommes ineptes qui le gouvernent ne sauraient être suppléés par les Mourawieff, les Berg et les Anienkoff, ces grands receveurs-généraux du trésor russe.

Depuis l'établissement des commissions dites de paysans, qui ne fonctionnent que pour leur profit personnel, les finances russes sont tombées dans l'anarchie la plus complète ; tous ceux qui possédaient quelques capitaux les ont transportés à l'étranger, pour les soustraire à l'insatiable avidité des employés, et même ont fini par s'y transporter corps et biens : il ne reste littéralement dans le pays que les mougiks, les popes et les soldats.

Cette administration, qui n'a trouvé d'autre expédient pour se perpétuer que de soulever un peuple industrieux et riche afin de l'exterminer après, date, nous l'avons dit, du règne de Nicolas Ier.

A cette époque, lorsque la Pologne, à l'abri d'un semblant de constitution, établissait des manufactures, des usines, des comptoirs, attirait et naturalisait chez elle des fabricants français, anglais, allemands, envoyait ses produits jusqu'en Chine et fondait cette grande institution du Crédit foncier, imitée depuis par ses rivaux en civilisation, la Russie ne songeait qu'à étendre ses frontières en Europe et en Asie, préludait, par les agitations de la Grèce, à la conquête de la Turquie, et par la guerre du Kaukase, à la conquête des Indes. Se sachant barbare et stérile, il lui fallait à tout prix paraître intelligente et prospère, pour tenir le rang que les traités de Vienne lui avaient imprudemment donné parmi les grandes puissances. Nous allons voir à quel point elle y a réussi.

La cause principale de la dépréciation actuelle des valeurs russes de toute sorte est dans l'énorme émission du papier-monnaie sous le ministère de M. P. Brock. Cet homme, ayant

succédé en 1852 à Bronezenko, trouva pour 301,578;000 roubles argent d'assignats. A la conclusion du traité de Paris, en 1856, ce chiffre était déjà de 690,000,000 roubles. La guerre de Krimée avait donc coûté à la Russie un milliard et demi. Mais M. Brock était persuadé que faire la guerre pour de l'argent en papier, que l'on pouvait fabriquer à volonté et sans aucune garantie, c'était la faire pour rien. Nous avons vu que telle était aussi l'opinion du tzar Nicolas. Durant cette guerre, l'échange du papier-monnaie contre des espèces fut généralement suspendu ; à l'exception toutefois de la maison Stieglitz, avec laquelle M. Brock avait des rapports personnels très-intimes. Toutes les réclamations des autres commerçants restèrent sans effet ; on répondait à leurs plaintes que la raison d'État, c'est-à-dire le tzar, le voulait ainsi. Les opérations financières étaient conduites dans le plus grand secret, et, selon l'expression vulgaire, *sous la table;* on faisait prêter serment à tous les employés du trésor de ne rien divulguer de ce qu'ils voyaient faire autour d'eux, ou de ce qu'ils faisaient eux-mêmes.

Malgré cette contrainte et ce mystère, des nuages sinistres s'amassaient au-dessus du trésor moskovite, et faisaient entrevoir une crise prochaine. En 1858, on s'aperçut des conséquences d'un gouvernement despotique, n'ayant d'autre loi que la conquête, d'autre règle que la volonté illimitée du souverain. Plusieurs faillites éclatantes, le commerce nul, les actions industrielles, même celles garanties par le gouvernement en discrédit complet, l'or et l'argent disparus, la monnaie de billon soumise à un taux exorbitant, les capitaux dépaysés ou profondément enfouis, tel fut l'état général des finances créé par ce désastreux ministère, et les raisons qui forcèrent Alexandre II à le remplacer par un autre.

Cependant, après l'avoir gardé pendant trois ans depuis son avénement au trône, faute de pouvoir en trouver un meilleur, et comme pour le récompenser de ses bons et loyaux services, le tzar actuel fit entrer M. Brock au conseil d'État, et lui alloua une pension viagère de 12,000 roubles. Il lui donna pour successeur Knazewitch, dont il est difficile de dire quelque chose, sinon qu'il trouva la ruine des finan-

ces déjà consommée, et qu'il n'imagina d'autre alternative pour la réparer qu'une banqueroute inévitable, ou bien une réforme absolue dans le système administratif, portant, du plus haut au plus bas, sur toutes les classes de la nation. Cette réforme, impossible en Russie, mise à l'essai par le tzar Alexandre dans ce qu'on appelle en certain lieu « *le serf libre dans la Russie libre,* » a déjà complétement échoué, ou donné des résultats purement négatifs.

Loin de nous la pensée de vouloir condamner le peuple russe à un esclavage perpétuel: mais le véritable mal de la Russie, c'est le tzarisme ; c'est cette domination tyrannique et violente d'une race étrangère, qui remonte à l'Allemande Catherine II, érigeant en maxime d'État l'exploitation du Russe par l'Allemand, la suprématie politique et sociale de celui-ci, et par suite le servage sans espoir et l'obéissance passive du premier; et ce mal, dont la source est au sommet de l'organisation moskovite, entraine et consacre nécessairement tous les autres. Les récompenses décernées aux favoris et la liste civile absorbent presque en entier les revenus de l'empire. M. Adlerberg seul coûte annuellement à la Russie plus de 100,000 roubles, sans compter le parti qu'il sait tirer en maintes circonstances de sa haute position, et ainsi des autres. La cour dépense 23,000,000 de roubles par an, à part les dotations des grands-ducs, dont le nombre croît dans une proportion démesurée, et dont chacun se fait construire un palais à l'époque de son mariage.

Cependant les recettes devant suffire à ces dépenses, loin d'augmenter, diminuent chaque jour. Le commerce d'importation dépasse de beaucoup celui d'exportation, celui-ci se bornant uniquement aux matières premières, ayant perdu presque toute leur valeur depuis que l'Amérique et l'Océanie se sont chargées de les fournir à la consommation. Ajoutons-y que les négociants russes n'ont aucune idée des affaires telles qu'elles se traitent en Europe, et que tout leur commerce se trouve entre les mains des juifs, qui, en achetant de première main, réalisent les plus gros bénéfices et vont souvent en jouir à l'étranger. A cette rivalité de la Russie et du Nouveau monde viennent se joindre les frais de transport de ses produits, inutilement doublés par l'ab-

sence des chemins de fer. On aura peine à comprendre en Occident qu'une des causes pour lesquelles on défend aux compagnies privées de les construire est la faveur dont jouit le général comte Kleinmichel, administrateur de la ligne de Saint-Pétersbourg à Moskou, et qui ne se soucie nullement de voir ses frais de construction comparés avec ses recettes.

Il en est de même des mines d'or et d'argent de l'Oural et de la Sibérie, qui ne rapportent presque rien et suffisent à peine à payer en espèces l'intérêt des capitaux étrangers nécessaires à leur exploitation. Reste donc l'impôt sur le fermage des eaux-de-vie, qui constitue à lui seul la moitié des recettes de l'empire. Tel impôt, tels contribuables, a-t-on dit avec raison; aussi le gouvernement ne néglige rien pour maintenir à son *maximum* le chiffre de ce respectable revenu. Il poursuit avec acharnement les sociétés de tempérance qu'il considère comme des foyers de révolte; il fait défendre aux prêtres, par le saint-synode, de prêcher contre l'abus des liqueurs fortes et l'ivrognerie; il destitue et emprisonne comme criminels d'État ceux qui ont osé trangresser cette défense. Nous n'inventons rien; il nous serait facile de donner les dates des trois communications qui ont été faites à ce sujet au saint-synode de Saint-Pétersbourg.

Voilà le tableau général de la Russie telle que l'a faite l'administration du tzar Alexandre II, héritière de celle de Nicolas Ier; administration incapable, se dédommageant de la ruine par le brigandage, fouillant dans le cœur d'une nation pour en extraire quelques parcelles d'or; administration de fraude et de rapine où l'honnête homme, s'il en est parmi les employés, est considéré non-seulement comme un idiot, mais comme un homme dangereux; administration toute asiatique, et qui pourtant trouve jusque dans notre vieille Europe ses admirateurs et ses partisans.

(*Globe.*)

Février 1865.

LXXVI

LES HOMMES D'ÉTAT DE LA SAINTE-ALLIANCE

I

MOURAWIEFF.

Ce nom sinistre résume à lui seul toute la polique du tzarisme, dans ses rapports avec l'Europe et la civilisation. Conquérir en exterminant, détruire d'un seul coup mœurs, croyance, langage, propriété, tout ce qui constitue la vie nationale des peuples, la vie individuelle des familles et des citoyens; bouleverser de fond en comble les relations sociales entre les différentes classes, les rendre hostiles les unes aux autres, en substituant à cette vaste ruine d'un édifice de plusieurs siècles un symbole effrayant du pouvoir absolu, telle est la devise d'une nouvelle sainte-alliance dont le tzarisme est le pivot et la clef de voûte. Il fallait à cette politique dévastatrice un premier champ de manœuvre; le proconsul du tzar Alexandre l'a trouvé tout naturellement dans la Lithuanie.

Rien ne saurait donner l'idée des atrocités qui s'accomplissent au grand jour, dans cette province polonaise, au su de toute l'Europe, aux acclamations sanguinaires de tous les Russes du parti Katkoff et Milioutin. Chargé de faire table rase de tout l'élément polonais en Lithuanie, Mourawieff y est plus puissant que le tzar, qui ne s'est pas même réservé le droit de grâce. L'oukaze récent de déportation est un

arrêt de mort pour tous les petits propriétaires; tous ceux qui possèdent des parcelles de culture sur les domaines des grands seigneurs sont expropriés et chassés avec leurs familles aux extrémités de l'Asie, sur les bords du fleuve Amour.

Cet oukaze, qui enlève à la Lithuanie tout ce qu'elle compte d'hommes intelligents et laborieux, s'exécute avec une barbarie tout asiatique. On a déporté en plein hiver des vieillards de soixante-dix ans, des malades, des femmes, des enfants, dénués de toutes ressources, presque de vêtements. Sur un seul convoi de 2,800 individus, 2,000 sont restés en chemin, décimés par le froid, les mauvais traitements et la faim (car les officiers spéculent sur leur nourriture), et quelquefois par les violentes agressions d'une population fanatisée, avide du sang polonais. L'odieux Katkoff, le directeur de la presse officielle de Moskou, ne cesse de désigner à la haine de la populace les victimes de Mourawieff, auxquelles il attribue tous les désastres qui désolent la Russie, ces incendies terribles de villes entières, allumés par des mains inconnues, qui lui ont fait jeter son fameux cri d'alarme : « La Russie brûle ! »

Son complice Mourawieff lui fait écho sur les bords du Niémen ; il réalise jour par jour les *idées* et les doctrines du publiciste moskovite, en dressant des potences sur les places de Vilno. Il s'en prend surtout à la jeunesse, que l'Autriche de M. Mensdorff-Pouilly s'est chargée de lui fournir, en vidant ses cachots de Léopol et de Krakovie. Il fait la chasse au propriétaire, au prêtre, à la langue même qu'il veut frapper en proscrivant les livres polonais, convertit de gré ou de force les paysans à la sainte orthodoxie, et fait de la Lithuanie un désert pour prouver qu'elle appartient à la Russie.

Cependant, le sang, les larmes et les souffrances de tant de victimes devaient finir par monter au cerveau de ce monstre. Mourawieff *le Pendeur*, l'objet des complaisances du tzarisme, des adulations plus ou moins sincères de la cour, de l'enthousiasme non simulé du peuple russe, a été pris de vertige. De même que son fils, appelé à le seconder dans sa tâche, il ne voit, ne rêve partout que conjurations et complots. On l'a vu dernièrement, dans un accès

de démence furieuse, donner ordre, par le télégraphe, de faire arrêter, à Saint-Pétersbourg même, deux fonctionnaires russes haut placés, les conseillers d'État de Grote et Andreff, qu'il soupçonnait de connivence avec les insurgés; et telle est la mesure du crédit dont il jouit, de l'ascendant qu'il exerce, de la terreur qu'il inspire, que les autorités de la capitale n'ont pas osé lui résister. Trois hommes seulement ont protesté contre cette usurpation de pouvoir qui s'exercait au siége même du gouvernement. Il faut les nommer, pour rendre justice à tous. Ces hommes sont : le grand-duc Constantin, aujourd'hui président du conseil privé, le prince Souwaroff, gouverneur de Saint-Pétersbourg, respecté pour la droiture de son caractère, et le comte Orloff, ambassadeur de Russie à Bruxelles.

Cette insolente témérité du proconsul de Vilno a ouvert les yeux à beaucoup de ses anciens admirateurs; on commence à le discuter, la lumière se fait sur ses actes. On dit que cet homme insatiable de sang et de rapines, qui ne voit que le jour et l'heure présente, travaille à son insu, par ses extorsions et ses déportations en masse, à l'expansion du catholicisme, plus dangereuse pour la Russie que toutes les influences extérieures, et sert la cause de l'insurrection polonaise, dont il dissémine les débris sur toute l'étendue de l'empire.

L'indignation des vrais patriotes et des honnêtes gens commence à ne plus voir en Mourawieff qu'un vulgaire meurtrier, le concussionnaire destitué en 1856, à l'avénement du tzar Alexandre. Nous espérons que cette opinion prévaudra sur l'entraînement général, si chaudement fomenté par MM. Katkoff et Leontieff, et qu'elle déterminera le tzar à le renvoyer de nouveau, s'il ne veut pas avoir la potence pour unique monument de son règne.

(*Opinion nationale.*)

Digitized by Google

LXXVII

Nous extrayons de notre correspondance de Pologne les passages qui suivent :

La situation est loin de s'améliorer en Pologne. L'oppression exercée par le gouvernement russe semble avoir passé de la période aiguë à l'état chronique ; pour être moins sanguinaire, faute de victimes, elle n'en est ni moins tracassière ni moins brutale. Dans le gouvernement de Radom, toutefois, elle persiste dans toute sa rigueur. Le général Bellegarde y continue ses exhibitions de potences et d'échafauds, par goût sans doute, et pour soutenir sa réputation bien acquise de férocité. On compte jusqu'à quatre-vingts individus de toute condition, exécutés sans bruit, sans jugement, sans publication dans les journaux, et la plupart du temps, sans qu'on se soit donné la peine de constater leur identité. Aussi beaucoup d'entre eux ont été pendus *par erreur*, à cause d'une ressemblance fortuite de noms ou de signalement.

Dans l'ordre administratif, même confusion et même mépris de toute règle et de toute mesure. L'application de la loi de propriété, ou pour mieux dire, d'expropriation, est livrée sans réserve à l'inexpérience de quelques jeunes officiers pris au hasard dans l'armée, entièrement étrangers aux mœurs, à la langue et à la législation du pays. La Pologne est littéralement mise au pillage par les espions, les sbires et les bourreaux qui composent ce qu'on appelle le gouvernement russe à Varsovie. La publication officielle du budget du royaume pour l'exercice de 1865 en fournit une preuve irréfragable. Nous y voyons que la seule police de cette ville coûte autant que l'instruction publique dans tout le pays, et que les frais de l'état de siége attei-

gnent au chiffre énorme de 16 millions, qui représente le cinquième de la totalité du budget.

Pressé d'assouvir ses haines aveugles, insoucieux du lendemain à l'instar des sauvages, le gouvernement russe est encore à comprendre que la prospérité des gouvernés fait toute la force et la richesse des gouvernants; qu'en épuisant par le gaspillage la substance d'un pays, à quelque titre qu'on le possède, on anéantit du même coup sa puissance contributive, on se prive, dans un cas urgent, de toutes les ressources qu'il pouvait fournir. Mais le tzarisme ne se préoccupe qu'en apparence de ses améliorations intérieures; les yeux fixés sur l'étranger, il place toute sa prévoyance, toute son intelligence politique, dans la désunion, et partant dans la faiblesse de ses voisins. Au lieu de chercher à fermer, à cicatriser des plaies encore béantes, il cherche au contraire à les envenimer par l'iniquité sous toutes ses formes, qui semble constituer l'incarnation et l'essence du génie moskovite.

Un oukaze du tzar vient de créer une médaille en récompense des services de tout genre rendus pendant la campagne de Pologne. A part les héros des massacres, les égorgeurs des prisonniers et des blessés, il est évident que les délateurs, les émissaires et les écrivains orthodoxes auront une large part dans cette honorifique rémunération. On se rappelle qu'au mois de mai de l'année dernière, les *raskolniks* de Livonie avaient déjà été décorés d'une pareille médaille, avec l'inscription : « *Pour patriotisme et bravoure.* » Nous ne serions pas étonné de la voir figurer sur les poitrines de MM. Katkoff, Leontieff et consorts, qui l'ont tout aussi bien méritée.

Si tel est le régime qu'on fait subir à la Pologne conquise, mais gardant encore une ombre d'existence nationale, quel sera celui que l'on réserve à la Pologne incorporée à la Russie, c'est-à-dire devenue asiatique et barbare ! C'est un vaste pays de moins pour la civilisation et la richesse, de plus pour le désordre et la conquête. Libre à ses amis, et même à ses détracteurs d'en tirer les conséquences.

(*Opinion nationale.*)

LXXVIII

LES HOMMES D'ÉTAT DE LA SAINTE-ALLIANCE

II

M. BISMARK.

A côté du proconsul de Vilno, du farouche Mourawieff qui, sans la sauver, déshonore la Russie, vient tout naturellement se placer M. Otto Bismark de Schœnhausen, ministre d'État du roi Guillaume et chef du parti aristocratique allemand.

On sait aujourd'hui, ou l'on devrait savoir, que M. Bismark a été l'instigateur des répressions sanglantes et des mesures fiscales savamment combinées pour frapper et dépouiller, dans les provinces polonaises, celles des victimes qui ont pu échapper aux massacres officiels. La convention du 8 février 1863 est son chef-d'œuvre diplomatique. Conclue avec la Russie et divulguée au lendemain de l'insurrection, elle prouve par la date de sa publication, la connivence ourdie de longue main entre la Prusse et son alliée, pour étouffer dans le sang l'esprit de civilisation et de progrès qui se manifestait en Pologne. « Il faut en finir avec le *polonisme*, disait-il sans cesse au tzar Alexandre; et le seul moyen d'y parvenir, c'est de provoquer une insurrection et de l'exterminer après. »

Le mot d'ordre qu'il a donné à la politique prussienne, et par celle-ci au cabinet de Saint-Pétersbourg, est l'extirpation complète (*Ausrottung*) de cette nationalité vivace, afin de s'assurer la possession indéfinie de la Prusse polonaise et du

grand-duché de Posen, qui pourraient être, un jour ou l'autre, réclamés par la Pologne indépendante. Nous pouvons même croire, à certains indices, que ses vues allaient au delà de cette limite, et que M. Bismark ne rêvait rien moins qu'un nouveau partage de la Pologne, pareil à celui de 1795, c'est-à-dire avec toutes ses provinces occidentales jusqu'au cours de la Vistule, y compris Varsovie, englobées dans la monarchie prussienne.

Évidemment il avait compté sans son alliée qui, selon sa loi traditionnelle, s'avance toujours et ne recule jamais. L'idée d'un pareil partage, éclose dans la tête de M. Bismark, ne pourrait, même dans le cas d'une défaite, être admise par la Russie. Bien au contraire, on peut prévoir que dans un temps donné, les susdites provinces seront occupées par elle à titre de polonaises et annexées à l'empire moskovite. Bien entendu, si jusque-là rien n'est changé en Europe. Voilà ce qu'aura produit, pour premier résultat, la politique ultra-germaine et haineuse de M. Bismark, et cette pression vers l'est (*Drang nach Osten*) qui forme aujourd'hui son essence.

Malgré cet échec, M. Bismark n'a pas cessé de servir les intérêts de la Russie, aux dépens de ceux mêmes de la Prusse. Ce sont ses intrigues, aujourd'hui dévoilées, qui ont dissuadé le ministère sénile de Saint-James de faire cause commune avec la France dans les affaires de Pologne. Il n'y a trouvé qu'un trop facile accès, grâce aux alliances personnelles des deux cours, grâce à ce système dégradant de « *Chacun pour soi et chez soi* » inauguré en plein dix-neuvième siècle par lord Russell et lord Palmerston.

La nouvelle mise en circulation par la presse allemande sur l'éventualité d'une tentative d'insurrection en Lithuanie et en Samogitie, n'est encore qu'une manœuvre de M. Bismark, pour justifier les concentrations de troupes prussiennes le long de la frontière, afin de coopérer avec les Moskovites à l'indigne chasse que ceux-ci ont entreprise, sous le couvert du recrutement, à tout l'élément polonais. Ce sera pour lui une digne revanche de l'issue du procès de Berlin, qui, malgré les efforts de l'accusation, s'est terminé contrairement à ses espérances.

Les hommes d'État allemands sont tous jetés dans le même moule; même après les grandes étapes parcourues par l'Europe libérale depuis 1815, ils n'ont rien appris et rien oublié. L'horizon de leurs idées est invariablement le même; ils prennent pour pivot principal, et nous pouvons ajouter pour unique pivot de leur politique, le servilisme moskovite. Seul, le prince Schwartzenberg a fait exception; aussi bien, il aurait fait l'Autriche puissante et glorieuse, si son système avait été suivi par ses trop nombreux successeurs.

Le comte de Rechberg a eu un moment la velléité de se rallier à la politique occidentale; mais bientôt, manquant de vigueur, d'initiative, de hauteur de vues, il est retombé dans l'ornière de ses sympathies russes, et s'est associé M. de Mensdorff-Pouilly, qui fait de l'Autriche une vassale docile et complaisante du tzarisme.

M. Bismark a suivi la même voie. Il a entrepris de faire par le despotisme ce qui ne pourra jamais être durablement accompli que par la liberté, le seul ingrédient des grandes choses. Ce hobereau de troisième classe, comptant à peine dans les rangs de l'oligarchie allemande, s'est proclamé l'adversaire de toutes les aspirations libérales; et par la logique inexorable des faits, il s'est établi le pourvoyeur des exécutions moskovites. Par ses ambitions malsaines et de mauvais aloi, il a compromis l'avenir de la Prusse et l'a fait dévier de sa mission évidente, qui était celle-ci : « Achever l'œuvre de l'unité allemande par l'attraction de la liberté et du progrès, exercée au dedans de la confédération germanique, et sur les provinces allemandes de ses voisins, en s'appuyant sur la France d'où viennent les affranchissements, et non sur la Russie d'où viennent les ténèbres et les oppressions impies; seconder les revendications des nationalités, dont le droit, aujourd'hui foulé aux pieds grâce à la triple coalition Gortchakoff, Mensdorff-Pouilly et Bismark, aura son heure et sa revanche à une échéance plus ou moins éloignée. » Au lieu de cela, le ministre prussien a été chercher tous ses points d'attache à Saint-Pétersbourg; et, par une contradiction que l'on ne rencontre que chez les Allemands, il revendiquait hypocritement d'une part les

droits du Schlesvig-Holstein, pendant que de l'autre il se faisait l'auxiliaire de la politique de bête fauve du tzarisme. Il n'a pas compris que les perspectives d'accroissements territoriaux de la Prusse sont du côté des enclaves allemandes de l'Autriche et de la Russie, et non pas du côté de la Pologne, qui, rétablie dans ses droits, pourrait vivre en bons termes de voisinage avec l'Allemagne unitaire.

On ne conçoit pas, en effet, comment les Allemands, qui sont un peuple très-paisible dans la vie du foyer domestique, relativement libéral, honnête et laborieux, peuvent haïr la France, maudire les légitimes aspirations de l'Italie et de la Pologne, et n'avoir de tendres sympathies, je dirais d'admirations passionnées que pour les oppresseurs moskovites, les ennemis déclarés de la civilisation européenne. Ce fétichisme inexplicable et dégradant du knout, symbole et labarum du tzarisme orthodoxe, a marqué de stérilité tous les efforts des Allemands vers la liberté; et tant qu'ils n'auront pas fait un changement de front en brisant ce joug indigne qui les cloue au despotisme étranger, ils resteront morcelés, divisés, asservis au joug de leurs innombrables souverains et maîtres. Ils ne seront libres que du jour où ils s'affranchiront de leurs préjugés contre la liberté des autres, où ils la voudront au même degré pour les Italiens et les Polonais que pour eux-mêmes. Jusque-là point d'unité politique, point de puissance et de bien-être : l'Allemagne ne sera, comme elle l'est aujourd'hui, qu'une avant-garde de la Russie contre l'Europe.

Le fait dominant de notre époque, c'est l'avénement lent, mais infaillible, des nationalités, ce droit commun de tous les hommes. C'est sur cette large base que doit être rétablie la pyramide politique de l'Europe, et non sur sa pointe, c'est-à-dire sur les intérêts exclusifs de quelques familles. Ce principe n'a eu jusqu'à présent qu'une victoire éphémère, grâce aux défaillances des deux vieillards qui dirigent les destinées de l'Angleterre; mais l'échec qu'il a subi en Pologne n'est que le temps d'arrêt qui précède les grandes solutions : il triomphera de toutes les résistances qui lui sont opposées par les hommes d'État allemands, de tous les massacres organisés par les bourreaux du tzarisme.

A M. Bismark restera la triste gloire d'avoir momentanément retardé le char du progrès, d'avoir médité, conseillé, dirigé toutes les exterminations des faibles par les forts, en Danemark et en Pologne, qui ont déshonoré les années 1863 et 1864. Si c'est là le piédestal qu'il a voulu s'ériger pour dominer son époque, il a complétement réussi; et moins que personne nous chercherons à le lui contester.

(Opinion nationale.)

LXXIX

Le gouvernement national de Pologne vient d'adresser aux habitants de Varsovie la proclamation suivante :

Le chef de la ville de Varsovie.

Habitants de Varsovie!

Le *Journal de Varsovie* annonce pour demain les exécutions à mort par la potence des deux victimes Alexandre Waszkowski et Emmanuel Szafarczyk.

Les meurtres ne cessent pas; ainsi tout ce qu'on a écrit sur la pacification du pays n'est pas vrai. Qu'y aura-t-il demain ou après-demain? Quel sera le nouveau condamné à mort dont parlera le *Journal de Varsovie*?

Peut-être nous-mêmes!

Varsoviens, et toi Pologne entière, croyez-le, nous sommes les successeurs des martyrs; nous sommes vos apôtres. Nous vous invitons donc en ce moment comme toujours au travail, à l'unité et à la concorde.

L. S.

Varsovie, le 16 février 1865.

Encore un document qui nous prouve que, malgré les assertions des feuilles russes, la Pologne souffre, donc elle vit.

(*Opinion nationale.*)

LXXX

On nous écrit de Saint-Pétersbourg :

M. Bismark vient d'envoyer ici une note diplomatique relative aux duchés. Cela n'a rien de bien extraordinaire; mais, ce qui l'est plus, c'est la compensation que le ministre prussien offre, dit-on, à la Russie, si elle veut lui assurer la possession paisible des duchés. La note de M. Bismark n'est pas d'une clarté excessive : elle parle de *quelques changements du côté de Posen.* Cela veut-il dire que le grand-duché de Posen sera cédé à la Russie? Cela ferait bien l'affaire du tzar Alexandre; ou s'agit-il tout simplement de nouvelles mesures relatives à la *dénationalisation* de la Pologne prussienne? Le temps éclaircira ce mystère.

Du reste, le vieux parti russe ne dissimule aucunement ses prétentions sur les parties prussienne et autrichienne de la Pologne. La *Gazette de Moskou,* organe de ce parti, déclarait l'autre jour formellement que le seul moyen d'assurer la paix et l'avenir de la Russie, c'est d'anéantir complètement l'élément polonais, à l'intérieur comme à l'extérieur. « Jetons l'ancre solidement, disait en propres termes la *Gazette,* dans la Pologne russe, qui nous ouvrira, tôt ou tard, une porte de l'Allemagne, et qui nous donnera la facilité de *revendiquer également la Gallicie, à la première occasion que l'Autriche nous fournira!* »

Le tzar a reçu ces jours-ci des députations des marchands et des fabricants de Moskou qui le remerciaient de la réponse

négative qu'il a faite aux prétentions parlementaires de la noblesse. On en attend encore d'autres villes. Vous savez qu'en Russie rien ne peut se faire sans députations et sans adresses : c'est une sorte de représentation nationale où l'on est sûr de ne jamais rencontrer d'opposition.

Il n'y a encore rien d'*officiellement* décidé relativement à la réorganisation du royaume de Pologne ; le gouvernement russe a fait saisir à la frontière tous les journaux étrangers qui reproduisaient ou commentaient les bruits relatifs à cette réorganisation.

Les défenseurs du gouvernement russe prétendent qu'il n'y a là qu'une manœuvre du parti révolutionnaire polonais; mais il faut bien considérer que le télégraphe n'est pas libre en Russie, qu'il est, comme toutes les manifestations de la pensée, soumis à une censure très-rigoureuse. Or, c'est par un télégramme adressé de Varsovie à l'agence Wolff de Berlin, que la première nouvelle de cette réorganisation s'est répandue. Ce télégramme ne pouvait donc émaner d'une source révolutionnaire. Les journaux allemands dévoués à la Russie l'ont d'ailleurs accueilli avec une entière confiance, et n'ont paru nullement douter de son authenticité.

D'autre part, les démentis des journaux russes se sont fait un peu attendre : cela peut s'expliquer. Le télégramme a été expédié de Varsovie le 10 février, c'est-à-dire cinq jours avant le discours de l'empereur des Français : c'était un ballon d'essai; le gouvernement russe voulait voir quelle impression cette nouvelle produirait en Europe, et ce qu'en penserait Napoléon III. Napoléon III n'a point parlé, et le gouvernement russe, embarrassé de ce silence, a démenti la nouvelle pour avoir le temps d'aviser.

(*Opinion nationale.*)

LXXXI

On nous adresse de Varsovie la lettre suivante, qui donne une triste idée des réformes devant être accomplies sous le patronage de la Russie :

La *Gazette de Moskou* de M. Katkoff, fidèle à son habitude de frapper par le mensonge ceux que la hache de Mourawieff ne peut atteindre, a publié dans ces derniers temps une calomnie atroce. Un propriétaire polonais du palatinat de Radom aurait, dit-elle, coupé la langue à deux de ses paysans, soupçonnés d'avoir fait partie d'une bande d'insurgés, et puis les aurait fait ensevelir vivants. L'*Invalide russe* s'est hâté de reproduire l'invention de M. Katkoff, et après lui, la plupart des journaux du tzarisme. On conçoit la déplorable influence qu'une pareille nouvelle, mise en circulation dans toute l'étendue de l'empire, doit avoir exercée sur le sort des déportés polonais. C'est un brandon de plus jeté dans les foyers mal éteints de Simbirsk et de Kazan.

Vainement le *Czas* de Krakovie a mis par huit fois le journal orthodoxe en demeure de désigner le nom de ce propriétaire, ainsi que le lieu de son habitation; M. Katkoff s'est renfermé, comme on peut bien le penser, dans le silence le plus absolu (*Czas*, 25 mars).

Et voici qu'un journal de l'Émigration publié à Bruxelles, *Wytrwalosç* (la *Persévérance*), nous donne aujourd'hui un commentaire explicatif de l'origine de cette nouvelle, et du parti que le gouvernement russe a su en tirer pour attiser la haine sauvage de son peuple contre la nation vaincue.

Un renégat allemand, nommé Leuchte, nom marqué de sang par les supplices de deux générations de martyrs, étant devenu propriétaire dans le palatinat de Ploçk (et

non de Radom), avait tué de sa propre main deux paysans de ses domaines.

Instruit de l'affaire, le gouvernement russe le suspendit de ses fonctions et fit commencer une enquête, uniquement pour sauver les apparences. Ce Leuchte était membre de la commission inquisitoriale de la citadelle de Varsovie; sa fortune avait grandi par les sommes extorquées aux victimes; on était donc certain à l'avance de son impunité.

Après avoir fait traîner son procès en longueur pendant plusieurs mois, le gouvernement lui infligea un châtiment plus terrible que celui d'être marqué à l'épaule des trois lettres K, A, T (bourreau); il lui fit endossser l'uniforme de colonel de gendarmerie, décoré sur le côté gauche d'un ordre moskovite. De plus, il le confirma dans ses fonctions d'inquisiteur et de tourmenteur à perpétuité de la jeunesse polonaise renfermée dans la citadelle.

Ce même homme, si toutefois on peut l'appeler un homme, tombait, en 1863, sur la route de Varsovie à Modlin, frappé d'une main inconnue.

C'est sans doute pour réhabiliter sa mémoire qu'on voudrait faire aujourd'hui rejaillir l'infamie de ce monstre sur les propriétaires polonais dont il torturait les fils par milliers pour des crimes imaginaires. Telle est la bonne foi des journaux de Moskou et de Saint-Pétersbourg; et c'est plus que jamais le cas de leur dire : « *A chacun selon ses mérites... ou ses forfaits.* »

A la même époque le général de cavalerie, comte Tolstoï, tuait d'un coup de sabre un cocher de fiacre qui ne le menait pas assez vite; et comme on était sous le régime de l'état de siége, le conseil de guerre jugea convenable de l'acquitter. Le curateur des écoles Mouchanoff, l'homme le plus ignare de toutes les Russies, en faisait autant avec le portier de la maison universitaire, dite le palais Kasimir; il fut également mis hors de cause sur l'attestation donnée par le médecin K... « que ce portier, étant mortel, pouvait tout aussi bien mourir de sa mort naturelle. »

Ces faits sont à la connaissance de toute la ville de Varsovie; ils sont consignés dans les archives des tribunaux et le journal polonais de Bruxelles met au défi les *Nouvelles*

de Moskou et l'*Invalide russe* de pouvoir les contester. Les sanglantes prouesses de ces messieurs donnent une mesure exacte de ce que doivent être les réformes moskovites en Pologne.

(*Epoque.*)

Avril 1865.

LXXXII

Nous résumons en ces termes une lettre qu'on nous adresse de Varsovie :

La Pologne, sur le point d'être absorbée par l'invasion moskovite, présente le tableau de tous les suppliees et de tous les désastres. La main de fer du tzarisme s'appesantit sur elle tous les jours pour y étouffer les derniers vestiges de la vie nationale. On arrête, on déporte, on frappe de contributions énormes les biens et la famille de tous ceux qu'on a pu eonvainere d'avoir payé l'impôt du sang ou l'impôt de l'argent à l'insurreetion; et eomme c'est à peu près tout le monde, nul n'est sûr pour vingt-quatre heures de sa fortune ou de sa vie. Ces derniers jours, 200 individus ont été saisis à Varsovie seulement, sous la charge de cette inculpation, et au moins dix fois autant dans les provinces. Le lieutenant général du royaume, eomte Berg, s'en lave hypoeritement les mains; il feint d'ignorer ce qui se passe, tandis qu'il stimule en dessous le zèle et les instincts sauvages des proeonsuls.

A toutes ces magnanimités du gouvernement d'Alexandre II vient s'ajouter un dernier coup de massue; c'est l'oukaze d'incorporation pure et simple du royaume de Pologne

à la Russie, au mépris des traités de 1815. Déjà l'ordre a été donné de transférer à Saint-Pétersbourg la banque polonaise, avec tous les fonds en consignation, ceux des églises, les dépôts des mineurs, le contentieux, etc.; et tout cela pour avoir une nouvelle occasion de vol et de spoliation, en forçant les titulaires à faire un trajet de 400 lieues pour aller plaider dans la ville des tzars leur cause à l'avance condamnée. On proclame tout haut dans les cercles officiels de Saint-Pétersbourg que le tzar aurait obtenu à Nice carte blanche pour faire de la Pologne tout ce que bon lui semblera. Les Polonais s'attendent à voir ce bruit, injurieux pour la France, démenti par une énergique protestation de l'Occident. Malheureusement la réponse évasive donnée par lord Palmerston à l'interpellation de M. Hennessey leur laisse peu d'espoir à ce sujet du côté de l'Angleterre.

Un fait grave vient d'impressionner profondément le peuple russe, très-superstitieux, comme le sont tous les barbares : c'est l'explosion à Saint-Pétersbourg d'une épidémie contagieuse, qui a pris tous les caractères de la peste. On voit dans ce fléau, qui moissonne plus de cent victimes par jour, un châtiment céleste pour les atrocités commises en Pologne. On se rappelle les nobles paroles prononcées l'année dernière par le prince Souwaroff, gouverneur de la province de Saint-Pétersbourg : « Je cesserai de croire en Dieu, s'il laisse impunis les exécrables forfaits de Mourawieff et de ses pareils ! » Quoi qu'il en soit, la contagion a déjà gagné Moskou, et l'ingénieux M. Katkoff s'efforce, comme toujours, d'en faire retomber la responsabilité sur les internés polonais. Il insinue dans sa *Gazette* qu'ils ont peut-être empoisonné les rivières et les puits, et déterminé méchamment une maladie mortelle. La plupart de ses lecteurs n'auront garde de douter de son explication.

Malgré le blâme du vieux Souwaroff, renommé pour la droiture de son caractère, le crédit de Mourawieff non-seulement se maintient, mais grandit au milieu des pendaisons et des massacres. Un seul trait suffira pour mesurer le degré de faveur dont il jouit auprès du tzar. Le comte Strogonoff, gouverneur des provinces baltiques, a été disgracié pour avoir osé flétrir les excès de ce monstre. Toute censure de

sa conduite, ou de celle de Barançoff, aide de camp de l'empereur et chef du parti exterminateur à Saint-Pétersbourg, est assimilée au crime de lèse-majesté. L'odieux pillard, frappé d'une destitution en 1856, méprisé même par ses complices, est devenu le héros et l'idole de la Russie moderne, tout comme le chevalier Bayard dans l'ancienne France, Washington en Amérique, Thadée Kosciuszko en Pologne. Sa vie est tellement précieuse pour son souverain qu'il a détaché une *sotnia* de kosaks de la garde pour veiller à sa sûreté, à Vilno. Ce fait caractéristique en dit assez sur l'état moral de cet empire, où le bourreau, honni et conspué, tient la première place auprès de l'autocrate; où le meurtre d'une population désarmée est l'objet d'apothéoses officielles, à l'égal du dévouement et de la vertu civiques.

La classe infime de la population ne vaut guère mieux que les autres. L'ivrognerie, cette source intarissable de revenus pour le trésor, d'abrutissement pour le peuple, a pris une telle extension en Russie, qu'il sera difficile, sous le règne actuel, d'en arrêter les progrès. « Quand Auguste buvait, la Pologne était ivre, » disait à une autre époque l'astucieux promoteur de son partage, le fondateur de la monarchie prussienne. Ce dicton voltairien pourrait aujourd'hui s'appliquer bien plus justement à la Russie. S'il est acquis qu'un peuple n'a que le gouvernement qu'il mérite, il est également vrai qu'un gouvernement, despotique surtout, façonne le peuple à son image et porte finalement la peine de ses désordres.

(*Epoque.*)

LXXXIII

Voici un épisode curieux de la persécution moskovite en Pologne, de nature à troubler la conscience des plus zélés partisans de la Russie. Quant à nous, nous exprimons hautement notre indignation pour ces actes d'une barbarie sans nom, exercés après le combat, et qui ne servent qu'à déshonorer celui qui les ordonne ou les tolère. Nous lisons ce qui suit dans une correspondance de Varsovie :

Les récits des exécutions et des massacres officiels publiés dans les journaux étrangers donnent à peine une faible idée de ce qui se passe chez nous, jour par jour, sous les yeux de tous les agents diplomatiques de l'Europe. Après l'arrivée des gardes impériales dans le palatinat d'Augustowo, nous vîmes s'établir à Seyny le chef militaire prince Bariatinsky, avec une foule de jeunes gens appartenant aux premières familles de Saint-Pétersbourg, comme MM. Adlerberg, Kleinmichel, Skobeloff, Léontieff, etc., faisant leur première campagne en Pologne, après la guerre, bien entendu. Jamais la pauvre ville de Seyny, déjà cruellement ravagée, n'a été le théâtre de tant d'horreurs que durant le séjour de ces messieurs.

Tout insurgé fait prisonnier ou se rendant à merci dans les mois de novembre ou de décembre dernier, était jeté, la nuit, dans une cave à demi inondée, d'où il ne sortait, le jour suivant, que pour être torturé, fustigé, mis en lambeaux avec tous les raffinements possibles de cruauté, pour être de nouveau réintégré dans cette tombe de glace. C'est ce que la cour martiale, composée de ces jeunes officiers,

l'élite de la société russe, appelait l'interrogatoire des captifs.

Pendant des jours entiers, la ville était remplie des gémissements de ces malheureux, qui demandaient la mort comme un bienfait, sans pouvoir l'obtenir; tristes jouets de cette jeunesse dorée de la cour moskovite, qui brille dans les salons étrangers par ses bonnes manières et ses grâces tatares, et qui, bientôt après, va se retremper dans le sang polonais pour mieux mériter les faveurs du souverain. Quel que soit l'accueil qui doit les attendre ailleurs, ces jeunes gens, princes, comtes ou simples gentilshommes, ont laissé parmi nous un souvenir de honte ineffaçable.

C'est ainsi que, dans le village de Metelé, le prince Bariatinsky ayant daigné lui-même faire une visite au propriétaire de l'endroit, M. Uszynski, avec une escorte de kosaks de la garde, fit bâtonner l'un après l'autre tous les hommes de service et les domestiques, pour leur faire avouer qu'ils avaient donné asile à des insurgés. Témoin de ces brutalités, madame Uszynska, Française de naissance, tomba malade et mourut peu de jours après. Le *Dziennik* de Varsovie publia sa nécrologie au mois de janvier dernier, mais il se garda bien d'indiquer la cause de sa mort. Ce devoir, nous le remplissons pour lui; et nous portons à sa famille en France, aux Doro, une parole de regret, sinon de consolation.

L'opinion devient de plus en plus générale en Pologne que tous les chefs moskovites se ressemblent par le côté le moins honorable de la nature humaine, la férocité; et que les Mourawieff, les Adlerberg, les Bariatinsky et les Dolgorouki ne font qu'un seul et même barbare, dépourvu de toute notion de justice et d'humanité. Aucun rapprochement n'est désormais possible entre les bourreaux et les suppliciés; il n'y a pour eux de réconciliation à espérer que dans la mort. Quelques Russes rougissent, il est vrai, de leurs compatriotes; mais ceux-là n'ont aucune puissance pour arrêter ce débordement de crimes qui fait tache sur notre XIXe siècle, ou restent muets, de crainte de partager le sort des victimes.

(*Epoque.*)

Digitized by Google

LXXXIV

On nous adresse des frontières de Pologne une lettre que nous résumons en ces termes :

La Pologne, par sa malheureuse position de voisine immédiate de la Russie, reçoit toujours la première les bienfaits de cette puissance; comme, en 1831, elle en reçut le choléra, comme aujourd'hui elle lui doit la peste et les réformes de Milioutin. Le typhus symptômatique s'est déjà déclaré dans plusieurs localités; dans la petite ville de Kolo, entre autres, palatinat de Kalisz, sur dix-huit malades, seize ont succombé, après quelques heures de souffrances, sans que la nature de ces cas isolés soit encore bien déterminée par les médecins. Les mesures suivantes prises par le gouvernement russe indiquent toutefois la gravité de cette contagion. La garnison a dû évacuer Saint-Pétersbourg pour se soustraire aux progrès de la mortalité; un crédit de 120,000 roubles argent a été ouvert pour organiser des hôpitaux; des médecins étrangers sont appelés pour combattre le fléau qui résiste à tous les moyens curatifs. Dans le gouvernement de Samara, districts de Buzuluksk et de Nikolaïew, la famine est venue se joindre à ses ravages. Le peuple moskovite est frappé de consternation; il voit dans ces désastres nouveaux qui désolent la Russie, après les incendies de l'année dernière, un châtiment du ciel pour les atrocités qui ne cessent de se commettre en Pologne.

Le grand-duc Constantin, le prince Souwaroff et le comte Strogonoff sont l'objet des méfiances de la cour pour avoir osé les flétrir. Ce sera un jour leur titre à l'estime de l'histoire, de s'être inscrits en faux contre ce système abject de meurtre et de spoliation dont l'avenir démontrera l'impuissance et la stérilité. Les hideuses exterminations de Po-

logne ne sont pas seulement des crimes, elles sont de plus une faute irréparable. Au lieu de marcher vers la pacification, les proconsuls moskovites s'en éloignent chaque jour davantage ; le sang, cruellement versé des victimes du tzarisme, engendre d'implacables haines qui attendent, embusquées et frémissantes, leur jour et leur heure.

Dans l'ordre administratif, Milioutin, avec sa bande de réformateurs, fait le même vide et le même travail de destruction que Mourawieff, avec ses sbires dans l'ordre politique.

Comme tous-deux procèdent de la même école, leur but et leurs moyens sont identiques : c'est la spoliation violente des propriétaires fonciers au profit des classes agricoles ; c'est l'appel, sous toutes les formes, aux mauvaises passions et aux discordes civiles ; c'est la perversion de toutes les idées de morale et de justice sur lesquelles repose notre société. L'abus des liqueurs fortes est placé en Pologne et en Lithuanie sous la sauvegarde du gouvernement ; bon nombre de prêtres ont été déportés pour avoir prêché la tempérance. Le travail, l'étude, l'économie, sont regardés comme suspects et séditieux ; en un mot, tout est permis aux protégés de Milioutin et de Mourawieff, excepté d'être honnête homme, ce qui équivaudrait pour eux à la qualification de rebelle.

Cependant leurs efforts ne sont pas toujours couronnés de succès. Le gouvernement moskovite s'étant fait l'exécuteur testamentaire du gouvernement national polonais, en s'emparant de son programme, mais en faussant dans l'exécution son esprit humanitaire et libéral, rencontre partout d'opiniâtres résistances. Le bon sens natif du paysan polonais juge parfaitement, selon leurs mérites, le bienfaiteur et le spolié ; il acceptera le sillon enlevé à son ancien propriétaire, tué ou déporté, mais il laissera de côté la reconnaissance, et ne cessera d'appeler le donateur *Moskal*, c'est-à-dire pillard et brigand. Il se souviendra surtout que toute insurrection a été pour lui, depuis 1791, un signal d'affranchissement. Visant la Pologne, le tzarisme n'aura réussi qu'à se frapper lui-même ; car il se trouve dans l'impossibilité la plus complète d'en faire autant en Russie, où

toute réforme sociale doit nécessairement engendrer la révolution.

Le fils de Mourawieff marche dignement sur les traces de son père. Il avait fait fusiller, le 30 janvier dernier, dans la petite ville d'Uzwenty, un jeune homme de moins de vingt ans, nommé Tawtowiez, élève au collége de Szawlé. Sa mère obtint du colonel Tinkoff de pouvoir le faire ensevelir au caveau de famille ; mais Mourawieff l'ayant appris, congédia le colonel Tinkoff, fit déterrer le cadavre et le fit jeter sans sépulture sur la place qui avait été témoin de son martyre.

(*Epoque.*)

LXXXV

Nous résumons comme suit nos correspondances des frontières de Pologne :

Le *Journal médical* de Saint-Pétersbourg donne les renseignements suivants sur l'épidémie qui sévit en ce moment en Russie. D'après le docteur Malinin, le symptôme caractéristique de cette contagion, qu'il désigne du nom de fièvre revenante (*febris recurrens*), est une dilatation extraordinaire des pupilles, semblable à celle que produit la belladone à haute dose. Le docteur Richter, mort à la tâche, a cru voir dans ce symptôme un indice de l'efficacité qu'aurait peut-être l'emploi de ce médicament ; il est regrettable qu'il n'ait pas eu le temps d'en faire l'expérience. Il a remarqué toutefois que si la dilatation persiste, une rechute ne peut manquer d'avoir lieu ; si elle cède aux moyens curatifs, on peut espérer une guérison.

A Moskou, des mesures sont prises pour arrêter, ou du moins pour retarder l'invasion de l'épidémie. La *Gazette du*

gouvernement de Moskou publie les dispositions du gouverneur à ce sujet ; elle prétend qu'une mauvaise nourriture, des logements malsains, la malpropreté des cours et des maisons, si chère à la race moskovite, et l'insuffisance des vêtements, ont favorisé le développement de la maladie bien plus que l'influence atmosphérique. On a donc établi une stricte surveillance non-seulement sur le bon état de la voirie, mais sur les vivres fournis par les maîtres fabricants à leurs ouvriers.

La *Presse médicale* de Vienne ajoute des détails sur les hôpitaux de Saint-Pétersbourg. Les anciens ne suffisant plus au nombre toujours croissant des malades, les cinq ailes de la grande caserne des gardes d'Ismaïlow ont été converties en infirmerie. Journellement on y apportait de 80 à 90 moribonds. Dans un des premiers jours de février, ce chiffre s'est élevé à 142 ; de sorte que ces établissements nouveaux, abritant déjà 1,175 pestiférés, étaient forcés de renvoyer la plupart de ceux qui se présentaient, faute de lits pour les admettre.

Le ministère de la guerre, disposant de toutes les maisons pouvant être converties en hôpitaux, a désigné en outre à cet effet la fabrique de l'arsenal d'Alexandre.

Le chiffre des malades admis du mois d'août 1864 à janvier 1865 a dépassé de 8,900 celui de l'année précédente. C'est au mois de novembre que l'épidémie s'est déclarée dans toute sa force. En moyenne, 40 à 45 malades sur 100 entraient en convalescence après un mois de médication. Durant les six mois précités, la mortalité s'est accrue de 1,772 sur l'année 1863, qui fut pourtant celle de l'insurrection. Parmi les médecins, sont morts le docteur Erichson, âgé de soixante-quinze ans, jadis attaché à la personne du tzar Nicolas ; le docteur Abrameçki, médecin du tzar actuel ; les docteurs Bielacz et Richter, dont nous avons déjà fait mention, ce dernier attaché à l'hôpital d'Obuchow ; ainsi qu'une foule d'officiers de santé, de gardiens, de sœurs de charité.

Jusqu'à présent, dit la *Presse médicale*, le nombre des cas ne diminue guère. Elle les attribue surtout à l'ivrognerie, excessivement développée à Saint-Pétersbourg, au

manque d'eau potable, celle employée à tous les usages domestiques étant puisée dans les canaux infects, à la mauvaise alimentation de la ville, enfin à la longue durée de l'hiver, qui est venu joindre à toutes ces causes morbides ses besoins et ses souffrances.

Puisse ce fléau terrible avertir la Russie que ce n'est pas sur l'extension de ses frontières, sur le massacre et le vol, qu'elle peut et doit fonder sa prospérité, mais sur la répartition plus équitable du bien-être parmi tous ses habitants, et partant sur la suppression de ses quatorze classes officielles, toutes malheureuses, toutes opprimées les unes par les autres, et qui ne ressemblent pas mal, pour nous servir d'une comparaison littéraire, aux neuf cercles maudits de l'*Enfer* du Dante.

(*Epoque.*)

LXXXVI

LES HOMMES D'ÉTAT DE LA SAINTE-ALLIANCE

III

LE COMTE MENSDORFF-POUILLY.

Le comte Alexandre Mensdorff-Pouilly, lieutenant feld-maréchal, conseiller intime et ministre des affaires étrangères de l'Autriche, ne se distingue par aucun trait saillant dans l'esprit ni le caractère, si ce n'est par son dévouement absolu aux intérêts du tzarisme. Un seul fait le fera connaitre mieux que toute autre explication. Lorsque, au mois de mars 1863, il venait prendre possession de son poste

de gouverneur général de la Gallicie, les notables de Krakovie se rendirent auprès de lui pour lui garantir la tranquillité de la ville pendant toute la durée de l'insurrection, dirigée uniquement contre la Russie. « Je n'ai pas besoin de vos assurances, leur répondit brutalement le comte ; les baïonnettes de mes soldats et les canons de la citadelle sauront bien vous maintenir dans le devoir. » Certes, le tzar Nicolas ne parlait pas autrement, en 1835, à la municipalité de Varsovie.

A partir de ce moment, cet autocrate au petit pied s'est donné toutes les peines imaginables pour provoquer l'état de siége en Gallicie; nous avons dit ailleurs comment il y a réussi, et comment il en a profité pour frapper à dos l'insurrection polonaise, en lui prenant ses meilleurs soldats, qu'il ne cesse de livrer à la Russie, et tous ses moyens de combat. Cette mesure décisive, qui rivait irrévocablement l'Autriche au joug du tzarisme, devait fatalement aussi la conduire à remettre à M. Mensdorff-Pouilly la direction de sa politique extérieure. Reste à savoir à qui profitera cette politique à contre-sens, soufflée par un homme que ses sympathies moskovites auraient dû à tout jamais exclure des conseils du cabinet autrichien.

Le système de M. Mensdorff-Pouilly, nous allons le démontrer, est un abandon complet des intérêts de l'Autriche, et prépare la ruine plus ou moins éloignée, mais certaine, de la monarchie autrichienne.

Constatons d'abord que l'alliance orientale de l'Europe n'existe pas de fait ; qu'elle se réduit à une étroite alliance entre la Prusse et la Russie, dans laquelle l'Autriche n'est admise que temporairement, à titre de victime, pour être bientôt dévorée par les deux autres.

Les hommes d'État des deux premières, nous le savons de bonne source, disent confidentiellement entre eux que *les jours de l'Autriche sont comptés;* et nous ne pouvons nous défendre de partager cette opinion, fondée sur toute l'histoire de ces trois puissances.

M. Mensdorff-Pouilly, malgré ses puissantes attaches avec la cour de Saint-Pétersbourg, pourrait bien être d'un autre avis; mais nous le prions de se rappeler les derniers mo-

ments du tzar Nicolas, racontés tout au long dans un livre précieux, aujourd'hui disparu de la circulation, intitulé : *la Vérité sur le tzar Nicolas Ier*, par un patriote émigré, M. Sasonoff. Il y trouvera qu'au moment de sa mort, ce despote hautain, humilié dans son orgueil, brisé par l'insuccès de la campagne de Krimée, recommandait à son fils une alliance perpétuelle avec *son cousin* de Berlin, qui devait leur assurer la suprématie politique en Europe. A la Prusse, revenait l'unité germanique, composée de tous les États de la Confédération, et, le cas échéant, la couronne de l'empire allemand ; à la Russie, l'unité slavonne, composée de tous les États slaves de la Russie, de la Pologne, de l'Autriche et de la Turquie, désignée sous le terme de *panslavisme :* et, par la réalisation de ces deux grandes synthèses, le rétablissement de l'ordre à l'occident de l'Europe.

Grâce à la *suppression* de la Pologne, ce plan doit aujourd'hui s'accomplir, au moins pour ce qui concerne l'Autriche. Elle n'a existé jusqu'à ce jour qu'en vertu des traités de 1815, moyennant l'interposition du royaume de Pologne entre elle et la Russie. Par sa conformité absolue avec sa puissante rivale du Nord (une population en grande majorité slave, gouvernée par une dynastie allemande), l'Autriche fait, en quelque sorte, double emploi avec la Russie, et doit nécessairement être absorbée par elle. Toute la presse allemande, inspirée par M. Bismark, ne cesse de lui répéter que son rôle en Allemagne est entièrement terminé ; et il ne peut venir à l'idée de personne, pas même à M. Mensdorff-Pouilly, de rétablir à son profit l'empire germanique perdu depuis tant d'années : car il sait qu'à notre époque, les restaurations des anciennes dynasties ont peu de durée. Et d'ailleurs il trouverait à cette tendance un rude adversaire dans la personne de M. Bismark.

Restait donc à l'Autriche un rôle de protection sur les neuf ou dix fragments de nationalités qui la composent, et dont elle aurait pu, avec d'autres hommes et d'autres principes, constituer un vaste État fédératif. Or, comment a-t-elle exercé cette protection sur ses gouvernés ? Fidèle à son système de centralisation arbitraire et violente, elle s'est attachée depuis un siècle à les germaniser, et n'est

parvenue qu'à les rendre ses irréconciliables ennemis. La vie du prince de Metternich, cet adversaire juré de toutes les aspirations libérales, s'est usée à cette tâche impossible, et il a eu la tristesse de survivre à sa défaite.

M. Schmerling, bien que représentant du système parlementaire, suit les mêmes errements. Au nom de la nationalité la moins nombreuse, personnifiée dans la dynastie régnante, il tient aux trente millions de Hongrois, Bohêmes, Serbes, Roumains, Slovaques, Polonais, Italiens, etc., etc., à peu près ce langage :

« Je vous donne des institutions libérales, mais à la condition que vous deviendrez Allemands ! »

Ses efforts dans ce sens auront-ils plus de succès que ceux de M. de Metternich ? Nous pouvons répondre d'avance, d'une manière positive, que non.

Toutes ces populations, depuis la fin du dernier siècle, ont senti renaître en elles le besoin impérieux d'une existence nationale. Les Slaves, les plus nombreux, loin de se laisser germaniser, réclament hautement leur autonomie dans le Reichsrath, dans leurs écrits de tout genre, dans leurs assemblées populaires ; les Hongrois, bien qu'ils n'aient pas encore élevé leurs exigences à la hauteur du progrès européen, demandent l'exécution des traités qui leur assurent une alliance personnelle avec l'Autriche ; les Roumains pressentent une ère nouvelle pour leur pays dans les actes de vigueur et l'initiative hardie de leur souverain ; et, pour ce qui concerne la Vénétie, personne en Autriche ne songe sérieusement à la conservation indéfinie de cette province, qui tôt ou tard doit rentrer dans l'unité italienne.

Ajoutons-y la propagande panslaviste, exercée par les travaux de Rieger et de Palatzky en Bohême, les prédications du clergé schismatique en Serbie, en Transylvanie, celles des affiliés de Saint-Georges (*Swientoiurcy*) dans la Gallicie orientale, qui depuis longtemps ont frayé les voies à la conquête moskovite.

Plusieurs hommes d'État, parmi lesquels M. Rechberg, voient bien tout le danger de la situation générale de l'empire ; mais quels expédients trouvent-ils pour le conjurer ?

Ils font publier un code pénal où les crimes politiques sont réprimés avec une rigueur inconnue même aux temps de l'absolutisme ; c'est-à-dire qu'au lieu d'écarter la source du mal, ils cherchent leur salut dans l'excès des châtiments. Moyen usé, condamné par la philosophie du droit, réprouvé par la morale et démenti par l'histoire qui en démontre l'inefficacité. M. Schmerling verra donc échouer son œuvre de centralisation, tout comme ses devanciers, et pourra se dire un jour avec regret : « *Oleum et operam perdidi!* »

La politique extérieure de l'Autriche, inaugurée par M. Mensdorff-Pouilly, est tout aussi fausse et irréfléchie que sa politique intérieure. Son point d'appui ne saurait être du côté de la France, dont le génie a donné cours à certaines idées diamétralement opposées aux siennes, et dont le glaive leur a déjà conquis droit de bourgeoisie dans les relations internationales de l'Europe : savoir le principe des nationalités et le vote universel. Leur alliance ne serait possible que si l'Autriche adoptait franchement chez elle le libre développement de ces idées, ce qui ne paraît guère présumable sous le règne actuel. D'ailleurs cette alliance impliquerait pour elle l'abandon immédiat de la Vénétie. L'Autriche a donc tourné ses vues vers ses deux anciennes alliées, la Prusse et la Russie.

Mais c'est ici précisément que les plus graves périls se dressent sous ses pas. En se résignant à laisser à la Prusse le premier rôle en Allemagne, elle doit souffrir les annexions qu'elle fait ou qu'elle médite, non-seulement avec indifférence, mais même, en qualité de *bon voisin*, avec joie, en ne cherchant de dédommagements que dans sa propre dignité. Redevenue presque exclusivement slavonne, elle devient en même temps un objet de convoitise perpétuelle pour son alliée moskovite. En compulsant les documents nécessaires pour bien comprendre sa nouvelle mission, elle trouvera le *Testament de Pierre Ier*, qui a transmis à tous ses héritiers les plus beaux projets pour l'envahissement successif du territoire slave, s'étendant jusqu'à l'Adriatique, comme acheminement vers d'autres conquêtes.

D'après les traditions qui se répètent sur les bords du Volga, la prophétie biblique d'un pasteur, d'un troupeau et

d'une bergerie voudrait dire le tzar, la sainte Russie et Saint-Pétersbourg. Les deux termes synonymes de conquête et de spoliation (*zabor*), exercent sur l'intelligence de ces peuples, pauvres et guerriers, le même prestige que sur l'esprit de l'Occident les mots de progrès et de nationalité.

L'histoire de l'extension progressive de la Russie en Europe devrait être le *vade-mecum* des diplomates autrichiens. Ils y verraient qu'un misérable assemblage de quelques tribus nomades, chassées de l'Asie et asservies par les Tatars, est devenue en moins de deux siècles, un État de 74 millions d'hommes, et, pour son étendue territoriale, n'a point eu de pareil depuis l'origine des temps. Aujourd'hui la Russie vient de franchir une dernière barrière qui s'opposait à son expansion, en déchirant la Pologne faute de pouvoir se l'assimiler ; mais elle ne s'arrêtera pas en si beau chemin. Le tzar Nicolas disait en 1854, que la plus grande faute de son règne était d'avoir sauvé l'Autriche de l'insurrection hongroise de 1849 ; cette faute, son successeur se gardera bien de la renouveler.

Il possède actuellement en Pologne 200,000 hommes de troupes complétement démoralisées par le manque de toute discipline, et dont il peut disposer à son gré, car la conscription de cette année lui en fournira le double. Il lui sera donc facile de les jeter en Gallicie, et l'Autriche se trouvera dans l'impossibilité de soutenir leur choc, devant tenir tête aux soulèvements des Hongrois et des Italiens, que ne peuvent détourner aucunes combinaisons diplomatiques. Après la Gallicie (Russie-Rouge ou Ruthénie) le tzar prendra naturellement les provinces slaves du Danube, et M. Bismark se contentera des États allemands de l'Autriche, annexés à l'empire germanique et devenus les fiefs inséparables de sa couronne.

Le comte Mensdorff-Pouilly pourra nous répondre que l'Autriche trouvera dans son armée une protection suffisante contre tous ses ennemis ; malheureusement cette armée se compose pour la plupart de Slaves, de Hongrois et d'Italiens, et nous lui rappelons Solferino et Magenta, qui, sans la longanimité de la France, auraient été ses dernières batailles

Aujourd'hui, prise entre le panslavisme russe et l'unité italienne, l'Autriche ne trouverait plus les mêmes ménagements après la défaite; et M. Mensdorff-Pouilly, l'ami personnel du tzar Alexandre, pourrait bien être le dernier ministre autrichien.

(*Opinion nationale.*)

LXXXVII

Nous recevons de tristes nouvelles de Léopol et de Krakovie. Le cabinet Mensdorff-Pouilly sévit contre les restes désarmés de l'insurrection polonaise avec une rigueur qui doit lui valoir les applaudissements de la Prusse et de la Russie. Voici quelques-unes des condamnations qui ont été prononcées dans le courant du mois de mars par les tribunaux militaires de ces deux villes :

« *Pour crime de haute trahison :* Alfred Szczepanski, docteur en philosophie de Krakovie, âgé de 24 ans, condamné à 10 ans de fers ; Louis Kubala, docteur en philosophie de Sandecz, âgé de 25 ans, Kasimir Miczynski, ingénieur de Krakovie, âgé de 28 ans, condamnés à 5 ans de la même peine ; la comtesse Victoire Ostrowska, de Zanokorzycé dans le royaume, veuve, âgée de 45 ans, condamnée à 5 ans de fers, avec perte de la noblesse dans les États autrichiens ; Ignace Macieiowski, de Kobiernki dans le royaume, âgé de 25 ans, Léon Smolinski, dit *Pontoise*, autrefois professeur à l'École polonaise de Paris-Batignolles, âgé de 29 ans, Ignace Trzaskowski, ingénieur de Kraokvie, âgé de 27 ans, condamnés chacun à 8 ans de fers.

« *Pour crime de rébellion :* Jean Antonowicz (Théodore Tirpicz), commandant d'un détachement d'insurgés, âgé de 22 ans, condamné à quatre ans de prison ; Mesdames Sophie, comtesse Wodziçka, de Krakovie, Thérèse Zebrowska, propriétaire, Marie Ilming, boulangère, Éléonore Alexan-

drowicz, femme du pharmacien de ce nom, Thérèse Dymidowicz, femme du conseiller du tribunal d'appel, Marie Wilkoszewska, commerçante, Mathilde, comtesse Koziebrodzka, propriétaire, condamnées chacune à trois mois de prison, comme ayant fait partie du Comité des dames polonaises, etc., etc. »

Il y a donc aussi des Mourawieff en Autriche; dans cet empire que M. Thiers voudrait donner pour allié à la France!

(*Opinion nationale.*)

LXXXVIII

Notre correspondance de Pologne roule aujourd'hui presque exclusivement sur l'épidémie qui sévit à Saint-Pétersbourg, et qui, depuis les jours du dégel, menace de prendre une nouvelle extension. En voici le résumé :

On a dit en 1830 : « La Russie c'est le choléra; » on pourrait dire aujourd'hui, le fait n'étant malheureusement que trop avéré : « La Russie, c'est la peste. » Voici ce que nous lisons dans la *Gazette médicale hebdomadaire* de Vienne, à la date du 7 avril : « Dans les deux derniers jours, c'est-à-dire depuis que le premier rayon de soleil s'est montré, l'épidémie, qui semblait toucher à son terme, s'est réveillée avec une intensité qui nous cause les plus vives appréhensions pour l'avenir. Les médecins s'accordent à dire qu'ils n'ont plus affaire à présent à un typhus contagieux, à la *febris recurrens*, mais à la peste de Sibérie.

« Depuis hier on ne s'occupe que de l'installation d'hôpitaux provisoires, d'assainissement des habitations de la classe ouvrière. Malgré toutes les précautions prises, l'épidémie a déjà frappé plusieurs maisons opulentes de la rue

dite Perspective de la Néva. La maladie s'annonce généralement par des vertiges et des défaillances, bientôt suivis des plus graves symptômes. Le conseil a été donné à l'empereur de quitter Saint-Pétersbourg, et les bruits les plus contradictoires ne cessent de circuler à ce sujet. Dans le gouvernement de Samara, on a dû fermer les établissements publics, suspendre les conseils municipaux et de districts. »

L'*Invalide russe* de la même date ajoute :

« Le 5, le nombre des malades était de 3,749 ; 311 cas nouveaux ont été constatés, parmi lesquels 241 guérisons et 106 décès.

« Le 6, 229 cas nouveaux, 195 guérisons et 66 décès ; il restait donc à cette date 3,681 malades. »

Ces tristes nouvelles sont confirmées par une lettre de Berlin, insérée dans le *Times* du 11 courant, de la teneur suivante :

« En 1855, sur 849,700 cas de maladie contagieuse observés dans toute l'étendue de la Russie, il y a eu environ 163,000 décès. Malgré l'énormité de ce chiffre, nous le croyons plutôt atténué qu'exagéré, des rapports officiels publiés à cette époque constatant 324,000 cas de choléra asiatique et 124,500 décès.

« En 1848, un rapport adressé à l'empereur par le ministère de l'intérieur, lui annonçait 1,686,849 cas de choléra et 668,012 décès. Dans l'une et dans l'autre année, l'épidémie avait franchi les frontières moskovites; mais à peine ayant pénétré en Allemagne, elle perdait beaucoup de son intensité. Il en sera probablement de même avec la peste actuelle, qui, depuis plus de six mois, exerce ses ravages dans le fond de la Russie asiatique, et qui cependant n'a pas encore visité la rive gauche du Dniéper ni la Pologne. »

Malheureusement, le *Télégraphe*, de Kïow, donne un fâcheux démenti à cette observation, en annonçant qu'une maladie épidémique inconnue s'est déclarée dans cette ville, et que plusieurs personnes en sont déjà mortes. Il en est de même du delta que forme la Vistule à son embouchure, particulièrement aux environs d'Elbing, ce qui est constaté par une dépêche de lord Napier de Berlin à la date du 5. Et

cependant, deux jours après, dans la séance du 7 avril, sir George Grey cherchait à rassurer le parlement anglais sur la possibilité de l'extension de l'épidémie, par les dépêches des consuls de Saint-Pétersbourg, de Kœnigsberg et de Klaypeda.

Nous concevons parfaitement que les journaux russes aient cherché à dissimuler la gravité de cette épidémie en publiant des bulletins mensongers comme l'étaient ceux de la guerre de 1863, dans lesquels *un kosak* était invariablement mort ou blessé sur 100 ou 200 insurgés; mais s'il nous était permis d'exprimer notre opinion dans une question toute spéciale, nous ne saurions recommander aux gouvernements de l'Occident assez de prudence et de fermeté dans l'accomplissement des mesures sanitaires usitées contre ces fléaux qui nous viennent périodiquement de l'Asie, à 10 ou 15 ans d'intervalle.

C'est bien assez que la Russie de Pierre Ier et de Catherine II vienne apporter à l'Europe l'esclavage et le massacre, qu'elle tienne suspendue sur elle une incessante menace d'invasion des barbares; il nous semble inutile qu'elle lui fasse présent, comme en 1830, comme en 1848, comme en 1853, de ce venin pestilentiel qu'elle tient renfermé dans son sein, et qui suit partout ses conquêtes. La Sibérie, cet enfer deglace des exilés et des déportés, en est évidemment la source.

Selon ceux qui ont eu le bonheur d'en échapper et qui nous en ont fait récemment la description, la lente déclivité du globe dans cette contrée produit des marécages immenses, comme ceux du fleuve Irtisch, qui deviennent en été des foyers permanents d'infection. La vie végétale et animale se développant à cette période de l'année avec une énergie effrayante, y fait surgir des nuées d'insectes et des monceaux de reptiles, dont les détritus empoisonnent les eaux et les terrains avoisinants. La peste avec tous ses caractères, le furoncle, les taches livides et les bubons, y est établie à demeure; il n'est donc pas étonnant qu'elle ait gardé en Europe le nom du lieu de sa naissance. Les remèdes pour la guérir sont encore à trouver.

Les villes de Nowgorod, de Pskow, la Lithuanie, l'Ukraine

et les frontières de la Prusse en sont déjà atteintes ; une quarantaine maritime ne suffirait plus pour en arrêter la marche vers l'Occident. Avec la rapidité des communications actuelles, il ne faudrait pas moins, à notre avis, qu'une occlusion absolue des frontières moskovites pour renfermer dans son foyer ce terrible fléau, qui paraît être un châtiment immédiat pour les crimes de lèse-humanité commis en 1863, 1864 et jusqu'à nos jours.

(*Epoque.*)

LXXXIX

On nous écrit des frontières de la Pologne, à la date du 22 avril :

Les souffrances de nos compatriotes exilés, s'acheminant péniblement vers les contrées qui n'ont pas encore subi la loi du tzarisme, dépassent souvent toute expression. En voici un exemple tout récent : Stanislas Wieczorek, de Varsovie, âgé de vingt ans, trois fois blessé dans les combats livrés par les insurgés, avait subi un emprisonnement d'un an dans la forteresse d'Olmutz. Après l'expiration de sa peine, il fut transporté avec plusieurs compagnons de captivité en Bavière et voulut se rendre en Suisse, où il comptait recouvrer la santé, ou du moins mourir sur une terre hospitalière et libre.

Mais à peine arrivé à Roschach, petite ville suisse sur le lac de Baden, en vertu d'une décision de la police cantonale, il fut renvoyé en Bavière. De Lindau il fit tous ses efforts pour pénétrer par Romanshorn sur le territoire helvétique ; il fut itérativement reconduit à son point de départ. Les francs-tireurs suisses, et les Polonais du canton, résolurent de l'y amener par un autre chemin ; mais après tous ces voyages, accomplis pour la plupart à pied, les forces

commencèrent à lui manquer. On dut le laisser à Lindau, où il ne fut guère mieux traité que dans la prison d'Olmutz.

Cependant, Wieczorek sentait un besoin irrésistible de quitter le sol allemand, et de se rendre parmi ceux de ses compatriotes que la Suisse avait déjà reçus comme les représentants d'une grande cause. Cette fois, en quittant l'hôpital de Lindau, il tomba d'inanition sur la route conduisant au port, et mourut peu d'instants après. Le même jour, ses restes furent reconduits par ses frères d'exil à Saint-Gall, et inhumés le lendemain dans le sol helvétique qui n'avait pu lui servir de refuge.

Wieczorek, victime d'une politique sans entrailles, inspirée par les agents du tzarisme, était seul au monde. Son père avait péri dans les rangs des insurgés; son frère est déporté en Sibérie, où la contagion actuelle exerce de cruels ravages parmi les Polonais, traités en prisonniers de guerre. De toute sa famille, il ne reste que sa pauvre mère, aujourd'hui seule et sans soutien à Varsovie. La croix de son tombeau, dit le journal de Saint-Gall, est un triste monument de notre civilisation au dix-neuvième siècle.

Malgré toutes leurs infortunes, les Polonais savent encore être reconnaissants pour ceux qui les ont secourus. Les accusés de la première série du procès de Berlin, acquittés après les éloquents plaidoyers du docteur Gneist, lui ont offert un témoignage éclatant de leur gratitude. C'est un magnifique service de table en argent de deux pieds de haut, surmonté d'une image de la Pologne tenant en main un drapeau avec l'inscription de 1831 : « POUR NOTRE LIBERTÉ ET LA VOTRE », avec la Sagesse et la Justice au piédestal, autour duquel on lit la légende : « *Rudolpho Gneist defensori, Poloni anno 1864, perduellionis criminis rei facti, hoc pii gratique animi signum esse voluere.* »

Ce souvenir, exécuté par MM. Sy et Wagner sur les plans du docteur Szuman, fut présenté le 6 de ce mois à l'éminent jurisconsulte allemand par les délégués Szuman et Lubienski, au nom de tous ceux qu'il avait si noblement défendus, ou plutôt de la Pologne entière.

(*Epoque.*)

Digitized by Google

XC

On écrit de Poltawa au *Journal de Posen :*

Plusieurs détachements de prisonniers polonais dirigés sur la Sibérie ont traversé notre ville. Non-seulement on les a traités comme on traite d'ordinaire chez nous les prisonniers, mais encore on les privait de nourriture, au point qu'ils étaient forcés de demander un morceau de pain aux passants.

Alexandre Krysztof, ancien étudiant à l'université de Kïow, passant un jour près d'Ostrog, entendit ce cri déchirant :

— Donnez-nous un morceau de pain, pour la grâce de Dieu !

Afin de venir en aide à ces malheureux, il crut devoir s'adresser à l'autorité supérieure, attribuant les mauvais procédés exercés contre les prisonniers à un abus de la part des autorités subalternes. Il fit donc une demande écrite au colonel de gendarmerie. Ce dernier l'envoya au fameux gouverneur Alexandre Wolkoff.

Wolkoff manda aussitôt Krysztof et lui demanda comment il osait se mêler des affaires du gouvernement; et lorsque celui-ci eut exposé le motif de sa demande, il lui répondit :

— D'où pouvez-vous connaître les projets du gouvernement; peut-être le gouvernement désire-t-il *que l'on traite ainsi les déportés polonais!*

Puis Krysztof, en compagnie d'un gendarme, fut envoyé à Moskou, où, comme homme suspect, il se trouve sous la surveillance de la police.

Nous ne sommes pas près de voir la fin de toutes ces horreurs. Mourawieff, disgracié, a fait école et laisse de nombreux imitateurs.

(*Opinion nationale.*)

Mai, 1865.

XCI

NÉCROLOGIE.

M. le duc d'Harcourt, président du *Comité franco-polonais*, était un de ces nobles caractères, une de ces intelligences d'élite qui honorent tout un pays et toute une époque. Né le 22 août 1786, le duc Eugène d'Harcourt entra dans la vie publique vers le milieu de la Restauration, fit partie du Comité philhellène et fut chargé par lui d'une mission en Grèce. Nommé en 1827 député de Provins (Seine et Marne), il siégea dans les rangs de l'opposition libérale et vota l'Adresse des 221. Après 1830, il fut ambassadeur à Madrid, mais il n'y resta qu'un an, et revint reprendre sa place à la Chambre.

Quand la France, après les tristes événements de 1831, ouvrit ses portes à l'Émigration polonaise, le duc d'Harcourt fut un des premiers à lui donner la bienvenue; bientôt les membres du Comité franco-polonais organisé sous les auspices de Lafayette le mirent à leur tête, et il n'a cessé de le présider au milieu des circonstances politiques les plus diverses, sans que son zèle pour cette noble cause se soit jamais refroidi.

Ses discours à la chambre des pairs eurent pour objet la liberté d'enseignement, et surtout la question du *libre échange*, qu'il défendait comme président de cette société, formée en 1846.

Nommé ambassadeur à Rome, en 1848, il revint en France deux ans après et se consacra dès lors aux travaux agrico-

Digitized by Google

les, une des préoccupations les plus constantes de sa vie, et à la gestion du Comité franco-polonais, une des gloires les plus belles, et nous pouvons le dire aujourd'hui, les plus durables de la France. L'Émigration polonaise a fait dans le duc d'Harcourt une perte presque irréparable; mais d'un autre côté, elle puise une suprême consolation dans cette certitude qu'une cause inspirant de pareils dévouements, se personnifiant dans des âmes aussi grandes, ne peut pas être une cause éteinte et délaissée.

(*Epoque.*)

XCII

Nous trouvons dans la 10e liste des offrandes adressées au *Comité central franco-polonais*, un trait de dévouement que nous signalons à l'admiration de nos compatriotes. M. Pascal Meriadec, de Tours, en envoyant au secrétaire du comité une médaille d'honneur de feu son père, de la valeur de 100 fr., l'accompagnait de la lettre suivante, datée du 28 février 1865 :

« J'étais attristé de ne pouvoir contribuer au soulagement de grandes souffrances qui ont toutes mes sympathies, lorsqu'il me vint une pensée qui apporta dans mon cœur une joie sincère. J'avais trouvé un moyen qui me permettait d'accomplir mes devoirs envers l'humanité. Je possède une médaille d'une valeur de 100 fr., et qui fut la récompense d'un acte de dévouement accompli par mon défunt père.

« Ce souvenir ne peut être vendu par moi; mais je puis l'échanger, ou plutôt lui faire subir une transformation qui, bien loin de l'effacer, le rendra encore plus honorable. Je vous adresse donc cette médaille, afin que la récompense du courage serve à alléger de cruelles souffrances, et, comme échange, je vous prie d'avoir l'extrême bonté de m'en-

voyer un reçu au nom du *Comité central franco-polonais*, et d'y mentionner l'inscription de la médaille. Quoique je ne veuille pas que mon nom figure sur aucune liste, vous comprendrez qu'un jour, si j'ai des enfants, je pourrai être bien aise de justifier la disparition de l'objet que je vous envoie. Je fais des vœux et je prie Dieu pour que tous les Français répondent au généreux appel du comité : ce ne sera pas leur moindre titre à la gloire devant la postérité. »

(*Opinion nationale.*)

XCIII

On nous annonce de nouvelles exécutions de déportés au fond de la Russie.

Huit prisonniers de guerre polonais, employés dans la petite ville d'Orel, comme forçats, à la fabrication des briques, avaient fait une tentative d'évasion. Ressaisis par les habitants, généralement hostiles aux Polonais, ils furent traduits devant une cour martiale ; mais, sans attendre leur jugement, le chef militaire du district de Charkow fit fusiller les plus coupables et enchaîner les autres. Les noms des premiers sont : François Czyborowski, Alexandre Kaminski, André Ostrowski et Bart. Kasprzak, exécutés à Orel le 14 mars.

Ceux qui ont eu le malheur de leur survivre sont condamnés à vingt ans de travaux dans les mines de Sibérie.

Quand donc la mesure de sang sera-t-elle pleine, et quand donc l'Europe oublieuse dira-t-elle : C'en est assez !

(*Opinion nationale.*)

XCXV

On nous communique des détails pleins d'intérêt sur le caractère du feu tzarewitch de Russie. D'une santé toujours débile et chancelante, d'une humeur naturellement timide et rêveuse, ce n'était pas l'héritier qui convenait au trône du plus vaste empire du monde, et surtout d'un empire à demi barbare.

L'énergie toute scandinave de sa race ne se signalait que par quelques éclairs qui, bientôt, en s'éteignant, le laissaient plongé dans son apathie habituelle. En voici quelques exemples :

Lorsqu'à la mort de Nicolas Ier, toute sa famille fut appelée pour recevoir ses derniers adieux, le tzar expirant dit à son petit-fils Nicolas, alors âgé de treize ans :

— Regarde bien comment doit mourir un tzar de Russie, et sois toujours, comme lui, ferme et persévérant.

— Je n'oublierai jamais, répliqua le tzarewitch, le nom de celui *qui vous a conduit au tombeau*, et j'attendrai le jour des représailles ! »

Une autre fois, le prince Paskéwitch, gouverneur de Varsovie, entra dans sa chambre, toute parsemée de jouets d'enfant, de sabres, de petits canons, de soldats en bois, etc. Par mégarde, il mit le pied sur une figure plus grande que les autres, et l'écrasa : c'était l'image du padischah de Turquie, Abdul-Medjid. Tandis que le prince-maréchal, confus de sa maladresse, s'excusait en saluant, le tzarewitch s'écria joyeusement :

« Pourquoi ce sultan en carton n'était-il pas vivant, comme l'autre ! »

Ces deux anecdotes, précieuses à recueillir pour une vie aussi courte, sont rapportées par le *Morgenpost* de Vienne, dans le compte-rendu des derniers moments du tzarewitch

défunt. Nous savons d'ailleurs qu'elles sont parfaitement conformes aux sentiments de l'entourage du prince.

(*Opinion nationale.*)

XCV

On nous écrit des frontières de Pologne, à la date du 9 mai :

La Russie continue de jouer la comédie de la civilisation, mais en la parodiant de la manière la plus déplorable, au point de faire regretter le règne franchement despotique de Nicolas Ier. Une seule plume, si active qu'elle soit, et l'étendue d'un seul journal ne suffiraient pas pour enregistrer tous les actes de violence et d'iniquité qui s'accomplissent soit en Russie, soit en Pologne, jour par jour, à la honte de notre époque, à la confusion de ceux qui croyaient entrevoir dans l'avénement d'Alexandre II la conciliation de deux principes incompatibles : le tzarisme et la liberté. Le premier de ces deux principes, négatif par sa nature, issu du germanisme, antinational même en Russie, aura beau entasser ruines sur ruines, tendre à l'extrême ses moyens de vengeance et de compression, il ne parviendra jamais à produire un progrès réel, et ne laissera après lui que désordre et que néant. Ce qui se passe aujourd'hui dans les deux États si bizarrement associés par les traités de 1815 en est la plus éclatante démonstration.

Dans le royaume, la question dite des paysans, infectée du venin communiste de Milioutin, Katkoff et Tcherkaskoï, a détruit la propriété sans le moindre profit pour qui que ce soit, si ce n'est pour les oiseaux de proie qui se partagent les lambeaux du territoire conquis et les derniers débris de sa richesse. Le paysan, se croyant déjà propriétaire, mais

ne possédant rien par le fait, refuse le travail et ne peut s'attendre qu'à la misère; l'ancien seigneur, déjà réduit à l'indigence, regarde, les bras croisés, ses champs abandonnés sans espoir de récolte, ou, s'il lui reste encore quelques ressources, est forcé de recourir à des cultivateurs étrangers. La classe moyenne, ouvriers et négociants, n'ose se livrer à aucune industrie, aucun commerce, de crainte de voir passer tous ses bénéfices dans les mains des spoliateurs. Tous attendent avec terreur, avec désespoir, le jour le plus prochain qui sera celui de la dévastation complète du pays, de la ruine irrémédiable de ses habitants.

Un seul fait scandaleux, connu de tout Varsovie, donnera la mesure des ignobles machinations auxquelles se livrent les soi-disant réformateurs moskovites. Une organisation occulte de voleurs et de flibustiers s'était formée depuis un an dans toute l'étendue du royaume, ayant pour but d'extorquer des familles polonaises des sommes impossibles, par la promesse de faire mettre en liberté ceux de leurs membres qui se trouvent sous les verrous ou dans l'exil en Sibérie. A la tête de cette organisation, recrutée parmi les fonctionnaires de tout grade, les chefs de police civils ou militaires, étaient les deux frères barons Piper, officiers supérieurs démissionnaires de l'armée russe. Les affiliés de cette bande se faisaient généralement passer pour agents secrets de la commission inquisitoriale, et, tantôt par des menaces, tantôt par des instances simulées d'élargissement des prisonniers, rançonnaient à merci les malheureux qu'ils ne trouvaient que trop accessibles à leurs piéges. Mais comme ils ne faisaient pas toujours la part du lion au comte Berg et au général Trepoff, ils furent arrêtés vers la fin de l'année dernière, au moment où ils emportaient à Saint-Pétersbourg le fruit de leurs spéculations. Un procès s'ensuivit, mais un procès à la manière moskovite, c'est-à-dire où l'on est toujours sûr d'être acquitté, pour peu que l'on partage avec ses juges. Du seul district de Piotrkow, ces industriels sont parvenus à tirer près de vingt mille roubles; jugez combien de dupes ils ont dû faire dans d'autres localités! D'ailleurs, on n'a rien rendu, et on ne rendra rien à personne de ses avances aux barons Piper.

Un fait tout semblable a eu lieu en Lithuanie, sous le gouvernement de Mourawieff. A la suite d'une enquête ordonnée par le trésor, le président d'une commission dite de vérification, Lidoff, a voulu se faire sauter la cervelle, dans le bourg de Pluszginy; un autre membre de cette commission a pris la fuite. On ignore encore toute la portée de cette mystérieuse affaire, dans laquelle Mourawieff lui-même pourrait bien être impliqué. Les spoliés n'ont garde de se plaindre, car toute plainte est déjà considérée comme un acte de révolte, et, comme telle, punie d'une amende de cent roubles et au-dessus.

En Russie, même gaspillage. L'ivrognerie, ouvertement favorisée par le ministère, s'y est développée d'une manière tellement effrayante, qu'on peut affirmer qu'elle fait presque autant de victimes que la peste de Sibérie. D'après les rapports officiels, depuis le décret qui permet à chacun le débit des liqueurs fortes, il meurt, en moyenne, trois mille hommes par mois de plus que par le passé; mais les revenus de l'empire se sont accrus en proportion. Est-il croyable que le seul impôt de l'eau-de-vie suffit à l'entretien de toute l'armée moskovite et forme la moitié du budget annuel de l'État? Et pourtant rien n'est plus vrai. Or, l'eau-de-vie que le peuple boit en Russie, fabriquée avec les matières les plus viles, est un poison infaillible; pour ceux qui en font usage, à côté de la nourriture insuffisante ou malsaine des artisans et des soldats, toute maladie devient nécessairement mortelle. C'est là quelque chose de plus abject, de plus profondément immoral que la guerre que les Anglais ont faite à la Chine, pour la contraindre à lui acheter son opium, à se dépeupler dans l'intérêt de ses finances. Les Anglais tuaient les Chinois pour les forcer à s'empoisonner; les Russes empoisonnent les Russes pour les exciter à tuer les Polonais.

Cet état de choses explique la rapide extension de la contagion sibérienne, que le tzarisme ne saurait arrêter qu'en renonçant à la source principale de ses revenus. Un instant comprimée par l'hiver, elle vient de se réveiller avec une force nouvelle, et n'est pas sur le point de s'éteindre. Le nombre des malades ne diminue guère à Saint-Pétersbourg;

dans les provinces, des districts entiers ont été ravagés, comme le sont aujourd'hui ceux de la Lithuanie par la hache de Mourawieff. Dans certaines contrées, la famine a partagé son œuvre, comme dans les steppes des Kosaks du Don, ces vautours insatiables que toute armée russe traîne à sa suite, et que leur butin fait en Pologne n'a pu préserver de ses atteintes.

A Simbirsk, l'enquête sur l'incendie de l'année dernière, attribué par MM. Katkoff et Leontieff aux déportés polonais, a produit un résultat inattendu et fâcheux en tous points pour le gouvernement. Le nom de l'incendiaire est le major d'infanterie Benderskoï. Ayant appris qu'un commissaire des guerres devait venir inspecter son bataillon, et craignant d'être traduit devant une cour martiale pour ses nombreux détournements, cet homme n'imagina rien de mieux que de mettre le feu aux magasins de vivres et d'effets militaires, pour anéantir avec eux toute trace de ses fourberies. Le vent porta la flamme sur les bâtiments voisins, et la ville entière fut réduite en cendres. Nos prisonniers portèrent encore la peine de ce crime, et payèrent de leur sang les généreux efforts qu'ils avaient tentés pour la sauver.

Voilà où en est aujourd'hui la Russie, et voilà ce que vaudrait son alliance pour l'Occident.

(*Epoque.*)

XCVI

On nous écrit des frontières de Pologne :

Le rappel de Mourawieff, l'exécuteur des hautes œuvres du tzarisme en Lithuanie, est un fait accompli; ce n'est pas, comme on le disait, le général Potapoff, l'organisateur de la

police de Varsovie, mais le général von Kaufmann, directeur au ministère de la guerre, qui est destiné à le remplacer. On a trouvé que les services de l'illustre proconsul de Vilno coûtaient trop cher aux finances et à la bonne renommée de la Russie; que sa réponse au ministre du trésor : « En temps de guerre, on ne rend pas de comptes des contributions militaires, » était un peu trop cavalière, surtout pour une monarchie despotique. Cet événement, malheureusement trop tardif, était à prévoir depuis l'entrée du grand-duc Constantin au conseil privé; on peut même espérer que d'autres mesures de ce genre se suivront dans le royaume et dans les provinces ruthènes, où les généraux Berg, Trepoff, Bellegarde, Bezac et Mourawieff fils ne cessent de pressurer et de décimer la population polonaise.

Quelle que soit la signification politique de cet événement, auquel la mort du grand-duc héritier du trône n'est peut-être pas tout à fait étrangère, il ne réparera pas les profondes blessures faites à la Lithuanie par ce monstre, animé d'une haine inexorable contre tout ce qui portait un nom polonais. Les gibets de Maçkiewicz, de Sierakowski (Dolenga), de Micewicz et d'une foule d'autres ne rendront pas leurs victimes; les déserts et les mines de Sibérie, peuplés par lui, ne se rouvriront pas pour l'élite et la fleur de la jeunesse lithuanienne, l'espérance brisée de toute une nation et de toute une époque. La marque de sang qu'il lui avait promise au premier jour de son envoi, restera imprimée, indélébile et fatale, au front du tzarisme.

Au bout de deux ans d'un règne presque souverain, Mourawieff, las de meurtres et de massacres, gorgé de richesses extorquées ou arrachées à ses victimes, rentre enfin dans la vie privée, après avoir fait autour de lui le vide et le néant. Un des premiers motifs de sa disgrâce a été son prosélytisme trop ardent pour la conversion forcée des populations au rite orthodoxe. Voilà comment s'y prenait cet apôtre d'une nouvelle espèce : Il envoyait des myriades de petites croix grecques en laiton aux habitants des différentes classes, particulièrement aux paysans, pour être portées sur le cou comme un signe distinctif de la faveur de son maître. Personne n'osait refuser ce dangereux

présent, car tous le considéraient comme un talisman protecteur contre les exactions du proconsul et les fureurs de la soldatesque. Un peu plus tard, dans le recensement des citoyens selon la diversité des cultes, tous ceux qui possédaient les susdites croix étaient inscrits sur les listes comme appartenant au culte schismatique; les récalcitrants étaient enfermés, ou même, en cas de récidive, déportés, c'est-à-dire mis à mort. On conçoit que, même en Russie, une pareille propagande a dû sembler par trop violente, surtout dans un moment où le tzar s'efforce de capter les bonnes grâces de la cour de Rome.

Les anciens palatinats de Vilno, de Minsk, de Mohilew, de Kowno sont entièrement dépeuplés, dévastés, assimilés aux steppes les plus incultes de la Russie asiatique. Le *Courrier de Vilno* constate qu'aucune moisson, et par conséquent aucune semaille n'a été faite l'été dernier. Les blés ont pourri sur pied, et les foins n'ont été coupés que par les paysans. De là, disette et fièvres typhoïdes parmi les habitants, mortalité des bestiaux. Les prix des céréales sont énormes, et menacent d'augmenter encore. En Samogitie, dit la *Gazette de Kowno*, la mendicité s'est développée d'une manière effrayante. Tous les propriétaires spoliés qui ont échappé aux massacres sont forcés de tendre la main; et, par une circulaire récente, Mourawieff fils, gouverneur de Kowno, ordonne de tenir ces indigents sous la plus stricte surveillance. La police et les sbires, sous prétexte de chercher des insurgés, ne cessent d'envahir les maisons et les chaumières qui sont encore debout, et d'y prendre tout ce qui se trouve à leur convenance. On emprisonne au hasard, sans aucune apparence de culpabilité; les prisonniers se rachètent, s'ils le peuvent, par des contributions exorbitantes. Un prêtre a été arrêté à Wornié, pour avoir prononcé un sermon sur le dernier jugement; un autre prêtre, Narwoïsz, a été condamné à mort, après un an de détention, bien qu'il soit rentré dans le pays sur la foi de la parole de Mourawieff, qui promettait une grâce pleine et entière à tous ceux qui se rendraient à merci.

Tel est à peine un point isolé de l'horrible tableau de mort et de désolation que présente la Lithuanie, naguère encore

une des portions les plus fertiles, les plus productives du territoire polonais; telle est l'histoire d'un seul jour de cette infernale boucherie qui dure depuis deux ans. L'Asie ne commence plus aux monts Ourals et à la mer Caspienne, comme avant le règne d'Alexandre II; elle ne s'arrête aujourd'hui qu'aux Karpathes et à l'Oder. Plaise à Dieu et au génie des peuples qu'elle ne franchisse bientôt cette limite!...

Ajoutons à cette page de deuil une nouvelle navrante pour tous les cœurs polonais : l'abbé Brzozka, le dernier combattant de notre insurrection de 1863, vient de tomber entre les mains des Moskovites. Avec un groupe de quelques hommes, il avait constamment tenu la campagne après la mort ou la défaite de tous les chefs de détachements; protégé par les paysans qui l'aimaient et le vénéraient comme un père, il était parvenu à se soustraire à toutes les poursuites. Les Russes envoyaient parfois des régiments entiers pour s'emparer de sa personne; un de ses compagnons, fait prisonnier et soumis à la torture, dit le *Journal de Breslau* du 1er mai, donna quelques indices sur le lieu de sa retraite. Le héros, enveloppé, se défendit vaillamment contre trente soldats russes, et finit par succomber. Le même journal indique le 26 avril comme la date de son dernier combat, le dernier de cette lutte héroïque et néfaste dont l'issue consacre un principe encore nouveau en Europe, celui de l'extermination.

(*Epoque.*)

XCVII

L'*Invalide russe* du 5 mai contient le rescrit suivant du tzar Alexandre II au général comte Mourawieff II.

Ce rescrit est daté *de Nice*, 29 avril :

Comte Michel Nicolaëwitch!

Au moment difficile où l'insurrection perfide qui avait éclaté dans le royaume de Pologne s'étendait aux provinces limitrophes, et parvenait déjà à ébranler les principes de l'ordre social et de l'autorité du gouvernement, je vous ai appelé à administrer les provinces du nord-ouest (Lithuanie et Russie blanche).

Vous avez accepté avec *une abnégation exemplaire* les nouvelles fonctions que je vous confiais *malgré l'état de votre santé* qui m'avait déterminé à accepter votre démission de ministre des domaines et du corps des géomètres.

Vous avez complètement justifié mes espérances.

L'insurrection a été étouffée, la force de l'autorité relevée, la *tranquillité publique rétablie et assurée par une série de mesures qui ont été appliquées avec l'activité infatigable, la connaissance des conditions locales et l'énergie inébranlable qui vous distinguent.* Vous avez porté votre attention sur toutes les branches de l'administration dans le pays qui vous était confié.

Vous avez mis à exécution et réalisé mon plan de réorganisation de la situation de la grande majorité des paysans, dont l'attitude a montré une fois de plus l'ancienne et indissoluble union des provinces occidentales avec la Russie. Vous avez rétabli dans la conscience publique les saintes traditions séculaires de l'Orthodoxie. Vous avez travaillé à l'amélioration de la position du clergé grec orthodoxe; *vous avez coopéré à la construction et à l'ornementation des églises greco-russes,* et par la multiplication des écoles populaires nationales, vous avez jeté les bases de l'organisation de l'éducation dans le sens de l'orthodoxie et de la nationalité russes. *Vos actes ont été pleinement appréciés par moi et ils vous ont acquis ces sympathies générales qui vous ont été manifestées tant de fois dans toutes les contrées de notre empire!*

A mon grand regret, le surcroît de vos occupations a affaibli encore davantage votre santé, et vous avez dû me faire connaître de nouveau l'impossibilité où vous étiez de remplir plus longtemps vos pénibles et difficiles fonctions.

Me rendant à votre demande, je vous relève avec regret de vos fonctions de gouverneur général des gouvernements du nord-ouest, tout en maintenant votre dignité de membre du conseil de l'empire.

Pour vous manifester *ma reconnaissance* et perpétuer le souvenir de vos mérites vis-à-vis du trône et de la patrie, je vous confère par un oukaze, donné au Sénat dirigeant, la dignité héréditaire de comte de l'empire.

Je demeure votre *affectionné et sincèrement reconnaissant.*

ALEXANDRE II.

(*Opinion nationale, — Moniteur universel.*)

XCVIII

Nous lisons dans la *Cloche* (*Kolokol*) de M. A. Hertzen :

Au nombre des personnes auxquelles l'entrée en Russie est interdite de longue date, se trouve le prince L. Napoléon, celui qui est aujourd'hui l'empereur Napoléon III. La liste imprimée se trouve à toutes les douanes frontières de la Lithuanie, à Tauroggen, Wirballen, etc. Mais, par courtoisie, sous le nom du prince on a eu soin d'ajouter : « *S'excuser le plus poliment possible.* »

Les journaux suisses annoncent que M. Alexandre Hertzen et le poëte Ogareff, chefs du parti révolutionnaire russe et rédacteurs du *Kolokol*, viennent d'arriver à Genève pour s'y établir. Ils ont loué la campagne appelée La Boissière et y ont fait transporter toute l'imprimerie russe qu'ils avaient établie à Londres. C'est donc à Genève que paraîtra désormais la *Cloche* dont les tintements ont le privilége de réveiller quelquefois très-désagréablement les hauts fonctionnaires du tzarisme.

Le colonel Edmond Callier, un des chefs de l'insurrection

polonaise, après avoir résidé pendant quelque temps auprès de sa famille, vient de se constituer prisonnier à Posen. Il a été immédiatement dirigé sur Graudentz pour y subir la sentence de la cour de Berlin, qui le condamne à une année d'emprisonnement.

(*Opinion nationale.*)

XCIX

Les Polonais demeurant en Suisse ont adressé au président Johnson une lettre dont voici les principaux passages :

Citoyen président,

Les soldats de la liberté, les compatriotes de Kosciuszko et de Pulaski, qui ont scellé de leur sang la cause de l'indépendance américaine, saisissent avec empressement l'occasion qui leur est offerte d'exprimer par votre organe au peuple américain la profonde horreur qu'ils ont ressentie à la nouvelle de la mort d'Abraham Lincoln, votre prédécesseur, le modèle du patriotisme et des vertus civiques, et qui sut donner un rare exemple de générosité et de modération après la victoire.

Les fils de la Pologne, combattant de génération en génération et souffrant le martyre pour une sainte cause, ne pouvaient rester indifférents devant ce meurtre exécrable, qui trancha les jours d'une des plus nobles individualités de notre époque. Ils sont persuadés que la puissance des États-Unis d'Amérique, délivrée au prix de si grands sacrifices d'une lutte intérieure, pèsera de plus en plus sur les destinées des nations, et que les faits ne tarderont pas à donner raison à cette croyance.

Dans cette conviction, les émigrés polonais s'identifient

de cœur et d'âme avec le triomphe et le deuil du peuple américain; ils lui adressent leurs vœux unanimes pour sa grandeur et sa prospérité, désormais inséparables de l'avenir et de la liberté du monde.

Zurich, 3 mai 1865.

(*Suivent les signatures.*)

(*Opinion nationale.*)

C

Nous donnons, d'après l'*Invalide russe*, la substance d'une lettre de Varsovie, relative à l'arrestation de l'héroïque abbé Brzozka, dont nous avons parlé dans une de nos précédentes correspondances :

« L'abbé Stanislas Brzozka, le dernier chef actif de l'insurrection polonaise, vient d'être arrêté dans la nuit du 18 au 19 avril (du 30 avril au 1er mai), et conduit sous escorte à la citadelle de Varsovie. Voici de quelle manière eut lieu cet *heureux* événement, et quels sont les précédents du chef de bande polonais.

« Brzozka, aujourd'hui âgé de 33 ans, est né de parents nobles, dans le district de Biala; après avoir fait ses premières études dans une des écoles du district, il se rendit, à 17 ans, à l'Université de Saint-Vlodimir, à Kïow, et deux ans après, obéissant à sa disposition d'esprit capricieuse et fantasque, il entra au séminaire de Ianow. En 1857, ayant reçu les ordres, il fut nommé vicaire à Sokolow, dans le district de Siedlcé, puis il remplit les mêmes fonctions en 1860 à Lukow, dans le palatinat de Lublin. La dignité et les devoirs de prêtre ne changèrent nullement le caractère aventurier de cet homme, et ne servirent qu'à exalter en lui ce fanatisme passionné, inhérent à tout le clergé catholique en Pologne.

Digitized by Google

« Dans l'automne de 1862, le comité central avait ordonné à ses agents de former dans le pays une organisation révolutionnaire ecclésiastique, semblable à l'organisation civile; il va sans dire que l'abbé Brzozka en fut un des premiers membres. L'agent délégué de Varsovie réunit dans la ville de Radzymin les prêtres du voisinage et leur lut le manifeste du comité, fondant ses plus grandes espérances sur le clergé.

« Dès l'explosion du soulèvement, l'abbé Brzozka, la croix dans une main et le poignard dans l'autre (c'est le correspondant russe qui le dit), se joignit aux insurgés commandés par Lewandowski; après la dispersion de la bande, il prit part à tous les combats de Krysinski, et se mit à la tête d'un détachement de cavalerie.

« Blessé à la jambe, le prêtre-partisan dut renoncer momentanément à la vie des camps; mais aussitôt rétabli, il monta derechef à cheval, forma un détachement des débris de celui de Krysinski et ne cessa de combattre en désespéré. La colonne mobile de Brzozka, composée d'abord de 200 hommes, fut réduite vers la fin de l'année dernière à 9; passant rapidement d'un point à un autre, elle se dispersait dans les bois à l'approche des nôtres, et s'abritait particulièrement dans les villages habités par la petite noblesse. Le prestige de Brzozka, soutenu par des exécutions sommaires, était si puissant que nul châtiment ne pouvait contraindre ses complices à nous révéler le lieu de son séjour. En vain le colonel Zankisoff, avec ses vaillants kosaks réguliers, s'acharnait à la poursuite de sa bande; en vain faisait-il deux ou trois prisonniers, le chef lui-même nous échappait toujours. Vers le 15 (27) du mois dernier, ayant obtenu (par la torture) des indices certains sur la retraite de Brzozka, le chef de gendarmerie de Minsk (près Varsovie) et le chef militaire du district de Stanislawow, accompagnés d'un sergent de gendarmes et de *dix kosaks*, se rendirent au village de Sypitki, district de Siedlcé, et cernèrent la maison du maire de la commune, Xavier Biélinski, où le *bandit* se cachait depuis le mois de février avec son compagnon François Wilczynski.

« Depuis l'évasion de Brzozka, Wilczynski, fils d'un forgeron, âgé de vingt ans, d'une physionomie noble et douce,

avait constamment suivi son chef dans toutes ses expéditions. La chambre du maire était partagée par une cloison simulant parfaitement une muraille, et derrière laquelle ces *deux malfaiteurs* ont vécu pendant près de deux mois, ne sortant qu'à la faveur de la nuit.

« Sans une étroite ouverture pratiquée au bas de la cloison et masquée par un bahut, et que les deux chefs militaires ont heureusement aperçue, Brzozka se serait encore évadé des mains de la justice. Après un coup sur la cloison qui les avertit du danger, les fugitifs sortirent de leur cachette, firent feu sur nos soldats, et, profitant du désordre, se jetèrent dans la cour, sans doute espérant gagner la forêt. Les suivant de près, l'officier kosak tira sur Brzozka, l'atteignit à la main, et le sergent des gendarmes, avec ses hommes, n'eut pas de peine alors à le faire prisonnier...

« Le signalement de Brzozka n'offre rien de bien remarquable. Sa taille élevée, ses traits fins et brunis, mais éclairés par des yeux noirs d'une singulière expression, ses longs cheveux cendrés encadrant son visage et tordus derrière la tête par *la plique*, maladie commune chez les villageois, lui donnent un aspect général très-désagréable (probablement pour les deux chefs militaires), que rehausse encore un vêtement en pièces, et je ne sais quel air d'audace et de férocité... Telle devait être l'apparence du dernier partisan de 1863. »

Tel est le récit de l'*Invalide russe*, dans lequel on n'aura pas de peine à démêler l'admiration et la terreur que doit inspirer à ses bourreaux ce dernier soldat de notre indépendance, martyr d'une cause aujourd'hui reniée par l'Europe, cet exemple immortel pour tous ceux qui, à une autre époque, se feront un devoir de l'imiter.

(*Epoque.*)

CI

On nous écrit des frontières de Pologne :

L'*Invalide russe*, tout en nommant Mourawieff le sauveur et l'apôtre de la Russie, avait eu soin de nous annoncer que son rappel ne changerait rien à l'état des choses en Lithuanie. Des exécutions et des pendaisons nouvelles sont venues confirmer ces prévisions, et rassurer les chefs du parti de l'extermination en Russie. Voici les noms des dernières victimes du tzar Alexandre le Magnanime, dont la lettre de rappel, datée du territoire français, du lit de mort de son fils, a hautement témoigné sa reconnaissance à Mourawieff *le Pendeur :*

Telesfor Cholewa, propriétaire noble de Cholewszczyzna, gouvernement de Minsk, âgé de vingt-quatre ans, pendu le 30 mars à Borowlany, pour participation à l'insurrection et autres crimes semblables ;

Edouard Chorewicz, pendu à la même date par sentence de la cour martiale ;

Michel Laskowski, chef d'un détachement de gendarmes nationaux, accusé d'avoir fait fusiller six émissaires moskovites, pendu le 2 avril à Suraz, son lieu de naissance, district de Bialystok. Pour donner plus d'apparat à son exécution, on avait rassemblé tous les paysans des villages voisins.

Ces détails nous sont transmis par le journal officiel de Mourawieff, le *Courrier de Vilno*.

Cependant, au milieu de tous ces gibets et de tous ces supplices, les Russes ne se croient pas encore bien en sécurité sur l'ancien territoire polonais. Voici quelques extraits d'une lettre adressée de Szawlé en Samogitie, par un de ses affidés, à l'ingénieux Katkoff de Moskou :

« Tout n'est pas encore fini, et les Polonais ne cessent de

s'agiter en Samogitie. Les plus modérés songent à la reconstruction de la Pologne dans ses anciennes frontières, tout comme il y a trois ans, et comptent sur la coopération des sociétés secrètes à l'étranger. Chose digne d'attention, les Allemands de ce pays semblent vouloir faire cause commune avec les Polonais !

« Les bandes, en se dispersant, ont laissé beaucoup de vagabonds, que nous ne pouvons atteindre, malgré tous nos efforts, les seigneurs et les prêtres s'étant donné le mot pour nous cacher leur présence. Ce ne peuvent être des insurgés, disent-ils; le pays est inondé de vos troupes ! La propagation de la langue moskovite fait à Szawlé peu de progrès; tous les habitants, y compris les Russes eux-mêmes, parlent généralement le polonais. Quant à nos concitoyennes (les dames russes), elles vont de préférence aux églises polonaises, avec des livres de prières polonais, et comptent le Carême à partir du mercredi saint, selon la coutume polonaise.

« La prépondérance de cette langue se fait surtout sentir dans le chef-lieu ; dans les campagnes, nos soldats donnent des leçons de russe aux paysans samogitiens. On conçoit qu'ils sont parfaitement écoutés de leurs élèves. Ceux-ci avaient une aversion instinctive pour l'*homme russe* et sa langue jusqu'à l'insurrection de 1863 ; aujourd'hui, grâce à l'oukaze du 19 février (2 mars) et au caractère sociable de nos soldats, ils semblent prendre l'un et l'autre en grande affection. Témoin le temple orthodoxe à Szawlé, construit des matériaux *gratuitement et volontairement* apportés par ces enragés catholiques, etc. »

Cette lettre prouve une fois de plus la perpétuité de l'élément polonais en Samogitie, élément attractif, qui fait des prosélytes jusque dans les rangs de ses bourreaux. Nous mettons au défi l'inventif rédacteur des *Nouvelles de Moskou* de nous citer un seul exemple pareil en faveur de l'élément moskovite. Il ne parvient à rallier à lui que quelques renégats titrés, désireux de conserver ou d'accroître leur fortune; mais le peuple polonais ne se laissera jamais convertir à la foi de l'*homme russe*, foi de meurtre et de bridandage, avec le tzar pour dieu et le gibet pour crucifix, ni à la lan-

gue de l'*homme russe*, dans laquelle manquent absolument les trois expressions européennes : « honneur, patrie et liberté. »

(*Epoque.*)

CII

On nous écrit des frontières de Pologne :

La démission de Mourawieff devait nécessairement entraîner celle de ses deux compères dans la presse moskovite : les rédacteurs en chef des *Nouvelles de Moskou* et de l'*Invalide russe*. Le premier, M. Katkoff, vient d'être l'objet d'une ovation publique de ses concitoyens; la noblesse russe a ouvert une souscription pour lui offrir cent mille roubles (300,000 fr.), en récompense des éminents services rendus à la cause du tzarisme. Ce présent doit être accompagné d'un encrier d'honneur en argent (pourquoi pas en or?), dont la désignation moskovite, *czerniliça* (vase à noircir), indique suffisamment le mode de son emploi. Le second, le colonel Romanoffski, a été remplacé dans la rédaction de l'*Invalide* par le colonel Chikoff. Dans ce singulier pays, unique au monde pour l'absurde et le contre-sens, taillé à coups de hache par Pierre Ier en État européen, ce sont les colonels qui rédigent les journaux, et ce sont les hommes de lettres (quels hommes de lettres, grand Dieu !) qui dirigent les opérations militaires. Du reste, dans l'ordre hiérarchique des quatorze classes officielles, tout fonctionnaire civil est apte à porter l'épaulette et réciproquement; le cocher de l'empereur a grade de colonel, tout comme MM. Chikoff et Romanoffski.

Le successeur du comte Mourawieff au gouvernement de Vilno, le général aide-de-camp von Kaufmann, avait été

commandant de la neuvième division de l'armée active. Détesté par les officiers et les soldats pour ses manières brutales et ses habitudes de violence, il a été rappelé au ministère de la guerre, où il occupait le poste de chef de la première chancellerie jusqu'au jour de sa nomination. Ces précédents, il faut l'avouer, sont peu rassurants pour l'avenir de la Lithuanie. De même que son prédécesseur, il est revêtu d'un pouvoir sans limites et sans contrôle, les généraux Chrustcheff et Potapoff, adjoints au gouverneur de Vilno, ayant été démissionnés pour l'excessive mansuétude de leur caractère.

Le premier acte du général von Kaufmann a été la suppression du théâtre polonais de Vilno. Le directeur moskovite, Wasilieff, outre la subvention de 3,000 roubles prise sur les fonds confisqués aux Polonais, a reçu une gratification d'une somme pareille, à charge pour lui de ne jouer que des pièces du répertoire national (lisez moskovite). Ses appointements comme artiste et ceux de sa femme montent déjà au double de cette somme. Les artistes polonais faisant partie de sa troupe sont forcés d'apprendre le russe, sous peine d'être congédiés, et le *Courrier de Vilno* fait la judicieuse remarque que la prononciation et l'accent de plusieurs d'entre eux laissent beaucoup à désirer. Il en est de même des théâtres de Minsk, Kowno et Grodno, qui sont l'objet d'une égale sollicitude de la part du général von Kaufmann.

La *Poste du Nord* nous apprend que la mortalité s'est accrue à Saint-Pétersbourg, dans le courant du mois d'avril, à cause du dégel et de l'affluence des ouvriers habituelle à cette époque. Un décès sur sept cas de typhus et sur onze cas de fièvre contagieuse (peste de Sibérie), tel est le chiffre officiel.

D'après le *Courrier d'Odessa*, le décret ordonnant l'expulsion de tous les Israélites du gouvernement de Charkoff vient d'être mis en vigueur. Cette province, de même que toute la petite Russie, appartenait autrefois à la Pologne; or, les juifs, accueillis depuis plus de six siècles, demeurent aussi loin que s'étendaient les anciennes frontières de la république. Totalement exclus de l'empire moskovite, ils se-

Digitized by Google

ront réduits à la plus affreuse misère, et n'auront d'autre asile qu'en Turquie, où ils rejoindront les tribus circassiennes exilées en masse de leur pays natal.

D'un autre côté la petite ville de Rydzyn, dans le grand-duché de Posen, élève à ses frais un temple israélite des offrandes reueillies chez tous les habitants. La commune juive s'est adressée au prince Sulkowski pour en obtenir les bois et les matériaux de construction. Celui-ci, non content de les fournir gratuitement aux demandeurs, assista en personne avec sa famille à la pose de la première pierre, le 26 avril dernier. Le *Journal de Posen*, qui relate ce fait, nous donne l'occasion d'exprimer toutes nos sympathies pour cet acte de fraternité si bien en harmonie avec les traditions séculaires de nos aïeux.

(*Epoque.*)

CIII

LES HOMMES D'ÉTAT DE LA SAINTE-ALLIANCE

IV

LE MARQUIS WIELOPOLSKI.

Le comte Alexandre Wielopolski (marquis de Gonzaga Myszkowski par alliance, titulaire du majorat de ce nom) n'est pas un traitre, comme ses trop nombreuses bévues politiques ont pu le faire supposer; ce n'est qu'un mauvais Polonais. Gravement infatué de son illustration nobiliaire, autant

au moins que de son renom de capacité, il jouit de l'une et de l'autre à un titre à peu près équivalent; mais la première n'est pas de notre domaine, c'est de ses faits et gestes personnels que nous avons surtout à nous occuper.

Rien n'est plus dangereux pour un peuple qu'une ambition individuelle, puisée dans une source étrangère à ses intérêts. Si elle réussit, elle le fait dévier de sa route et lui imprime un caractère qui n'est pas le sien; si elle échoue, entraîne son insuccès d'irréparables désastres. Tel fut le sort de la Pologne sous l'administration transitoire du marquis Wielopolski. Né à l'époque des luttes suprêmes et des martyres incessants, cet homme tout personnel, haineux et vindicatif, qui, par cela même, aurait dû être à jamais écarté des fonctions publiques, a retardé de toute la durée de sa pernicieuse influence le jour de la régénération politique et sociale de sa patrie.

Le tzar Alexandre l'avait admis dans ses conseils, parce qu'il pressentait que cette intelligence obtuse, atteinte d'un orgueil incurable, lui servirait d'instrument dans son œuvre de destruction, préméditée à l'avance avec ses deux affidés intimes, le prince Gortchakoff et M. Bismark, publiquement annoncée dans ses deux discours de joyeux avénement à Varsovie, le 23 et le 25 mai 1856. Faisant le mal sans le vouloir et parfois sans le savoir, le marquis a rendu à la Russie le plus grand service qu'un homme puisse rendre à un État, aux dépens de son peuple, bien entendu.

Un orage grondait sur elle; une révolution immense, amenée par la loi mal digérée de l'émancipation des serfs, allait éclater sur tous les points de l'empire moskovite. L'insurrection polonaise de 1863, provoquée par les rancuneuses menées du marquis, est venue fort à point pour aider la Russie à résoudre ses difficultés intérieures, à transporter dans une lutte nationale à l'extérieur l'agitation croissante et terrible qui menaçait de la dévorer. Nous ne concevons pas qu'à la suite d'un pareil bienfait, rendu spontanément, ou peut-être, ce qui revient au même, contre son gré, au plus cruel ennemi de la Pologne, au tzarisme, l'illustre marquis ait pu devenir l'objet d'une disgrâce.

Comment se fait-il que « le *Sauveur de la Russie,* » comme

l'appellent ses compatriotes, l'homme de la proscription du 17 janvier 1863, soit aujourd'hui le plastron de toutes les railleries et l'objet de tous les dédains des hommes d'État allemands et moskovites? Assurément, c'est de leur part, au moins une ingratitude. Détesté dans son pays pour son esprit de chicane et ses tendances ouvertement panslavistes, recherchant et bravant l'impopularité, mais voulant à toute force laisser un nom historique pour en imposer à ses rivaux, il lui fallait absolument son coup d'État; nous savons comment il y a réussi.

Le malheur des temps a voulu qu'il fût le seul lien possible entre la Pologne réclamant enfin ses droits, après trente ans d'intolérable oppression, et la Russie s'obstinant à les lui contester, voulant s'armer de sa résistance même pour lui porter le coup fatal. Cette position intermédiaire, il la devait surtout à sa fameuse *Lettre d'un gentilhomme au prince de Metternich*, publiée en 1846, au lendemain des massacres de Gallicie. A part l'indignation très-légitime qui devait s'emparer de tout Polonais, noble ou roturier, à la vue de ces boucheries fomentées, ordonnées et récompensées par l'Autriche, nous voyons déjà dans cette lettre une tendance très-prononcée vers les opinions condamnables que le marquis a tenté de faire prévaloir en 1861 et 1862. Nous y lisons par exemple ce qui suit :

« La noblesse polonaise préférera sans doute marcher avec « les Russes à la tête de la *civilisation* slave, jeune, vigou- « reuse et pleine d'avenir, que de se traîner coudoyée, mé- « prisée, haïe, injuriée, à la queue de votre civilisation « décrépite, tracassière et présomptueuse. En compensation « de tout ce que nous apporterions à la Russie, elle fourni- « rait à notre race une vaste carrière de travail social, « d'intérêts positifs et majeurs, qui rempliraient le vide « désespérant de notre situation actuelle (p. 43). »

Et plus loin, s'adressant à l'empereur de Russie :

« Nous venons nous remettre à vous, comme *au plus gé-* « *néreux* de nos ennemis!... Unissant désormais nos desti- « nées à celles de votre empire, nous nous donnons à vous « en hommes libres, qui ont le courage de se reconnaître « vaincus; nous le faisons de notre propre volonté, sans

« démonstration et sans calcul, de cœur et de conviction.
« Vous devenez aujourd'hui pour nous, comme vous l'étiez
« déjà malgré nous, notre souverain par la grâce de ce
« Dieu au jugement duquel, manifesté dans les destinées de
« notre peuple, *nous nous soumettons*... (p. 44). »

En voilà assez pour juger le genre de patriotisme du marquis, dont cette lettre fut pourtant la seule et unique explosion durant toute sa carrière politique. Esprit étroit et faux, à qui même un crime de lèse-nation commis par l'Autriche n'arrachait qu'un cri de servitude et de soumission! Depuis cette époque, le marquis n'a pas cessé de réclamer pour ses compatriotes la protection du tzarisme, et d'ambitionner pour lui-même la dignité de sujet russe. Des procès nombreux, entachés d'une injustice patente, mais couverts d'une ombre de légalité, qu'il gagna contre les créanciers du majorat Myszkowski, ont en même temps grandi démesurément sa fortune et porté le dernier coup à sa popularité.

Se voyant haï, abandonné, séparé de ses compatriotes, réduit à l'impuissance, lui, fiévreusement ambitieux, il entreprit d'humilier à son tour ses ennemis, en se mettant au service du gouvernement moskovite, non par intérêt, non par apostasie, mais par un sentiment de personnalité profondément ulcérée. C'est dans cet ordre d'idées qu'il faut chercher l'interprétation de la plupart de ses actes.

Deux circonstances contribuèrent à l'engager dans cette voie fatale; ce fut en premier lieu son antagonisme ardent contre le chef du parti national, le comte André Zamoyski, président de la Société agricole du royaume et l'un des patriotes les plus estimés pour la droiture de son caractère; en second lieu, l'affaire de la succession Swidzinski. Nommé légataire universel d'une fortune considérable, à charge pour lui de tenir à la disposition du public la vaste bibliothèque du testateur, il fit tous ses efforts pour éluder ses engagements et publia dans le *Czas*, de Krakovie, une lettre de tous points malheureuse, où il se plaignait entre autres de ce que les exigences du procès qu'il avait à soutenir contre les successeurs de Constantin Swidzinski avaient forcé son fils Sigismond d'interrompre sa carrière militaire

Le marquis l'avait poussé dans l'armée moskovite, à une époque où aucune famille polonaise n'avait osé le faire.

Cette lettre malséante, où il arborait de nouveau ses sympathies pour le tzarisme et son dédain pour la démocratie, souleva une clameur générale. Le marquis y répondit en proposant de signer une adresse au tzar, où il bornait ses revendications de la Pologne à l'autonomie du royaume, emportant virtuellement l'abdication des provinces incorporées. Sa proposition, anticipée sur Mourawieff, eut pour corrollaire le refus du comité de la Société agricole de l'admettre dans son sein. Peu après, la Société fut dissoute et dispersée par les baïonnettes russes.

Mais il fallait à la dureté inqualifiable de son orgueil encore une autre revanche. Pour tirer vengeance de la démocratie militante qui avait dirigé contre lui deux attentats, il imagina l'oukaze de proscription, déguisé sous le nom euphémique de recrutement, et qui devait enlever à la Pologne, dans la nuit du 17 au 18 janvier 1863, la fleur de sa jeunesse intelligente et laborieuse. Bien plus, il eut la cruauté d'insulter aux victimes de ce guet-apens, par un article du *Dziennik* de Varsovie, où il les félicitait d'avoir mis tant d'empressement à se ranger sous les drapeaux de la sainte Russie.

C'en était trop pour ces pauvres martyrs; et l'exaspération publique, portée à son comble, se traduisit par une prise d'armes désespérée. A M. Wielopolski appartient donc la responsabilité de la catastrophe qui a amené une effusion de sang inouïe, et des malheurs qui ont frappé la Pologne; car sans cette mesure de vengeance et de haine, ou le parti du mouvement n'eût pas rallié à lui le gros du pays, et l'insurrection n'aurait pas éclaté, ou bien elle eût été ajournée à une échéance plus opportune, à un soulèvement inévitable et prochain dans l'intérieur de la Russie, qui lui aurait assuré gain de cause. Une fois la lutte engagée, le marquis n'avait plus à reculer; sa tâche devenait identique avec celle de MM. Bismark et Gortschakoff.

Son soin principal fut dès lors de découvrir les membres du gouvernement national, pour donner le coup de grâce à l'insurrection, qui devait, disait-on, être comprimée dans

l'espace de quelques semaines. Malgré ses recherches, elle a duré dix-huit mois. Une fois, dans un accès de colère, il s'écria devant le conseil d'État : « Je découvrirai ce gouvernement occulte sous les cadavres des derniers insurgés ! » Ce trait achève la peinture de son caractère.

La médiocrité de cette intelligence, beaucoup trop surfaite, obscurcie par un népotisme outré, par un orgueil qui touchait à la démence, est affirmée aujourd'hui par la position que lui ont faite ses actes mal inspirés; disgracié par le tzar et réprouvé par ses compatriotes, il est l'objet de la désaffection universelle. Pour faire de lui un homme utile à son pays, il ne lui eût fallu que plus de cœur, une part plus grande d'abnégation, d'humanité et d'amour désintéressé de la patrie; mais comme tous les ambitieux manqués, il a mis l'assouvissement de ses passions égoïstes au-dessus de son devoir de Polonais.

Quelques-uns prétendent qu'il aurait voulu jouer le rôle de Konrad Wallenrod dans le poëme de l'illustre Miçkiewicz; mais il nous semble bien plus équitable de lui appliquer le mot de Tacite : « *Omnia serviliter pro dominatione.* » A-t-il servi le tzarisme, comme il en avait indubitablement la pensée, ou bien a-t-il servi l'expansion de la prochaine insurrection de Pologne? C'est ce que l'avenir se chargera tôt ou tard de nous apprendre.

Aujourd'hui, nous dit-on, le marquis, en regardant avec effroi son passé, avoue qu'il a été la dupe de la Russie. L'aveu vient un peu tard, après la perte d'un demi-million d'hommes dans son pays, après l'incendie et le pillage de la plupart des villes, la ruine du commerce, le désespoir et le deuil dans toutes les familles polonaises. Cependant, il est bon de le consigner, comme exemple pour tous les réformateurs sans mission, qui voudraient entreprendre après lui la tâche absurde de concilier deux principes diamétralement opposés; et nous voulons bien, par longanimité, lui offrir la chance d'une réhabilitation.

Qu'il se rallie franchement et sans réserve au parti national, qui veut l'indépendance de la Pologne dans ses frontières de 1772; qu'il abjure ses sympathies moskovites et se

déclare ouvertement l'adversaire du tzarisme, ce vampire des peuples slaves; qu'il reprenne, s'il en est encore capable, les grandes traditions des vrais apôtres de la liberté polonaise, Thadée Czaçki, Ignace Potoçki, Hugues Kollontay et Thadée Kosciuszko; qu'il dévoue à cette œuvre glorieuse sa fortune et sa vie et fasse entendre à l'Europe une parole de regret; alors, mais alors seulement, nous effacerons volontiers la tache ignominieuse imprimée sur son passé, en considération de son avenir, mais nous en sommes trop certain : l'orgueil et l'entêtement, les deux mauvais génies du marquis, fermeront la route au repentir.

(*Opinion nationale.*)

CIV

La *Gazette nationale* de Léopol contient une lettre très-intéressante écrite par un Polonais de Monastir, en Turquie, et dont voici les principaux passages :

Me voici depuis deux jours à Monastir (Bitolia), autrefois la capitale macédonienne, aujourd'hui habitée par 20,000 hommes de tout pays et de toute croyance, Bulgares, Turks, Grecs, et je ne sais combien d'autres. Un mélange à faire frémir. Il y a un consul anglais, autrichien, russe, grec, italien et français. Tout alentour, des montagnes à pic couvertes de neige une grande partie de l'année; au milieu une terre désolée, infertile, sauvage, peuplée d'êtres humains aussi sauvages qu'elle-même, ne sentant aucun besoin de communiquer avec leurs voisins immédiats, et encore moins avec le reste de l'humanité. Aussi tous les chemins sont impraticables; on ne voyage qu'à cheval ou à dos de mulet, au risque de se casser le cou en plein jour. On dit bien que le gouvernement turk projette un chemin de fer de Salonique à Monastir, mais ce n'est encore qu'un projet.

Il vient d'arriver 80 des nôtres, dans l'intention de prendre du service dans les troupes étrangères à la solde turque, ou pour mieux dire dans les régiments polonais. Ces régiments sont les kosaks-ottomans, en garnison à Monastir, et les dragons, stationnant à Perlep, à sept heures de marche. Tous deux sont placés sous le commandement du général Czaykowski (Sadyk-pacha), résidant à Constantinople, auprès du sultan, avec une suite nombreuse, de même que le général Koscielski (Sepher-pacha), administrateur de l'Émigration polonaise en Turquie et directeur des haras.

Le régiment kosaque se compose de six escadrons, de 120 hommes chacun; le régiment des dragons n'a que trois escadrons, de 150 à 180 hommes. Tous deux sont incomplets et se recrutent de nos volontaires. Le regrettable colonel Kirkor, chef du premier, mort le 18 mars, est remplacé par le lieutenant-colonel des dragons Goscimiński. Parmi les majors, je trouve les noms de Lançkoronski, Dwernięki, Kotwicz; parmi les capitaines, Iablonowski, Kanelli, Zabora, Laskowski, Brodowski, Sztefy. Les autres grades sont occupés par Skowronski, Teodorowicz, Smolinski, Brodowicz, Kolodzieiczyk.

La paye est assez haute, car un major touche 1,500 piastres par mois, sans y compter les vivres, et le soldat reçoit 34 piastres, outre le ménage et l'habillement. De même chez les dragons. Pour être payés régulièrement, c'est une autre affaire. Les majors du régiment des dragons sont Frenezy, remplissant les fonctions de colonel; le Tatar polonais Mucha, Koszutski, Monasterski. Les autres officiers sont Zabawa, Gerleç, Rotter, Koniarski, Idzinski, Terleçki, Luczynski, Glowinski, le Serbe Dragutin, Labençki, etc. Dans ces deux régiments le commandement et le langage sont polonais. Un escadron doit être ajouté au premier, trois escadrons au second, pour les mettre au complet. Dans quelques jours, dit-on, ils doivent se rendre à Constantinople pour y tenir garnison auprès de Sa Hautesse.

A la vue de ces vaillants frères d'armes, j'ai cru me retrouver dans la patrie; et comme j'espère bien encore pouvoir lui dévouer ma vie et mon sang, je n'ai d'autre désir que de faire route avec eux et de servir sous leurs dra-

peaux, qui sont ceux de l'aigle blanc de Pologne et du cavalier de Lithuanie...

Voilà donc un noyau de force militaire tout organisé, et que l'on pourrait jeter dans la balance de notre affranchissement, dans le cas d'un conflit probable entre la Russie et notre ancienne alliée, la Porte-ottomane.

(*Epoque.*)

CV

Nous extrayons de notre correspondance de Constantinople les passages suivants, qui font connaître une situation grave, créée par les intrigues de la Russie :

Constantinople, 17 mai 1865.

Les nouvelles que l'on a reçues de Serbie ne manquent pas d'intérêt dans les circonstances où nous nous trouvons. Elles confirment les appréhensions que ressentent tous ceux qui suivent avec intérêt la phase que traverse aujourd'hui l'empire ottoman.

L'empereur de Russie vient de décorer M. Garatchanin, ministre des affaires étrangères du prince Michel, M. Stefzio et plusieurs autres personnages influents à Belgrade. Si l'on se rend compte des dispositions belliqueuses manifestées depuis quelque temps par les Serbes à l'égard de la Porte, et des excitations de la Russie pour provoquer une nouvelle guerre entre la principauté de Serbie et l'empire ottoman, on ne sera pas surpris en apprenant la faveur dont le ministre serbe a été l'objet de la part du gouvernement de Saint-Pétersbourg. Elle était, dans tous les cas, bien méritée. Les journaux de Belgrade et la presse autrichienne qui s'intéresse particulièrement aux événements qui se préparent en Orient, parlent déjà ouvertement d'une grande guerre qui éclaterait entre la Turquie et la Serbie, grâce aux intrigues des agents du panslavisme.

Les manifestations qui se préparent à Belgrade et le langage des journaux serbes suffisent pour ne plus laisser aucun doute sur les dispositions agressives de cette principauté, qui se repentira amèrement, et ce jour-là n'est peut-être pas bien éloigné, de l'aveugle confiance qu'elle accorde aux promesses de la Russie.

Ces menées s'étendent, d'ailleurs, à toute la Bosnie et au Monténegro, qui forme avec la Serbie les deux satellites de la puissance moskovite en Orient. La *Correspondance générale* nous annonçait tout récemment encore que le consul russe, résidant à Raguse, mais qui est nommé pour le Monténegro, apportait, d'un voyage à Saint-Pétersbourg, la nouvelle que la Russie accordera au prince Nicolas une subvention de 40,000 roubles. Ces faits n'ont besoin d'aucun commentaire.

Le rôle de l'Autriche, dans toutes ces tristes affaires, est curieux à observer. Désespérant de conserver longtemps encore la Vénétie, elle s'allie à la Russie en Orient et fait tous ses efforts pour se rapprocher des principautés du Danube, afin d'y acquérir une influence qu'elle saura tourner à son profit le jour où elle aura réussi, de concert avec sa puissante alliée, à provoquer une conflagration générale dans la Turquie d'Asie. Elle semble lui dire : à toi l'Asie, mais à moi les provinces européennes de l'empire ottoman. C'est ainsi que l'Autriche favorise de tous ses efforts l'émigration des Bosniaques en Serbie, émigration à laquelle un nouveau décret du gouvernement serbe vient de fournir toutes les facilités imaginables. On assure que l'émigration va toujours croissant, par l'appât des franchises qui lui sont offertes par la Serbie. Naturellement, la Porte obvie à ce dépeuplement dangereux comme elle peut. Elle envoie dans ces provinces les Circassiens, qui recommencent à immigrer sur le sol hospitalier de la Turquie.

Il va sans dire que les correspondances répandues par toutes les parties intéressées, ont soin d'attribuer le mouvement aux exactions des autorités turques. Les émigrants ne sont pas toujours très-satisfaits de leurs nouveaux maîtres, malgré l'exonération de toute contribution, les terres, les instruments de culture, et même les sommes d'argent qui

sont mises à leur disposition. Mais ils sont compromis devant les autorités turques, et, partant, ne peuvent ni n'osent plus retourner en arrière. C'est tout ce que demande le gouvernement serbe, qui ne songe qu'à fortifier l'élément slave dans la principauté. L'Autriche, de son côté, voit d'un bon œil la diminution de cet élément orthodoxe dans la Bosnie et l'Herzegovine, où elle se pose en protectrice de la religion catholique; dès lors tout va pour le mieux en Turquie et en Serbie au gré de l'empereur d'Autriche, comme de l'empereur de Russie.

Ainsi toute la Turquie d'Asie et du Danube à l'Adriatique, est un vaste champ d'opérations où la Russie et l'Autriche travaillent en toute liberté à fomenter le mécontentement parmi les populations chrétiennes contre les autorités locales et à raffermir par tous les moyens leur influence. Ce sont la Russie et l'Autriche qui exercent dans cette partie de l'Orient le rôle de protecteurs des peuples opprimés; et l'Europe occidentale semble assister avec une parfaite indifférence à cette épouvantable comédie qui ne peut se dénouer, en effet, qu'aux dépens des intérêts les plus chers de la civilisation. Le jour où ces deux puissances auront assis définitivement leur domination ou tout au moins leur influence définitive, on pourra bien dire : *finis Poloniæ!* Heureusement nous n'en sommes pas encore là. Monseigneur Schtrozmayer, évêque de Croatie et le chef reconnu de la propagande panslaviste, est attendu prochainement à Belgrade, avec des bénédictions, des croix orthodoxes et des subsides.

(*Opinion nationale.*)

CVI

Juin 1865.

Nous résumons comme suit nos correspondances de Pologne :

On nous transmet des détails sur la pendaison de l'abbé

Stanislas Brzozka et de son fidèle compagnon d'armes François Wilczynski. L'arrêt barbare qui frappe, nous n'hésitons pas à le dire, la plus généreuse individualité de la Pologne insurgée, son dernier apôtre militant, a été exécuté le 23 mai, à Sokolow, en Podlaquie. Les circonstances de son arrestation ont été sommairement racontées dans une de nos précédentes correspondances; nous y ajouterons que c'est au chef militaire du district de Stanislawow, major von Kremer, et au capitaine des gendarmes de Minsk Czygirin que revient l'honneur de cette glorieuse capture.

Un rigide interrogatoire, subi par mademoiselle A. K., qui l'avait suivi dans plusieurs expéditions, révéla aux deux limiers moskovites le lieu de retraite de l'abbé Brzozka, chez le paysan Biélinski, maire de la commune de Sypitki. Ce n'est que lorsque le capitaine Czygirin, ayant fait cerner la chaumière, essaya d'y mettre le feu, que Brzozka sortit de sa cachette, et, secondé par Wilczynski, qui lui chargeait ses armes, se défendit en désespéré jusqu'au moment où il fut blessé lui-même à la main droite d'un coup de pistolet tiré par le sous-officier des gendarmes.

Le *Dziennik* de Varsovie donne la teneur de la sentence portée par la cour martiale contre les deux héros, énumérant tous les faits que nous avons rapportés, et concluant à la peine de mort par le gibet.

Voici maintenant un exemple des traitements inhumains que la Prusse fait subir à ses victimes, les condamnés du fameux procès de Berlin. Le brave colonel Edmond Callier, malgré la caution qu'il avait fournie et sa promesse de se rendre en prison au jour désigné, a été arrêté en pleine rue à Posen et conduit à la citadelle. Sa digne mère n'apprit cette arrestation que deux jours après, par un commissaire de police, qui lui intima l'ordre de livrer les effets de son fils, devant être enfermé dans la prison de Graudentz. En vain elle essaya de fléchir le préfet de police Bœrensprung, et d'en obtenir au moins la faveur de pouvoir embrasser son fils au moment d'une séparation peut-être éternelle; ce misérable, maintenu à son poste malgré ses nombreux méfaits et ses faux témoignages, animé d'une haine implacable contre tous les Polonais du grand-duché,

renvoya par deux fois la mère éplorée de son cabinet et lui défendit l'accès de la prison.

Ce fait n'a pas besoin de commentaires; et de nouvelles extraditions de prisonniers de la Prusse à la Russie sont sur le point de s'accomplir.

Le rappel de Mourawieff et d'Anienkoff devait entraîner celui de Berg, mais par un motif tout différent; le lieutenant-général du royaume, contre lequel le chef de police Trepoff ne cessait d'agiter à Saint-Pétersbourg, a été trouvé trop clément et remplacé par l'ancien démagogue, aujourd'hui le réformateur Milioutin. Dès le 22 mai il a quitté Varsovie, en annonçant dans le *Dziennik* une absence de trois jours, mais qui pourrait bien se prolonger indéfiniment. Son successeur éventuel s'est déjà rendu à son poste, en compagnie des conseillers intimes Warrand et Hilferding, deux émissaires jurés du parti de l'extermination à Saint-Pétersbourg. Chaque voyage de Milioutin en Pologne a été pour elle l'annonce de nouveaux désastres. Voilà comment le tzar Alexandre a profité de l'avertissement qui semble lui avoir été donné d'en haut par la mort du tzarewitch Nicolas, le chef présumé de sa dynastie.

(*Epoque.*)

CVII

Nous transcrivons d'un journal suisse le passage suivant, remarquable autant pour la généreuse pensée qui l'inspire que par l'énergie de l'expression :

L'autre jour, un jeune homme de vingt ans était étendu sur un lit de douleur; à son chevet, sa mère éplorée veillait et priait avec angoisse; un père, une fiancée, une famille désolée avaient franchi l'espace, traversé l'orbite de l'Europe, pour apporter à l'être aimé, à l'héritier du plus vaste

empire de la terre, un dernier témoignage de dévouement et de tendresse.

En effet, rien n'avait été épargné; et, cependant, tout fut inutile!

Le jeune homme, objet de tant de soins et d'espérances, mourut. Était-ce la maladie qui l'avait tué? Non, ce fut le dernier écrit de son père, sa lettre de louange et de gratitude adressée au bourreau de la Pologne.

« *Je saurai sévir et je sévirai!* » disait jadis le tzar Alexandre II au peuple héroïque de Varsovie. « *Tu mourras avant de régner!* » répondit Dieu au tzarewitch, son fils.

Est-il possible de concevoir un pareil écrit, en face d'un enfant bien-aimé qui va mourir? Un ordre de clémence l'eût peut-être sauvé; l'occasion était belle, et l'Europe étonnée aurait applaudi à ce premier acte de justice et de réparation, signé sur un cercueil. Comment, votre cœur saigne, et vous ne pensez pas aux cœurs des autres? Vous souffrez, et vous oubliez, non! vous commandez la souffrance des autres? La mère du moribond est là, devant vous, et vous ne songez pas aux mères de tant de proscrits, de déportés, de suppliciés... Ah! vous êtes sans pitié pour la Pologne martyre; et Dieu, que vous invoquez, n'aura pas pitié de vous, il vous frappera encore!

Si votre cœur est tellement endolori qu'il ne perçoive aucune plainte; si des écrivains, chèrement achetés avec l'or des victimes, vendent le sang d'un peuple, ne les croyez pas! Celui qui vend du sang pour de l'or est un maudit. Croyez plutôt à l'humanité, croyez à la souffrance, au désespoir de ce peuple entier qui vous crie justice, étendu sur son lit d'agonie comme ce fils bien-aimé qui meurt entre vos bras...

Ah! si vous ne la lui faites pas, Dieu vous la fera, sans aucun doute, il vous frappera encore!...

(*L'Aigle blanc.*)

Google

CVIII

Le gouvernement américain a répondu en ces termes à l'adresse des Polonais demeurant en Suisse, du 3 mai dernier, au sujet de l'assassinat du président Lincoln :

« Citoyens,

« Le soussigné, ministre résidant des États-Unis auprès de la confédération helvétique, s'empresse de vous informer qu'il a reçu avec reconnaissance l'éloquente adresse de condoléance et de sympathie qui lui a été présentée par les associations de secours fraternels des Polonais de Zurich, Saint-Gall et Genève, concernant le meurtre du président Lincoln, cet événement sinistre qui a privé le pays d'un grand citoyen, la cause de la liberté d'un vaillant défenseur.

« Lorsque tous les États de l'Europe portent leur tribut d'admiration et de respect à la mémoire de cet homme illustre et vertueux, dont la perte a surtout frappé les États-Unis d'Amérique, la Pologne aussi ne pouvait garder le silence, bien qu'elle ne puisse faire entendre sa voix que par ses fils émigrés.

« En transmettant cette adresse au gouvernement de Washington, le soussigné profite de l'occasion pour remercier tous ceux qui l'ont couverte de leurs noms, pour les nobles sentiments qu'ils ont exprimés à l'égard du peuple et du gouvernement des États-Unis, et leur certifier que ces sentiments seront accueillis par eux avec une égale reconnaissance.

« Je suis, avec une sincère sympathie pour la cause et les malheurs de la nation polonaise, etc.

« Georges G. Fugg. »

(*Opinion nationale.*)

CIX

Un de nos correspondants de Pologne nous transmet une lettre pleine d'intérêt que nous résumons en ces termes :

Après la destruction de l'élément polonais en Lithuanie et l'expulsion des tribus circassiennes du Kaukase, devait naturellement venir le tour des anciens maîtres de la Moskovie, les Tatars, désirant se soustraire par l'émigration aux bienfaits du tzarisme. Déjà sous le règne de Catherine II, le rameau principal de cette race, les Kalmouks, établis entre le Iaïk et le Volga, ont quitté en masse cette terre inhospitalière pour s'en revenir à leur point de départ, aux frontières de la Chine, sur les bords du fleuve Obi. Des six cent mille émigrants partis le 16 décembre 1770, avec leurs familles et leur avoir, un grand tiers est resté en route, après un voyage de huit mois. Le même événement est sur le point de se reproduire de nos jours.

Les Tatars des environs de Kazan, suivant l'impulsion d'un des leurs nommé Tiamaïka, ont résolu de se transporter, de même que les Circassiens, sur le territoire ottoman. Il est probable que le cabinet de Saint-Pétersbourg n'y mettra pas obstacle, car il y trouvera le moyen de se débarrasser d'une population qui lui est hostile, et de s'enrichir de ses dépouilles. C'est là le mode de gouverner du tzarisme.

Les Ruthènes eux-mêmes (*Rusini*), auxquels les Moskovites (*Moskale*) ont dérobé jusqu'à leur nom pour s'en faire un instrument de conquête, ne seront pas mieux traités, à moins d'abjurer le langage et la foi de leurs aïeux. Nous voyons poindre dans les *Nouvelles de Moskou* de M. Katkoff

des projets d'annexion de la Gallicie autrichienne (Russie-Rouge), habitée par les Ruthènes polonais :

« Si les Ruthènes gallicicns, dit-il, n'éprouvent pas de notre part une protection suffisante contre la propagande polonaise, ce n'est pas parce qu'ils se sont séparés de l'orthodoxie et réunis à l'église de Rome; la Russie a-t-elle jamais fait preuve d'une pareille intolérance? Elle a donné assez de gages de son amour désintéressé de la liberté !... Ils n'ont à s'en prendre de cet abandon qu'à eux-mêmes, à leur obstination à parler un langage différent du nôtre, à publier des livres et des journaux dans ce dialecte illettré. Mais qu'ils déclarent franchement, publiquement, qu'ils sont Russes comme nous, et non pas Ruthènes, comme ils le prétendent; qu'ils se jettent résolûment dans les bras de leur *mère* Russie (leur *marâtre*, a-t-il voulu dire), qu'ils se pénètrent du sentiment de ce qu'ils sont à notre égard, et ils pourront compter sur nos secours les plus actifs, etc. »

A la bonne heure. Il faut que les Ruthènes embrassent l'orthodoxie, avec le tzar pour Dieu et Mourawieff pour apôtre; qu'ils remplacent la mélopée ruthène par le jargon moskovite; de paisibles agriculteurs qu'ils étaient, qu'ils deviennent pillards et bandits, et alors on leur pardonnera d'avoir fait partie durant cinq siècles de l'unité polonaise. Malheureusement l'Autriche de M. Mensdorff-Pouilly ne fait rien pour se concilier ces populations slaves, qui détestent les Moskovites au moins autant que les Allemands, mais qui finiront par se rattacher aux premiers, ne serait-ce que pour changer de maitres. On ne voit en Gallicie que procès de presse, suppressions de livres et de journaux, aggravation des peines pour délits politiques décrétées en première instance, extradition des prisonniers à la Russie, en un mot, des barbaries et des absurdités de tout genre. Aujourd'hui même, on nous apprend de Léopol la confiscation d'un journal polonais *Praça* (le *Travail*), la condamnation à seize ans de fers dans les prisons de Josephstadt du docteur Stanislas Torczewski, médecin de Kïow, l'extradition de Jacques Steinik, incarcéré depuis une année à Prague, en Bohême, etc. Certes, le tzarisme, à un jour donné, aura beau jeu avec un pareil adversaire!

Nous avons à peine besoin d'ajouter qu'en Prusse l'extirpation du polonisme est à l'ordre du jour tout aussi bien qu'en Russie; mais que là elle s'exerce ouvertement, sans fausse honte et sans duplicité. A quoi bon sauver les apparences? Ce n'est qu'un peuple qu'on égorge à trois, selon la coutume allemande, dans l'intérêt de trois despotes. Pour M. Bismark, tout Polonais est un criminel par cela même qu'il est Polonais. Dès lors, plus de ménagements; il faut l'écarter de toute fonction publique, même dans le grand-duché; il faut lui interdire le droit d'être avocat et de plaider sa défense ou celle des autres; il faut l'empêcher de prier dans ses églises et supprimer l'archevêché de Posen pour le partager entre ceux de Berlin et de Breslau, d'autant plus qu'on est sûr à l'avance d'être appuyé par l'ambassadeur russe à la cour de Rome, qui emploiera même, s'il le faut, la menace de sévir contre le clergé polonais du royaume. Tout cela est parfaitement logique pour les héritiers des croisés de Marienbourg, et pour leurs fils plus ou moins légitimes, les chefs du parti polonophage dit de la Croix (*Kreutzpartei*), composé de banquiers juifs et de chevaliers d'industrie beaucoup plus que de chevaliers teutoniques.

Cette tendance invétérée de l'ultra-germanisme prussien inspire à M. Yvan Golowin, notre ami, une lettre éloquente et conforme en tous points à notre propre sentiment :

« Tout ce qui se passe d'horrible en Pologne et en Russie, dit-il, n'est pas toujours l'œuvre des Moskovites. Les mesures les plus sauvages, les plus cruelles, sont inspirées par les Prussiens qui ont envahi les postes les plus importants dans le sénat, dans le conseil d'État, dans les administrations et la diplomatie. Réunissons nos efforts pour nous défaire de ces intrus, tous venus à la suite du tzarisme allemand qui date de Catherine II, et qui devraient bien s'en aller avec lui... »

Nous nous associons de tous nos vœux à la noble pensée de M. Golowin, sans trop nous livrer à l'espoir de sa réalisation. Le tzarisme est un instrument aveugle au service de la Prusse pour tuer la Pologne, la tête et le cœur de la race slavonne; et cet instrument se briscra entre

ses mains avant qu'elle ne renonce à son projet de germaniser les Slaves ou les refouler en Asie, et de faire de la Vistule un fleuve allemand comme le Rhin et le Danube.

(*Opinion nationale.*)

CX

LE PEUPLE POLONAIS.

I

A la persistance des persécutions et des massacres, qui semblent s'être identifiés avec la nature moskovite et ne plus devoir la quitter jusqu'au jour de la dissolution de ce vaste empire, le peuple polonais oppose une persistance non moins grande dans son attachement à la foi de ses pères et dans son amour de la patrie. Loin de se laisser prendre aux piéges et aux séductions de la réaction polonaise, qui voulait utiliser, au profit de je ne sais quelle royauté fantastique, le soulèvement national de 1831-1863, il comprend aujourd'hui que ses vrais amis sont ceux qui l'ont doué du bienfait suprême, l'égalité entre les citoyens, l'admission de tous à ce lien intime entre l'homme et la terre qu'il habite, la propriété. Ce droit lui a été reconnu d'une manière solennelle par l'acte du gouvernement national, daté du 22 janvier 1863.

En vain le gouvernement d'Alexandre II, représenté par le parti pseudo-socialiste de Milioutin, et la réaction polonaise, personnifiée dans la faction dynastique, s'efforcent de lui persuader qu'il ne doit cette grande mesure de justice et d'affranchissement qu'à leur initiative ; notre peuple ne reçoit leurs dons simulés ou leurs promesses que sous bénéfice d'inventaire, car il sent instinctivement qu'il ne devra la consécration définitive de ses droits qu'à la Pologne délivrée, la seule autorité légitime qui puisse la lui con-

férer. Tout l'édifice des réformes de Milioutin, plagiat informe et monstrueux du décret du gouvernement national, s'écroule déjà bien avant son achèvement; car la question des paysans, telle qu'il l'a posée, œuvre de haine et non de justice, a pour objet de ruiner le paysan comme le propriétaire, de les plonger l'un et l'autre par la misère et le prolétariat dans la dépendance la plus absolue de leur ennemi mortel, le tzarisme. Telle est la tendance manifeste du triumvirat Berg, Trepoff et Milioutin, qui régit actuellement la Pologne. Ces messieurs s'entendent souvent très-peu sur les menus détails de leur administration; mais le besoin de se soutenir mutuellement les réunit, car ils savent fort bien que la chute de l'un d'eux pourrait entraîner celle des deux autres, et avec eux tout ce système de déprédation et de pillage qui leur permet de faire des fortunes colossales aux dépens de leurs administrés.

Les commissions établies par eux ne distribuent aux paysans que les jardins et les champs incultes, en réservant les terrains productifs aux acquéreurs étrangers, allemands ou moskovites. Elles ont adopté pour base trois arpents par propriété; c'est assurément moins que rien. Une famille ne possédant que trois arpents de terre, même labourable, est condamnée à une disette perpétuelle. Il est défendu aux grands propriétaires, sous peine de confiscation, d'y rien ajouter. Une pareille solution de la question des paysans est impraticable, et ne pourrait qu'amener à sa suite le crime ou la mendicité.

D'un autre côté, le peuple polonais n'attend plus rien du parti réactionnaire de l'Émigration à l'étranger, composé d'un groupe très-peu nombreux, mais riche à millions. Il sait que ce parti, recruté des débris de l'ancien parti russe dit de *Targowiça*, dès le début de l'insurrection a conspiré contre le mouvement national, en essayant d'établir une dictature militaire dont notre regrettable Langiewicz a été le jouet et la victime.

Il sait que ses affidés en Angleterre se sont ouvertement prononcés contre une intervention armée en notre faveur, dans les *meetings* mêmes qui avaient pour objet d'évoquer cette intervention; et que, par cette perfide manœuvre, ils

n'ont que trop justifié l'attitude passive et presque hostile du gouvernement anglais.

Il sait enfin que ce parti, dépositaire de presque tous les fonds disponibles de l'insurrection, les a dilapidés par de folles dépenses, comme pour surpayer les agents secrets et les écrivains domestiques, pour la formation d'un simulacre de flotte polonaise (on ne sait sur quelles mers et avec quel drapeau), lorsqu'il aurait fallu les employer exclusivement à l'achat d'armes et de munitions, aux besoins de nos braves détachements, commandés par Narbutt, Czachowski, Lelewel, Chmielinski et tant d'autres. A tous ceux qui lui parlent d'un nouveau soulèvement, il répond : « Nous sommes trop faibles aujourd'hui, car nous n'avons que nos poings et nos bâtons contre les bandes armées des Moskovites; mais viennent un jour les Français *avec ceux de Garibaldi*, et nous chasserons ces damnés pillards de toute la terre que Dieu a faite polonaise ! »

Les tertres abandonnés, sur lesquels les sbires du tzarisme ont brisé toutes les croix élevées en 1861 et 1862, sont l'objet de sa vénération particulière. Ne pouvant y prier le jour, il les entoure la nuit avec des prières et des larmes. Les renégats et les transfuges sont de très-rares exceptions. Admirable peuple qui, laissé à ses propres instincts, sans aucun appui de ses chefs naturels, aujourd'hui proscrits ou déportés, élabore en lui-même les sentiments et les idées patriotiques qui sommeillaient au fond de son âme! On conçoit tout le parti qu'on aurait pu en tirer en 1863, si on l'avait appelé en masse à la défense du territoire polonais; mais dès les premiers mois, le mouvement s'est trouvé entre les mains de la réaction, maîtresse de tous les postes importants dans le pays comme à l'étranger; et cette force imposante qui, employée à propos, aurait fait pencher la balance en faveur de l'insurrection, est restée, faute d'armes et d'argent, entièrement en dehors de la lutte.

Malgré leur victoire, les Russes ne se sentent nullement rassurés en Pologne; car ils s'aperçoivent qu'on ne tue pas un peuple et qu'ils auront, un jour ou l'autre, à compter avec lui. La capture de Brzozka et de Wilczynski, réfugiés pendant des mois entiers chez les paysans de Podlaquie, les a

consternés bien plus que n'ont fait leurs premières défaites. Sur la frontière prussienne du palatinat d'Augustowo, ils ne cessent d'allumer des signaux et d'établir des cordons militaires. Ils élèvent partout des redoutes et dressent des camps retranchés, comme à la veille d'une bataille. On dirait que le sol polonais brûle sous leurs pas et les repousse. Vienno une commotion en Europe, à laquelle la Russie soit forcée de prendre part, et notre peuple, déjà arrivé à maturité, tendra les mains à ceux des chefs de l'Émigration qui se sont dévoués à sa cause et se lèvera comme un seul homme. Il n'est pas de force au monde, si barbare, si destructive qu'elle soit, qui puisse le *russifier*, lui ôter le souvenir de son origine et le sentiment de sa nationalité; mais c'est à présent à l'Europe, découverte de ce côté, à lui donner le signal du combat, à relever, si elle en est encore capable, cette antique barrière qui seule peut la préserver d'une nouvelle agression de la Russie, et l'Allemagne de M. Bismark aidant, de la compression définitive de tout progrès et de toute liberté.

II

En Lithuanie, de même que dans le royaume, le peuple, foncièrement polonais, à quelque religion qu'il appartienne, résiste aux efforts et aux séductions du tzarisme, qui consistent surtout à lui distribuer des croix schismatiques et des images de l'autocrate, aux frais des propriétaires mis à mort ou déportés. On a beau multiplier les massacres et les pendaisons, dépeupler les villes, démolir les bourgades à ras de terre, incendier les forêts, l'œuvre de *russification* entreprise par Mourawieff n'en est pas plus avancée ; et son insuccès arrache au célèbre rédacteur des *Nouvelles de Moskou* un cri de rage et de terreur. C'est dans cette feuille sanguinaire, organe officiel de la presse moskovite, dans

le n° 94, consacré presque en entier à la glorification de Mourawieff, que nous rechercherons les preuves de notre assertion ; et les chiffres fournis par M. Katkoff lui-même ne laisseront aucun doute à ce sujet.

« Mourawieff a sauvé la Russie, dit-il ; et le jugement impartial de l'histoire reconnaîtra, quelque jour, les *services éminents* de ce grand homme, comme ils sont déjà complétement reconnus par son auguste souverain. » En effet, ces services éminents ont déjà valu à Mourawieff le surnom ineffaçable de *Pendeur*, que lui gardera l'histoire, et les éloges non moins honorables de M. Katkoff. Quant à l'autocrate, il a jugé nécessaire de se débarasser de cet instrument dangereux, de ce proconsul plus puissant que lui-même pendant les deux années de sa gestion en Lithuanie, en lui conférant le titre de comte de l'empire et en l'envoyant jouir dans la retraite du fruit honteux de ses rapines. Sa lettre de remercîment, datée de Nice, du territoire français, signée sur le cercueil du prince héritier son fils, a soulevé l'horreur et l'indignation de l'Europe entière. Triste récompense pour le sauveur de la Russie, pour l'homme à qui l'on croyait devoir la conservation des provinces occidentales, le prétendu berceau du tzarisme !

Et voici que M. Kaktoff, dans un accès de franchise que nous tenons à constater, vient détruire jusqu'à ce dernier prestige, en soufflant sur cette nuée de sang qui cache aux yeux de l'Europe les services éminents de son héros. Comme César, il pense que rien n'est fait tant qu'il reste quelque chose à faire :

« Le parti national en Russie, dit-il, serait le jouet d'une singulière illusion s'il croyait l'œuvre de Mourawieff achevée ; quelque énergie qu'il ait déployée dans ses actes, il ne pouvait tout accomplir en deux ans. Jusqu'à ce jour nous n'avons rien obtenu des propriétaires *polonisés* (ou plutôt exclusivement polonais) ; et pas davantage de la classe agricole, surchargée de travail, passive et privée de toute initiative dans les affaires d'intérêt public. De plus, elle est exposée à l'influence de la propagande polonaise, qui, sans employer la force (comme le fait partout et toujours le tza-

risme), trouve souvent un facile accès auprès du peuple des campagnes. Il ne faudrait rien moins que la russification la plus complète de l'élément populaire, pour assurer à l'empire la possession indéfinie des provinces incorporées. »

Devant cet aveu formel du publiciste tatare, chez qui l'extirpation du polonisme inspirée par M. Bismark semble être passée à l'état de manie, que deviennent les prétentions soi-disant historiques de la Russie sur la Lithuanie, la Volhynie, la Podolie et l'Ukraine ? Elles se réduisent purement et simplement à la conquête, ou pour mieux dire, au partage de 1795. Pour prouver que presque rien n'est encore fait pour leur assimilation, M. Katkoff ajoute à son raisonnement une série de chiffres que nous reproduisons ici sans les commenter :

En Lithuanie et en Russie (Ruthénie) Blanche, sur 5 1/2 millions de population, M. Katkoff trouve 2,200,000 de polonais catholiques-romains, grecs-unis et *latinisants*, savoir :

Dans le gouvernement de Kowno : 828,000 sur 997,000 ;

Dans le gouvernement de Vilno : 607,000, sur 892,000 ;

Dans le premier, les orthodoxes ne comptent que pour 1/10 de la population urbaine ;

Dans le second, pour 1/8 ;

Dans le gouvernement de Grodno, pour 1/6 ;

Dans celui de Podolie, pour 2/5 ;

Et dans toutes les villes relevant du gouvernement général de Vilno, pour 1/4 seulement du chiffre total.

Les israélites, habitant généralement les villes, sont au nombre de 1,800,000 dans les neuf gouvernements des provinces dites incorporées ; mais ils inclinent tous vers leurs coréligionnaires de Pologne, où ils sont admis à tous les droits civiques, et n'ont, de l'aveu de M. Katkoff, que fort peu de goût pour le régime moskovite.

Ces quelques données statistiques, produites par le panégyriste de Mourawieff, nous suffiront pour démontrer que la Lithuanie n'est pas plus russifiée aujourd'hui qu'elle ne l'était avant 1863 ; nous ajouterons même avec toute certitude qu'elle ne le sera jamais. On ne déracine point un peuple de 6 millions d'âmes, comme on le fait d'une tribu

kaukasienne ou d'une horde tatare ; surtout lorsqu'il s'agit d'un peuple comme le nôtre, attaché au sol natal plus passionnément qu'à la vie. La volonté de fer du tzar Nicolas s'est usée à cette tâche impossible; celle du tzar actuel, chancelant et timide comme le sont les derniers rejetons d'une dynastie condamnée, s'y brisera de même, sans que M. Katkoff puisse l'empêcher. Il paraît être aussi de cet avis, lorsqu'il s'écrie avec l'accent du désespoir : « Quels efforts surhumains ne faudra-t-il pas faire à la Russie, non-seulement pour maintenir ce pays rebelle sous sa dépendance, mais encore pour le *rendre russe* à perpétuité ! »

Nous pouvons lui certifier dès aujourd'hui que ses cris de hyène resteront à jamais stériles, et n'auront pour résultat que de creuser encore l'abîme de sang qui sépare nos deux nations. Le peuple lithuanien est tout aussi polonais que celui des environs de Posen ou de Varsovie; de plus, il exècre le *Moskal* comme son oppresseur immédiat et permanent, comme l'ennemi juré de sa race et de sa religion. Les détachements de Narbutt, Maçkiewicz, Iablonowski, Wroblewski, Poninski, étaient en très-grande majorité composés de paysans; de même dans le royaume. Le manque d'armes et de munitions a seul empêché le gouvernement national d'ordonner une levée en masse, qui aurait sauvé le pays sans l'assistance de l'étranger. C'est donc une force en réserve, qu'il sera loisible d'utiliser à un moment donné. La Russie, ce monstre asiatique germanisé par le tzarisme, doit fatalement se dissoudre en mille fragments à la première commotion; tandis que l'unité polonaise, scellée par le martyre de cinq générations, restera debout et verra se grouper autour d'elle la vaste fédération slavonne, déjà préparée par les aspirations nationales de notre race de soixante-douze millions. Vienne une seconde guerre d'Orient, la seule qui soit vraiment populaire en France, la seule qui puisse lui valoir l'alliance sincère du peuple anglais, et, cette fois, la Pologne et la Lithuanie, irritées mais non courbées par le massacre, mieux guidées qu'elles ne l'étaient en 1863, viendront d'elles-mêmes offrir leur contingent d'intrépides légions aux nouvelles victoires

de l'Alma et de Sébastopol. Toute la question se réduit à leur donner des armes de combat, qui ont été refusées par l'Europe libérale de 1863, à la Pologne chrétienne et martyre (1).

En terminant notre laborieuse tâche de trente années, nous déclarons, une fois pour toutes, qu'obéissant à la voix de la justice et de la vérité, fidèle à nos traditions de famille, nous n'avons de parti pris contre personne de nos compatriotes, si ce n'est contre certains faux frères, en très-petit nombre, Dieu merci, qui, sous le manteau de l'Émigration, servent plus ou moins ouvertement les intérêts du tzarisme. Ces dangereux malfaiteurs sont jugés par leurs actes; et leur sordide industrie, objet de mépris pour les Russes eux-mêmes, nous trouvera toujours inexorable comme le destin. Il n'en est pas ainsi de nos compatriotes égarés, qui défendent loyalement, à leur point de vue, les droits sacrés de la Pologne indépendante, quoique par des moyens que nous sommes loin d'approuver. Nous serons heureux si leur avenir nous permet quelque jour de remplacer par l'éloge le plus absolu, le blâme équitable et sincère que les malheurs du pays nous ont fait un devoir d'exprimer sur leur présent.

(*Epoque.*)

(1) Nous avons en main une quantité de documents pour le prouver; nous ne citerons que la lettre suivante, qui nous a été remise en 1863, au camp du général Langiewicz :

« Le général de brigade J. Smiechowski donne, par la présente, la garantie la plus complète à M. C. Ostrowski, au nom du général M. Langiewicz, chef militaire des deux palatinats de Krakovie et de Sandomir, que les fusils, pistolets et sabres, ainsi que les armes quelconques, propres au service, qui seront fournis au camp du général Langiewicz, seront immédiatement payés par lui à M. Ostrowski ou à son fondé de pouvoirs.

« Au nom du général Langiewicz, le général de brigade commandant l'infanterie,

« Joseph Smiechowski;
« Le lieutenant aide-de-camp,
« E*** S***.

« *Au camp de Goszcza*, 6 *mars* 1863. »

CXI

L'OFFRANDE [1]

—

A MADEMOISELLE JULIE W***

Espérance, amis et frères!
Devant Dieu, je vous le dis :
Si les grands nous sont contraires,
La victoire est aux petits!
Échafauds, amas de cendre,
Cris de mort d'un chef tatar,
C'est le règne d'Alexandre,
Ce sont les bienfaits du tzar!

Mais le sang de Varsovie,
De son peuple déporté,
Chez l'esclave, avec sa vie,
Va semant la liberté!
Même au cœur de l'ancien monde,
Sur le vieux sol allemand,
De ce grain que Dieu féconde,
Naît la fleur du dévoûment!

Et voyez, une âme grande,
Une vierge aux chastes vœux,
Aux proscrits porte en offrande
Sa couronne de cheveux!
Comme un songe affreux s'envole,
Nos tyrans disparaîtront,
Aux splendeurs de l'auréole
Qui revêt ce jeune front!

(1) On se rappelle que mademoiselle Julie Wienbrack, fille d'un homme de lettres de Leipzig, a fait aux proscrits polonais, traversant la ville saxonne, l'offrande de ses cheveux.

Ange, au nom si doux, Julie,
Sois béni de nos enfants;
La Pologne rétablie
T'ouvre ses bras triomphants!
Aujourd'hui, chargés d'entraves,
L'âme en deuil, mais libre encor,
Sur la tombe de nos braves
Déposons ce saint trésor!

CXII

A CHRISTIEN OSTROWSKI

IAMBE

Europe, est-ce le bruit des chaînes qu'on te forge
Qui tressaille au fond de ton cœur?
Est-ce le râle affreux d'un peuple qu'on égorge,
Ou les cris de mort du vainqueur?

Vois l'horrible tableau de deuil et de souffrance
Planant sur un noble pays :
C'est la Pologne, morte en implorant la France,
C'est ton honneur que tu trahis!

Tandis qu'un songe d'or caressait tes paupières,
Ce peuple ami luttait là-bas;
Ton oreille était sourde aux plaintes, aux prières,
Tu ne voulais plus de combats.

Il criait : « A moi, France! » et tu disais : « Qu'il lutte;
Il se meurt, qu'il se sauve seul! »
Il tombe, un contre trois... mais au jour de ta chute,
Son sang rougira ton linceul!

La paix que tu cherchais t'a conduite à la honte;
La paix aujourd'hui... mais demain?
Demain... vois-tu le flot des barbares qui monte:
L'Anglais, le Russe, le Germain?

Cent millions de serfs suivent leur chef de horde;
Rome au tzarisme ouvre ses bras:
L'Asie est à ton seuil... dans ton sein, la discorde,
Seule aussi, demain tu mourras!

Tu te crois invincible... Oui, tu l'étais naguère,
Libre et donnant la liberté;
Aujourd'hui, meurs esclave, et la première guerre
Saura détrôner ta fierté!

Le vieux monde n'est plus qu'un vaste cimetière
Où l'âme se glace et s'endort;
Son dieu, c'est le néant; son culte, la matière:
Son vrai souverain, c'est la Mort!

Ainsi la fleur qu'on jette aux mains d'une harpie
Se dessèche et tombe en lambeaux;
Ainsi la coupe d'or que souille une eau croupie
Gardera l'odeur des tombeaux.

Car le Seigneur nous dit à notre heure suprême
Que tout meurtre a son châtiment;
Tel qui souffre le crime est criminel lui-même,
De plus, il agit lâchement.

Au front de tous les deux, le sang du Juste imprime
Le sceau qui ne peut varier;
Judas, le renégat, eut la marque du crime,
Comme Caïn le meurtrier.

Europe, entends l'arrêt que l'Éternel prononce :
« Caïn, je te livre au remords;
Judas, à tout pardon que ton âme renonce,
Abel, Dieu veille sur ton corps ! »

Vladislas MEDYNSKI.

1er janvier 1865.

CXIII

A CHRISTIEN OSTROWSKI.

LA DIPLOMATIE OCCIDENTALE

Mourawieff a toujours le pied sur la Pologne,
Il insulte, il égorge, il pille sans vergogne;
Tout un peuple martyr expire sous le faix,
L'injustice est partout, et vous parlez de paix!
Vous osez marchander, sans que votre cœur gronde,
Les frais du grand berceau de l'avenir du monde!
Non, ce n'est pas la paix, croyez-moi, c'est la mort;
On ne dort jamais bien sur le lit du remord :
Non! l'heure de la paix, de cette paix féconde,
N'est point encor sonnée au grand cadran du monde!
Quand le *droit* sera maître, et le *juste* vainqueur,
Quand l'univers aura subi la loi du cœur,
Quand l'égoïsme, enfin refoulé dans l'abîme,
Peuples et rois seront sous le niveau sublime,
Quand, un jour seulement, les vainqueurs de demain
Aux vaincus de la veille auront tendu la main,
Alors, sans demander ce que le temps recèle,
Nous jurerons, debout, la paix universelle;
Pour apaiser celui qu'on laissa terrasser,
Il faut le relever avant de l'embrasser!
Cependant, pour sauver cette race intrépide,
La France n'aurait fait que tendre son égide;

Puis, sans rien demander, retirerait sa main
Et de ses chers sillons reprendrait le chemin.
La France, ce n'est plus la grande conquérante
Qui portait en tous lieux une faim dévorante
Qui la fit redouter des bons et des pervers,
Quand elle convoitait cet immense univers;
Notre France nouvelle a bien assez d'espace,
Et plus de profondeur encor que de surface:
Elle porte en son sein sa force et ses ressorts,
Sa grandeur est dans l'âme et non pas dans le corps!
Aux projets de conquête elle ne peut descendre;
Les pensées de vengeance, elle les met en cendre,
Moskou, Dresde et Leipzig, Saxons et Bavarois,
Et les défections des peuples et des rois,
Et le *sauve-qui-peut* de la grande déroute
Qui sema de débris cette fatale route,
Elle a tout oublié, pour ne se souvenir
Que des jours glorieux promis à l'avenir!
Car la fidélité de la Pologne sainte
Étouffe dans nos cœurs le reproche et la plainte;
Mieux vaut aimer un bon que haïr vingt méchants.
Vous, nous vieux ennemis, cultivez donc vos champs!
Lorsqu'aux jours merveilleux de la terre de Grèce
Dans une ville en deuil passait une déesse,
Les mourants à sa vue arrachés au trépas,
Sentaient un baume pur s'exhaler de ses pas;
Ainsi, comme un parfum d'amour et d'espérance,
S'exhalera des lieux où passera la France;
Son âme restera chez les peuples, son corps
Disparaîtra soudain et comme sans efforts.
Ce songe qu'en ces vers retrace ma mémoire,
Peuples, peut-être un jour s'appellera l'histoire.
France, ô mon cher pays, accepte-le de moi,
Regarde l'avenir sans trouble et sans effroi.
France, soldat de Dieu, c'est là ta destinée;
Marche donc le front haut, dans cette grande année:
Le conquérant du siècle, il se nomme le cœur,
Tout doit céder enfin à ce nouveau vainqueur!

Antoni Deschamps.

1er janvier 1865.

Digitized by Google

APPENDICE

I

NOTE

SUR LA GUERRE NATIONALE EN POLOGNE

« *Non intermisso vinces.* »

Cette note, remise au gouvernement national en 1863, peut être publiée aujourd'hui, lorsque la lutte ouverte, momentanément suspendue et remplacée par le supplice, ne doit être reprise que dans d'autres circonstances et avec d'autres éléments de combat. Nous n'avons été guidé dans ce travail que par les écrits sommaires des généraux J. Bem, Chrzanowski, J. Wysoçki, du major d'artillerie Sztolçman et par notre propre expérience; il peut toutefois servir de renseignements utiles pour les nations subjuguées qui, de même que la Pologne, chercheront à reconquérir leur indépendance et leur liberté.

INTRODUCTION.

Tant que la Pologne insurgée, abandonnée à ses propres forces dans une lutte à mort contre la barbarie moskovite, ne pourra pas former des bataillons réguliers sur son propre territoire, elle ne peut réussir à se délivrer de l'oppression étrangère que par une guerre de partisans. L'insurrection nationale, restreinte dans ses moyens, resserrée entre trois puissances ennemies, n'occupant encore ni place forte ni ville centrale, et devant suppléer par la valeur individuelle à l'exiguité du nombre de ses soldats, ne peut et ne doit généralement avoir que le caractère *défensif*. Ce caractère ne doit se modifier que lorsque d'autres circonstances, que l'on ne saurait déterminer d'une manière précise, mais qu'il est aisé de prévoir, viendront apporter un secours effectif à l'insurrection et changer à notre avantage la situation des deux parties belligérantes. Pour le moment, il s'agit surtout de *persister* dans la lutte commencée, quels que soient les héroïques sacrifices qu'elle doive coûter à la génération actuelle; de se maintenir assez longtemps sous les armes, soit pour permettre à l'Europe de venir en aide à l'insurrection, soit pour entraîner, par son exemple et sa durée, la masse flottante des habitants du pays. Dans ce but, ne pouvant atteindre le foyer de l'administration étrangère, garanti par les canons de la citadelle de Varsovie, il faut en briser les rouages dans les provinces, l'empêcher de fonctionner, frapper un à un les membres de l'hydre moskovite avant de pouvoir porter un coup décisif à la tête. C'est cette première phase de notre guerre d'indépendance que nous nous proposons d'examiner, en résumant en quelques pages nos observations à ce sujet.

I

GUERRE DÉFENSIVE

BUT GÉNÉRAL.

La guerre de partisans, ou petite guerre, est une série journalière d'escarmouches, de surprises et de coups de main. Son objet capital, qu'il faut avoir sans cesse présent à la pensée, c'est de contraindre l'ennemi à se diviser en petits détachements afin de le battre en détail, sans jamais lui permettre de concentrer ses masses sur un seul point. Cette guerre est certainement fort difficile dans un pays découvert comme le nôtre, et demande aux chefs des corps d'insurgés une vigilance et des précautions incessantes; mais faute de montagnes et d'accidents de terrain, nous avons un admirable réseau de rivières, des bois profonds, des marais inabordables, et mieux que tout cela, l'invincible courage des habitants.

Dans cette guerre, ayant pour principale condition de réussite la durée, il ne faut combattre que rarement et *à coup sûr*, c'est-à-dire à forces au moins égales; tendre sans cesse des embuscades, attaquer à l'improviste, soit la nuit soit en marche; savoir éviter les rencontres d'une issue douteuse, garder toutes ses troupes même après un échec, et surtout ne rien abandonner aux risques du hasard. Offrir ou accepter le combat en rase campagne ou dans une position désavantageuse est une aberration. Une retraite rapide, simulée dans

le but d'étendre la ligne de l'ennemi, et pour pouvoir ensuite le prendre en flanc ou à revers, telle doit être la tactique habituelle de la guerre de partisans.

Dans une autre époque, le combat des Horaces doit en être le type et le modèle. C'est de cette manière qu'ont procédé la plupart des insurrections qui ont réussi de nos jours; nommément celle de Serbie, de Grèce et d'Italie. L'insurrection hongroise de 1849 et la nôtre en 1831 n'ont échoué que parce qu'elles ont voulu livrer des batailles rangées et combattre à la façon des troupes régulières.

Décomposer l'armée ennemie pour la décimer après, homme par homme, en la harcelant sans cesse, en l'inquiétant sur tous les points, sans lui laisser un seul lambeau de territoire où elle pût se croire en sécurité, tel doit être aujourd'hui le mot d'ordre de tous les chefs d'insurgés, tel sera le premier échelon vers une victoire définitive.

APPLICATION.

De ces principes généraux découlent pour nous deux règles absolues :

1° C'est d'être très-bien renseigné sur les positions et les mouvements de l'ennemi, et que l'ennemi le soit fort mal sur les nôtres ;

2° C'est d'être maîtres du pays partout où il n'y a pas de troupes ennemies.

Pour répondre à la première de ces deux conditions, il faut se créer des intelligences, les plus sûres et les plus étendues possible, sur tous les points du territoire, en commençant par les localités où l'on veut frapper les premiers coups. C'est là la partie administrative et civile du soulèvement national, indispensable à tous

égards pour éviter les méprises et les tâtonnements, et à leur suite les désastres partiels, qu'il est toujours plus aisé de prévenir que de réparer. Sans cette précaution capitale, et à laquelle il faut satisfaire en premier, sans jamais la perdre de vue, toute l'habileté de nos chefs et la valeur de nos soldats n'obtiendraient aucun résultat positif. Il faut donc avant tout organiser une police permanente aux ordres de l'insurrection, fonctionnant dans toutes les localités, même dans celles occupées par l'ennemi, et couvrant le pays d'un vaste réseau d'observations dont tous les fils seraient dans la main du gouvernement national.

ORGANISATION CIVILE.

Cette organisation occulte aurait pour mission : 1°, de préparer les voies à l'insurrection ; 2°, de la renseigner le plus exactement possible sur les positions, les mouvements, le nombre et l'esprit des troupes ennemies, ainsi que sur les ressources morales et matérielles dont elle peut disposer dans chaque province.

Ses agents seraient choisis parmi les citoyens intrépides et dévoués de chaque bourg et de chaque village, ayant donné des preuves de patriotisme et prêts à sacrifier leur fortune et leur vie au salut de la cause nationale. Ces agents auraient à leurs ordres deux sortes de messagers ; les uns chargés de transmettre par chiffres ou plutôt verbalement leurs rapports au pouvoir central, les autres de faire parvenir les indications et les avis nécessaires aux chefs des détachements. Tous se feraient reconnaître par des signes particuliers, convenus d'avance. Tout avis qui ne serait pas transmis de la part des agents désignés, et par l'intermédiaire de leurs messagers, serait considéré comme non avenu.

Il faut conséquemment préparer et engager la lutte dans les localités où la grande majorité des habitants, sinon toute la population, est favorable à l'insurrection. Cette majorité nous est tout acquise dans les villes; mais il faut en outre l'entraîner à soi dans les campagnes par tous les moyens disponibles. A cet effet, on aura soin de maintenir dans les détachements la discipline la plus sévère, sans laquelle il n'est point de troupe régulière ni même de partisans; de punir toute infraction, de ne souffrir aucun acte de vengeance, de ne prendre que le nécessaire et de le payer immédiatement. Par ce moyen, on peut s'assurer aussi de la coopération des juifs, point important, et auquel on ne saurait donner assez d'attention. L'intimidation ne vaut rien avec eux, elle provoque toujours l'espionnage et la trahison; il vaut mieux les gagner par la douceur, la persuasion, et surtout la loyauté à tenir ses engagements : en un mot, par l'argent. De plus, pour la connaissance exacte du terrain, les troupes destinées à occuper un district devront être commandées de préférence par des officiers du pays, nécessairement mieux informés que tous les autres de l'esprit des populations et des positions de combat. On en fera des échanges fréquents entre les différents détachements, de manière que les mêmes officiers combattent presque toujours dans les mêmes localités. Ils auront aussi le plus de facilité, le cas échéant, à s'y soustraire à la surveillance de l'ennemi pendant les intervalles de la lutte.

Étant instruit et secondé par ces différents auxiliaires, on enlèvera d'abord les fonctionnaires, agents et partisans déclarés du gouvernement étranger, ainsi que les petits détachements à leurs ordres qui maintiennent la police dans les villages, et on les remplacera par l'administration occulte et permanente du gouvernement central. Cette tâche appartient surtout à la

gendarmerie nationale, qui s'en occupera presque exclusivement.

Les agents civils de l'insurrection s'attacheront en outre à éconduire l'ennemi, à déjouer ses combinaisons, en semant à l'avance des bruits contradictoires sur les mouvements des troupes polonaises. Ils simuleront des commandes de vivres et de fourrages dans des points opposés à leur direction; ils intercepteront les postes, les courriers, les fils télégraphiques, pour empêcher l'ennemi de transmettre ses ordres et de recevoir des renseignements, et le tiendront ainsi dans une hésitation et une alerte continuelles. Tout émissaire, dûment reconnu de sa part, sera exécuté selon la loi martiale. On désorganisera ainsi promptement les rouages de son administration, à laquelle on fera une guerre incessante, tout en la faisant à son armée.

ORGANISATION MILITAIRE.

Après ces premières dispositions, auxquelles on ne saurait apporter trop de soins, et plus nécessaires dans une guerre de surprises que dans toute autre, on s'occupera de former et d'organiser les corps et les détachements des volontaires.

Comme, dans cette première période de la guerre, il s'agit surtout de propager rapidement l'insurrection, de lui donner plutôt de l'étendue que de la force locale, les corps des volontaires seront les plus mobiles et les plus disséminés possible, pour couvrir toute la surface du territoire polonais, hors les points occupés par les masses ennemies. Ils prendront ici pour règle capitale cet axiôme de la guerre de partisans : « *Se trouver partout et nulle part;* » ou, en d'autres termes : « *Être partout où les Moskovites ne sont pas en force.* »

Pour répondre à cette condition essentielle, il faut former une quantité de groupes indépendants les uns des autres, mais obéissant tous à la même impulsion donnée d'en haut par le gouvernement national, et en sous-ordre par les chefs militaires de chaque palatinat.

Dans chacun de ces groupes la valeur individuelle remplacerait le nombre ; il ne faut donc admettre que des hommes parfaitement valides et d'une bravoure à toute épreuve. Une dizaine d'insurgés actifs et décidés peuvent servir de premier noyau à un groupe suffisant pour se mettre en campagne. La force de ces groupes doit beaucoup varier, selon le lieu, la saison et les circonstances. D'abord très-peu considérables, de 60 à 80 hommes, ils pourraient ensuite doubler et tripler ce nombre, pour frapper des coups de main décisifs, sauf à se diviser après le résultat obtenu. Les détachements d'insurgés, généralement trop forts mis en activité jusqu'à ce jour (comme par exemple ceux du dictateur Langiewicz ou du général Taczanowski), n'ont pas atteint leur but principalement pour cette cause.

Comme la qualité dominante de chacun de ces groupes doit être la *célérité*, l'organisation qui satisfait le mieux à cette qualité est celle de fantassins montés sur des chevaux de paysans et mettant pied à terre pour combattre, les chevaux ne servant à autre chose qu'à transporter rapidement les soldats d'un point à un autre. Dans les provinces où les chevaux sont plus rares, il faudrait les conduire sur des chariots. La cavalerie proprement dite, toujours longue, difficile et coûteuse à organiser, les récents combats l'ont prouvé jusqu'à l'évidence, est constamment inférieure à toute ancienne cavalerie ; et d'ailleurs, destinée à agir exclusivement sur les plaines, sans aucun emploi dans les bois et les défilés, elle ne répond nullement au but de l'insurrection dans la période actuelle. Nous ne parlons

pas ici des cavaliers éclaireurs, attachés en petit nombre à chaque corps, pour la garde du camp et les reconnaissances, et de la gendarmerie nationale, pour la partie administrative et la police. Les fantassins montés, c'est-à-dire allant à cheval ou en chariots, et combattant à pied, remplissent bien mieux les conditions voulues ; ce sont eux qui, d'après notre conviction, seront les plus propres à délivrer la Pologne de l'oppression étrangère. Ces groupes, destinés à parcourir de grandes distances, devront avoir la plus grande force de cohésion possible ; il faut donc une autorité absolue dans les chefs, une confiance absolue dans les soldats : l'une et l'autre ne peuvent être inspirées que par un dévouement sans bornes à la patrie, par le sacrifice le plus complet de la vie et de toute personnalité.

ARMEMENT

Les armes principales des insurgés doivent être :

1° Le fusil à longue portée ou la carabine rayée, afin de pouvoir suppléer par la bonté de l'arme au nombre des combattants, en y ajoutant au besoin le fusil de chasse garni d'une baïonnette ;

2° La faux, si terrible dans la main de nos villageois, et au besoin la pique, la plus facile à fabriquer ;

3° Les outils nécessaires pour couper les arbres et pour creuser la terre, comme cognées, haches, scies, serpes, pioches et pelles ferrées, ce dont nous démontrerons plus loin la plus urgente nécessité. Chaque détachement devra être muni de trois espèces d'armes. Ces fantassins seront donc partagés en *tirailleurs*, *chasseurs* et *faucheurs*, selon la proportion qui serait déterminée par les ressources locales du pays. Les tirailleurs

(strzelcy celne), corps d'élite, seront choisis parmi les chasseurs les plus habiles, et on en joindra un peloton à chaque compagnie du détachement. Chaque chasseur ayant donné des preuves d'adresse et d'intrépidité, passera dans le corps des tirailleurs, qui auront tous rang de caporal et ne porteront pour tout armement que le fusil. Tous les autres porteront, outre le fusil ou la faux, les outils précédemment désignés. Cette disposition aura l'immense avantage de stimuler le zèle des soldats, et d'offrir à leur émulation un moyen équitable d'avancement. On y ajoutera des signes honorifiques, indiqués d'abord par un simple ruban, qui seront distribués par les chefs aux plus méritants après chaque rencontre sérieuse. *Tous les soldats des trois armes* seront montés sur de petits chevaux sans selle au besoin, avec une couverture attachée par une sangle, portant deux cordes en guise d'étriers et un sac derrière ; harnachement commode et peu dispendieux qui ne blesserait jamais le cheval et lui faciliterait en outre le passage des rivières et des étangs. Au moment du combat, un seul cavalier suffirait pour tenir en laisse cinq ou six chevaux, abrités derrière une maison, une haie ou un accident de terrain.

OFFICIERS

Les officiers supérieurs, jusqu'au grade de major inclusivement, seront directement choisis par le gouvernement national ; les officiers subalternes, capitaines, lieutenants et sous-lieutenants, proposés par les chefs des détachements, seront confirmés dans leurs grades par les chefs militaires des palatinats. Les attributions de ces chefs ainsi que celles des commissaires du gou-

vernement auprès de chaque corps d'insurgés, seront nettement déterminées et définies, pour éviter tout conflit dans l'exercice de leur autorité. Le chef militaire serait maître absolu de tous les mouvements stratégiques dans son palatinat, de la direction des corps d'insurgés, des points qu'ils doivent occuper, des positions de bataille, de la concentration ou de la division momentanée des différents détachements, en un mot de tout ce qui concerne le combat avec l'ennemi. Le commissaire n'aura d'autre mission que l'approvisionnement des troupes, l'équipement, les fournitures d'armes et de munitions, la direction et la surveillance des agents civils, les correspondances ouvertes ou secrètes, en un mot l'inspection générale des opérations des insurgés, le contrôle suprême étant réservé au gouvernement national à qui ses rapports seront adressés. Son immixtion dans les dispositions du chef militaire du palatinat ne pourrait que désorganiser les corps des partisans, en les privant de l'unité du commandement, et produirait, comme le cas s'est déjà présenté, les plus désastreux effets. Tous deux doivent se soutenir mutuellement, et concourir, chacun selon les fonctions qui lui sont assignées, à la délivrance du pays.

EMPLOI DES TROUPES

Il faut délivrer les campagnes avant de pouvoir songer à reprendre les villes et les places fortes ; celles-ci ne peuvent être ni facilement emportées ni longtemps gardées, car l'ennemi reviendrait en force pour les ressaisir. Il ne faut donc les considérer que comme des lieux de passage pour s'emparer des armes, des munitions, des caisses et des archives, sans jamais perdre

de vue le but capital de la guerre de partisans, qui est de battre l'ennemi en détail, en le forçant à se diviser en petits détachements pareils à ceux des insurgés.

Les premières opérations de leurs chefs auront pour objet de dégager les frontières par lesquelles on voudra faire pénétrer les corps de volontaires dans l'intérieur du pays. A l'exemple de l'immortelle confédération de Bar, il faut établir les principaux centres d'action à des distances assez éloignées des points occupés par l'ennemi pour éviter une surveillance immédiate et pour procéder en sécurité aux premiers détails de l'organisation. Les lieux de passage seront choisis de préférence dans les contrées boisées, protégées par des marais, et d'un accès difficile pour les troupes régulières. Il en faudrait plusieurs simultanément sur la même frontière pour en assurer le succès. Une dizaine d'officiers de choix, avec des noyaux de groupes de 10 à 16 insurgés, et ayant chacun un mandat de recrutement signé du gouvernement national, suffirait pour commencer l'opération, qui se ferait de la manière suivante.

FRONTIÈRES A DÉGAGER

Ces officiers s'entendent pour se réunir sur deux ou trois points de la frontière, avec leurs hommes arrivant isolément, le même jour et à la même heure. Ils surprennent et enlèvent les postes détachés des kosaks et des gardes-frontières, en s'emparant des autorités civiles les plus rapprochées. Ils détruisent aussitôt toute communication entre les corps ennemis, comme les lignes télégraphiques, les chemins de fer et quelquefois les ponts. Comme leur mission est d'abord de re-

cruter et de réunir les hommes; de ramasser chemin faisant les chevaux et les armes, ils invitent les jeunes gens à se joindre à eux, et forment trois groupes séparés; deux pour suivre la frontière dans des directions opposées, le troisième, le plus nombreux, pour se diriger à l'intérieur. Chacun emmène ses prisonniers qu'il fait tenir strictement surveillés pour empêcher une évasion et par suite une dénonciation. Il est bien entendu qu'on enrôlera tout ceux qui seront prêts à servir la cause nationale, en leur faisant prêter serment de fidélité, et qu'on les répartira entre les trois groupes, afin d'engager par leur exemple les autres soldats qu'on fera prisonniers; les kosaks seuls en seront exceptés. On en fera de même avec les fonctionnaires civils et les chefs des communes.

Ces groupes devront être habituellement assez peu nombreux pour subsister dans les villages sans les affamer. L'excédant sera dirigé sur les contrées voisines pour y propager l'insurrection, qui pourra gagner ainsi 15 à 20 lieues par jour dans tous les sens. Mais il est urgent pour cela d'envahir les bourgs et les villages en moins de temps qu'il n'en faut pour en porter la nouvelle à l'ennemi. Ce sera facile en changeant souvent de chevaux, en se servant de véhicules de transport, en remplaçant les hommes fatigués par ceux que l'on a recrutés, en indiquant à ceux-là un autre point de ralliement. Aussitôt un village envahi, il faut y proclamer le gouvernement national, lui faire prêter serment, recruter de nouveaux groupes et les lancer dans le pays environnant pour le soulever immédiatement. Les chefs de ces groupes devront enlever les courriers, les patrouilles, intercepter les convois, en appliquant tous leurs soins à dérouter l'ennemi et à lui faire ignorer le plus longtemps possible la présence de l'insurrection dans les contrées soulevées. Tous les postes

isolés et peu nombreux seront nécessairement surpris et taillés en pièces.

EXTENSION

Ce serait déjà un pas immense que d'avoir détruit tous ces postes, généralement formés de kosaks et de douaniers ; d'avoir dégagé un point de la frontière et facilité l'entrée des volontaires, auxquels un avis serait envoyé sans délai. Bien entendu, nous résumons dans cette note les données générales, en élaguant autant que possible les détails, qui dépendront du temps, des lieux et des circonstances, et surtout de la sagacité des chefs d'insurgés. Remarquons ici, pour les groupes et les détachements se dirigeant à l'intérieur, que la rive droite de la Vistule, comme se trouvant en communication avec les insurrections de Lithuanie et d'Ukraine, est la plus importante ; c'est donc sur celle-là qu'il faut concentrer les efforts les plus sérieux, sans dégarnir pourtant les palatinats de Sandomir, de Kalisz et de Mazovie, qui les premiers peuvent recevoir des secours de l'Occident. En soulevant les provinces du sud-est, l'insurrection gagnerait promptement les steppes de l'Ukraine et les bords de la mer Noire, et par ceux-ci elle tendrait la main aux différentes populations toujours hostiles à la Russie et toujours prêtes à secouer le joug.

Sans vouloir tracer un itinéraire exact aux progrès de l'insurrection dans ces contrées, posons en principe qu'il faudrait les parcourir rapidement, en longeant les bois et le cours des petites rivières, et en quelque sorte à vol d'oiseau, en laissant partout derrière soi les populations soulevées et prêtes au combat. Les chefs

militaires des palatinats et les officiers nouveaux seraient choisis dans chaque province parmi les citoyens zélés de toute classe et de toute condition, leur choix devant être ratifié par le gouvernement national. Les premiers réunissant dans leurs mains tous les pouvoirs civils et militaires, auraient les mêmes attributions que ceux du royaume, savoir : l'organisation des troupes, leur équipement et leur emploi ; les seconds seraient proposés par les chefs de détachements, et confirmés dans leurs grades par les chefs militaires. Les paysans des provinces orientales, pour la plupart *ruthènes*, manquent, il est vrai, d'hommes capables pour faire des officiers de troupes régulières ; mais ils en trouveront de suffisamment intelligents pour se mettre à la tête des groupes d'insurgés et les conduire à l'ennemi, comme cela a déjà lieu en Samogitie et en Lithuanie. Il suffirait de leur donner quelques instructions, de leur montrer comment on établit un camp dans les bois ou dans une position couverte par les marais, comment on surprend un poste, comment on forme des abattis, comment on creuse une tranchée pour dresser une embuscade et pour se garantir du canon ; en un mot, on en ferait des partisans. Il faut seulement leur recommander d'éviter de se lever en masse sur un seul point, pour ne pas être forcés de se disperser aussitôt après, faute de provisions ; de ne jamais combattre l'ennemi en rase campagne, et de se diviser en détachements mobiles de fantassins montés sur de petits chevaux dont leur pays est abondamment pourvu. De même que les autres insurgés, ils n'admettront dans leurs rangs que les plus braves et les plus actifs. On choisirait les cavaliers éclaireurs et la gendarmerie nationale parmi la classe lettrée de chaque province ; leur service se ferait d'après les règles précédemment établies, ayant pour objet cette néces-

sité rigoureuse de la guerre de partisans : « Surprendre l'ennemi sans être jamais surpris par lui. » Il en est de même des agents civils et des commissaires du gouvernement. Tous comprennent déjà que les agents moskovites des Mourawieff et des Anienkoff sont leurs implacables ennemis; dès qu'ils les auront faits prisonniers, ils les traiteront de la même manière que les troupes moskovites traiteront les nôtres. Tout cela se fera rapidement, sans s'arrêter aux détails, en se reposant sur le patriotisme et la prudence des nouveaux fonctionnaires que l'on aura nommés.

Lorsque, moyennant ces dispositions, l'insurrection aura gagné en étendue, on s'occupera de donner plus de force et de consistance aux détachements isolés, sans pourtant s'écarter des principes que nous avons exposés. On formera des corps de troupes plus nombreux que les précédents, et on tentera de s'emparer de quelques petites villes, où l'on se sera ménagé des intelligences parmi les habitants. Comme de cette manière le pays sera entièrement soulevé, hors les villes dans lesquelles les Moskovites tiennent garnison, ces garnisons seront forcées de se morceler pour faire face à l'insurrection, de battre la campagne avec des colonnes peu nombreuses, que l'on pourrait alors attaquer, détruire ou faire prisonnières; et l'objet de la guerre de partisans, dans sa première période, serait ainsi pleinement obtenu. Dans cette phase nouvelle, qui est celle de la guerre offensive ou d'agression, au lieu de la guerre défensive que l'on aura faite jusqu'à présent, on se servira des principes brièvement énoncés dans le chapitre suivant.

II

GUERRE OFFENSIVE.

Lorsque les succès et les résultats obtenus par les procédés ci-dessus auront permis de prendre l'offensive, c'est-à-dire d'attaquer ouvertement l'ennemi avec des forces suffisantes pour lui disputer la victoire, on s'occupera d'organiser dans les provinces soulevées l'armée nationale régulière. Ici, les officiers de 1831, ceux qui sont sortis des écoles de France ou d'Italie, ceux enfin qui ont dû servir dans l'armée ennemie avant de passer dans les rangs des insurgés, auront voix prépondérante et la plus large partie du travail d'organisation. On pourra aussi recourir avec fruit aux estimables ouvrages de Chrzanowski, de Bem, de Wysoçki, et surtout à celui de Sztolçman, qui contient les applications les plus détaillées des règles de la guerre nationale ; en y ajoutant toutefois les précieux renseignements de l'expérience acquise dans notre immortelle insurrection de 1863. Il s'agira surtout d'amélio-

rer l'armement, l'équipement et l'approvisionnement des troupes, qui resteront, comme par le passé, composées de tirailleurs d'élite, de chasseurs et de faucheurs, employant les chevaux et les voitures de transport pour faire des marches rapides, et mettant pied à terre pour combattre. Leurs armes resteront les mêmes que par le passé, c'est-à-dire la carabine, la faux et les outils nécessaires pour les abattis et les tranchées. La qualité individuelle des soldats plutôt que leur quantité serait adoptée, comme précédemment, pour base générale de l'organisation.

FORMATION ET MANŒUVRES.

Cinquante tirailleurs manœuvrant *sur un seul rang*, avec cent chasseurs *sur deux rangs* et deux cents faucheurs *sur trois rangs*, formant un effectif de 350 hommes, moins les officiers, pourraient former un bataillon. Leurs manœuvres seraient les plus simples possible, savoir : 1° s'étendre en ligne de bataille, les faucheurs au centre, les chasseurs et les tirailleurs aux ailes; cette ligne deviendrait colonne de marche par un à droite ou un à gauche et réciproquement; 2° se masser en bataillon serré sur une des compagnies des ailes ou du centre pour présenter un ordre compact à la cavalerie ennemie et se déployer en sens inverse; 3° savoir dresser des embuscades et se garantir du canon, moyennant des abattis et des tranchées, l'effet moral sinon l'action matérielle de l'artillerie ennemie étant à redouter pour des troupes encore peu aguerries.

EMBUSCADES. — ABATTIS MOBILES (ZASIEKI).

Nous avons dit que chaque soldat, moins les tirailleurs d'élite, doit être muni des objets nécessaires pour couper les arbres et pour creuser la terre, comme la cognée, la hache, la scie, la serpe, la pioche et la pelle ferrée. Les uns servent aux abattis, les autres aux tranchées; nous nous occuperons d'abord des premiers.

Plusieurs arbres couchés sur le sol, les branchages aiguisés, tournés en avant et retenus par des piquets fortement plantés en terre, forment un abattis. On les place généralement en travers des routes que l'on veut intercepter, des accidents de terrain ou des fortifications passagères que l'on veut défendre; mais, ici, il s'agit encore de les faire servir à couper des colonnes de marche au moment de leur passage à travers les forêts, moyennant des arbres préparés à ce dessein et qui tomberont sur l'ennemi en l'écrasant. Ces arbres seront préparés de la manière suivante :

On coupera les branchages du côté opposé à la route, pour que tout le poids de l'arbre porte vers l'endroit où on veut le faire tomber; puis on sciera les troncs, près de la racine, jusqu'aux quatre-cinquièmes de leur épaisseur. On reliera entre eux les arbres, par leurs sommets, avec des cordes solides, des fils télégraphiques ou des branchages tordus, de manière que chaque arbre, en tombant, puisse entraîner son voisin, qui, à son tour, entraînera les suivants. Dans la fente sciée d'un de ces arbres, un des plus gros et vers le centre de la ligne, on placera dans une gourde de cuir ou de ferblanc quelques livres de poudre, le goulot de la gourde tourné vers la forêt, avec une mèche à laquelle un soldat agile

et déterminé mettra le feu lorsque l'ennemi sera entièrement engagé dans la ligne ainsi préparée. Cette mèche est tout simplement un fil de coton trempé dans une dissolution de poudre dans l'alcool. On en fera tout autant, s'il se peut, du côté opposé de la route à traverser.

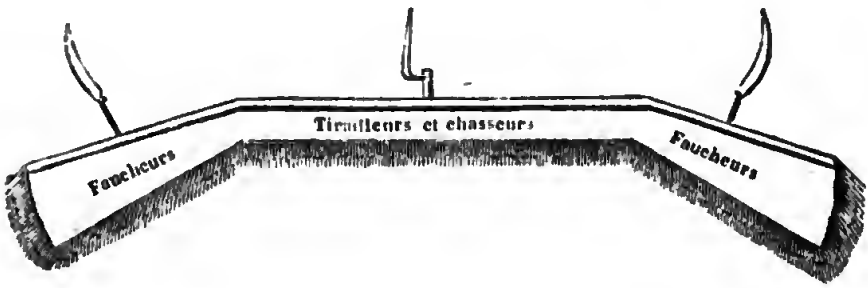
Après l'explosion et la chute des arbres, un détachement d'insurgés, placé à petite distance, profiterait aussitôt du désordre mis dans la colonne de marche ennemie pour l'attaquer et la détruire. Comme cette opération se ferait le mieux à la faveur de l'obscurité, on se renseignera le plus exactement possible sur une marche de nuit de l'ennemi, et on choisira un endroit où la route est resserrée des deux côtés par de grands arbres, particulièrement des sapins. C'est par des abattis mobiles de ce genre que les troupes polonaises ont été écrasées, en 1497, dans les bois de la Boukovine.

EMBUSCADES. — TRANCHÉES (ROWY).

Ces tranchées sont destinées : 1° à protéger, dans les contrées découvertes, les camps des insurgés pour lesquels elles tiendront lieu de fortifications passagères ; 2° à se garantir du canon durant le combat, pour en atténuer l'effet moral sur leurs troupes.

Elles auront généralement 1 mètre 20 c. de profondeur sur 2 mètres de largeur, avec une banquette de 0, 40 c. à la face, la terre étant rejetée *en arrière* de la tranchée et non pas *en avant*. Un épaulement de terre fraîchement remuée ne garantit nullement les soldats contre les canons du calibre de campagne, et encore moins les canons rayés, dont les projectiles ont une grande force de pénétration; il ne servirait qu'à les bles-

ser par les éclats des pierres et du sable aggloméré par le froid. Le niveau de la terre elle-même est un rempart impénétrable au boulet, qui ricoche en l'effleurant et passe au-dessus de la tranchée. Les hommes seront ainsi parfaitement abrités; et lorsqu'ils monteront sur la banquette pour faire feu ils seront encore fort peu exposés. Dans ces tranchées seront postés les tirailleurs et les chasseurs à un mètre de distance l'un de l'autre, selon les places désignées à l'avance à chaque peloton; les faucheurs seront placés en partie au second rang, les armes sur leurs genoux, en partie massés sur les flancs, soit dans les plis naturels du terrain, soit dans des places d'armes ou réduits plus larges et plus profonds, dont la terre rejetée en arrière ou sur les côtés sera masquée par des branchages ou des troncs d'arbres. Ces réduits seront légèrement inclinés en arrière de la tranchée des tirailleurs, avec laquelle ils auront à peu près la forme de deux crosses de fusil couchées à terre et réunies par les extrémités des canons, selon la figure que voici :



Une autre place d'armes d'une forme indéterminée (*kotlina*), à une cinquantaine de pas en arrière, servira d'abri pour la réserve des faucheurs, ainsi que pour

les bagages et les munitions. Les ailes de cette tranchée devront être appuyées sur des obstacles naturels qu'il est difficile de tourner, comme des marais, des étangs ou des cours d'eau dont les ponts auront été enlevés à l'approche de l'ennemi. Dans l'absence seulement de ces obstacles, la tranchée prendra une forme semi-circulaire, y compris les réduits, pour éviter qu'elle ne puisse être tournée, et présentera alors à peu près la figure d'un fer à cheval. Il est presque inutile de démontrer l'utilité d'une position de combat ainsi fortifiée; elle arrêtera l'ennemi plus longtemps que toute autre, quelques efforts qu'il fasse pour l'emporter. Son canon tirera très-certainement sur la tranchée sans faire aucun mal aux tirailleurs, et non pas sur les réduits où les faucheurs abrités seront prêts à l'assaillir, aussitôt que ses rangs auront été éclaircis par les balles des précédents. Mais il importe pour cela de le laisser approcher à courte distance, ne faisant d'abord faire feu qu'à un petit nombre de chasseurs, le reste ne se montrant que lorsqu'il marcherait en masse à l'assaut. Dans certains cas, les chasseurs seraient placés au second rang des tirailleurs et chargeraient leurs armes. Chaque coup doit être bien ajusté, visé sans précipitation, de manière à toucher toujours et à démoraliser l'ennemi, quel que soit le nombre de ses soldats. Cette règle importante, dans notre guerre surtout où les munitions sont aussi chères que la vie, s'applique également à toutes les rencontres. Ces tranchées peuvent servir aussi à la défense des villages en les creusant en travers de la route qui y conduit.

Pour couper les chaussées traversant les marais, il faut en enlever assez de terre et la rejeter assez loin sur les côtés pour qu'il soit long et difficile de les rétablir. Des tirailleurs, abrités dans des tranchées ou des réduits, tireront sur les têtes de colonnes et les travail-

leurs ennemis. Pour les débusquer, on sera forcé de faire passer des hommes dans les fossés et les ravins, où les tirailleurs n'auront pas de peine à les atteindre. On pourra de même intercepter une extrémité de la route par un abattis fait à l'avance, et couper l'autre aussitôt après le passage de la colonne. En combinant ces deux moyens, on arrêtera longtemps la marche de l'ennemi, et même, si la chaussée est longue, on pourra le prendre par la faim ou le faire prisonnier. Cette instruction se rapporte surtout aux contrées marécageuses de la Prypeç, en Polésie.

LE COTON-POUDRE.

Cette substance fulminante, ne faisant ni bruit, ni feu, ni fumée, et dont nos officiers devront connaître la fabrication et l'emploi, sera très-avantageuse dans la guerre des surprises et des embuscades. Les avant-gardes, les reconnaissances, les tirailleurs ennemis perdront toute contenance et n'oseront pas s'avancer, en voyant tomber leurs hommes sans savoir d'où viennent les balles qui les frappent. L'effet moral produit sur l'ignorance superstitieuse de ces barbares ne contribuera pas peu à les terrifier et à les mettre en fuite. Il serait essentiel d'avoir une provision de coton-poudre dans chaque détachement. Les grenades de main pourront aussi y être d'une grande utilité.

Le coton-poudre ou fulmicoton se fabrique de la manière suivante :

On trempe du coton, pendant 15 ou 20 minutes, dans un mélange d'acide nitrique et d'acide sulfurique concentrés; on lave ensuite le produit à grande eau et on le dessèche. Cette dernière opération exige beaucoup de

précautions quand on opère sur de grandes masses. Le résultat en est une substance explosible, d'un aspect jaunâtre, faisant explosion comme la poudre à canon par le contact d'une étincelle et même par le choc. Il revient plus cher que la poudre à canon; et s'il n'est pas bien préparé, il a l'inconvénient de détériorer les armes et de les remplir d'humidité; mais, en revanche, sa force explosive est environ quatre fois plus grande que celle de la poudre ordinaire. Excellent pour faire sauter les mines, le coton-poudre peut servir avec avantage pour charger les projectiles creux qu'il brise en éclats plus nombreux que la poudre à canon. En nettoyant l'arme après trois ou quatre coups et en préservant les cartouches de toute humidité, on en obtient un tir plus certain.

Les grenades de main peuvent être fabriquées, soit avec des boîtes d'essieux en fer ou en métal (*piasty zelazne*), soit mieux encore avec des tronçons de tuyaux à gaz, coupés à diamètres égaux, et dont on aura bouché les deux extrémités par deux plaques épaisses, fortement rivées à la forge. Les mèches seront adaptées comme dans les grenades ordinaires.

Quant aux canons en bois, nous les croyons parfaitement inutiles, et dangereux seulement pour ceux qui ont l'imprudence de s'en servir. Les canons pris à l'ennemi doivent être encloués, ou plutôt, si le temps le permet, enfouis dans des endroits désignés.

III

CONCLUSION

Le but de la guerre actuelle, nous l'avons dit, et nous ne saurions assez insister sur ce principe, est de durer et de durer longtemps ; chaque jour de plus dissipant le prestige de la Russie aux yeux de l'Europe, et par là, doublant les forces matérielles et morales de l'insurrection. Il ne suffit pas de vaincre l'ennemi, il faut encore chercher à le détruire, sans jamais discontinuer le combat, hiver comme été ; un suprême effort pouvant nous donner gain de cause.

Les résultats obtenus par la campagne d'été sont déjà immenses, et compensent largement les pertes et les sacrifices subis par le pays. L'armée moskovite amoindrie, découragée, et faute de pouvoir vaincre, n'ayant plus qu'un seul but, le vol et le pillage ; le peuple des campagnes irrité par le brigandage, par la persécution religieuse et le massacre systématique de notre race, prêt à saisir les armes qu'il a sous la main et à se lever sur toute l'étendue du pays ; les dernières illusions de l'Europe au sujet de l'action diplomatique disparues et la voie des négociations épuisée ; le droit de la Russie à la possession indéfinie de la Pologne ouvertement contesté par les cabinets ; les populations de l'Ukraine, des Kosaks du Don, du Kaukase, ayant reçu le choc électrique de l'insurrection ; enfin la certitude acquise par la Pologne de pouvoir seule, par une guerre de partisans, tenir tête au plus vaste empire du monde, tels sont les fruits de cette lutte de 10 mois, lutte déjà plus longue que celle de 1831, plus générale que l'insurrection de Kosciuszko, plus héroïque que la confé-

dération de Bar. Cette marche ascendante de chaque réveil de notre génie national, est le gage le plus certain de sa victoire définitive.

Maintenant il s'agit surtout de tenir la campagne pendant la saison d'hiver, et de la traverser, si rigoureuse qu'elle soit, sans désarmer. Comme l'ennemi devra nécessairement se concentrer dans les villes, les insurgés en profiteront pour s'établir dans les villages, où ils auront plus de loisir et de sécurité pour veiller à leur organisation et à leur armement. Il faut toutefois éviter d'occuper trop longtemps les mêmes positions, et se tenir toujours sur ses gardes pour ne point être surpris à l'improviste. Les détachements, disséminés le moins possible, groupés s'il se peut dans les mêmes édifices, seront prêts à marcher au premier signal ; et les chevaux, reposant le jour, sanglés toute la nuit pour le départ. « *Le meilleur moyen de dormir en repos,* dit Chrzanowski, *c'est de ne jamais laisser dormir l'ennemi.* » L'attaquer de préférence la nuit, ou mieux sur le point du jour, l'attirer dans les endroits inaccessibles à l'artillerie et aux trains de bagages, sur les étangs glacés où sur les fondrières couvertes de neige ou simulant une plaine. Les chemins étant interceptés, il ne pourra se mouvoir que très-lentement ; les troupes légères des insurgés auront donc sur lui un avantage incessant. La meilleure stratégie à son égard dans toute saison, c'est d'agir des deux côtés, devant et derrière sa ligne d'opération, derrière surtout, où il est moins bien gardé et où tout échec entraine une plus rapide déroute ; en correspondant de l'un à l'autre corps d'insurgés par des intelligences ménagées à l'avance. On profitera de tous les intervalles de la lutte pour recruter, organiser et former à la manœvre les bataillons réguliers. En maintenant ces dispositions, la campagne d'hiver pourra nous devenir bien plus

favorable que celle d'automne et nous conduire, les armes à la main, jusqu'aux premiers mois du printemps.

Il faudra encore bien longtemps, même avec ces troupes mieux armées et mieux exercées que les précédentes, faire la petite guerre, effectuer beaucoup de mouvements, simuler des retraites, n'attaquer l'ennemi que par surprise ou en l'attirant dans des embuscades, éviter toute rencontre trop inégale, lui tuer des hommes en détail ; et puis, quand on l'aura suffisamment fatigué, réduit aux abois, découragé, frapper les coups décisifs. Lorsqu'on aura donné de l'assurance à ses volontaires, et qu'on les aura transformés en vieux soldats par une série de combats heureux, alors, mais alors seulement, on pourra songer à s'emparer des centres militaires et politiques de l'invasion, en emportant d'un coup de main hardi et bien combiné quelque ville ou quelque place forte, dont on aura gagné le commandant ou décimé la garnison par tous les moyens ci-dessus énoncés.

C'est ainsi qu'en persistant dans la lutte, malgré l'apathie de l'Europe industrielle et l'hostilité ouverte de nos voisins, l'insurrection polonaise assurera le triomphe de la sainte cause qu'elle défend. La conscience publique, trop longtemps assoupie par d'ignobles calculs pécuniaires, finira par se réveiller, et la cause de la Pologne deviendra nécessairement la cause de l'humanité. La voix de l'opinion universelle couvrira les clameurs de la presse vendue à la Russie, et forcera la main même aux despotes les plus intéressés à notre anéantissement. Après cette lutte du désespoir, engagée par une poignée de jeunes gens sans armes, presque des enfants, contre les vieilles armées du tzarisme secondées par toute la férocité des chefs asiatiques, la Pologne se relèvera plus unie et plus forte qu'elle n'a

jamais été, plus grande qu'aucun des peuples des temps anciens et modernes. Devant ce motif suprême, toutes les considérations secondaires de partis, de familles, de convoitises et d'ambitions individuelles, doivent disparaître ou se taire, en cédant la place à cette nécessité capitale de la situation présente, renfermée dans les mots suivants : « *Durer encore trois mois,* » sans interrompre la lutte, en sauvegardant par tous les moyens possibles l'existence du gouvernement national, sanctuaire et drapeau de notre glorieuse insurrection. C'est ainsi que nous verrons se réaliser la devise solennelle inscrite en tête de ce travail : « *Non intermisso vinces.* »

Il va de soi-même que la Pologne ne doit combattre qu'un seul de ses trois ennemis à la fois;

Qu'elle doit appeler à elle l'intervention *armée* et non *diplomatique* de l'Occident;

Qu'elle ne doit plus confier la direction du mouvement national au parti réactionnaire qui l'a déjà fait avorter en 1831, 1846 et 1848;

Qu'elle ne doit pas se contenter d'une démonstration militaire, mais prendre pour son point d'appui principal le peuple polonais.

22 septembre 1863.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

462.165

TABLE DES MATIÈRES

	Pag.
PRÉFACE (1865)	XII
Insurrection polonaise (*janvier* 1864)	1
— — (*février* 1864)	8
— — (*mars* 1864)	36
Politique de l'Autriche en Gallicie	42
Insurrection polonaise (*avril* 1864)	49
Politique de l'Autriche	59
Insurrection polonaise (*mai* 1864)	67
La Russie jugée par un Russe	87
Le procès des 127 patriotes de Posen	102
Insurrection polonaise (*juin* 1864)	105
Manifeste de la junte de Madrid	115
Insurrection polonaise (*juillet* 1864)	123
Appel des prêtres polonais au clergé	127
Une séance de la haute cour de Berlin	140
Insurrection polonaise (*août* 1864)	152
La Russie en feu	162
Insurrection polonaise (*septembre* 1864)	163
Le gouvernement national de Pologne à la nation	*ib.*
Ordre du jour du chef de la ville de Varsovie	167
Le règne de Mourawieff II	169
La banqueroute moskovite	173
— —	177
Le budget de l'insurrection et *la Presse*	179
Insurrection polonaise (*décembre* 1864)	183
Le règne de Mourawieff II	*ib.*
Insurrection polonaise (*janvier* 1865)	187
La banqueroute moskovite	*ib.*
Insurrection polonaise (*février* 1865)	192
Les hommes d'État de la Sainte-Alliance	*ib.*
— — —	194

Digitized by Google

Insurrection polonaise (*mars* 1865) 202
Insurrection polonaise (*avril* 1865) 206
Les hommes d'État de la Sainte-Alliance. 215
Insurrection polonaise (*mai* 1865). 227
Les hommes d'État de la Sainte-Alliance. 249
Insurrection polonaise (*juin* 2865). 259
Le peuple polonais. 267
L'offrande 275
A M. Christien Ostrowski, ... 276
La diplomatie occidentale. 278
APPENDICE.
Note sur la guerre nationale 281

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

462.165

LAGNY. — Imprimerie de A. VARIGAULT.

Mq 200 93.25

Digitized by Google

Lagny. — Imp. Varigault.